

LA VOIE DE LA RÉVOLUTION ÉCRITS DES *CAHIERS DU MAOÏSME*

CAMARADE PIERRE



ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

38 rue Dunois, 75013 Paris

flpress@protonmail.com

<https://foreignlanguages.press>

1^{ère} Édition

Paris, 2022

ISBN: 978-2-493844-04-0

Ce livre est le premier volume d'une série visant à publier l'intégralité des œuvres du Camarade Pierre.



Ce livre est publié sous licence CC BY-NC-SA 4.0, qui autorise sa copie et diffusion à titre non-commercial sous réserve de citation de l'auteur et de l'éditeur.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| La guerre populaire dans les pays impérialistes ? | 5 |
| Breve histoire du Parti communiste français | 25 |
| 1. Le PCF du Congrès de Tours | 29 |
| 2. Le Front populaire | 43 |
| 3. PCF et clandestinité | 59 |
| 4. L'après-guerre : le PCF de Thorez | 93 |
| 5. Le PCF révisionniste | 103 |
| Les communistes en dehors du PCF et la période contemporaine | 127 |
| Addendum à l'édition publiée en 2009 des premiers <i>Cahiers du Maoïsme</i> | 153 |
| La ligne maoïste en France | 161 |
| 1. Sur la situation globale | 163 |
| 2. Le fascisme moderne | 167 |
| 3. La guerre populaire dans les pays impérialistes | 175 |
| 4. La question des syndicats | 183 |
| 5. La question du travail dans les universités et dans les lycées | 191 |
| 6. La question des quartiers populaires | 199 |
| Réponses des maoïstes à des questions polémiques | 203 |
| La position des maoïstes vis-à-vis des autres partis et organisations | 211 |

La guerre populaire dans les pays impérialistes ?

Cahiers du Maoïsme, no. 1, p. 4-12.

Au sein des partis comme du mouvement communiste, la lutte idéologique est une chose saine et permet d'avancer dans la théorie comme dans la pratique. Cette lutte constante et universelle est appelée « lutte entre deux lignes ».

Aussi, avant d'aborder la question de la guerre populaire dans les pays impérialistes, il convient de rappeler ce que nous entendons par lutte entre deux lignes et sur quelles bases scientifiques nous nous appuyons. Nous en présenterons un résumé assez bref, car ce n'est pas le sujet dont nous voulons traiter en priorité.

Toute chose dans l'univers est composée d'éléments qui s'opposent au sein d'une même unité (neutron et électron, positif et négatif, attraction et répulsion etc.). Leur opposition crée un mouvement dynamique. Ainsi s'est formé l'univers tel que nous le connaissons, dans sa diversité, son expansion. Cette formation est le produit de la lutte des contraires au sein d'une même unité – dans la matière, puis par la libération des particules élémentaires qui ont formé les atomes eux-mêmes composés d'éléments sécables. De là se sont formées les galaxies, les étoiles, les systèmes solaires dont le nôtre. Dans certaines conditions, la vie peut apparaître, comme sur la Terre où nous vivons. Les divers éléments de type minéral ont donné naissance aux acides aminés et ainsi de suite jusqu'à nous, les être humains, dans un long mouvement d'évolution et de mutation, allant du simple au complexe. L'homo sapiens sapiens est un des produits de l'évolution des espèces. L'humain est le seul être qui a pu transformer son environnement par son travail et pas seulement s'y adapter. Par son travail social en progrès constant, il a accumulé des connaissances qui ont constitué un acquis reproductible et améliorable sans cesse, ajoutant à ses aspects innés des acquis exponentiels, presque sans limites.

Tout au long de l'Histoire, ces acquis ont été obtenus par la lutte contre le conservatisme. Les connaissances nouvelles s'appuient sur les connaissances acquises précédemment, les enrichissant etc.

Le premier bond qualitatif a été le simple passage du bâton utilisé par le singe à la confection de bifaces, d'outils et d'armes en pierre polie.

La maîtrise du feu a permis de cuire la nourriture, nous permettant de varier notre alimentation et d'améliorer sensiblement notre métabolisme. La seconde révolution, celle du néolithique, a permis le passage de la chasse et de la cueillette à l'élevage et l'agriculture. Chaque fois cela s'est accompagné par une modification du comportement de l'homme, tant dans le domaine culturel, que de l'organisation sociale, de la famille, de la société, et même des conceptions religieuses. La société s'est différenciée, les classes sont apparues et sont entrées en lutte dans leur rapport de production pour l'appropriation du fruit du travail, qui passa de la répartition collective à l'appropriation individuelle, de la filiation maternelle à la filiation paternelle, du communisme primitif à la société esclavagiste, féodale, capitaliste, enfin la société socialiste.

L'accumulation quantitative produit un bond qualitatif. Quand les rapports de production ne correspondent plus au développement de la société, l'ancienne machine doit être brisée – rupture qui s'opère, à chaque époque, par les forces révolutionnaires tirant la société vers le haut, forces progressistes qui se forment au sein même de l'ancienne société, qui grandissent et deviennent la force d'avenir. Bien que le prolétariat ne détient aucun moyen de production, il forme la classe la plus nombreuse ; il est la force d'avenir.

Il n'y a rien d'éternel, tout se transforme, rien n'est figé, tout est en mouvement. Les connaissances ne peuvent être conservées telles quelles. Elles évoluent par l'expérience, par la lutte entre l'ancien et le nouveau, ce qui permet d'avancer. L'être humain fait progresser la science à travers le processus de production des biens matériels qui lui fournissent de nouveaux moyens techniques.

Les êtres humains vivent dans des sociétés de classe ; classes dont les intérêts sont opposés. Le capitaliste tâche d'arracher au prolétariat le maximum de plus-value (le travail supplémentaire que le prolétaire fournit au capitaliste sans qu'il lui soit payé ; le surtravail qui fournit au capitaliste le capital lui permettant d'acquérir de nouveaux moyens de productions, d'échanges etc.).

C'est par la lutte que le prolétariat arrive à maintenir son salaire, qu'il peut, quand les affaires du capitaliste vont bien, exiger que ce salaire soit amélioré.

Les capitalistes se font une guerre acharnée pour conquérir de nouveaux marchés, y compris par les armes. Si le prolétariat a la velléité de contester le système, il est réprimé. En aucun cas la bourgeoisie n'est prête à céder le pouvoir de son plein gré. L'histoire nous enseigne qu'elle le défend et le défendra griffes et ongles sortis. Elle mènera la guerre pour maintenir ses profits si ceux-ci sont menacés par un autre pays impérialiste. La violence a donc un rôle essentiel dans l'Histoire. L'Histoire de la lutte des classes est jalonnée de révoltes, de guerres, de révolutions.

Aujourd'hui la bourgeoisie a déclaré une véritable guerre au prolétariat. Les différents États impérialistes « restructurent » à tour de bras, liquidant les acquis au prix de la sueur et du sang du prolétariat et, plus généralement, des couches populaires. Le prolétariat, à moins de se laisser égorger comme un cochon et d'accepter de servir de chair à canon pour que la bourgeoisie maintienne son taux de profit et son système qui en est garant, n'a plus qu'à répondre à cette guerre par l'initiation d'une autre, la guerre révolutionnaire, la guerre populaire, qui visera la suppression des causes de l'exploitation, de l'oppression et qui permettra d'en finir avec la guerre tout court.

La lutte entre deux lignes va être le moteur pour la constitution des forces permettant au prolétariat de se lancer de nouveau « à l'assaut du ciel »¹. Cette lutte va traverser toutes les organisations et bien entendu le parti communiste maoïste lui-même ainsi que le mouvement communiste international. Les partis qui composent ce dernier sont eux-mêmes traversés par la lutte des contraires, et c'est d'ailleurs ce qui les fait progresser ou reculer momentanément ou amorcer un détour pour mieux avancer, ceci quoiqu'en disent les révisionnistes ou les sociaux-démocrates.

Nous écartons, d'emblée, les partis révisionnistes qui prétendent que le passage pacifique est possible. Ce qui nous intéresse en tout premier lieu, ce sont les organisations ou partis qui pensent que la violence est nécessaire pour renverser l'appareil d'État de la bourgeoisie, pour conquérir le pouvoir sans lequel tous nos rêves ne sont qu'illusions, sans lequel ne peut être maintenue la dictature du prolétariat.

¹ K. Marx, « Lettre à Kugelmann », 12 avril 1871.

Insurrection ou guerre populaire ?

Il existe plusieurs variantes de la thèse de l'insurrection. Pour certains, elle se résume par le mot d'ordre de « grève générale ». Cette idée en France est très répandue. Beaucoup de syndicalistes, principalement issus de la CGT², reprennent ce mot d'ordre sans se poser la question « politique », c'est-à-dire la question du parti, de la perspective politique. D'après eux, la grève générale doit paralyser la bourgeoisie et la faire céder. Cette grève est, bien sûr, possible. Les plus importantes grèves de ce type ont été celles de 1936 et de 1968. La première a débouché sur les accords de Matignon³, qui ont permis des avancées sociales importantes. Il en a été de même en 1968 avec les accords de Grenelle⁴. Mais dans l'un et l'autre cas, cela n'a pas débouché en une grève insurrectionnelle. Pourtant, en 1936 comme en 1968 il y a eu des actions telles que des occupations d'usine, des grèves déclenchées sans préavis, une défense des occupations ; de plus, les événements de 1968 ont été marqués par l'érection de barricades et d'autres initiatives insurrectionnelles. Les directions syndicales, principalement la direction de la CGT, étaient entre les mains des révisionnistes, opposés à la transformation de la grève générale en grève insurrectionnelle.

De toute évidence, il ne peut y avoir de grève insurrectionnelle débouchant sur la révolution si la force politique qui domine le mouvement ouvrier ou qui l'influence, est réformiste ou révisionniste. Dans certaines circonstances historiques on peut obtenir des concessions importantes de

² Formé le 23 septembre 1895 à Limoges, la Confédération générale du travail (CGT) est le principal syndicat en France. De l'après-guerre aux années 90, la politique et les campagnes de celle-ci suivaient la ligne du PCF et ses cadres étaient pratiquement tous des membres du parti. C'est avec la chute de l'Union soviétique et la politique ultra-liquidatrice de Robert Hue que la CGT commença à prendre de la distance avec le PCF, retirant de ses statuts son appellation de « syndicat de lutte des classes » pour devenir un fourre-tout dont la militance dépend des fédérations et des sections.

³ Les accords de Matignon furent signés dans la nuit du 7 au 8 juin 1936 à l'hôtel de Matignon. Ils sont considérés comme l'une des principales « conquêtes sociales » apportées par le mouvement syndical en France, introduisant le droit de grève, les congés payés, la semaine de 40 heures, les conventions collectives, ainsi qu'une augmentation des salaires.

⁴ Les accords de Grenelle sont le nom donné aux discussions entre les syndicats et le gouvernement Pompidou qui eurent lieu entre le 25 et le 26 mai 1968. Ils entraînèrent la revalorisation du salaire minimum ainsi qu'une extension des congés payés ainsi que d'autres droits. Suite aux accords, le PCF appela à la liquidation de la grève, malgré le désir des masses de continuer le combat.

la part de la bourgeoisie ; concessions qui seront invalidées ultérieurement par diverses mesures (impôts, taxes, etc.).

D'autre part, la grève générale sans objectif révolutionnaire a pour effet de détourner les masses de l'objectif de la révolution. Ceci n'est pas dû à leur état d'esprit comme le prétendent les révisionnistes. Ce détournement relève de leur responsabilité à eux, les révisionnistes, qui ne préparent pas les masses dans la perspective de l'objectif révolutionnaire. Celui-ci passe par la prise du pouvoir, puis par la destruction radicale de l'appareil d'État de la bourgeoisie et enfin par son remplacement par la dictature du prolétariat, nécessaire pour contraindre la bourgeoisie détrônée.

Le révisionnisme ne peut ouvrir cette perspective car la voie pacifique qu'il préconise se refuse de tenir compte de l'existence de cet appareil d'État bourgeois, en particulier de l'appareil répressif – armée-police-justice. Il ne mène pas une lutte conséquente contre les appareils de laminage idéologique, comme l'enseignement, la publicité, les médias, la littérature, le culte des héros dans les films, à travers le modèle de diffusion cosmopolite issu de l'impérialisme américain. Ainsi le révisionnisme n'arme pas idéologiquement le prolétariat à se préparer à l'insurrection finale qui permettra la prise du pouvoir dans tout le pays, le triomphe de la révolution prolétarienne.

Ce qui se cache derrière l'idée d'insurrection sans préparation préalable, c'est le passage pacifique au socialisme ; c'est la thèse kautskiste selon laquelle le super-capitalisme, ultra-impérialisme, va créer de lui-même les conditions d'une crise de telle sorte que le prolétariat n'aura plus qu'à cueillir les lauriers, par la grève générale pour les uns, par l'insurrection pour les autres.⁵ Toutes ces positions reflètent soit des positions révisionnistes, soit les illusions de la petite bourgeoisie révolutionnaire.

Les tenants de l'insurrection s'insurgent contre l'idée de la guerre populaire parce que cette guerre aura un coût ; un prix que nous fera payer la bourgeoisie qui ne se laissera pas faire. La bourgeoisie n'abandonnera pas le pouvoir sans réagir, et réagira à toutes initiative de notre part pour prendre son pouvoir. Elle tentera de nous arrêter ; elle nous réprimera et

⁵ Karl Kautsky (1854-1938) était un social-démocrate autrichien combattu par Lénine pour ses thèses révisionnistes. Kautsky prétendait que la violence révolutionnaire n'était pas nécessaire pour parvenir au socialisme. À partir de 1887, il avance l'idée que le capitalisme se dépassera lui-même à force de se transformer en impérialisme. Cette idée le poussa par la suite à soutenir la collaboration de classe.

massacrera celles et ceux qui s'engageront sur cette voie ainsi que leurs soutiens, etc. Mais selon les révisionnistes, il faut attendre des circonstances favorables pour que puisse se produire cette insurrection, et préparer pacifiquement le grand soir.

Certes, il y a une différence apparente entre les tenants de la préparation à l'insurrection et ceux qui préconisent purement et simplement le passage pacifique au socialisme, le grignotage du pouvoir, la lutte parlementaire comme panacée pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

Mais n'est-ce qu'une apparence ?

Les trotskistes sont engagés sur la voie du passage pacifique au socialisme et ont pris la place des révisionnistes pour nous faire avaler cette camelote contre-révolutionnaire. Ils s'engagent corps et âme dans la lutte parlementaire et les combinaisons électoralistes, mais n'ont aucune perspective, aucun programme, aucune ligne révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Ils ne préparent pas idéologiquement les masses à l'insurrection, ne parlant même plus de l'insurrection elle-même, car en réalité ils sont pour la conciliation avec la bourgeoisie. Ils sont pour le contrôle de la production capitaliste, c'est-à-dire un arrangement avec la bourgeoisie, comme forme transitoire de passage au socialisme. Le problème militaire qui se pose en vue de la prise du pouvoir est complètement évacué et tout le monde est convié à « lutter pour un autre monde ». À la direction d'un mouvement réformiste comme ATTAC⁶, on retrouve le révisionniste Nikonoff, appuyé par un nommé Aguiton, issu de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)⁷, ainsi que par le dirigeant du journal *Le Monde Diplomatique*, Bernard Cassen, professeur contesté à l'Université de Vincennes dès sa création et fondateur du département d'études européennes à Paris VIII, centre de formation des cadres de l'Europe capita-

⁶ L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, généralement connue par son acronyme Attac (ou ATTAC), est une organisation altermondialiste créée en France en 1998. « Lutter pour un autre monde » est un de ses slogans.

⁷ La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) était un des trois principaux partis trotskistes en France. Elle représentait la section française de la IV^e Internationale – Secrétariat unifié, dont elle fut un des acteurs principaux. Dans les années 2000, la LCR a obtenu des résultats électoraux qui la placèrent comme deuxième parti de gauche en France. Sur cette base, le Parti entamera des discussions avec différents groupements de gauche en vue d'une unification, qui aboutira en 2009 à la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Le NPA se révélera être un échec, avec d'un côté une avalanche de scissions, et de l'autre le départ des militants les plus radicaux. Aux élections de 2022, le NPA est arrivé à l'avant-dernière place.

liste. Ainsi est constituée l'organisation chargée de dévier la juste colère de ceux qui cherchent une perspective. Lutte Ouvrière⁸ est alliée à la LCR et fait des listes communes en vue des élections. Pas de stratégie révolutionnaire là non plus, voire même abandon du terme « insurrection », eux qui se réclament du léninisme.

Cette référence n'est toutefois pas abandonnée par tout le monde. Ainsi, les organisations et partis se réclamant du marxisme-léninisme, reprennent à leur compte l'idée d'insurrection. Ils combattent la thèse de la guerre prolongée, de la guerre populaire, sous le prétexte que ce type de guerre est une bonne tactique pour les pays opprimés ; qu'ici on ne peut pas encercler les villes par les campagnes comme l'a défini Mao Zedong ; que l'on ne peut établir de zones libérées ni de bases d'appui dans les pays impérialistes. Ils ajoutent que la révolution en Chine n'a pas été vraiment une révolution prolétarienne, car il y avait plusieurs classes représentées dans l'État chinois, que la bourgeoisie nationale y jouait encore un certain rôle. Ils ne veulent pas reconnaître le fait que c'est l'idéologie qui commande ; que c'est le parti du prolétariat qui dirige la guerre populaire (voir le numéro spécial de *L'Internationale communiste* de juin 1936 sur la Chine⁹) ; que la masse paysanne est la force numérique principale mais pas la force dirigeante ; que la démocratie nouvelle se construit dans les zones libérées tout au long du processus de la guerre populaire ; et que lui succède sans interruption l'État de dictature du prolétariat. Cette vision est mécanique. Elle est le refus de reconnaître les apports de Mao Zedong à la théorie révolutionnaire du prolétariat, au marxisme lui-même enrichi par le léninisme, ayant produit le marxisme-léninisme. C'est une vision figée du marxisme, qui ne voit ni le mouvement dialectique, ni la lutte entre les deux lignes comme facteur de développement de la théorie et de la pratique révolutionnaire. Ne pas voir que la guerre populaire et les autres apports de Mao constituent une nouveauté, c'est la même chose que refuser de voir les progrès de la médecine ou de toute autre science. C'est refuser d'utiliser les nouveaux concepts, qui ne substituent pas aux anciens mais les complètent ou apportent des éléments nouveaux. Ceci dit, revenons au concept de la guerre populaire. Celle-ci n'est pas seulement un concept, elle a une appli-

⁸ Lutte ouvrière (LO) est le journal de l'Union communiste (trotskyste), et le nom sous lequel celle-ci milite et participe aux élections.

⁹ « La Chine à l'épreuve », numéro spécial de *L'Internationale communiste*, juin 1936.

cation pratique. Cette application pratique est transposable à différents endroits, et a pris un caractère universel avec la guerre du Vietnam, en conformité avec la thèse de Mao qui dit que la guerre populaire engendre la démocratie nouvelle suivie de la révolution socialiste sans interruption. C'est seulement possible si c'est le parti communiste qui dirige cette guerre populaire, peu importe si la masse des combattants soient des paysans, car c'est l'idéologie et la politique qui commandent au fusil et désignent clairement le but de la guerre populaire, à savoir l'avènement du communisme à l'échelle mondiale.

Les marxistes-léninistes nient l'apport universel de la guerre populaire et pourtant celle-ci a été, comme nous le disions, reproductible au Vietnam ainsi qu'au Pérou où le Président Gonzalo, dirigeant du Parti communiste du Pérou (PCP), tirant le bilan du mouvement communiste international, a défini le maoïsme comme troisième jalon du marxisme. La guerre populaire au Pérou débutait en 1980, la première après la mort de Mao. En redémarrant le processus révolutionnaire autant sur le plan théorique que pratique, le PCP remettait en route le mouvement communiste au niveau international. En 1984, le Mouvement révolutionnaire internationaliste (MRI) réunissait les partis et organisations qui étaient restées fidèles au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Zedong. Au cours de la lutte de ligne, différents partis et organisations se sont mis à adopter le maoïsme comme théorie universelle et ont cessé de faire référence à la pensée Mao Zedong comme simple application du marxisme-léninisme au contexte chinois. Cela a été un bond en avant dans la compréhension du maoïsme et a été le produit de la lutte de ligne au sein du MRI. Poursuivons ! Aidé par l'expérience de la guerre populaire au Pérou et de l'aide internationale dispensée par le MRI, le Parti communiste du Népal (maoïste) a déclenché sa propre guerre populaire qui s'étendit et continue de s'étendre sur tout le territoire népalais, où suivant le concept maoïste de la guerre populaire dirigée par le Parti, le PCN (maoïste) aide les masses à construire la démocratie nouvelle dans les campagnes. En effet, le processus de conquête du pouvoir dans tout le pays suit la stratégie d'encercllement des villes par les campagnes. La guerre populaire au Népal a elle-même stimulé la reprise de la guerre de guérilla en Inde et influencé les maoïstes dans le pays tout entier. Une coordination s'est mise en place regroupant les partis et organisations maoïstes du Népal, de l'Inde, du Sri

Lanka, du Bangladesh et du Bhoutan, c'est-à-dire les forces maoïstes dans une région du monde regroupant un quart de l'humanité.

De tous les apports de Mao Zedong à la théorie du marxisme-léninisme, la guerre populaire est la preuve la plus visible aujourd'hui par ses différentes applications au Pérou, au Népal, en Turquie. Les marxistes-léninistes ne nient généralement pas ce fait évident mais contestent les autres apports de Mao et classent la guerre populaire comme un moyen militaire uniquement valable pour les pays opprimés. Par ailleurs, ils nient les autres apports de la révolution chinoise : l'économie socialiste et la critique du primat de la théorie du développement des forces productives sur l'idéologie dirigeant ce même développement ; le lien entre les deux composantes des forces productives (moyens de production et rapports entre les producteurs au sein de la production). Ils nient aussi la Révolution culturelle prolétarienne comme approfondissement et renforcement de la dictature du prolétariat au sein de l'appareil de production, de l'État et du Parti. Ils refusent d'admettre, contre Lénine et Mao, que même quand la bourgeoisie a perdu les moyens de production, elle peut se reconstituer, former des réseaux, et se renforcer par de nouveaux éléments qui eux non plus ne détiennent pas à proprement parler les moyens de production mais visent à s'accorder des privilèges dans le cadre de l'État socialiste, constituant ainsi une nouvelle bourgeoisie qui ne vise qu'à restaurer le capitalisme. C'est bien sûr nier ce qui s'est passé ; c'est refuser de prendre en considération les remarques de Lénine et de Mao Zedong à ce sujet. C'est contester que la première réponse à ces questions a été fournie par l'expérience de la grande révolution culturelle prolétarienne (GRCP).

La question de la guerre populaire dans les pays impérialistes

Les marxistes-léninistes nient les apports de Mao Zedong et donc l'apport universel de la guerre populaire, même s'ils reconnaissent qu'il y a des guerres populaires au Pérou et au Népal. Or, ils évitent de parler de la Turquie, puis du développement de la guerre populaire en Inde qui aujourd'hui s'étend à quinze États sur vingt-huit. De plus, ils mettent sur le même plan les guerres populaires mentionnées et celle des FARC ou d'autres guerres de guérilla. Cela n'est là rien d'anormal puisqu'ils ne reconnaissent pas le maoïsme comme nouvel apport.

Comme la lutte des contraires traverse tout processus, il est normal que la lutte entre les deux lignes traverse toute organisation. C'est ainsi que se fait la décantation et qu'elle amène le mouvement à un niveau de développement supérieur tant sur le plan idéologique – qui est le principal –, que sur le plan politique et organisationnel qui en découle.

Pour nous, maoïstes des pays impérialistes, la guerre populaire est un concept universel qui doit être adapté aux conditions concrètes de chaque pays, en prenant en compte l'histoire de notre propre mouvement ouvrier et communiste, en examinant la ligne qui a été développée, en soulignant les aspects positifs qui peuvent nous aider à avancer dans la recherche de la voie la plus adaptée, ainsi que les formes et degrés qui doivent être envisagés pour le développement de la guerre populaire dans les conditions propres à nos pays respectifs.

Dans notre mouvement, certains camarades pensent que ce qui prime c'est la guerre populaire dans les pays opprimés. Ils pensent donc qu'il faut développer un vaste mouvement de résistance à l'impérialisme ; que c'est là la tâche principale des maoïstes dans les pays impérialistes, qui doivent accumuler des forces pour être en mesure de prendre la tête d'une l'insurrection future qui éclatera nécessairement avec l'approfondissement de la crise du capitalisme. Nous ne pensons pas que cela soit juste. Dans son interview avec le journal *El Diario*, le Président Gonzalo avait dit « le butin, ce sont les nations opprimées », mais aussi « c'est avec le Président Mao Zedong que le prolétariat international acquiert une théorie militaire complète, développée, et nous donne ainsi la théorie militaire de la classe, du prolétariat, applicable partout », et plus loin « Pour moi, c'est un motif de joie de voir qu'en Europe la révolution commence à se frayer un chemin et quels que soient les accrochages, les faux pas qui puissent avoir lieu, il faut avoir confiance dans les masses et les peuples, confiance dans le fait que, de la même façon qu'ailleurs, la révolution a lieu les armes à la main, en suivant le marxisme, en Europe aussi, nous devons y penser. J'insiste sur le fait que nous devrions voir avec une dimension historique, voir à plus longue échéance, étudier sérieusement ces mouvements et encourager tout ce qui conduit au marxisme-léninisme-maoïsme, à forger un parti et à développer la guerre populaire »¹⁰.

¹⁰ Voir « Interview du président Gonzalo par le journal *El Diario* », 1988.

Nous ne saurions convaincre celles et ceux qui pensent que la guerre populaire est impossible dans les pays impérialistes par la seule explication théorique, c'est-à-dire sans s'appuyer sur des faits, sans montrer que la guerre de partisans, la lutte armée, prémisses de la guerre populaire, a été abandonnée en chemin dans les pays impérialistes par les révisionnistes. Ce sont des choses que nous devons analyser pour aller de l'avant et ouvrir de nouvelles perspectives.

La guerre populaire a-t-elle déjà eu lieu dans les pays impérialistes ?

Marx, dans un article traitant de la guérilla des espagnols contre Napoléon, paru dans le *New York Daily Tribune* du 30 octobre 1854¹¹, a décrit trois phases : 1) la population des provinces prend les armes (guerre de guérilla) ; 2) les guérillas attaquent l'ennemi, se disperse en petits groupes avec peu de pertes ; 3) les unités de guérilla se regroupent en unités de 3000 à 6000 hommes qui sont défaites ou dispersées face à l'armée permanente de Napoléon, puis reprennent leur harcèlement.

Engels, dans un autre article sur la guerre d'Italie écrit :

Un peuple qui veut conquérir son indépendance ne doit pas se limiter aux mesures militaires habituelles. Levée en masse, guérillas révolutionnaires, guérillas partout, voilà le seul moyen qui permette à un petit peuple de venir à bout d'un grand [...] Les Espagnols l'ont prouvé en 1807-1812, les Hongrois le prouvent aujourd'hui encore.¹²

Ces guerres décrites par Marx et Engels, sont des guerres de libération nationale. Ils montrent déjà que la lutte du peuple est invincible. Ils s'appuient sur l'expérience des masses pour montrer que la guerre du peuple est supérieure à celle de la réaction, qu'elle prend la forme de guérillas, de regroupement, de dispersion, et de harcèlement continu.

Lénine, avec son parti, va mener une guerre civile révolutionnaire. Il s'appuie sur la remarque d'Engels :

¹¹ K. Marx, « Revolutionary Spain » (« L'Espagne révolutionnaire »), *New York Daily Tribune*, 30 octobre 1854.

¹² F. Engels, « La défaite des piémontais », *La Nouvelle Gazette rhénane*, Cologne, 1849.

Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection [...] les forces que vous combattez ont sur vous l'avantage de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle ; si vous ne pouvez leur opposer des forces supérieures, vous êtes battus, vous êtes perdus.¹³

Marx et Engels décrivent les phases de la guerre du peuple d'après la pratique même du peuple déjà en lutte, et de là constatent que c'est seulement quand les forces sont supérieures que l'on peut vaincre, d'où la mise en garde de ne pas se lancer dans l'insurrection quand nos forces ne peuvent anéantir l'ennemi. La guérilla est un combat d'unités dispersées qui harcèlent l'ennemi, qui pratiquent une guerre de mouvement, avec replis rapides. Au regroupement des forces succède la dispersion, à nouveau le harcèlement, et ainsi de suite, jusqu'à l'insurrection finale.

En 1905, Lénine va être confronté à la guerre civile révolutionnaire ; celle-ci va précéder l'insurrection « finale » de douze ans, et va porter la lutte individuelle des éléments révolutionnaires au niveau de la lutte des masses. En effet la Révolution de 1905 est une guerre du peuple, une guerre civile révolutionnaire. Celle-ci se déroule dans les villes. Le premier soviét à Leningrad préfigurera le double pouvoir du peuple contre celui du tsar, lorsqu'au même moment à la campagne la guerre paysanne, caractérisée par les attaques visant les domaines des propriétaires fonciers, annonçait déjà les expropriations et le mot d'ordre « la terre à ceux qui la travaillent ».

Que dit Lénine dans *De la défensive à l'offensive* ?

Les choses progressent [...] Le terrorisme individuel, produit de la débilité des intellectuels, est relégué [...] Voilà que les pionniers de la lutte armée se solidarisent non seulement en paroles, mais aussi en actes avec la masse, se mettent à la tête des détachements prolétariens et des groupes de combat du prolétariat, forment dans la guerre civile des dizaines de chefs populaires qui sauront au jour de l'insurrection ouvrière, sou-

¹³ F. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Éditions sociales internationales, Paris, 1935.

tenir de leur expérience des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers [...].¹⁴

Ailleurs il écrit « L'insurrection armée du peuple entier mûrit et s'organise sous nos yeux » ; « Jamais la social-démocratie [entendez le parti social-démocrate] ne s'est abaissée à jouer aux complots militaires, jamais elle n'a mis au premier plan les questions militaires, tant qu'on n'était pas en présence des conditions d'une guerre civile à ses débuts »¹⁵.

En 1906 Lénine écrit :

Nous devons non pas paralyser, mais encourager les actions de partisans des détachements de combat, si nous voulons réellement préparer l'insurrection.

Ces quelques phrases de Lénine montrent à l'évidence que l'insurrection est un aboutissement, l'aboutissement de la guerre civile révolutionnaire, que cette guerre est la guerre du peuple, celle de la classe ouvrière à la tête du prolétariat en alliance avec les masses paysannes. On peut aussi citer Mao Zedong qui écrit dans les *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* :

...nous devons étudier les lois de la guerre en général, les lois de la guerre révolutionnaire et, enfin, les lois de la guerre révolutionnaire en Chine [...] certains [...] disent qu'il nous suffit d'étudier les lois de la guerre en général [...] entièrement copiée de l'étranger ; [et pour finir toute guerre révolutionnaire qui n'est pas dirigée par le prolétariat et le Parti Communiste, ou qui échappe à leur direction] conduira à la défaite.¹⁶

Il montre l'exemple qu'il ne faut pas suivre :

En 1930, au moment où sa ligne dominait, le camarade Li Lisan ne comprit pas le caractère prolongé de la guerre civile en Chine et [...] c'est pourquoi il donna l'ordre à l'Armée

¹⁴ V. I. Lénine, « De la défensive à l'offensive », *Œuvres complètes*, tome IX.

¹⁵ V. I. Lénine, « L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire », *Œuvres complètes*, tome VII.

¹⁶ M. Zedong, « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine », *Œuvres choisies*, Vol. I, Éditions en Langues Étrangères, Pékin, 1966, p. 199-200.

Rouge, alors toute jeune encore, de marcher sur Wuhan et ordonna un soulèvement armé dans tout le pays, dans l'intention de faire triompher rapidement la révolution. C'était verser dans l'opportunisme de « gauche » [...] qui nie l'alternance des campagnes 'd'encerclement et d'anéantissement de l'ennemi' et de nos contre campagnes, il est un autre point de vue tout à fait erroné selon lequel, en aucun cas, l'Armée Rouge ne doit pas recourir à la défensive [...] Les révolutions et les guerres révolutionnaires sont offensives, mais elles connaissent également la défensive et la retraite.¹⁷

Ce qu'il nous faut retenir de notre exposé ci-dessus, c'est : 1) que l'insurrection est toujours préparée par la lutte des partisans, la guerre civile révolutionnaire, la guerre populaire dirigée par le prolétariat ; 2) Il est évident que les lois générales de la guerre doivent être étudiées, que celles de la guerre populaire doivent être étudiées, qu'il y a des caractères généraux de la guerre populaire, que les lois de la guerre populaire de tel pays ne peuvent être reprises telles quelles dans un autre pays, comme le précise le Président Gonzalo d'après le Président Mao :

Dans notre cas [...] c'est une lutte qui se livre à la campagne et à la ville [...] L'Amérique latine, par exemple, compte des villes proportionnellement plus grandes que celles des autres continents. C'est une réalité de l'Amérique latine qu'on ne peut ignorer. Il suffit de voir la capitale du Pérou, qui a un taux de population élevé. Ainsi, pour nous, la ville ne pouvait être laissée de côté et la guerre devait s'y dérouler aussi, toutefois la lutte se livre principalement à la campagne, celle de la ville restant le complément nécessaire. Voilà, nous avons déjà une particularité. Il y en a une autre [...] En entrant dans la guerre populaire, nous allons affronter les forces de police, et ce n'est qu'en décembre 1982, que les forces armées font leur entrée.¹⁸

¹⁷ Ibid., p. 226-227.

¹⁸ Voir « Interview du président Gonzalo par le journal *El Diario* », 1988.

Au Népal les thèses générales de la guerre populaire dans les pays opprimés, semi-coloniaux sont appliquées comme au Pérou, mais là aussi la guerre populaire doit être adaptée aux conditions concrètes du pays.

Ces spécificités sont un pouvoir étatique féodal centralisé, un terrain favorable où des parties importantes de la population vivent dans des zones reculées avec une faible présence gouvernementale, avec une pauvreté endémique, une influence importante du communisme et de l'esprit révolutionnaire au sein des masses populaires, et enfin le fait qu'un grand nombre de népalais travaillent en Inde, connaissant les idées révolutionnaires et peuvent constituer une sorte de base arrière d'appui.¹⁹

La guerre populaire dans les pays impérialistes est-elle possible ?

Comme nous l'avons montré plus haut, l'insurrection est l'aboutissement d'une guerre prolongée, d'une guerre de partisans ou d'une guerre civile révolutionnaire dirigée par le prolétariat dont l'avant-garde est organisée dans le parti communiste. Cela a été décrit par Lénine en vue de la situation russe, pays impérialiste arriéré par rapport aux autres pays impérialistes de l'époque. Il démontre que la guerre populaire peut être appliquée dans un pays impérialiste, que dans les pays impérialistes hautement développés la guerre populaire doit être adaptée aux conditions particulières de ces pays et doit préparer l'insurrection finale, qui consiste à s'emparer de tous les points stratégiques où est repliée la bourgeoisie, affaiblie par la guerre populaire. Il va de soi que si la bourgeoisie n'est pas affaiblie, divisée par la lutte incessante du prolétariat et des masses populaires quel que soit le degré où la forme de lutte principale qui sera mise en œuvre à tel ou tel moment, il ne sera pas possible de passer à l'insurrection finale. Il existe des précédents de guerre populaire dans les pays impérialistes, même embryonnaires. Quels sont ces exemples ? Quelles leçons pouvons-nous en tirer pour l'avenir ?

¹⁹ Nous n'avons pas pu trouver la source de cette citation. Néanmoins, les idées mentionnées se retrouvent dans le document « Stratégie et tactiques de la lutte armée au Népal », *Quelques documents importants du Parti communiste du Népal (maoïste), imp. spé.*, 2005, p. 20-21.

Dans le passé, les luttes armées ont été limitées parce qu'elles manquaient la direction d'un parti communiste, ou bien le parti communiste qui les conduisait était tout sauf conséquent, oscillant entre une position révolutionnaire et opportuniste.

Ce que nous pouvons retenir ce sont les actions que nous qualifierons de « populaires », les actions de partisans, la guerre de résistance antifasciste dans lesquelles les partis communistes ont dirigé sur le terrain la lutte armée de libération nationale. Nous devons examiner la révolte de 1968, la lutte des nouveaux partisans de la Gauche prolétarienne, le mouvement marxiste-léniniste, ses aspects positifs et négatifs, les raisons du repli, la lutte armée d'Action Directe²⁰, la différence entre ces luttes et la guerre populaire. En nous appuyant sur les aspects positifs de ces luttes et l'analyse de la situation actuelle, quel plan de bataille établir pour réunir les conditions idéologiques, politiques, organisationnelles menant au développement de la guerre populaire ? En nous appuyant sur l'expérience de la Commune de Paris, de la Résistance..., sur les avancées du mouvement communiste et particulièrement les enseignements de Lénine et de Mao Zedong, tant dans le domaine militaire, que sur les plans idéologiques et politiques ; en d'autres termes, sur leurs apports à la théorie marxiste.

La Commune de Paris

La Commune de Paris est à bien des titres exemplaire. C'est la guerre sociale avant tout, la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie. Cette guerre sociale tire les enseignements des insurrections de 1831 et de 1848. Dans la première le prolétariat servait d'appoint à la bourgeoisie républicaine contre l'aristocratie et la réaction de l'époque. En 1848, la bourgeoisie industrielle s'était rapprochée du secteur bancaire de la bourgeoisie capitaliste, ce qui allait plus tard former le capital financier qui domine le monde depuis plus d'un siècle par le biais de la fusion du capital bancaire et industriel. En France, au cours de cette seconde révolution, la petite bourgeoisie, alliée dans un premier temps au prolétariat, finira par rompre avec ce dernier et ralliera en juin la bourgeoisie qui écrasera les ouvriers. Pour la première fois, le prolétariat va se retrouver seul, pour sa

²⁰ Action directe (AD) était un groupe anti-impérialiste ayant mené des actions armées en France entre 1979 et 1987. En 1986, AD exécuta le PDG de Renault, Georges Besse, pour venger l'assassinat de Pierre Overney, militant de la Gauche prolétarienne. L'arrestation en 1987 des dirigeants d'AD marqua la fin de l'organisation.

classe, en face de la bourgeoisie tout entière. En réaction à l'abandon de la lutte de libération nationale face à l'envahisseur prussien en 1871, la Commune va être dirigée par le prolétariat et les couches populaires de Paris. Le prolétariat va s'insurger contre les défaitistes et traîtres à la patrie qui voulaient désarmer le prolétariat parisien. La Commune de Paris est donc une réaction contre l'occupation et la coalition des traîtres et contre la réaction républicaine. La Commune de Paris était dirigée par le prolétariat. Le caractère prolétarien de la Commune est contenu dans les mesures qu'elle a pu mettre en œuvre en trois mois avant son écrasement.

À savoir :

- 1) la suppression de l'Armée permanente remplacée par le peuple en armes ;
- 2) le gouvernement dirigé par le Comité central de la Garde Nationale ;
- 3) le salaire d'un haut fonctionnaire sur la base du salaire d'un ouvrier qualifié ;
- 4) les délégués à tous les niveaux étant révocables à tout moment ;
- 5) l'égalité sur tous les plans y compris électifs entre français et immigrés ;
- 6) l'instruction publique gratuite pour toutes et tous ;
- 7) l'expropriation des fugitifs au profit de la Commune ;
- 8) l'appel à la fraternisation internationale – « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » –, le soutien mutuel déclaré de la classe ouvrière allemande et française ;
- 9) l'appel aux paysans qui n'aura pas le temps d'être concrétisé dans la pratique.

D'autres Communes se sont formées en France : à Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Narbonne entre autres, bien qu'elles ont dû capituler peu de temps après leur création. L'idée de la Commune était de réorganiser la France sur la base des communes, des besoins locaux ou régionaux et ainsi former la nouvelle république sociale. Peut-on parler de guerre populaire en parlant de la Commune ? Si l'on s'en tient au soulèvement à Paris, c'est avant tout une guerre civile révolutionnaire dirigée par le prolétariat en

armes qui prend le pouvoir et entreprend de réorganiser le pouvoir d'État, au profit du prolétariat et des classes populaires, et contre l'aristocratie et la bourgeoisie. C'est-à-dire comme le disaient Marx et Engels : « Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »²¹ et « [La Commune de Paris a montré que] le prolétariat ne peut pas [...] se contenter de prendre l'appareil d'État existant et faire fonctionner tel quel cet instrument pour son propre compte. [Il se doit de] le détruire ». ²² En lançant un appel, certes tardif, à la paysannerie – en appelant au soulèvement des communes, principalement rurales –, la Commune pose le problème de la guerre populaire contre les classes dominantes, l'alliance de la paysannerie avec le prolétariat sous la direction de ce dernier.

Ce qu'il manquait à la Commune, c'était l'homogénéité idéologique et ce qui en découle, c'est-à-dire l'homogénéité organisationnelle et le parti d'avant-garde. Ce qui faisait également défaut était un commandement en chef ayant suffisamment de prestige et d'autorité pour être reconnu unanimement. Comme le dira Marx : seul Blanqui aurait pu remplir ce rôle. Or, Blanqui était emprisonné à Clairvaux, et Thiers refusa de le relâcher contre les otages.

Malgré ses faiblesses, la Commune de Paris restera à tout jamais dans l'esprit et la mémoire du prolétariat, car c'était sa première prise effective du pouvoir. Ce qui démontre que la seule manière de prendre le pouvoir c'est en recourant à la violence révolutionnaire ; qu'à l'armée permanente doit être substitué le peuple en armes (nous analyserons plus loin cette forme d'organisation militaire comme étant le meilleur garant du maintien de la dictature du prolétariat), modèle qui doit servir pour l'avenir. Dans cette même vision, la police est supprimée et remplacée par le peuple en armes qui assure les fonctions de défense et de sécurité. Paris n'a jamais connu un sentiment de sécurité aussi important que durant la Commune, alors que la police et la gendarmerie avaient fui à Versailles tout comme la pègre et même la prostitution. Comme l'a également dit Marx, la prise du pouvoir par le prolétariat résout le problème du gouvernement « à bon marché » (réorganisation de l'administration, remplacement de l'armée

²¹ F. Engels, « Introduction à *La guerre civile en France* » dans K. Marx, *La guerre civile en France*, Éditions en langues étrangères, Beijing, 1972, p. 18.

²² K. Marx, *La guerre civile en France*, *op. cit.*, p. 242.

permanente par le peuple en armes, salaires des représentants du peuple alignés sur le salaire d'un ouvrier qualifié...).

Conclusion intermédiaire

Dans notre pays, jusqu'à aujourd'hui, le prolétariat n'a pas été pas en mesure de reprendre le pouvoir une seconde fois et d'instaurer et de perfectionner l'expérience de la Commune de Paris. Pour autant, il a mené de nombreuses luttes, une guerre de libération nationale antifasciste, et des groupes ont repris le chemin de la lutte armée qu'ils n'ont pas pu suivre jusqu'au bout, précisément parce qu'ils n'ont pas su adapter la guerre révolutionnaire – la guerre populaire – aux conditions concrètes de notre pays. Parce que les partis censés former l'avant-garde du prolétariat ont renoncé aux principes définis et appliqués par les classiques : Marx dénonçait les élections, Lénine le crétinisme parlementaire, Mao adoptait la guerre populaire prolongée comme stratégie pour la prise du pouvoir.

Brève histoire du Parti communiste français

Cahiers du Maoïsme, no. 1, p. 12-55.

Introduction

On ne saurait aborder la question de la guerre populaire dans un pays impérialiste sans connaître et analyser l'histoire du mouvement ouvrier, et particulièrement celle du parti communiste.

En France, l'histoire du parti communiste est marquée par son oscillation entre des positions révolutionnaires et opportunistes, notamment sous forme de coalitions avec les sociaux-démocrates, ou de la participation aux gouvernements bourgeois au nom de l'intérêt national et pour réformer le système.

Historiquement, le Parti socialiste (PS, premier du nom) est né de la fusion du Parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde²³, du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) de Vaillant²⁴, du Parti socialiste ouvrier révolutionnaire (PSOR) de Jean Allemane²⁵, et du ralliement de certaines personnalités politiques comme Lucien Herr et Jean Jaurès²⁶.

²³ Jules Guesde (1845-1922) était un dirigeant socialiste français. Ses débuts en politique commencèrent au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT), où il prit parti pour le courant anti-autoritaire de Bakounine. C'est au travers de sa collaboration avec Paul Lafargue, avec lequel il lance le journal *L'Égalité*, qu'il se tournera de plus en plus vers le marxisme. En 1882, il fonde le Parti ouvrier (PO), le premier parti ouvertement marxiste de France, et qui finira par fusionner en 1905 avec le Parti socialiste de France de Jean Jaurès pour fonder la SFIO. Réformiste, ses dernières années le verront épouser une ligne de plus en plus droitrière. Ainsi, il soutiendra l'entrée en guerre de la France en 1914, s'opposera à la Révolution d'Octobre et prendra parti pour les sociaux-démocrates lors du congrès de Tours.

²⁴ Édouard Vaillant (1840-1915) était un socialiste et élu de la Commune de Paris. Il fonde en 1898 le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), de tendance blanquiste, qui s'unira avec le POF de Guesde en 1901. Tout comme Guesde, il soutiendra l'entrée en guerre de la France en 1914, et mourra un an plus tard.

²⁵ Jean Allemane (1843-1935) était un syndicaliste, socialiste et communard. En 1880, il adhère au POF. Soutenant une ligne antiparlementariste, et appelant à la grève générale et à l'action directe, il en sera exclu en 1890. Il crée le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) qui se versera dans la SFIO dès sa fondation. Face aux contradictions entre ses positions et celles de la SFIO, il se retirera silencieusement de la politique, tout en soutenant en 1920 la fondation du PC, qu'il ne rejoindra néanmoins jamais à cause de ses désaccords avec le marxisme.

²⁶ Jean Jaurès (1859-1914) était un dirigeant socialiste. Élu indépendant depuis 1885, il fondera, en 1902, le Parti socialiste français (PSF), qui fusionnera avec le POF en 1905

Sous la pression de l'Internationale socialiste (II^e Internationale) est créée, en 1905, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)²⁷. En 1914, celle-ci va se positionner du côté de la bourgeoisie pour appuyer la guerre (« union sacrée ») et finira par être coresponsable de la boucherie impérialiste, de concert avec les autres partis de l'Internationale mis à part le parti de Lénine (le parti ouvrier social-démocrate de Russie, POSDR) et des groupes internationalistes minoritaires au sein de certains partis socialistes. On retrouve également des pacifistes du côté des anarchistes, comme Pierre Monatte, éditeur de *La Vie ouvrière*, ainsi que Romain Rolland qui publie deux articles le 22 et 23 septembre 1914 dans le *Journal de Genève* sous le titre « Au-dessus de la mêlée » qui lui vaudront le Prix Nobel de littérature.

Le 5 et 8 novembre 1915 à Zimmerwald (Suisse), une conférence se réunit pour coordonner l'action pour la paix au niveau international. Deux syndicalistes s'y rendent : Alphonse Merrheim et Albert Bourderon. Lénine appelle à créer une III^e Internationale avec les vrais socialistes. Les délégués français créent un Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI). Ils sont rejoints par le socialiste Fernand Loriot. Le 30 septembre 1916 une nouvelle conférence est organisée à Kienthal (Suisse). Les trois députés socialistes qui participent à la conférence demandent l'armistice immédiate, la paix sans annexion et condamnent la défense nationale. Pourtant, le 9 avril 1916 une minorité (dirigée par Jean Longuet, petit fils de Marx) obtient 916 voix contre 1 996 de la majorité regroupant les vieux chefs (Jules Guesde, Édouard Vaillant, Marcel Sembat, Albert Thomas, Pierre Renaudel) qui s'expriment favorables à l'union sacrée. La position des minoritaires reste toutefois ambiguë : la paix *et* la défense nationale.

La révolution éclate en Russie. Le 13 avril, Marcel Cachin et Martin Moutet se rendent en Russie accompagnés du ministre socialiste des Armements, Albert Thomas. Ils soutiennent le gouvernement provisoire

pour former la SFIO. En 1904, il crée le journal *L'Humanité*, qui deviendra le principal organe de presse socialiste (puis communiste) en France. Pacifiste, il sera un des opposants les plus farouches à l'entrée en guerre de la France en 1914, ce pour quoi il fut assassiné en juillet 1914 par un militant nationaliste.

²⁷ La Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) était issue de l'unification, conclue en 1905, de tous les partis socialistes français. En 1920, au congrès de Tours, celle-ci se transformera en Section française de l'Internationale communiste (SFIC), bien qu'une minorité social-démocrate scissionnera pour refonder le parti sous le même nom. En 1969, ce parti sera renommé Parti socialiste (PS).

de Kerenski – réformiste – contre les bolcheviks. Même Marcel Cachin, futur dirigeant du PCF, attaque les bolcheviks dans ses *Carnets*²⁸. La SFIO se retire du gouvernement.

À ce moment-là, il existe quatre courants au sein de la SFIO : les tenants de l'union sacrée ; les zimmerwaldiens (des pacifistes comme Bourderon, syndicaliste, et Lorient, socialiste) qui sont pour la construction d'une III^e Internationale ; Longuet et Pressemane qui prônent la reconstruction progressive de la II^e Internationale ; et les centristes comme Léon Blum.

Le 2 octobre 1917, l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants) est créée par Paul Vaillant-Couturier, Raymond Lefebvre et Henri Barbusse (écrivain de *Le Feu (Journal d'une escouade)*, œuvre imprégnée d'humanisme chrétien) qui deviendront plus tard d'importants dirigeants communistes.

²⁸ Marcel Cachin, *Carnets*, 1906-1947, Paris, CNRS Éditions, 1993-1997.

Chapitre 1

Le PCF du Congrès de Tours

De la fin de la guerre à la création du Parti communiste

Le 4 mars 1919 est votée la création de la III^e Internationale. S'y rallient le Parti Socialiste italien, le Parti social-démocrate de Norvège, l'aile gauche du parti suédois, du Parti social-démocrate bulgare, du Parti communiste polonais, du Parti social-démocrate suisse, des socialistes Américains, des Galiciens (entendez, originaires de Galicie-Lodomérie dans l'empire austro-hongroise), le Parti socialiste d'Alsace-Lorraine, des socialistes de Bohême, du Mexique (du 19 mars au mois de décembre de la même année).

La révolution spartakiste éclate à Berlin le 13 janvier 1919. Le 21 mars c'est au tour de la Hongrie avec Béla Kun, cofondateur du Parti des communistes de Hongrie, et leader de l'éphémère République des conseils de Hongrie. Des mutineries éclatent en mer Noire avec André Marty et Charles Tillon (futurs dirigeants communistes).

L'opposition qui s'organise au sein de la SFIO est composée de trois groupes :

- 1) le premier est le courant anarcho-syndicaliste de Raymond Péricat. Il forme le Parti communiste français et des SOVIETS²⁹. Celui-ci adhère à la section française de la III^e internationale de Moscou, mais sous la pression anarchiste il se transforme vite en une fédération communiste des soviets. Une minorité de ce PCF arrive toutefois à se maintenir ;
- 2) *La Voix ouvrière* (VO) de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer dénonce le traité de Versailles et l'intervention en Russie. Monatte est leader des « Comités des syndicats révolutionnaires » qui

²⁹ Le « Parti communiste français et des SOVIETS » est le premier parti communiste français, fondé en mai 1919. Il n'a aucun lien avec le PCF historique issu de la SFIO, et cessa d'exister au bout de seulement deux ans. En interne, il était divisé entre les soutiens d'une ligne anarchiste (majoritaire) et ceux qui défendaient une ligne bolchevique. Les anarchistes scissionneront en décembre 1919, tandis que la minorité bolchevique finit par dissoudre le parti en mars 1921 pour rejoindre le PCF.

recueille 588 voix contre 1 393 lors du congrès de Lyon de la CGT, tenu entre le 15 et le 21 septembre 1919 ;

- 3) des militants socialistes s'organisant autour de Fernand Loriot et Louise Somoneau, qui sont pour l'adhésion à la III^e Internationale.

Le 23 et 24 avril 1919, la SFIO réunit un congrès extraordinaire sur la question internationale : la droite est pour la rénovation de la II^e Internationale, la gauche (Loriot) pour l'adhésion à la III^e Internationale. Longuet est pour une entente entre les deux.

Les représentants des trois groupes se retrouvent au sein du « Comité de la II^e Internationale pour la reprise des relations internationales » qui, le 17 avril, adhère à l'Internationale communiste. Ce comité est appuyé par la « Société des amis des peuples de Russie », lancée par Souvarine et Rosmer. Ce courant rassemble plusieurs intellectuels ainsi que le groupe Clarté d'Henri Barbusse qui, confus au début, était devenu de plus en plus pacifiste et internationaliste. L'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) est prise en main par Lefebvre et se radicalise (confiscation des bénéfices de guerre, nationalisation de toutes les industries et services publics, mines, électricité). Elle est forte de 40 000 adhérents.

En novembre 1919, la direction socialiste développe un programme réformiste pour gagner les modérés, tout en essayant de garder les révolutionnaires sur sa gauche. Loriot et Monatte refusent. Lefebvre écrit : « Le capitalisme a compris que l'existence d'un régime du travail était incompatible avec sa propre existence et il nous faudra le crever pour lui faire lâcher prise. »³⁰ Vaillant-Couturier finit par accepter le programme pour se servir de la tribune qui lui est ainsi offerte.

Deux camps s'avancent : les défenseurs de la politique consensuelle (gauche/droite) contre ceux qui posent le rôle central de la violence révolutionnaire. Les mutins de la mer Noire sont lourdement condamnés. Jacques Sadoul, capitaine de l'Armée française passé au côté des bolcheviks, est condamné à mort par contumace. La tension monte. Lefebvre écrit : « Le seul moyen de sauver la révolution russe, qui est maintenant le centre du monde, c'est de la faire nôtre »³¹.

³⁰ *Le Populaire*, 10 novembre 1919.

³¹ *La Vie ouvrière*, 29 octobre 1919.

L'Internationale était d'avis qu'il fallait réunir les forces révolutionnaires. Mais pour cela il fallait un noyau, un noyau qui rompe avec l'opportunisme, avec le révisionnisme de la II^e Internationale. La situation n'était pas mûre. Ainsi, la lutte que nous appelons aujourd'hui la lutte entre deux lignes se poursuivait. Il fallait tracer la ligne de démarcation d'une façon nette. Il fallait scissionner à gauche. En février 1920, Souvarine édite *Le bulletin communiste*. La droite – Léon Blum et Renaudel – éditent *La vie socialiste*.

La SFIO avait nettement reculé pendant les élections législatives, perdant entre 1914 et 1919 près de trois millions de voix. La désillusion post-électorale et la victoire des bolcheviks contre l'intervention en Russie des impérialistes étrangers – victoire qui consolida le pouvoir soviétique –, accélèrent le processus de différenciation. De ce fait, si au congrès de Strasbourg en février 1920, la SFIO se prononce pour la sortie de la II^e Internationale par 4 330 voix contre 37, elle écarte encore l'adhésion à la III^e Internationale (par 3 031 contre 629), tout en mandatant la Commission administrative permanente du parti « d'entrer sans délais en négociation avec les organismes qualifiés de la III^e Internationale »³². Pour la gauche, le problème est donc de réussir à séparer les troupes centristes de leurs chefs qui s'avèrent des obstacles à la dynamique des révolutionnaires. Tel sera l'enjeu du futur Congrès de Tours.

Loriot et Souvarine entretiennent des rapports étroits avec l'Internationale. Lefebvre attaque la politique centriste de la SFIO ; Charles Rapoport devient léniniste ; Louise Saumoneau démissionne. Une délégation de gauche part pour Moscou. Cachin et Longuet sont également envoyé à la capitale soviétique par la direction de la SFIO. Frossard remplace Longuet.

La direction de la CGT refuse la grève générale mais doit en paroles durcir sa position face au gouvernement. Le conflit éclate entre les dirigeants réformistes et révolutionnaires de la Fédération des cheminots. Lucien Midol et Gaston Monmousseau sont à la tête de sa direction et font voter la grève générale : 150 000 manifestants à Paris le 1^{er} mai 1920. La grève s'étend rapidement aux dockers et aux mineurs. La direction CGT prêche le calme. Le gouvernement contre-attaque et fait arrêter Monatte,

³² *L'Humanité*, 2 octobre 1920.

Loriot, Souvarine et Monmousseau. Le 16 mai, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, propose la reprise du travail. Il est aussitôt dénoncé par les emprisonnés. Par le biais du Comité confédéral national, la direction fait voter la reprise. Les cheminots sont isolés ; la grève s'arrête, trahie par Jouhaux, futur scissionniste de la CGT qui deviendra un des dirigeants de Force Ouvrière (FO) après la II^e guerre mondiale, syndicat financé par la AFL/CIO et la CIA américaine³³.

Les conflits internes se développent au sein de la SFIO et de la CGT. Parmi les chefs socialistes, seuls Cachin et Vaillant-Couturier s'étaient rendus aux assemblées générales des grévistes. *L'Humanité* ne dénonça que l'attaque du gouvernement et appela au calme. Le Comité pour la II^e Internationale refusa de prendre position.

La création du parti

La formation du parti en 1921 a été l'aboutissement d'une lutte de résistance contre la guerre impérialiste, menée par des petits groupes au sein de la II^e Internationale, du parti socialiste et de la CGT. Le coup de tonnerre de la Révolution d'Octobre a été comme un rayon de soleil pour ceux qui avaient été abusés par les opportunistes de la SFIO et de la II^e Internationale. C'étaient ces derniers qui, au nom de l'Unité nationale, les avaient envoyés à la boucherie pour le compte de l'impérialisme au lieu d'avancer le mot d'ordre « retourner les armes contre la bourgeoisie ».

Il s'agit donc d'en tirer des leçons et de construire des partis de type nouveau, capables de conduire le prolétariat à la victoire. La révolution russe avait donc généré une nouvelle génération de communistes. En juillet-août 1920, l'adhésion à la III^e Internationale est soumise aux vingt-et-une conditions d'adhésion aux principes communistes : dictature du prolétariat, prolétarianisation du parti... Au Congrès de Tours de décembre 1920, l'adhésion est rediscutée :

- La première motion est celle de Cachin/Frossard, pour l'adhésion sans réserve sur la base des vingt-et-une conditions.

³³ La Fédération américaine du travail – Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO en anglais) avait effectivement été fondé par Irving Brown, syndicaliste américain et agent infiltré de la CIA, dans le but de soutenir la fondation dans divers pays (France et Italie en particulier) des syndicats qui ne seraient pas dirigés par les communistes.

- La deuxième, celle de Longuet, qui refuse l'adhésion, soi-disant pour sauver l'unité du parti.
- La troisième est celle de Léon Blum qui refuse l'adhésion, et qui entreprend une critique de fond du bolchevisme : « Le parti reconnaît la nécessité de fait de la dictature du prolétariat, mais sous des réserves formelles [...] : la violence comme ultime moyen de salut de la révolution menacée »³⁴.

Lors du Congrès de Tours, qui va donner naissance au PCF (sous le nom de Section française de l'Internationale communiste – SFIC), Marcel Sembat (ministre des Travaux Publics de 1914 à 1916) déclare :

Vous êtes au courant de la liaison qu'il y a entre les événements et leurs conditions pour ne pas vous apercevoir que Moscou, c'est la résultante d'un ensemble de conditions spéciales à la Russie.

Ce type de raisonnement a existé et existe toujours. « C'est bon pour les autres, pas pour nous etc. »

Blum prend la parole. Que dit-il de la révolution d'Octobre ?

C'est un socialisme neuf [...] Il repose sur des idées erronées contraires aux principes du marxisme [...] une vaste erreur qui consiste à généraliser pour l'ensemble du socialisme international un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière.³⁵

On retrouve cette position aujourd'hui pour le maoïsme, concernant la guerre populaire. Refus du centralisme démocratique, du parti clandestin. Sur l'unité : « on sacrifie le nombre à l'homogénéité ». Sur la question réforme/révolution, répondant à Cachin, Blum dit :

Si l'objet unique est la prise des pouvoirs publics [...] alors toute cette activité [...] même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation.

³⁴ Léon Blum, « Discours au Congrès de Tours », 27 décembre 1920.

³⁵ Ibid.

Le PCF, plus tard, adoptera la même ligne « transformationniste », c'est-à-dire celle qui prône le dépassement du capitalisme *par le capitalisme* – d'État, régulé, etc. En d'autres mots : le passage pacifique au socialisme. Blum justifie la ligne chauvine de la II^e Internationale pendant la guerre de 1914 : « Il y a des circonstances où même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes »³⁶.

Après l'intervention de Clara Zetkin, des lettres de prison de Loriot et de Souvarine, le télégramme de l'Internationale, Longuet dit : « de l'extérieur, l'ordre nous est donné de nous diviser, de nous déchirer ». Il a oublié que dans la *Critique du Programme de Gotha* son grand-père, Karl Marx, avait appelé à rompre avec les lassaliens.

Le Congrès de Tours entraîna la scission des minoritaires, qui reconstituèrent aussitôt la SFIO, et les majoritaires qui fondèrent le PCF.

Cette scission entraîna celle au sein de la CGT, en janvier 1922. Là, les communistes furent minoritaires, exclus, et durent fonder la Confédération du travail unitaire (CGTU).

Le PCF adhéra à la III^e Internationale et la CGTU à l'Internationale syndicale rouge³⁷.

La reconnaissance par le Congrès de Tours des vingt-et-une conditions était formelle. Peu de temps après sa fondation, Frossard, premier secrétaire général du PCF, démissionnait et rejoignait les rangs sociaux-démocrates. Durant le peu de temps qui lui restait à vivre, Lénine lui-même menait le combat contre les positions opportunistes au sein de divers partis et particulièrement au sein du PCF et du Parti communiste italien (PCI). Ce n'est peut-être pas un hasard si parmi tous les partis communistes occidentaux, ce sont ces deux partis qui finirent par approuver en premier le révisionnisme moderne de Khrouchtchev, et condamner la position du

³⁶ Ibid.

³⁷ L'Internationale syndicale rouge (aussi connu sous son abréviation russe, Profintern) était une organisation internationale des syndicats affiliée à l'Internationale communiste. Elle avait été créée dans le but de proposer une alternative plus radicale à la Fédération syndicale internationale (FSI) fondée en 1919 par les sociaux-démocrates. Avec la politique de front populaire promu par le Komintern dès 1934, les syndicats membres de la Profintern multiplient les rapprochements avec la FSI. En 1937, le Profintern finit par se dissoudre.

Parti communiste chinois – qui publiera plusieurs réponses polémiques dénonçant Thorez et Togliatti³⁸. Mais n'allons pas trop vite !

La lutte de ligne au sein de la CGT

Du 4 au 20 juillet se tient le 1^{er} Congrès de l'Internationale syndicale rouge (ISR), qui œuvre pour le détachement d'un maximum de syndicats de la Fédération syndicale internationale (FSI) d'Amsterdam, appendice de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS). La délégation française accepte d'adhérer sur la base d'une coordination dans l'action.

Au Congrès de Lille du 25 au 30 juillet 1920, la minorité révolutionnaire obtient 1 325 voix contre 1 572 à la majorité réformiste. La minorité constitue des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) qui combattent la ligne de Jouhaux. Ce dernier, pour ne pas se laisser déborder, convoque un Comité confédéral national qui vote l'exclusion du CSR qui, à son tour, convoque un congrès extérieur.

Le 28 décembre 1921, l'Internationale adopte vingt-cinq thèses sur la formation d'un Front unique ouvrier visant l'unité d'action avec les chefs réformistes qui, s'ils refuseraient la proposition, se feraient démasquer. L'ISR lance un appel conjoint. La direction du PCF vote contre à l'unanimité. Le PCF est fortement critiqué. Sa délégation ne se plie que « par discipline ». Fabre, qui avait écrit des articles critiques dans le *Journal du Peuple*, est exclu par le Comité exécutif de l'IC. La décision, entérinée par le PCF, entraîne la démission d'une partie de la commission des conflits.

La ligne révolutionnaire contre la ligne de droite

N'en déplaise à celles et ceux qui ne parlent que d'un parti monolithique, la lutte entre deux lignes va se poursuivre au sein du PCF, dans l'Internationale, mais aussi dans le Parti bolchevik.

« La question française est en ce moment la question la plus importante pour le mouvement communiste international. » Zinoviev, président de l'Internationale, demande la « liquidation des scélérats ». Les tensions au sein du PCF sont très fortes, notamment entre Souvarine et Frossard.

³⁸ Voir « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous » (décembre 1962), « Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades » (février 1963) et « Sur les différences entre le camarade Togliatti et nous » (mars 1963).

Momentanément le centre l'emporte (1 690 voix contre 1 516 à gauche et 814 à droite). Les centristes avaient rallié le parti pour conserver la direction. L'affaire fut portée devant le IV^e Congrès de l'IC. La commission chargée des affaires françaises, présidée par Trotski, Manouliski, Humbert-Droz et Zinoviev, fut la plus importante du congrès. Trotski attaqua la présence des francs-maçons. Une résolution fut adoptée pour procéder à une remise en ordre. Cachin répondit à Frossard qui démissionna le 31 décembre 1922 : « Les résolutions sont votées, je suis l'homme de l'Internationale et suis prêt à briser tous les obstacles ».

Un comité de résistance à l'Internationale se forme le 3 janvier 1923, et, avec une partie des exclus, forme l'Union socialiste communiste avec son organe de presse *L'Égalité*.

La lutte de ligne se poursuit au sein du PCF. Souvarine entre en conflit avec Albert Treint. La lutte contre la politique du gouvernement français ressoude les rangs après l'arrestation de Treint, Cachin, Georges Marrane, Monmousseau, Kehr et Charles Hueber. Au secrétariat, Treint est remplacé momentanément parce qu'arrêté ; au bureau politique on retrouve Cachin, Marrane, Rosmer, Souvarine et Gérard Werth. Des membres des Jeunesses communistes sont arrêtés en Allemagne dont Gabriel Péri. Violentes manifestations le 1^{er} mai 1923 ; un mort. Le 8 mai, Cachin est libéré ; le 17 juillet c'est au tour d'André Marty... Le 21 et 23 octobre 1923, l'insurrection militaire du Parti communiste d'Allemagne échoue. Trotski rejette la faute sur Staline, Zinoviev et Kamenev, alors qu'il a lui aussi participé à la préparation de l'insurrection allemande ; tentative d'insurrection – et participation à celle-ci – qui était tout à fait conforme à sa thèse selon laquelle la révolution ne pouvait triompher dans un seul pays.

Entre temps, le PCF avait adopté une position révolutionnaire, internationaliste sur la question du traité de Versailles, dénonçant l'intervention contre les grévistes allemands dans la Ruhr.

En 1924, le PCF recule et perd près de 80 000 membres (passant de 130 000 à 80 000). Plusieurs facteurs ont fait reculer le PCF à ce moment-là : la lutte contre l'opportunisme, le traumatisme de la guerre, la vague patriotique contre l'Allemagne et la croissance économique. Le point positif était néanmoins la création de la CGTU. La gauche communiste, dirigée par Monmousseau s'affirme et se rapproche du PCF. Au II^e

Congrès de la CGTU, les communistes et les syndicalistes révolutionnaires l'emportent.

Le PCF propose un front unique à la SFIO, nommé Bloc ouvrier-paysan, tout en mettant en garde le vieux parti en se référant à un article paru dans *L'Internationale communiste* :

La tactique du front unique n'est qu'une méthode d'agitation et de mobilisation révolutionnaire des masses [...] toute tentative pour interpréter cette tactique comme une coalition politique avec la social-démocratie contre-révolutionnaire est opportuniste et condamnée en tant que révolutionnaire.³⁹

Les socialistes rejettent la proposition et s'orientent vers les radicaux-socialistes, qui constitueront ensemble le « cartel des gauches »⁴⁰. À cette époque, la tactique du « front uni » comme la concevait Mao Zedong n'existait pas encore. Au sein du PCF persistaient des illusions sur la possibilité de forger des alliances ; illusions qui ressurgiront en 1936. Dans ces années, le PCF n'est pas encore implanté partout bien qu'il occupe des territoires rouges. Il ne s'agit pas de zones libérées mais de bastions rouges, d'endroits où la lutte des classes est la plus forte. Ce sont des zones de concentration ouvrière (Métallurgie dans le Cher), les bassins miniers (Gard, Nord-Pas-de-Calais, Moselle, Saint Étienne, Saône-et-Loire, Tarn, Aveyron) ainsi que des zones rurales (Lot-et-Garonne – métayers ; Corrèze – propriétaires athées ; Cher – paysans, bûcherons).

La bolchevisation

La révolution prolétarienne mondiale a subi plusieurs défaites en Allemagne, en Bulgarie, en Estonie et en Hongrie. Le socialisme peut être construit dans un seul pays, comme l'a précisé Lénine en 1915. Après lui, c'est Staline qui poursuivra la construction du socialisme en URSS. Trotski prétend quant à lui que la construction du socialisme dans un seul pays

³⁹ Voir « Extraits du communiqué du CEIC à propos des événements en Allemagne en octobre 1923 », *L'Internationale communiste*, janvier 1924.

⁴⁰ Le cartel des gauches était une coalition électorale entre 1924 et 1934 qui rassemblait les radicaux et les sociaux-démocrates. Cette alliance permit leur victoire aux législatives en 1924 et en 1932.

n'est pas possible, et attaque la direction soviétique sur ce point, raison pour laquelle il finira par être exclu du parti.

Il y eut en effet deux lignes en lutte au sein du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS. L'une a été vaincue. C'était celle de droite, celle de Trotski. La gauche pouvait poursuivre la construction du socialisme dans des conditions difficiles, à savoir après trois ans de guerre inter-impérialiste puis trois ans de guerre civile qui avaient provoqué une grande famine durant laquelle plusieurs millions de personnes périrent, sans compter les morts de la guerre, les destructions, les pertes de territoires etc.

Cette lutte de ligne au sein du Parti bolchevik va se répercuter dans les autres partis, dont le PCF. En France, Souvarine défend Trotski. Treint revient au bureau politique après avoir triomphé au congrès de la Fédération de la Seine. Souvarine, quant à lui, démissionne. Il s'entête et publie le texte de Trotski *Cours nouveau*. Il écrit dans sa préface « Nous nous élevons contre la tendance déjà apparue de déifier Lénine »⁴¹. Il est invité au XIII^e Congrès du parti bolchevik à Moscou. Là-bas, il est seul à défendre Trotski. Il ne veut pas voir que la lutte entre le groupe dirigeant et Trotski exprime une divergence de fond entre deux lignes, dont l'une déclare que le socialisme n'est pas possible dans un seul pays. Cette ligne oscille entre, d'un côté, le défaitisme soutenant l'arrêt de la révolution et, de l'autre, l'aventurisme militariste visant à attaquer les pays capitalistes et à espérer que les masses s'y soulèveront, alors même que la révolution venait d'être écrasée en Allemagne et en Hongrie...

La lutte entre les deux lignes se poursuit dans le PCF. Monatte démissionne de *L'Humanité*, suivi par plusieurs autres. Treint reprend le parti en mains. Souvarine est exclu. « C'est dans la mesure où toutes les survivances petites-bourgeoises du 'Moi' seront détruites que se formera la cohorte de fer des bolcheviks français »⁴². Monatte et Romser sont également exclus peu de temps après. Le parti est réorganisé ; des écoles de formation communiste sont ouvertes (au programme : histoire, philosophie, économie politique, agitation, propagande), bien que leurs élèves sont issus de formations éclectiques (20 % de jauréssisme, 10 % de marxisme, 20 % de léninisme, 20 % de trotskisme, 30 % de confusionnisme). Il s'agit de transformer ce magma idéologique en une méthode cohérente. C'est

⁴¹ B. Souvarine, « Préface à *Cours nouveau* de Trotski », 1924.

⁴² « Contre Souvarine », *L'Humanité*, 19 juillet 1924.

une école ouvrière, le niveau moyen des élèves étant le certificat d'études⁴³. Après leur formation, ils intègrent l'appareil du parti. Ainsi, des ouvriers deviennent cadres du parti, ce qui concourt à la prolétarianisation de toutes les instances par l'apport du sang nouveau, ouvrier. C'est la bolchevisation du parti.

En août 1924, le PCF approuve les thèses du V^e Congrès de l'IC ; il se réorganise sur la base des cellules d'entreprises. Treint est confronté à la résistance passive des cadres intermédiaires. Le parti passe de 50 000 adhérents à 76 000 fin 1924. Le recrutement est ciblé vers la classe ouvrière. Le PCF capte les éléments les plus radicaux parmi les syndicalistes et les anarchistes, à savoir les jeunes ouvriers.

À travers cette orientation, il s'agit bien d'une lutte des deux lignes dans le parti. La ligne conservatrice est défendue par les anciens cadres qui résistent à la prolétarianisation organique du parti. Cette période est donc une période où le parti se révolutionnarise.

La jeunesse communiste se radicalise ; son service d'ordre tue par balles le 23 avril 1924 trois militants d'extrême droite. On rend coup pour coup. La violence révolutionnaire armée fait partie des moyens d'action.

Le PCF lutte contre le colonialisme français, dénonçant, entre autres, la guerre du Rif⁴⁴. Il appelle à la fraternisation des militaires français avec les marocains. Le PCF lance un appel à la grève générale contre la guerre. Il n'y a que 300 000 grévistes. C'est le premier appel du PCF de ce type.

La prolétarianisation a renforcé organiquement le parti. Dans ce contexte, la CGTU fait un travail fantastique, mais elle compte beaucoup d'ouvriers, et cela prends du temps de les gagner. Treint, trop radical, n'arrive pas à rallier à ses idées la direction du parti. Le parti doit se transformer et gagner la masse. Pour cela, la direction doit être remaniée. Treint reste au bureau politique mais n'est plus au secrétariat, qui est composé par Semard, Marrane, Cremet et Doriot. Le noyau du jeune parti se cristallise difficilement. C'est d'autant plus difficile que trois courants sont à l'origine du PCF : un premier courant issu de la SFIO, elle-même comportant

⁴³ Le certificat d'études était un diplôme remis au terme de l'enseignement primaire.

⁴⁴ La guerre du Rif était une lutte de libération nationale s'étant déroulée entre 1921 et 1927, ayant pour but la fondation d'une République du Rif, située au nord du Maroc. Son dirigeant, Abdelkrim el-Khattabi, est célèbre pour avoir développé des tactiques de guérilla, plus tard étudiées et reprises par Mao Zedong et Ho Chi Minh.

plusieurs courants – jaurèssiste, guediste, vaillantiste, etc.– ; un deuxième issu de l'anarcho-syndicalisme ; et enfin un troisième sorti du mouvement d'après-guerre. Treint est écarté, bien qu'il avait poussé à la prolétarisation du Parti. Il fallait recentrer afin d'élargir l'audience du parti. La nouvelle direction est le produit de la prolétarisation menée tambour battant par Treint. Elle comporte Pierre Sémard (cheminot), le secrétaire général, Monmousseau, Dudelieux, Racamond (CGTU), Thorez, Cremet, Doriot, Marrane (un mineur, trois métallos), Bernard (postier révoqué), Renaud (paysan) et Barbé (métallo, JC). Jules Humbert-Droz, militant de l'Internationale communiste, note : « chacun se taille son fief, son tremplin. Doriot dans les jeunesses, Thorez dans le Nord, Monmousseau dans la CGTU. Cremet convoite le secrétariat général à la place de Sémard ». Ces quelques mots, reflètent la réalité : la direction n'a pas d'unité idéologique, elle est le reflet de l'influence d'un tel ou d'un tel, dans tel ou tel secteur. Son unité apparente n'est que formelle. On peut donc en conclure que l'unité véritable est le produit du combat entre points de vue contradictoires, la lutte de lignes entre deux conceptions, dont le triomphe de l'une ou l'autre fera progresser ou reculer l'idéologie prolétarienne ainsi que le parti. Encore une fois, n'en déplaise à celles et ceux qui ne veulent pas comprendre la loi universelle de la contradiction ; l'histoire du PCF comme celle de l'Internationale est la preuve vivante de cette loi universelle.

Poursuivons : malgré ces hauts et ces bas, la prolétarisation a été un succès puisque la CGTU passe de 371 000 adhérents à 475 000. En un an toutefois, les cellules d'entreprises étaient passées de 1 544 à 898.

Le parti est donc revenu à l'organisation locale. Ce n'est pas à notre avis, une simple question tactique mais un choix idéologique et politique qui ne tend pas à renforcer la composition ouvrière du parti.

Le PCF est alors confronté au chômage et doit combattre les positions qui, au sein de la CGTU, s'opposent à l'immigration. À cet effet est créée la Main-d'œuvre émigrée (MOE), qui deviendra la Main-d'œuvre immigrée (MOI). En septembre 1927, les communistes conquièrent le bureau confédéral de la CGTU.

Le PCF privilégie alors la lutte pour les revendications, et cherche une alliance avec les classes moyennes en prônant l'ouverture envers les autres forces de gauche. Des heurts violents ont lieu avec la police lors de

la manifestation de soutien à Sacco et Vanzetti⁴⁵. Le PCF lance des campagnes contre l'armée bourgeoisie. Des groupes de défense antifasciste et des jeunes gardes se forment à travers l'ARAC.

Un conflit éclate au V^e Congrès de la CGTU, entre l'opposition syndicaliste proche de Monatte et les communistes. Louis Sellier, secrétaire du PCF de 1923 à 1924, et Louis Gachery attaquent la direction. Ils sont exclus et fondent le Parti ouvrier et paysan (POP) qui fusionnera avec le Parti Socialiste Communiste (PSC) de Frossard et deviendra le Parti d'unité prolétarienne (PUP)⁴⁶.

⁴⁵ Nicola Sacco (1891-1927) et Bartolomeo Vanzetti (1888-1927) étaient des anarchistes immigrés italiens qui ont été faussement accusés du meurtre d'un agent de sécurité et d'un trésorier lors d'un vol à main armée commis le 15 avril 1920 dans l'entreprise de chaussures Slater and Morrill à Braintree, dans le Massachusetts (États-Unis). Sept ans plus tard, ils ont été exécutés à la prison d'État de Charlestown.

⁴⁶ Le Parti socialiste communiste (PSC) est créé en 1923 par la fusion de deux petits groupes scissionnaires du PCF : le Parti communiste unitaire (PCU) de Ludovic-Oscar Frossard, premier secrétaire général du PCF (exclu pour franc-maçonnerie) et l'Union fédérative socialiste, créée en décembre 1922 par un groupe d'exclus du PC. En 1930, le PSC fusionne avec le Parti ouvrier et paysan, également composé d'anciens membres exclus du PCF, pour former le Parti d'unité prolétarienne, qui finira par rejoindre la SFIO en 1937.

Chapitre 2

Le Front populaire

La réorganisation du PCF

La fonction de secrétaire général est supprimée au profit d'une direction collective, ce qui est opposée à la théorie léniniste du rôle des chefs dans l'histoire. La question principale est la question de la ligne et non de la forme organisationnelle. En effet, si l'orientation est erronée et conduit à la liquidation, peu importe qu'elle soit collégiale ou qu'il y ait un secrétaire général. C'est l'orientation idéologique et les tactiques appropriées qui sont principales et non la composition organique, même si celle-ci a une grande importance. C'est toujours l'idéologie qui prime. C'est d'elle que découlent les formes organisationnelles, secondaires.

La direction est réduite de 15 à 7 membres. Barbé, Célor et Loze-ray sont exclus du bureau politique pour activité fractionnelle. Un nouveau secrétariat est constitué, composé de Thorez, Duclos et Frachon. Des mesures sont prises pour modifier l'organisation du parti. Il n'y a plus de permanents. De 1929 à 1933, 280 élèves ont suivi l'école du Parti, se formant ainsi idéologiquement. Un contrôle est instauré sous forme de questionnaire biographique, ce qui permet d'évaluer le parcours des militants. Mais il ne règle en rien leur attitude future. En effet, comment expliquer alors le glissement révisionniste dans les années soixante. C'est seulement en examinant les positions opportunistes de l'époque qu'on pourra y parvenir.

Seule la reconnaissance de la loi universelle de la contradiction – la lutte entre les contraires, la lutte entre deux lignes –, applicable au parti, permet un contrôle idéologique de celui-ci. Il s'agit par là de lutter contre les dérives de droite comme de gauche. Cette lutte de ligne est le reflet de la lutte de classes dans la société, à l'heure où ces mêmes classes, ses débris, son environnement – de nature capitaliste –, ainsi que la marque de sa culture, de son idéologie – bourgeoisie – et les habitudes héritées de l'ancienne société, ne sont pas encore éliminées et effacées. Ceci ne peut même pas être réalisé complètement sous la dictature du prolétariat qui n'est que la période de transition au cours de laquelle la société se transforme éga-

lement par la lutte des lignes. La consolidation, l'épuration et la restructuration de l'appareil d'État prolétarien n'est qu'un moyen de consolider la ligne juste. Seule une ligne juste est la garantie de la progression de la révolution. Elle s'élabore en s'appuyant sur les masses et en les éduquant, en leur montrant clairement, le plus simplement possible, quels sont les enjeux de telle ou telle proposition.

Poursuivons : à l'époque, le PCF pense qu'il y a une crise imminente du capitalisme, et que celle-ci va déboucher sur la révolution. Mais la peur du chômage, qui atteint alors 7,5 %, ainsi que la réduction continue des salaires et les grèves sans résultats, entraînent des mouvements violents, qui ne sont pas relayés par une véritable stratégie de prise du pouvoir. La ligne dominante est encore axée sur les résultats électoraux et l'idée sous-jacente qu'il serait possible de changer le rapport de force et conquérir le pouvoir par la voie pacifique ou par une insurrection brusque, plutôt que de forger les instruments de la prise du pouvoir. Ces instruments sont notamment le parti militarisé, clandestin, d'avant-garde – et non de masses –, ainsi que le front et les organisations de masses qui, sous différentes formes, préparent la prise du pouvoir par la guerre populaire.

La montée de l'extrême droite

Le 6 février 1934, des émeutiers fascistes tentent de prendre le Palais Bourbon. L'ARAC défile sur les Champs-Élysées. La fédération parisienne du Parti socialiste, qui était alors très à gauche, propose une manifestation contre le fascisme. Le PCF accuse le PS :

Ainsi donc vous êtes les fourriers du fascisme.

Vous préparez le passage à la dictature fasciste. Le présent gouvernement est un gouvernement qui réalisera un nouveau pas dans la voie de la fascisation du régime.

Vous tous, gouvernants et parlementaires de droite ou de gauche, vous conduisez le pays au fascisme.

L'expérience internationale prouve qu'il n'y a pas différence de nature entre démocratie bourgeoise et fascisme. Ils sont deux

formes de dictature du Capital. Le fascisme naît de la démocratie.

Entre le choléra et la peste on ne choisit pas.⁴⁷

Le 9 février, le PCF appelle à une manifestation à laquelle le PS refuse de se joindre. La police tue neuf manifestants et en interpelle 1 214.

La CGT, réformiste, prend l'initiative d'appeler à une manifestation unitaire. Le PCF et la CGTU ne participent pas aux réunions de préparation. Le 12, sous la pression de la base, le PCF accepte de participer à la grève générale. À Paris, deux cortèges défilent séparément sur le cours de Vincennes. Arrivés place de la Nation, la pression unitaire de la base communiste et socialiste, celle des syndicalistes de la CGT et de la CGTU, est telle que les deux cortèges fusionnent aux cris d'« unité ».

Le 30 mai 1934, Thorez écrit dans un article qu'il est « pour l'action commune immédiate »⁴⁸. Le 11 juin a lieu une rencontre entre Thorez, Frachon, Gitton (communistes) et Léon Blum, Zuromski (socialistes). La divergence avec Doriot ne porte pas sur l'unité, mais sur quel type d'unité. La position de Thorez est alors conforme à celle de l'Internationale : il s'agit d'unir la base des socialistes et des communistes pour renforcer la lutte antifasciste alors que celle de Doriot est de faire l'unité au sommet avec les chefs socialistes. Il y a donc là encore une lutte entre deux lignes.

Thorez et Doriot ont l'apparence de pratiquer la même politique, et ont tous deux une audience en milieu ouvrier (le premier dans le Nord, le second à Saint-Denis). Sur quoi portent les divergences ? Doriot a voté contre les décisions de l'Internationale. Certains présentent l'Internationale comme une institution choisissant ses membres sur la base du seul critère d'obéissance absolue à Moscou. L'affaire Doriot montre le contraire. Doriot a été mis sur la touche parce qu'il n'était pas d'accord avec les décisions de l'Internationale. Évincé puis exclu, il fondera le Parti populaire français (PPF)⁴⁹, un parti fasciste. Sa position d'alors – position d'alliance,

⁴⁷ Maurice Thorez, « Sous le drapeau rouge du Parti communiste », *Œuvres*, Livre deuxième, tome 6, Éditions Sociales, Paris, 1951, p. 35, 32, 45.

⁴⁸ Maurice Thorez, « Pour l'action commune et immédiate », *Œuvres*, Livre deuxième, tome 6, *op. cit.*, p. 110-113.

⁴⁹ Le Parti populaire français (PPF) était un parti fasciste français. Il a été fondé et dirigé par Jacques Doriot, un ancien dirigeant du PCF qui avait soutenu la ligne trotskiste au sein du Komintern, menant à son exclusion en 1934. Cette ligne trotskiste (« commu-

y compris au sommet –, était une position visant à aligner la ligne du PCF sur celle de la SFIO, c'est-à-dire une ligne visant la liquidation du parti. La question était fondamentalement idéologique puisque Doriot, une fois exclu, passera au fascisme et en deviendra un dirigeant. Doriot était un arriviste comme le sont et le seront tous les liquidateurs : ceux de l'URSS, des ex-pays socialistes et les révisionnistes du Parti communiste chinois (PCC) qui ont restauré le capitalisme. André Marty disait : « on ne peut lutter contre la fascisation du régime sans en même temps dénoncer l'attitude du Parti socialiste décidé à soutenir de toutes les forces le gouvernement qui l'a développé »⁵⁰. Thorez écrivait au même moment : « nous ne recherchons en aucun cas un accord avec la direction du Parti socialiste, avec le Parti socialiste que nous considérons à juste titre comme des ennemis ».

Par la suite, la ligne de Thorez sur la question de l'unité privilégiera elle aussi l'alliance au sommet. Il se fera rappeler vertement par l'Internationale et fera une autocritique. Nous verrons que cette politique de conciliation s'exercera au moment du Front populaire, ainsi que dans la lutte contre le fascisme et après la guerre, jusqu'à l'alignement sur les positions du révisionnisme moderne khrouchtchévien et la lutte contre les positions de Mao Zedong. Thorez passera ainsi de l'opportunisme au révisionnisme, ouvrant la voie à la liquidation du Parti.

En juin 1934, Thorez, dit :

Il n'est pas sérieux, sous prétexte de front unique, de réaliser de vulgaires coalitions électorales sans principe et de rouler dans la poche le drapeau du communisme.⁵¹

Nous ne voulons pas que le fascisme passe en France [...] La question du front unique de lutte, c'est la question de la vie ou de la mort pour les prolétaires. C'est la question de savoir

niste » dans les mots, mais anti-URSS dans la pratique), il la tiendra pendant deux ans avant de fonder le PPF, ouvertement anti-communiste et pro-nazi. Le PPF n'aura cependant qu'un succès limité et n'obtiendra pas le soutien de Hitler pendant la collaboration. Hitler craignait en effet que celui-ci pourrait se transformer en une force qui combattrait l'occupation. Doriot fut fusillé par les alliés en 1945.

⁵⁰ *L'Humanité*, 6 février 1934.

⁵¹ Maurice Thorez, « Par l'unité d'action, nous vaincrons le fascisme ! », *Œuvres*, Livre deuxième, tome 6, *op. cit.*, p. 172.

si nous parviendrons à empêcher la dictature du fascisme de s'établir en France, et par conséquent à empêcher dans toute la mesure de nos forces le déclenchement de la guerre.⁵²

La substitution de la ligne d'union à la base par la ligne d'union au sommet, ainsi que les quelques conquêtes sociales, quantitatives, qui en découlent en 1936, ne seront pas mis à profit pour une véritable offensive contre le fascisme, car elles auront au contraire paralysé le mouvement populaire en France. Tout cela, nous le verrons plus loin.

Les résultats électoraux vont transformer la ligne d'union à la base en ligne d'union au sommet

Le PCF a basé et développé sa stratégie sur l'accumulation des forces par le moyen des élections et la lutte au parlement. Pour autant, il était une époque où, en parallèle, il menait des luttes de masses, avec les masses. Rien n'y semble donc être en contradiction avec le léninisme, ni avec la ligne de la III^e Internationale. Mais on voit bien que l'Internationale n'était pas du tout sûre de la façon dont la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire était menée dans les pays impérialistes, et particulièrement en France.

Poursuivons : lors des élections cantonales en octobre 1934, grâce aux désistements du PS, le PCF gagne 100 000 voix. Il passe de 10 à 27 sièges. Thorez propose au PS « un front commun de la liberté et de la paix » et « un front populaire antifasciste », puis « un front populaire de la liberté et de la paix » élargi au Parti radical. Togliatti (du Parti communiste italien), adjoint de Dimitrov, secrétaire de l'Internationale, conteste cette position. Thorez doit la justifier. Le 5 et 12 mai, le PCF constitue des listes uniques avec la SFIO. Le PCF dirige 90 municipalités au lieu de 38 en 1929, et au total il en dirige 297 avec la SFIO.

Le VII^e congrès de l'Internationale Communiste

Rappelant l'accord d'assistance mutuelle passé entre la France et l'URSS le 2 mai 1935, Togliatti déclare :

⁵² Maurice Thorez, « Front unique pour battre le fascisme ! », *Œuvres*, Livre deuxième, tome 6, *op. cit.*, p. 179, 182.

Il s'est trouvé des camarades qui ont pu penser que la conclusion de pactes d'assistance mutuelle signifiait qu'on perdait de vue les perspectives de la révolution en Europe. Peut-on s'imaginer un succès plus remarquable que le fait qu'un grand pays capitaliste est obligé de signer avec l'Union Soviétique un accord d'assistance mutuelle qui a pour contenu la défense contre l'agresseur, la défense de la paix et les frontières du pays de la dictature du prolétariat.⁵³

De nombreux syndicats à la base se sont unifiés ; c'est la marche vers la réunification syndicale. Face à la menace fasciste, les organisations de gauche élaborent le programme unique du Front populaire. Thorez déclare : « [...] *en ce moment les masses n'ont pas à choisir entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme.* »⁵⁴. Thorez, se rapportant au programme adopté par le VII^e Congrès de l'Internationale communiste, se positionne pour le « contrôle de la production, des banques, le licenciement de la police et son remplacement par une milice ouvrière »⁵⁵.

Mais Thorez connaît déjà le danger qui guette le parti. Il déclare qu'il faut « se garder aussi de la tendance à la conciliation, car plus nous allons aux masses, plus notre force se développe, plus nous risquons de voir pénétrer l'idéologie bourgeoise dans notre parti »⁵⁶, comme si cette idéologie n'y était pas déjà présente, comme si la lutte de lignes n'avait pas encore été menée dans le parti. Y avait-il une véritable ligne léniniste, capable de combattre la ligne opportuniste aussi bien que la ligne sectaire ? Thorez sera incapable de s'opposer à ces dangers. Pire : ne comprenant pas la méthode léniniste, il appliquera la ligne générale de l'Internationale d'une manière mécanique, puisque comme par le passé, il ne réussira pas à adapter la méthode léniniste à la réalité de la France. Ce problème deviendra flagrant après la victoire du Front populaire.

⁵³ P. Togliatti, « Les tâches de l'Internationale Communiste face à la préparation par les impérialistes d'une nouvelle guerre mondiale », rapport présenté au VII^e Congrès mondial de l'IC, 13-14 août 1935.

⁵⁴ Maurice Thorez, « Pour la cause du peuple », *Œuvres*, Livre deuxième, tome 10, Éditions Sociales, Paris, 1952, p. 32.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 38-39.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 89.

Au Congrès du PCF, le débat s'était focalisé sur les nationalisations (chemins de fer, banques, mines et électricité). La direction du PCF préféra alors les conventions collectives de branches, car les nationalisations en régime capitaliste « n'enlèveraient aux oligarchies financières ni un centime, ni une parcelle de leur puissance »⁵⁷. C'est là un point de vue marxiste correcte. La négociation par branches permet de régler les problèmes communs à une branche mais n'appréhende pas toutes les situations spécifiques à l'intérieur de la branche et ne répond pas complètement à l'égalité de traitement de tous les ouvriers, de tous les prolétaires. Il ne peut en être autrement dans le régime capitaliste.

Au VIII^e Congrès du PCF du 25 au 26 février 1936 à Villeurbanne, le rapport de Thorez est intitulé « L'Union de la nation française »⁵⁸. Le vocabulaire est nouveau. Le mot classe est remplacé par le mot peuple. Le titre même du rapport est significatif. Il parle de nation, qui est un concept global clairement défini par Staline. Bien sûr, le contenu des critères n'est pas éternel. Par exemple, le critère de l'unité économique peut se transformer : s'il y a une révolution, le système capitaliste devient alors socialiste, ce qui va permettre de transformer à plus long terme les habitudes culturelles, les coutumes, la façon de voir les choses, à condition que se mène continuellement la lutte idéologique pour faire progresser l'ensemble des critères dans un sens prolétarien. Est-ce qu'avancer le slogan d'« Union de la nation française » répondait à ce critère ? Non ! Il ne pouvait que renforcer la démocratie bourgeoise en prétendant lutter contre le fascisme. Ce qui ne veut pas dire que des fronts populaires contre le fascisme n'ont pas lieu pas d'exister, mais l'histoire montrera que dans un pays impérialiste, la seule façon pour lutter efficacement contre le fascisme est de s'opposer à sa montée en luttant par tous les moyens pour en finir avec le système capitaliste lui-même, qui est le « ventre d'où surgit la bête immonde »⁵⁹ comme l'écrivait Brecht.

Du 2 au 5 mars 1936 se tient à Toulouse le congrès de réunification de la CGT. La CGTU avait abandonné l'idée de maintenir des fractions

⁵⁷ B. Frachon, « Le syndicalisme et le programme du rassemblement populaire », *L'Humanité*, 17 janvier 1936, p. 2.

⁵⁸ Maurice Thorez, « L'Union de la nation française », *Œuvres*, Livre troisième, tome 11, Éditions Sociales, Paris, 1953.

⁵⁹ B. Brecht, *La Résistible Ascension d'Arturo Ui*, L'Arche, Montreuil, 1959.

communistes reconnues dans les syndicats. Si l'objectif aurait réellement consisté à organiser la classe en vue de la prise du pouvoir et donc de la création d'organisations prolétariennes militarisées, le problème n'aurait pas dû se poser en termes de fractions, mais en termes de cellules du Parti, clandestines.

Le conflit portait aussi sur l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques voulus par la CGT (soi-disant par « apolitisme »). Les chefs de la CGTU démissionnèrent du PCF, bien qu'uniquement pour la forme. La nouvelle commission administrative de la CGT réunifiée est alors dominée par les réformistes (33 membres contre 10). Jouhaux a été le liquidateur de la grève des cheminots en 1921, juste avant la scission de la CGT. En 1948, il sera l'agent de l'impérialisme par le biais d'une nouvelle scission, celle de Force ouvrière (FO).

Ces faits sont importants puisque aujourd'hui également, bien que sous d'autres formes, la CGT joue le rôle d'instrument d'intégration et de collaboration de classe, notamment par sa participation à la Confédération Européenne des syndicats (CES).

La montée de l'influence du PCF

Le 26 avril 1936, la gauche sort victorieuse des élections législatives – 6 421 000 voix (65 % des inscrits) contre 4 233 000 voix pour la coalition de droite (35 % des inscrits). Le PCF recueille 1 493 000 voix, soit 15,2 % des inscrits. C'est une importante avancée électorale. Au deuxième tour, la gauche obtient 370 députés sur 598, la majorité absolue. Les radicaux progressent de 115 à 159 députés, la SFIO de 97 à 146, le PCF de 10 à 72. L'USR recule de 45 à 26, le PUP de 11 à 10.

La chambre sortante, élue en 1932, fait place à la nouvelle qui appelle Léon Blum à former un gouvernement. À la fin mai 1936, les choses se précipitent ; le mouvement social déferle. Partie du Havre, la grève gagne la région parisienne et devient générale. Le gouvernement est incapable de réagir. Des militants d'extrême gauche, principalement issus du PCF, appuient, comprennent et approuvent le mouvement :

Les masses populaires peuvent constater que rien n'a été fait depuis les trois semaines qu'a été remportée la victoire du

Front populaire ; il est nécessaire de prendre de toute urgence les mesures préconisées par le programme commun.⁶⁰

Le 30 juin, la grève générale s'étend à toute la France, bien que le secteur public n'y participe pas. Les partis, les syndicats et le patronat sont surpris. L'occupation des entreprises permet de faire participer tout le personnel à la grève. Le *lock-out*, ou « grève des patrons » qui ferment les usines, n'est désormais plus possible. Encadrée par les syndicalistes et les communistes, la grève s'organise (occupations, repas, distractions, visites des familles). Les revendications ne sont pas encore formalisées ; la propriété des moyens de production par les patrons n'est pas remise en cause. Le 4 juin, Blum forme son gouvernement, et le 7 celui-ci entame des négociations sociales. Les accords de Matignon sont signés le 8 juin : relèvement des salaires (15 % pour les plus bas 7 % pour les plus élevés), pas de sanctions pour fait de grève, élection de délégués du personnel... Mais les grévistes veulent des garanties. L'extrême gauche pousse à la roue, tout est possible. Le mouvement s'étend aux mines, aux employés des grands magasins, des assurances, des cafés, théâtres, cinémas : un million et demi de travailleurs sont en grève ! Le PCF déclare alors, par la voix de Thorez :

Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible.⁶¹

Le travail reprend puisque le 11 juin le gouvernement fait voter la loi sur les conventions collectives, les congés payés, la semaine de 40 heures, et des nouveaux textes de loi portant sur le statut des fonctionnaires et des anciens combattants. Le 30 juin est prononcée la dissolution des ligues fascistes. Le 3 juillet, le gouvernement crée l'Office national interprofessionnel du blé. La Banque de France est réformée, et on vote la nationalisation des industries de guerre. La CGT se renforce et passe de 758 000 à 2 500 000

⁶⁰ « Pour le respect de la volonté du peuple », *L'Humanité*, 27 mai 1936, p. 1.

⁶¹ Maurice Thorez, « La lutte pour le pain », *Œuvres*, Livre troisième, tome 12, Éditions Sociales, Paris, 1954, p. 48.

membres, et même à 4 000 000 en 1937. Le PCF passe de 30 000 adhérents en 1933 à 328 000 en 1937 ; la JC passe de 3 500 à 86 000 membres. La vente quotidienne de *L'Humanité* passe de 150 000 à 400 000 exemplaires ; la presse régionale communiste de 185 000 à 500 000.

Dès le début du 20^e siècle, la concentration industrielle s'accélère. La population des villes explose ; la banlieue parisienne passe de 1 412 000 habitants en 1911 à 2 190 000 vingt ans après, en 1931 ; Bobigny passe de 1 173 à 17 373 habitants ; Drancy de 1 176 en 1906 à 51 156 en 1931. Les jeunes ouvriers viennent de la campagne, alors que les anciens sont de vieux citadins. La nouvelle génération part en ville chercher la promotion sociale qu'elle ne trouve pas à la campagne, où la toute petite propriété ne permet plus à chaque enfant de devenir paysan. Certaines grandes entreprises créent des cités ouvrières où il y a un peu plus de confort qu'ailleurs. De 1918 à 1931, des milliers d'hectares de friches ou de forêts sont mis en lotissement. Ces lotissements sont divisés en parcelles vendues aux ouvriers qui y construisent des petites maisons, souvent sans aucun confort moderne car les lotissements n'ont pas accès à l'eau courante, à l'électricité ou au gaz. Les habitants sont appelés des « mal lotis », terme populaire qui entrera dans le langage courant. Ces lotissements regroupent 700 000 des 1 million de nouveaux arrivants en banlieue. 250 000 logements sont construits par le secteur public (HBM)⁶², 150 000 par le secteur privé.

Avoir sa petite maison, son petit lotissement, permet de ne plus payer de loyer, d'avoir un toit pour sa retraite, et d'avoir un jardin qui assure une petite production alimentaire. Bref, être un peu moins dépendant. Mais comme il a déjà été dit, il y a beaucoup de mal lotis, pour la plupart des ouvriers. Ainsi, la banlieue devient de plus en plus rouge. D'autant plus que la crise de 1931 va plonger la classe ouvrière dans une situation dramatique, qui nous est connu aujourd'hui par la crise que nous traversons nous-mêmes (chômage, déqualification, destruction des formes de protection sociale).

En 1936, il y a 3 millions d'ouvriers qualifiés, 1,8 millions d'ouvriers spécialisés, 1,1 millions de manœuvres, soit 5,9 millions d'ouvriers au total. L'immigration comble les pertes de la guerre. Ils sont 3 millions en 1931 (Polonais, Italiens, Espagnols).

⁶² « Habitations à bon marché » qui deviendront, en 1950, les « habitations à loyer modéré » (HLM).

L'enracinement social, territorial est remis en cause. La promotion individuelle et le discours ouvrieriste du PCF rencontre alors un certain écho. La bolchevisation paie car le PCF connaît un encadrement communiste dans les entreprises, à savoir par le biais des cellules du parti. La lutte pour les revendications quotidiennes, la lutte de classe portée sur le terrain syndical, la grève ; tout ceci permet de souder la classe ouvrière. Les cadres communistes se recrutent parmi les ouvriers qualifiés, la masse parmi les non-qualifiés. La bolchevisation permet au PCF de se trouver sur le terrain stratégique de la grève, à savoir l'entreprise ; ancrage territorial permettant au parti de s'implanter dans les municipalités. Le PCF raisonne en termes de « zones libérées », tout en oubliant sa dimension militaire. *La Voix de l'Est* écrit :

Nous avons maintenant d'un seul tenant Bagnolet, Montreuil, Romainville, Noisy-le-Sec, Bobigny, Drancy. De la Porte de Montreuil ou de Bagnolet aux confins de la Seine-et-Oise, on peut pendant des kilomètres, et sans aucune interruption, marcher sur la terre communiste.⁶³

C'est la porte ouverte à l'idée que l'on peut changer le système de l'intérieur ; qu'il suffirait de s'emparer du maximum de municipalités par la voie des élections et ainsi imposer la volonté populaire. Bien sûr, les municipalités contrôlées par les communistes sont le résultat d'une entente avec les socialistes et les radicaux-socialistes : au niveau local, les partis concluent des pactes en vue de partager le territoire. La logique électoraliste qui en découle est sans fin, car la question de l'État, sa nature, comment l'abattre n'est pas posée. Et si jamais cette question finit toutefois par être posée, on ne met pas en œuvre les moyens permettant d'aboutir aux objectifs. Une autre erreur se manifeste à travers la lutte antifasciste : au lieu de se concentrer sur la révolution comme seul moyen de conjurer le danger fasciste, le PCF appelle à la nation, alors qu'à ce moment-là, il ne s'agit pas de lutte de libération nationale.

Une culture ouvrière réussit tout de même à se développer dans les banlieues. Le problème ne se situe donc pas là, mais bien au niveau de la question « comment parvenir à la prise du pouvoir par le prolétariat ? »

⁶³ *La Voix de l'Est*, 18 mai 1935.

Participer au gouvernement ?

Vu les résultats des élections, le PCF va-t-il participer au gouvernement ? Thorez déclare :

J'ai démontré que la situation était inédite par rapport aux thèses de l'IC et aux conditions prévues dans les thèses de l'IC⁶⁴.

Le 10 mai, Paul Vaillant-Couturier écrit dans *L'Humanité* :

...l'action du gouvernement [devra être] soutenue par les masses laborieuses unies dans des comités du Front populaire.⁶⁵

Que dit l'Internationale ?

Les communistes ont raison de considérer le développement ultérieur du mouvement de masses sur la base du front populaire comme facteur décisif. Si le gouvernement n'est pas encore un gouvernement du front populaire au sens intégral des décisions du VII^e Congrès mondial, il ne doit pas non plus être considéré comme un de ces gouvernements bourgeois de gauche que les communistes dans certains pays peuvent, suivant les cas, soutenir dans l'application de certaines mesures de lutte contre le fascisme [...] En France il s'agit d'un gouvernement porté par la vague d'un large mouvement de front populaire d'un gouvernement que la bourgeoisie est obligée de tolérer, et non d'un gouvernement de collaboration de classe avec la bourgeoisie [...] Mais ce caractère ne peut être assuré au gouvernement qu'à la condition que ce mouvement de front populaire soit complètement développé et qu'il influence constamment le gouvernement dans son activité afin de combattre et de prévenir à temps toute tentative de faire glisser ce gouvernement sur les rails d'un gouvernement de coalition

⁶⁴ Maurice Thorez, « Deux élections, deux leçons », *Œuvres*, Livre troisième, tome 12, *op. cit.*, p. 32.

⁶⁵ Secrétariat du PCF, « Pour l'unité de la classe ouvrière. Pour le triomphe d'une politique conforme aux intérêts du peuple », *L'Humanité*, 10 mai 1936, p. 2.

habituel. C'est pourquoi les communistes tiendront les masses en alerte contre toute tendance du gouvernement à une politique de conciliation avec la bourgeoisie réactionnaire.

La participation ou non-participation des communistes à un gouvernement issu de la victoire électorale du front populaire n'est pas une question de principe, mais une question d'opportunité politique. Le maintien ou le renforcement du front populaire sont l'essentiel. C'est de là qu'il faut partir. Les communistes et socialistes n'ont pas la majorité au parlement pour former un gouvernement fort sans les radicaux. La participation des communistes au gouvernement, dans la situation actuelle, permettrait à la réaction d'exercer plus facilement sur les radicaux une pression en vue de les séparer du front populaire, et de scissionner de celui-ci. Les communistes ne voulant pas rompre le front populaire, refusent de collaborer au gouvernement [...] C'est ce que dicte aux communistes leur position, à savoir : ne pas participer au gouvernement actuel, mais prendre une part active à l'élaboration de toutes les mesures nécessaires à la réalisation du programme du front populaire [...] La tâche la plus importante au moment actuel serait de faire tout le possible pour pouvoir présenter aux masses, dans le plus bref délai quelques résultats tangibles.⁶⁶

Pour Thorez, l'objectif du Front populaire c'est « l'Union de la nation française ». Sa base est l'antifascisme, le fait que le fascisme constitue la « fraction la plus résolue du capital financier » qui domine l'économie dans la phase impérialiste. Ceci, il le met au second plan. Il pense qu'avec une coalition gouvernementale au sein de laquelle il y a des forces concilia-trices, il est possible de juguler le fascisme, de le contenir sans qu'il puisse continuer d'accumuler des forces sous une forme ou sous une autre. Pour faire reculer le fascisme en 2002, alors qu'il ne pouvait triompher aux prési-dentielles, le P« C »F, responsable de la situation en tant que participant au gouvernement de la gauche plurielle, a appelé, tout comme les trotskistes, à élire Chirac. On connaît la suite. Le gouvernement restructure de plus belle, la conciliation avec les partis et syndicats aussi bien dans le domaine

⁶⁶ « Décision du Secrétariat de l'Internationale communiste », 21 mai 1936.

économique que dans la sécurité, la politique extérieure permettant de mettre en place une forme moderne de fascisme, un État policier.

Mais revenons aux années 30. Les contradictions vont se développer, car en 1936 Franco vient de se soulever. C'est la guerre civile en Espagne, où est également élu un Front populaire. Les socialistes pacifistes et les radicaux – que de nom – refusent de venir en aide au gouvernement-frère d'Espagne alors qu'Hitler et Mussolini envoient non seulement des armes mais aussi des spécialistes militaires pour soutenir Franco. Ces députés, qui appartiennent bel et bien à la majorité du Front populaire, sont-ils des antifascistes ? Évidemment que non ! Mais des milliers de volontaires ne vont pas tenir compte de ces lâches, et s'engagent dans les brigades internationales. Parmi eux beaucoup de communistes, mais pas seulement. Comment des gens qui ne veulent pas soutenir l'Espagne républicaine, légaliste de surcroît, peuvent-ils en France combattre le fascisme, constituer un rempart contre lui ?

L'offensive fasciste va prendre diverses formes suivant les pays. En URSS, l'opposition (principalement trotskiste) fomenta divers complots pour renverser la direction du parti à un moment où le fascisme hitlérien devient de plus en plus menaçant. Les procès politiques visant ces anti-communistes deviendront, pour la bourgeoisie comme pour une majorité de socialistes et de radicaux, un excellent moyen pour mener une propagande contre l'URSS et contre le communisme en général. Le PCF développe alors des dizaines d'organisations de masse pour pénétrer les différents secteurs de la société afin de bâtir une contre-hégémonie. La suite montrera que la ligne politique du PCF était alors tout sauf léniniste.

Désagrégation du Front Populaire

Devant la fuite des capitaux, Léon Blum dévalue le franc. Le PCF est opposé à cette mesure et demande la poursuite des réformes. La combativité de la classe ouvrière amène le patronat à négocier avec la CGT et le gouvernement...

Un mois plus tard, Léon Blum annonce une pause dans les réformes. De plus, un grave incident a lieu à la carrière des Aucrais, tuant, dans une explosion, pas moins de 20 ouvriers. Le PSF (Parti social français du colonel de La Roque, parti fasciste) obtient l'autorisation de tenir un meeting. Le PCF organise une contre-manifestation. La police tire sur la foule (6

morts, 200 blessés) alors qu'un Front « populaire » est censé diriger le pays. Ici on voit bien que la question de la nature du pouvoir d'État n'est pas posée, car la police aux ordres du système capitaliste est toujours en place.

Blum demande les pleins pouvoirs financiers, la Chambre les lui accorde, le Sénat refuse, il démissionne. Encore une preuve que l'appareil bourgeois est intact.

Camille Chautemps de la Gauche démocratique, le remplace. Le PCF propose de participer, mais Chautemps refuse et forme son cabinet avec neuf socialistes et neuf radicaux. Le franc perd 36 % par rapport à la livre sterling. Les luttes sociales reprennent. Le cabinet Chautemps tombe, puis se succède à lui-même mais sans les socialistes. Thorez dit « notre parti doit avoir une politique souple ». Le nouveau gouvernement ne dure que sept semaines. Léon Blum tente de former un gouvernement incluant les communistes et le centre gauche. Thorez donne son avis à l'Internationale :

Nous considérons comme inévitable la collaboration avec les partis qui n'entrent pas dans le Front populaire, car la présence des seuls partis du Front populaire provoque la poursuite du sabotage par la bourgeoisie des mesures économiques et politiques du gouvernement du Front Populaire, et l'échec des mesures pour la défense du pays.⁶⁷

Le secrétariat de l'Internationale répond :

Le secrétariat considère que seul l'état de guerre contre l'agression fasciste pourrait modifier la position des communistes qui, en cas de guerre, entreraient dans un gouvernement d'Union nationale pour renforcer la démocratie internationale contre le fascisme.⁶⁸

Thorez constate le sabotage par la bourgeoisie ainsi que par les réformistes de tout poil, représentants de la petite et moyenne bourgeoisie dans

⁶⁷ Maurice Thorez, *Télégramme du 18 mars 1938 au secrétariat de l'International communiste*, RGASPI 495/74/517.

⁶⁸ Georges Dimitrov, *Réponse du 20 mars 1938 au télégramme de Maurice Thorez*, *ibid.*

le gouvernement populaire. Celui-ci qui ne prend aucune mesure contre la fuite des capitaux, alors qu'il aurait pu frapper les responsables de ces évasions en confisquant leurs biens. Thorez s'étonne que le gouvernement ne renforce pas la défense nationale contre la menace hitlérienne alors que lui-même n'a pas voulu soutenir la république espagnole contre le fascisme. Les choses sont claires : la social-démocratie et le parti radical ouvrent la voie au fascisme, parce qu'ils ont plus peur de la révolution que d'Hitler. Pourtant en 1936, avec les occupations d'usines, la situation était favorable à l'armement du prolétariat, à sa préparation à des situations difficiles. Le PCF, faute d'avoir militarisé le parti et montré qu'on ne pouvait combattre le fascisme sans combattre la bourgeoisie, se trouvera incapable de s'opposer à la montée des périls, et cela malgré la présence d'un formidable mouvement de masse.

Chapitre 3

PCF et clandestinité

Des accords de Munich jusqu'à la guerre

Pour éviter la guerre à tout prix, et dans l'espoir secret qu'Hitler attaquerait l'URSS, Daladier, devenu chef du gouvernement en 1938, et son homologue britannique Chamberlain, père de la non-intervention en Espagne, signent les accords de Munich. Daladier ne croit pas avoir arrêté les ambitions d'Hitler lorsqu'il est accueilli par des acclamations à Paris. Le PCF, malgré sa ligne opportuniste instable, n'est pas dupe. À la chambre, le PCF vote contre les accords de Munich. Il est attaqué par les anticommunistes de la droite, mais aussi par les « pacifistes » du centre et de la gauche. Selon les accords, la Tchécoslovaquie doit céder la région des Sudètes à l'Allemagne. L'URSS n'avait pas été consultée. Dans le même temps, Paul Reynaud annule les 40 heures et les conventions collectives par voie de décret, comme quoi « sans le pouvoir, tout est illusion »⁶⁹. Un simple décret et la bourgeoisie revient sur sa parole. Les usines Renault sont occupées et évacuées par la force, par la police républicaine : 255 ouvriers sont condamnés ; la réembauche est effectuée sur une base individuelle, avec des contrats de travail ne reconnaissant plus les 40 heures ni les congés payés. C'est la revanche de la bourgeoisie ! Le PCF ne sait que faire.

Le XXV^e Congrès de la CGT à Nantes, soutenus par le Syndicat national des instituteurs et les communistes « bellicistes », oppose les « pacifistes » menés par Belin (qui sera ministre sous Vichy). Les traces de l'ancienne opposition CGT/CGTU refont surface. Les anciens de la CGT d'avant l'unification se réclament indépendant du gouvernement de gauche et des partis. Les communistes, au contraire, sont partisans d'un syndicalisme de lutte de classes. Malgré ces déchirements, la confédération décide d'organiser une grève : échec chez les fonctionnaires, succès relatif dans l'industrie. La répression est massive : 800 000 ouvriers sont licenciés définitivement ou temporairement ; aucun délégué d'atelier ou responsable

⁶⁹ V. I. Lénine, « Le dénouement est proche », *Œuvres Complètes*, Vol. IX.

syndical n'est réembauchés ; 500 responsables syndicaux sont condamnés. Début 1939, le mouvement syndical perd la moitié de ses effectifs.

Troisième échec pour le PCF : dès la fin de 1938, les accords de Munich réduisent à néant sa politique dite « de sécurité collective ». En 1939, Franco écrase la république espagnole grâce à la politique de non-intervention. Le Front populaire est détruit ; la répression massive s'abat sur le mouvement gréviste.

La politique de Munich conduit à la guerre : le 15 mars, Hitler envahit la Tchécoslovaquie. La France et l'Angleterre restent muettes mais passent un accord garantissant les frontières de la Pologne, de la Grèce et de la Roumanie. L'Angleterre et la France décident d'engager des pourparlers avec l'URSS, mais jouent un double jeu espérant qu'un accord se débloquentera avec l'Allemagne. Les pourparlers durent quatre mois. Sur quoi portent-elles ? La signature entre l'Angleterre, la France et l'URSS d'un pacte effectif d'assistance mutuelle contre l'agression, garantie donnée par l'Angleterre, la France et l'URSS aux États de l'Europe centrale et orientale, y compris tous les pays européens limitrophes de l'URSS ; la signature d'une convention militaire concrète entre l'Angleterre, la France et l'URSS sur les formes et les proportions d'une assistance immédiate et effective des États bénéficiaires de la garantie. L'Angleterre et la France tergiversent et finissent par demander l'appui de l'URSS aux pays avec qui elles avaient signé un accord, à savoir la Belgique, la Pologne, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, mais refusent toute mesure réciproque en cas d'attaque directe ou indirecte contre l'URSS, c'est-à-dire des attaques envers les pays baltes ou la Finlande. Quant à « la Pologne, elle n'estime pas possible de conclure un pacte d'assistance avec l'URSS »⁷⁰, déclara l'ambassadeur polonais à Moscou, Grzybowski... Dans *Le Soir*, Lloyd Georges affirme que « Neville Chamberlain, Halifax et John Simon ne veulent aucun accord avec la Russie »⁷¹. Le *Times* écrit : « une alliance rapide et résolue avec la Russie peut gêner d'autres négociations »⁷². L'Angleterre continue à négocier avec Hitler. Dans un rapport du 21 juillet 1939, Dirksen, négociateur allemand, dit au sujet des pactes de non-agression, qu'il s'agit de « la délimitation des espaces vitaux entre les grandes puissances, surtout l'Angleterre et l'Alle-

⁷⁰ Cité dans *Falsificateurs de l'Histoire*, CDLP, p. 50.

⁷¹ Ibid., p. 51.

⁷² Ibid., p. 53.

magne »⁷³ ; « dans ce cas, la Pologne resterait pour ainsi dire seule face à face avec l'Allemagne »⁷⁴. Ce qui signifiait que si les accords étaient signés entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France, la Pologne serait abandonnée et la route menant vers l'URSS serait libre pour Hitler. Que devait faire l'Union Soviétique ? Dans une note de 1948, intitulée *Falsificateurs de l'Histoire*, on peut lire :

L'Union Soviétique était placée devant cette alternative : [...] ou bien accepter, dans un but d'autodéfense, la proposition faite par l'Allemagne de signer un Pacte de non-agression [...] ou bien décliner [...]. Il ne restait à l'Union Soviétique qu'une issue : accepter la proposition des Allemands [...]. Naturellement, les falsificateurs de l'histoire et autres réactionnaires ne sont pas contents de ce que l'Union Soviétique ait réussi à utiliser habilement le Pacte soviéto-allemand aux fins d'affermir sa défense ; qu'elle ait réussi à déplacer ses frontières loin vers l'Ouest et à barrer la route à l'avance non contrariée de l'agression allemande vers l'Est ; que les troupes hitlériennes aient été obligées de commencer leur offensive vers l'Est, non pas de la ligne Narva-Minsk-Kiev, mais d'une ligne passant à des centaines de kilomètres plus à l'Ouest [...]. Le 17 septembre 1939, sur l'ordre du gouvernement soviétique, les troupes soviétiques franchirent la frontière soviéto-polonoise d'avant-guerre, occupèrent la Biélorussie occidentale et l'Ukraine occidentale.⁷⁵

Le PCF appelle à la « ronde de la paix » ; « à la constitution d'un gouvernement de défense nationale et de salut public » ; « [au] rassemblement du front français »⁷⁶. Et ce malgré l'expérience du front populaire qui a montré les limites d'un tel front, le véritable contenu de classe de ce front. Le PCF ne pose jamais la nature véritable de l'État, sa nature de classe, la nécessité de le détruire de fond en comble pour combattre efficacement

⁷³ Ibid., p. 58.

⁷⁴ Ibid., p. 59.

⁷⁵ Ibid., p. 60-63.

⁷⁶ Cf. Maurice Thorez, « Main dans la main, pour la ronde de la paix ! », *Œuvres*, Livre troisième, tome 15, Éditions Sociales, Paris, 1955, p. 17-46.

le fascisme. Le Parti ne compte pas sur ses propres forces. Il fixe au prolétariat d'être derrière la coalition hétérogène de représentants des classes bourgeoises. Se référant à la grande Révolution française, celle de 1789, il sert d'appoint à la bourgeoisie « antifasciste » contre son aile fasciste, ne tirant pas les leçons de l'histoire de notre propre prolétariat, celui de la révolution de juin 1848, ni celui de la Commune de Paris. Le PCF a suivi exactement la voie dénoncée par Lénine dans son article « A la manière de Louis Blanc »⁷⁷, où il tire un parallèle entre les positions du révolutionnaire français Louis Blanc et les représentants de la II^e Internationale, mencheviks et socialistes révolutionnaires au sein du gouvernement provisoire de Février. Le PCF a suivi les représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, et a appelé à l'union derrière la bourgeoisie, contre le fascisme, alors que le prolétariat se trouvait dans un rapport de force suffisamment favorable pour poursuivre une lutte antifasciste passant par la destruction totale de l'appareil d'État de la bourgeoisie. Au contraire, le mouvement révolutionnaire a été freiné et cassé ; sacrifié sur l'autel des revendications et des conquêtes sociales, certes non négligeables, mais qui ne pouvaient qu'être annulées plus tard, tout comme la puissance du prolétariat ne pouvait que flétrir après des répressions sanglantes (sur cette question de principe, voir *Les luttes de classes en France* de Karl Marx).

De toute évidence, l'URSS ne pouvait dévoiler tout le contenu du pacte de non-agression avec l'Allemagne, puisqu'elle a tenté jusqu'au bout de réaliser un pacte d'assistance mutuelle avec l'Angleterre et la France qui, elles, espéraient obtenir un accord avec Hitler en vue de démanteler l'URSS et de délimiter des zones d'influences, bref en vue d'un arrangement entre puissances impérialistes. Hitler, quant à lui, cherchait à gagner du temps. Il avait deux problèmes à résoudre : la lutte contre ses rivaux impérialistes, l'Angleterre et la France, ainsi que secondairement les États-Unis. Dans le document cité plus haut, *Falsificateurs de l'Histoire*, les Soviétiques montrent que les USA ont largement contribué au réarmement de l'Allemagne dans le but, évident, d'inciter l'Allemagne hitlérienne d'attaquer l'URSS. Comme en Espagne, le gouvernement américain était pour la non-intervention contre Hitler. Ne pouvant attaquer des deux côtés à la fois, celui-ci cherchait à neutraliser l'un ou l'autre côté. Les impérialistes

⁷⁷ V. I. Lénine, « À la manière de Louis Blanc », *Œuvres Complètes*, tome XXIV.

français et anglais tâchaient de neutraliser Hitler afin qu'il attaque l'Union Soviétique et en finisse avec le socialisme. Dans ces conditions, l'URSS devait se protéger, protéger le socialisme. Les accords secrets ne pouvaient être dévoilés car ils n'auraient servi qu'aux ennemis du communisme. Les puissances impérialistes hésitaient sur la conduite à suivre. Jusqu'au bout, leur rêve secret était qu'Hitler attaque l'URSS sans passer par la Pologne avec qui elles avaient conclu un accord de défense mutuelle. Pour l'URSS, il fallait choisir et obtenir le meilleur accord possible afin de faire barrage à l'avancée des hordes hitlériennes. C'est ce qu'elle réalisa à travers le pacte germano-soviétique. C'était là une stratégie parfaitement logique vu les hésitations des Occidentaux à traiter avec l'URSS.

En France, la réaction anticommuniste ne se fit pas attendre : *L'Humanité* et *Le Soir* sont interdits à la publication.

Le bureau de la CGT exclut les travailleurs et travailleuses syndiqués qui ne désapprouvent pas le pacte germano-soviétique. Les « apolitiques » jettent le masque. Le 26 septembre, le gouvernement décrète la dissolution du PCF et de toutes les organisations rattachées à l'IC. Il s'agit, d'un côté, de casser le parti, de briser son influence et, de l'autre, de neutraliser les pacifistes qui veulent signer la paix avec Hitler devant l'écroulement de la Pologne et devant l'agression allemande.

Le parti est désorganisé. 100 000 communistes sont mobilisés sur le front ; sa direction est dispersée ; la répression frappe. La peur, la propagande bourgeoise contre l'URSS, la confusion causée par l'interdiction de la presse communiste, font que le PCF, fort de 270 000 adhérents, tombe à quelques milliers de fidèles dispersés. À l'Assemblée, le groupe communiste dissous se reconstitue en « groupe ouvrier/paysan », demandant que soient engagés des pourparlers avec Hitler. Pour le gouvernement, c'est une position défaitiste. Bien que le PCF ait voté les crédits de guerre, une partie des ex-députés communistes sont arrêtés, trente-quatre inculpés et incarcérés à la prison de la Santé, alors que vingt-cinq autres renient le parti.

L'illégalité et la clandestinité

Duclos et Ramette se réfugient en Belgique le 2 octobre 1939. Deux jours plus tard, Thorez, mobilisé, est « enlevé » par un « commando » communiste, contraint de désertre et de passer clandestinement en Belgique avant de rejoindre Moscou le 7 novembre. Le PCF se réorganise. La direc-

tion est éclatée : Thorez et Marty à Moscou ; Frachon à Paris ; Fried, Duclos, Treint à Bruxelles... Gitton et Vassart ont quitté le parti. Cachin et Racamond ne comprennent pas la position de l'URSS, et n'adhèrent pas à la nouvelle ligne. Thorez et Marty écrivent que « toute l'organisation du parti, est presque entièrement détruite par la mobilisation générale et la répression, et doit être entièrement reconstruite. »⁷⁸.

Premier souci : la réparation de *L'Humanité*, silencieuse depuis environ deux mois. Le 26 octobre paraît le premier numéro clandestin (feuille ronéotée) réalisée par Lucien Sampaix et Pierre Villon. Les contacts sont repris.

Florimond Bonte, en uniforme à la Chambre des députés tente de lire une déclaration ; il est arrêté.

Le numéro illégal des *Cahiers du bolchevisme* de janvier 1940 est une longue autocritique du PCF, de son légalisme et son nationalisme. Le PCF reprend en paroles la ligne léniniste qu'il avait perdu de vue, ou plutôt qu'il n'avait jamais vraiment appliqué dans sa totalité, en ayant adopté seuls quelques points spécifiques, par intermittence. Le PCF adopte le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Le PCF intervient principalement sur le front syndical, peu dans l'armée... Beaucoup d'usines comme Renault travaillent pour la défense nationale. Il y a beaucoup d'arrestations (74 militants sont arrêtés) suite à une tentative de sortir *La Voix des Usines*⁷⁹.

Le 20 mars à Paris s'ouvre le procès des quarante-quatre députés communistes inculpés pour reconstitution de ligue dissoute : condamna-

⁷⁸ « Situation du PCF, lettre du camarade X écrite vers le 27 octobre 1939 ». Document conservé dans les archives du Centre russe de conservation et d'études des documents en histoire contemporaine (CRCEDHC).

⁷⁹ Le 26 septembre 1939 le gouvernement français promulgua un décret-loi ordonnant la dissolution du parti communiste et l'interdiction du journal *L'Humanité*. Le 18 novembre 1939 un second décret-loi prévoyait des mesures d'internement à l'égard des « individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique », sur décision du préfet. Des militants de la CGT-métallurgie, membres du parti communiste étant restés en contact, décidèrent d'une expression écrite intitulée *La Voix des Usines*. Ce groupe comptait plus de soixante-dix membres parmi lesquels plusieurs permanents dont certains avaient occupé des fonctions au sein de l'appareil technique de l'organisation syndicale. Les interpellations eurent lieu à Boulogne-Billancourt où étaient concentrées de nombreuses usines de la métallurgie : Renault, Salmon, Société des moteurs Renault aviation (SMRA) etc.

tions à cinq ans de prison et pertes des droits civils et politiques ; des amendes courant jusqu'à 2 millions de francs ; six sont condamnés à des peines prison avec sursis (dont deux mutilés de guerre) ; quatre se désolidarisent du parti. La répression contre le PCF est énorme. 2 718 élus déchus ; 11 000 perquisitions ; 3 400 arrestations ; 1 500 condamnations ; 700 fonctionnaires « épurés » ; 555 suspects en camp de surveillance ; 2 500 étrangers internés au camp de Collioure, du Vernet, de Gurs ; plus de 100 conseillers prud'homaux déchus de leurs fonctions. Le 10 avril, le gouvernement décrète la peine de mort contre les communistes dont l'activité est assimilée à une activité de trahison.

Le gouvernement « démocratique » a préparé la future répression du gouvernement de Vichy, qui assassina les communistes enfermés dans les prisons de la république démocratique...

Malgré la défaite de la coalition franco-anglaise en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, le PCF maintient la ligne léniniste sur le caractère impérialiste de la guerre. Le Maréchal Pétain prend la tête du gouvernement, appelle à cesser le combat, accepte un armistice très dur ; il s'installe à Vichy, doté des pleins pouvoirs.

La direction parisienne du PCF quitte la capitale ; la direction « belge » est à Bruxelles. Le 15 juin, celle-ci est de retour en France. Il faut trouver des planques.

Repoussée de légalisme

Prenant à la lettre les directives venant de Moscou d'utiliser tous les moyens légaux, la direction retombe dans un légalisme délirant et demande la légalisation de *L'Humanité*, conseillant à ses militants de tenter de reconquérir les mairies. Pour des raisons tactiques, l'occupant ne veut pas s'attaquer de front au parti communiste, démantelé par le gouvernement Reynaud. Il tente de gagner du temps, tergiverse sur la sortie autorisée de *L'Humanité*, tout en œuvrant pour la mise en place d'un grand quotidien populaire fasciste, *La France au Travail*. La manœuvre d'Abetz⁸⁰ est que « les communistes français ne doivent pas être anéantis ; il convient néanmoins de veiller à ce que des coups décisifs puissent à tout moment

⁸⁰ Otto Abetz (1903-1958) était l'ambassadeur de l'Allemagne nazie à Paris pendant l'occupation. En 1949, il fut condamné à 20 ans de travaux forcés (motif : crimes de guerre) pour le rôle qu'il a joué dans la déportation des juifs français. Il n'en fit néanmoins que cinq, et fut libéré en 1954. Il mourut dans un accident de voiture en 1958.

les mettre hors d'état de nuire »⁸¹. Frachon rentre d'exode. Il est stupéfait par la légalisation de *L'Humanité* de Tréand et de Duclos. Des critiques sont émises par Charles Tillon, Auguste Havez (responsable de l'Ouest) et Georges Guingouin (des régions du centre). Les rapports de Duclos et Tréand arrivent à Moscou le 18 et 20 juillet. Le 21, les deux hommes violemment critiqués par l'IC, télégraphient à Moscou l'annonce de la cessation des relations avec les Allemands. Pourtant le 22, Foissin rencontre Abetz et rend compte de sa visite à Catelas qui fixe un rendez-vous avec lui au 27 août ; rendez-vous auquel il ne se rendra pas. Foissin est exclu. Ces tractations avec l'occupant étant secrètes, elles ne furent révélées qu'après la guerre. Finalement, aucun numéro de *L'Humanité* ne put sortir légalement

Le PCF avait vu sa stratégie du front populaire antifasciste s'effiloche dans le temps, tout simplement parce qu'il n'avait pas de stratégie révolutionnaire léniniste pour la prise du pouvoir, seulement une théorie de conquête par la voie parlementaire. Sa réponse à la question du renversement du pouvoir de la bourgeoisie était l'attente d'un grand soir.

Le PCF avait en tête que la révolution d'Octobre allait se reproduire de la même façon qu'en 1917, oubliant que cette insurrection s'appuyait sur une situation politique à deux pouvoirs (dont l'un était le Soviet de Petrograd), sur des comités révolutionnaires de marins et de soldats, sur une armée désorganisée et sur des partis dont Lénine pouvait arracher les masques, jour après jour. Rien de tout cela dans la stratégie du PCF. Certains diront : « mais il y avait le fascisme ! ». Certes, mais dans la Russie de 1917, du mois de février jusqu'à la révolution d'Octobre, il n'y avait pas que les différents partis de la bourgeoisie au pouvoir, dont les réformistes (socialistes-révolutionnaires) et les révisionnistes (les mencheviks). Il y avait aussi la réaction la plus noire (Kornilov). Malgré cela, Lénine a combattu sur les deux fronts, et a mis en déroute tous les ennemis du peuple. Le PCF s'est au contraire allié à une partie de la bourgeoisie au lieu de montrer que chacune de ses composantes, celle « démocratique » et celle ouvertement réactionnaire, était responsable sinon du fascisme, du moins de la fascisation. Pour les autres, comme le prolétariat, ils constituaient un frein. Un obstacle qui le retient par les basques, lui barre la route de la révo-

⁸¹ Archives du CDJC, XXIV-Ia.

lution, le désespère et ainsi renforce les rangs du fascisme, du populisme démagogique.

Il en est de même aujourd'hui pour le P« C »F, parti exsangue qui n'est plus communiste que de nom ; nom qu'il a trahi, nom qu'il a liquidé. Un parti transformé en une organisation social-démocrate.

Réorganisation pour la libération nationale

Durant l'Occupation, la France a été divisée en quatre régions : 1) la zone interdite (Nord, Pas-de-Calais, Somme, la côte de Dunkerque), administrée par l'occupant ; 2) les départements de l'Est, annexés ; 3) la zone nord occupée par la Wehrmacht ; 4) la zone sud (Vichy).

Le PCF se réorganise là où il est fort, à savoir dans certaines corporations : chez les cheminots, ce qui lui permet de créer un réseau (transport des cadres, acheminement des directives et du matériel de propagande), chez les mineurs, les instituteurs, les postiers (cadres du PCF en zone rurale) et les immigrés (organisés dans la Main-d'œuvre immigrée [MOI], antifascistes résolus, habitués au travail clandestin).

L'organisation des masses est l'axe principal. Frachon est chargé de développer le travail syndical. Des comités populaires sont créés. *La Vie Ouvrière* (VO) est publiée illégalement. La direction (Duclos, Frachon, Tillon) est restreinte comme toute direction clandestine. Il y a un service des cadres (André Dallidet, Félix Cadras), et des émissaires sont envoyés dans les zones annexées. La liaison est rétablie avec Fried à Bruxelles et Dimitrov à Moscou.

Le redressement du PCF fait réagir l'ennemi. Les arrestations sont nombreuses : 300 à Paris, 48 en Isère, 52 à Vienne, 78 dans la Loire etc. En septembre 1941, toute la direction de la zone sud tombe, ce qui montre d'autant plus clairement que l'occupant et Vichy travaillent de concert.

Pour se protéger et compléter son dispositif de défense, l'URSS souhaite obtenir le contrôle de la Finlande, de la Bulgarie et des Dardanelles, mais Hitler refuse et prépare l'attaque contre l'Union soviétique au printemps 1941.

Les milieux dirigeants anglo-français, qui continuaient à traiter l'URSS d'agresseur parce qu'elle avait formé un front « Est », ne se rendaient apparemment pas compte que l'apparition de

ce front signifiait un tournant radical dans le développement de la guerre contre la tyrannie hitlérienne, en faveur de la victoire de la démocratie. Ils ne comprenaient pas qu'il s'agissait non d'empiéter ou de ne pas empiéter sur les droits nationaux de la Finlande, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne, mais, en organisant la victoire sur les nazis, d'empêcher la transformation de ces pays en colonies entièrement soumises à l'Allemagne hitlérienne.⁸²

De la conclusion d'un pacte d'amitié avec la Yougoslavie au moment où celle-ci se fait envahir par les nazis, à la signature d'un pacte de non-agression avec le Japon, l'URSS continue à se protéger.

Au même moment, *L'Humanité* dénonce le régime de Vichy et l'occupant. Le 11 novembre 1940, une manifestation étudiante a lieu sur les Champs-Élysées. Le philosophe Georges Politzer publie une revue, *L'Université libre*, puis une brochure « Révolution et contre-révolution au 20^e siècle » qui attaque l'idéologie nazie élaborée par Rosenberg. Le PCF dénonce tous les courants de la bourgeoisie, les collaborationnistes de tout poil du gouvernement de Vichy, mais aussi « le mouvement des de Gaulle et de Larminat, foncièrement réactionnaire et antidémocratique, qui ne vise rien d'autre, lui aussi, qu'à priver notre pays de toute liberté en cas de victoire anglaise »⁸³. Le PCF semble comprendre la ligne juste en matière de lutte de libération nationale et de lutte antifasciste, à savoir que la bourgeoisie a deux fers au feu, la démocratie bourgeoise et le fascisme ; que la lutte pour se libérer du fascisme est indissociable de la lutte contre la bourgeoisie dans son ensemble ; que le front uni au 20^e siècle, tant dans les pays opprimés que dans les pays impérialistes, doit être obligatoirement dirigée par le parti communiste, sinon ce front ne peut aboutir. Dans le premier cas – celui des pays opprimés –, il s'agit de s'arracher des griffes des impérialistes et de la bourgeoisie compradore ; dans le second cas – celui des pays impérialistes –, il faut renverser la bourgeoisie impérialiste qui gouverne tantôt au moyen de la démocratie parlementaire (de droite ou de gauche) tantôt par le fascisme. Dans les deux cas, la question est celle de

⁸² *Falsificateurs de l'Histoire, op. cit.*, p. 73-74.

⁸³ Maurice Thorez, « De 1871 à 1941, les capitalistes d'aujourd'hui sont les dignes héritiers des Versaillais », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 19, Éditions Sociales, Paris, 1959, p. 85.

la prise du pouvoir, de l'instauration de la dictature du prolétariat et de la construction du socialisme. Dans les pays opprimés, ce processus de prise de pouvoir passe par la création de zones libérées puis, après la conquête du pouvoir d'État dans tout le pays, par l'instauration de la dictature du prolétariat sous la forme d'une dictature de plusieurs classes alliées sous la direction du prolétariat, ceci sans interruption.

Création du Front National

Le PCF se permet d'ajouter une phrase à l'appel de l'IC pour le 1^{er} mai 1941 :

Les communistes considèrent comme une question fondamentale et un devoir d'honneur non seulement d'organiser et de conduire dans leur lutte pour leurs intérêts immédiats, mais aussi dans leurs revendications nationales.

Le 26 avril, l'IC envoie une directive au PCF :

La tâche actuelle essentielle est la lutte pour la libération nationale. La lutte pour la paix est subordonnée à la lutte pour l'indépendance nationale. Une paix sans libération nationale signifierait l'asservissement du peuple de France. Au moment actuel, cette lutte doit viser surtout à ne pas permettre que le peuple, le territoire et les ressources de la France soient utilisés dans la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre.⁸⁴

L'IC demande la création d'un « Large front national de lutte pour l'indépendance » ; « la faculté de la classe ouvrière avec le Parti communiste à sa tête de jouer le rôle d'avant-garde dans le mouvement de libération nationale »⁸⁵. C'est la ligne juste que nous avons mentionné plus haut.

La première manifestation ouvrière d'ampleur est celle des mineurs du Nord. L'appel à la grève générale est lancé par le PCF (Lecœur) le 1^{er} mai ; le 27, elle est effective ; la répression – arrestations, déportations et fusillades – transforment le mouvement social en mouvement patriotique contre l'occupant.

⁸⁴ Fonds français de l'Internationale Communiste, Fonds 495, Inventaire 74, dossier 522, feuille 5.

⁸⁵ Ibid.

22 juin 1941. De la nature de la guerre et du contenu du front

Cette guerre qui s'était poursuivie jusque-là était une guerre entre puissances impérialistes : d'un côté la démocratie anglaise contre le nazisme hitlérien et le fascisme mussolinien. C'est l'invasion de l'URSS qui change la nature de la guerre. Le premier pays socialiste au monde est sous l'attaque d'un pays impérialiste en combattant un autre. L'URSS, pouvait-il conclure une alliance avec un pays impérialiste contre un autre ; l'un à gouvernement démocratique – anticommuniste comme tout pays impérialiste –, l'autre à gouvernement fasciste ? Il n'y avait pas à hésiter malgré les manœuvres de l'impérialisme britannique. Il fallait organiser le front le plus large pour la libération nationale, sans pour autant abandonner la direction de ce front, ni abandonner ses objectifs maximaux. Les conseils de l'IC et de Dimitrov étaient : « tenez compte qu'à l'étape donnée, il s'agit de libération nationale de l'asservissement fasciste et non de la révolution socialiste »⁸⁶. Cela ne voulait pourtant pas dire que le PCF devait abandonner son rôle dirigeant dans le front antifasciste de libération nationale ni de se défaire de sa responsabilité à lutter, sans discontinuer, pour la construction du socialisme, plutôt que pour le rétablissement de la démocratie bourgeoise. Maintenir la dictature de la classe bourgeoise, de sa politique impérialiste et colonialiste menant aux pillages et aux guerres, c'est garantir son évolution vers une nouvelle forme de fascisme ultérieurement.

Nous ne pourrions répondre à cette question sans suivre l'évolution des événements. Poursuivons donc notre histoire ! De Gaulle lance son appel, le 18 juin.

Les *Cahiers du bolchevisme* du mois de juillet 1941 déclarent :

Le peuple de France comprend la nécessité de s'unir contre l'envahisseur hitlérien et désormais communistes et gaullistes, athées et croyants, ouvriers et paysans, intellectuels et gens de toutes conditions, décidés à libérer la France, ont le devoir de lutter côte à côte. Voilà ce que doivent comprendre les militants communistes [...] qui doivent tout mettre en œuvre pour constituer des comités du Front national pour l'Indépendance de la France.⁸⁷

⁸⁶ Georges Dimitrov, *Lettre à Eugen Fried*, 23 juin 1941.

⁸⁷ « Notre politique », *Cahiers du bolchevisme*, 2^e et 3^e trimestres 1941, p. 18-19.

L'Humanité appelle à la formation « d'un gouvernement de libération nationale »⁸⁸. L'idée d'une union au sommet resurgit encore plus fortement qu'au moment du Front populaire. Ce qui n'est pas le cas en Yougoslavie où le Parti communiste combat le gouvernement Oustachi⁸⁹, mais aussi le mouvement Tchetnik⁹⁰, refusant de reconnaître le gouvernement yougoslave en exil. Il en est de même en Grèce ou encore en Albanie où le PCA dénonce le Balli Kombëtar⁹¹ qui ne fait qu'attendre les alliés et ne combat pas réellement les occupants italien et nazi. Le Parti yougoslave et le Parti albanais, à la tête de leur fronts respectifs, libéreront leur pays seuls ; le Parti grec, lui, sera écrasé par la réaction interne au pays et alliée à l'impérialisme britannique.

À l'inverse de ces exemples, on voit déjà que le PCF met le doigt dans l'engrenage de l'opportunisme qui le conduira sur la voie révisionniste dans les années soixante – le révisionnisme trouvant sa source dans celle de l'opportunisme.

Mais retournons aux années de guerre. Le général de Gaulle prend les devants et annonce la création du Comité national français (CNF), instance du gouvernement en exil qui revendique le droit « d'exprimer la volonté de la France de faire valoir ses intérêts, de rassembler toutes les résistances françaises au-dedans et en dehors »⁹². De quelle France parle de Gaulle ? Celle de la bourgeoisie bien sûr. Mais pour faire valoir ses droits, il faut « rassembler toutes les résistances françaises au-dedans et en dehors ». De quelle France parle le PCF ? Lui aussi parle d'une union interclassiste,

⁸⁸ « Les ennemis de la France », *L'Humanité*, septembre-octobre 1941.

⁸⁹ Les Oustachis étaient les membres du mouvement fasciste croate Oustacha qui prit le pouvoir en 1941, après l'invasion de la Yougoslavie par Hitler. Ayant pour ambition la formation d'un État croate indépendant, ils mirent en place une politique de nettoyage ethnique et construisirent des camps de concentration.

⁹⁰ Les Tchetniks étaient une force armée serbe active entre 1941 et 1945. Bien que formés pour combattre l'invasion nazi et les Oustachis, les Tchetniks orientèrent leurs combats en direction des partisans communistes, ce qui fit d'eux des collaborateurs indirects. Guidés idéologiquement par l'ultranationalisme serbe, ils commirent des massacres de civils croates et musulmans.

⁹¹ Le Balli Kombëtar était un mouvement nationaliste albanais anticommuniste. Pendant l'occupation de l'Albanie (1939-1943), ils luttèrent contre l'occupant italien aux côtés des communistes. C'est après la capitulation des italiens en septembre 1943 qu'ils retournèrent leurs armes contre ces derniers et conclurent une alliance avec les allemands pour obtenir un soutien militaire.

⁹² Déclaration du Général de Gaulle du 23 septembre 1941.

bien qu'il aille plus loin que de Gaulle. Il parle lui aussi d'unité pour l'indépendance de la France. Mais encore une fois, de quelle France s'agit-il ? Avant de conclure de façon péremptoire, poursuivons !

La lutte armée

Le PCF ne s'est jamais préparé à la lutte armée. Certes, les anciens des brigades internationales savent manier les armes, les explosifs, ce qui est loin d'être négligeable. Les hommes et les femmes sont courageux, savent se battre. Mais en Espagne les batailles étaient des batailles de front, alors que la guerre de libération nationale que va devoir mener le PCF est une guerre de partisans, de guérilla, une guerre de mouvement dans et en dehors des zones de maquis. *La Vie Ouvrière* lance la directive « que rien ne sorte de nos usines pour la guerre hitlérienne »⁹³. Le 29 juillet, *L'Humanité* écrit :

Que faut-il pour aider l'URSS et l'Angleterre à écraser Hitler ? Pour hâter l'heure de la libération de la France ? Du sabotage, encore du sabotage, et toujours du sabotage. Sabotage dans les usines, dans les gares, dans les campagnes, sabotage pour empêcher que l'ennemi puisse tirer quoi que ce soit de notre pays.⁹⁴

Le 9 août, l'IC envoie une note au PCF, lui exhortant d'engager immédiatement la lutte armée contre l'occupant. Le 15 août, *L'Humanité* lance un appel :

Francs-tireurs de 1941, debout pour chasser l'ennemi du sol sacré de la patrie. C'est le moment, car nos frères de l'Armée Rouge retiennent l'essentiel des forces hitlériennes.⁹⁵

Ainsi, le PCF a attendu plus d'un an pour engager la lutte armée, alors que pour lancer son appel à la Résistance suite à l'ordre de Pétain de cesser le combat le 17 juin 1940, de Gaulle n'avait attendu qu'un jour. Suite à la directive de l'IC, le PCF appelle enfin au combat armé. Certes,

⁹³ « Salut au peuple soviétique qui défend la civilisation contre la barbarie fasciste », *La Vie Ouvrière*, 5 juillet 1941, p. 1.

⁹⁴ « Que faut-il ? », *L'Humanité*, 29 juillet 1941, p. 2.

⁹⁵ « Les francs-tireurs de 1870 », *L'Humanité*, 15 août 1941, p. 2.

on pourrait expliquer ce retard en rappelant qu'il a fallu se réorganiser. Mais ce n'est pas la raison principale. Le PCF n'avait pas de politique militaire, parce qu'il envisageait la prise du pouvoir uniquement par la voie parlementaire, pacifique. C'est là que se trouve le problème de fond.

Dès le mois d'août 1940, le Tchad et l'Afrique-Équatoriale française (AEF) se rallient à de Gaulle qui commence alors à regrouper autour de lui une armée lui permettant de participer à la reconquête de la France. À l'intérieur du pays, il a le soutien d'une partie de la résistance. Sa stratégie consiste à préparer le terrain aux forces alliées, principalement par le biais des opérations de renseignement. Cette résistance gaulliste a aussi un caractère politique : organiser à Londres un « gouvernement » et établir un réseau de cadres pour former un gouvernement bourgeois après la victoire.

Le PCF qui s'engage désormais lui aussi dans la lutte armée, va devenir le principal acteur de la résistance sur le terrain, en gagnant peu à peu l'appui ou la sympathie de la majorité de la population. Le 13 août, après une manifestation de la JC, deux militants sont fusillés. Le 21, en riposte, Pierre Georges (le Colonel Fabien) abat en plein jour un militaire allemand à la station Barbès. C'est le début de la lutte armée de libération nationale. Tous les ingrédients sont alors réunis pour que la guerre impérialiste se transforme en révolution : lutte armée dirigée par le Parti communiste ; actions de sabotages dans les usines et sur le réseau des chemins de fer ; bases d'appui à la campagne (les maquis). Ce qu'il manque, c'est la conduite d'une stratégie de guerre populaire conduisant à la prise de pouvoir dans tout le pays.

Le 24 août, Vichy crée un tribunal spécial et, le 3 septembre 1941, fait voter une loi permettant de réprimer les communistes. Trois communistes (Jean Catelas, Jacques Wog, Adolphe Guyot) sont condamnés à mort.

Le PCF crée l'Organisation spéciale (OS), chargé dès l'automne 1940 de protéger les distributeurs de tracts – tâche d'une grande importance qu'il incombe d'assurer aujourd'hui afin de se préparer idéologiquement à la militarisation du parti.

Au début, la Résistance ne dispose que de quelques vieux revolvers. Elle ne peut mener des luttes d'envergure, seulement des actions limitées, symboliques. Un Comité national dirige l'OS : Tillon, Eugène Henaff

(évadé), Jules Dumont (ex-colonel des Brigades internationales), André Ouzoulias (JC), Pierre Rebière et Georges Beyer. L'OS envoie trois commandos en province : à Rouen le 19 octobre, à Nantes le 20, à Bordeaux le 21. La réponse du gouvernement est celle que pratiquent aujourd'hui les autorités péruviennes et népalaises pour endiguer la guerre populaire, à savoir le massacre d'innocents. À Chateaubriand, les occupants fusillent 50 otages dont 27 communistes. D'autres seront fusillés à Bordeaux et au Mont Valérien...

De Gaulle est contraint de justifier la lutte armée mais pose ses conditions :

Il y a une tactique à la guerre. La guerre des Français doit être conduite par ceux qui en ont la charge, c'est-à-dire par moi-même et le Comité national. Il faut que tous les combattants, ceux du dedans comme ceux du dehors, observent exactement la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement des Allemands.⁹⁶

De Gaulle exige la direction de la Résistance. Il souhaite la diriger comme un service de renseignement aidant à préparer le débarquement. Par conséquent, il prône une résistance passive, et, dans les faits, s'oppose à la guerre des partisans. De son côté, le PCF poursuit la lutte armée. Au cours du 2^e semestre 1941 il y a, en zone nord occupée, 107 opérations de sabotage, 41 attaques à l'explosif et 8 déraillements. Il y a des traîtres, il faut les exécuter. Gitton, ex-secrétaire du parti devenu collaborateur du gouvernement de Vichy, est fusillé.

Le gouvernement de Vichy accentue la répression par des centaines d'arrestations et d'internements administratifs. En mars 1942, Dallidet, Cadras et plusieurs cadres importants sont arrêtés. Les nazis organisent trois procès spectaculaires donnant lieu à 52 condamnations à mort.

Le 10 avril 1942, *L'Humanité* annonce la création des Francs-tireurs et partisans (FTP) censé remplacer l'OS et provoquer

Une levée en masse du peuple français pour délivrer la patrie
[entraînant] forcément l'arrivée à notre aide des soldats

⁹⁶ Déclaration du Général de Gaulle à la radio le 23 octobre 1941. Voir aussi Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre*, tome 1, Plon, 1954, p. 228.

anglais, américains et les soldats de la France libre du général de Gaulle. C'est ainsi que l'esprit de résolution du peuple français peut jouer un rôle très important dans la formation du deuxième front occidental [...] dont la constitution sonnera le glas de l'Allemagne nazie.⁹⁷

Cette analyse n'est pas totalement juste, car elle ne part pas de l'idée que le peuple doit « compter sur ses propres forces ». Au contraire, elle conçoit les actions menées par la Résistance comme celles d'une force d'appoint à l'intervention des alliés, et non comme force indépendante.

Le PCF démarre la guerre de libération nationale sous forme d'une guérilla, perçue comme force principale dans l'effort de libération *nationale* qui doit ouvrir la porte à la libération *sociale* par la constitution de maquis, de zones d'insécurité pour l'ennemi, voire même de zones entièrement libérées.

Vichy accentue la répression, développe une politique fasciste et raciste. Les 16 et 17 juillet 1942 a lieu la grande rafle des juifs étrangers – rafle du Vel' d'Hiv –, ce qui provoque un afflux de jeunes juifs dans la Main d'œuvre immigrée (MOI), car comme le disait Mao, « là où il y a oppression, il y a résistance »⁹⁸. Les organisations s'agrandissent encore par l'afflux d'ouvriers forcés d'aller travailler en Allemagne dans le cadre du Service civil national du travail (STO). C'est la levée de boucliers ; les communistes ne sont plus seuls ! Le 16 octobre, le PCF, le Front national de lutte pour la libération ainsi que les trois mouvements de résistance qui combattent dans le Sud (Combat, Franc-tireur et Libération-Sud), signent un tract. Les gaullistes réfugiés à Londres sont furieux. Ce qui prouve le bien-fondé de la politique d'union des forces de la résistance sur le sol français comme véritable mouvement de résistance autonome, quel que soit l'appui des forces libres. De Gaulle voyait bien le danger d'une libération sous direction communiste, ouvrant la voie à la révolution socialiste.

⁹⁷ « L'heure du combat », *Cahiers du bolchevisme*, 1^e et 2^e trimestre 1942, p. 8.

⁹⁸ Mao Zedong, « À la gloire des Han », *Mao Tsé-toung présenté par Stuart Schram*, Armand Colin, Paris, 1963, p. 118.

Alliance avec le général de Gaulle

Depuis le 6 novembre, Rommel recule devant les Britanniques. Au printemps 1943, l'Afrika Korps est détruite. Le 8 novembre, une des flottes américaines les plus imposantes débarque en Afrique du Nord. Le 19, les Soviétiques lancent une contre-offensive à Stalingrad.

De Gaulle est affaibli ; les Américains récupèrent Darlan⁹⁹ et l'appareil politique de Vichy en Afrique du Nord (AFN). De Gaulle se tourne vers la résistance intérieure, son seul point d'appui, où il envoie Jean Moulin. Le 19 novembre, l'ensemble des mouvements signent un télégramme envoyé aux gouvernements alliés. Ils saluent

Le général de Gaulle, chef incontesté de la résistance qui, plus que jamais, groupe derrière lui tout le pays [...]. Nous demandons instamment que les destins nouveaux de l'Afrique du Nord libérée soient, au plus tôt, remis entre les mains du général de Gaulle.¹⁰⁰

L'URSS entretient des relations avec de Gaulle tandis que les Américains appuient Darlan. Or, l'URSS est désormais une alliée des Américains et des Anglais. C'est alors que le colonel Rémy (agent gaulliste) prend contact avec les FTP (Georges Beaufiles). Le 28 novembre, il conclut un accord politique dans lequel le PCF (Fernand Grenier) revendique le monopole de la France combattante, alors que Jean Moulin travaille depuis des mois à regrouper la résistance sous les ordres de de Gaulle. Le PCF précise toutefois les limites à son engagement :

Le peuple de France se réserve et se garde le droit de juger par la suite les actes de trahison des traîtres de Vichy. Pour l'instant, ce qui compte pour les Anglais, c'est de consolider au

⁹⁹ François Darlan (1881-1942) était un amiral de la Marine française et chef du gouvernement vichyste entre 1941 et 1942. Suite aux défaites et aux défections de la marine française, Darlan fut chargé de reconstruire celle-ci. Face à son incapacité, les nazis exigèrent le retour de Laval au pouvoir. Humilié, Darlan rentrera en contact avec les américains et facilitera le débarquement en Afrique du Nord. Malgré ce retournement, Darlan garda beaucoup de sang sur les mains, et fut assassiné par un résistant quelque temps après.

¹⁰⁰ Message adressé de la France aux gouvernements alliés, 20 novembre 1942. Voir aussi Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre*, tome 2, Plon, 1956, p. 407-408.

maximum la position des Alliés en Afrique du Nord pour faciliter les opérations contre les ennemis de la France.¹⁰¹

Le 11 janvier 1943, Grenier arrive à Londres comme représentant du PCF et rencontre de Gaulle. Le PCF relance le Front national, dont Villon crée le Comité directeur. Commence alors l'ouverture politique, puis l'ouverture syndicale.

L'organisation du PCF est très structurée, à savoir par groupes de trois depuis la base jusqu'au triangle de la direction. Le secrétaire de l'organisation est en contact avec les responsables régionaux qui sont en contact avec les représentants départementaux. Le cloisonnement territorial est doublé d'un cloisonnement des tâches : un responsable politique, un responsable technique (faux papiers, imprimerie, armes, etc.), un responsable des cadres (vérification des militants qui entrent dans l'organisation, enquêtes après les arrestations). Grâce à cette structure, le PCF est mieux protégé que les autres mouvements. Les organisations spécialisées appartenant au PCF sont organisées sur le même principe (syndicats clandestins, FTP, Front national, organisations de femmes et de jeunes, MOI, etc.). Aidé par l'IC, le parti renvoie dans leurs pays des militants des Brigades internationales dans le but d'y créer une résistance communiste et d'aider à développer le réseau des renseignements soviétiques (l'Orchestre rouge)

Les partis communistes maoïstes des pays impérialistes devront sans doute étudier ce mode d'organisation pour les combats à venir et les adapter aux conditions nouvelles.

De Gaulle est isolé par la politique des Américains en Afrique du Nord. Fernand Grenier arrive à Londres et y rencontre de Gaulle, qui est content de l'appui du PCF. Le 10 février, il envoie une lettre de remerciement. Le même jour, de Gaulle adresse une lettre à Léon Blum et à Daniel Meyer (SFIO). Ainsi de Gaulle s'impose comme le chef d'une alliance entre les forces de gauche et l'aile « démocratique » de la bourgeoisie qui le soutient.

¹⁰¹ Procès-verbal d'une entrevue qui a eu lieu le 28 novembre 1942 entre un représentant des Forces françaises combattantes et un délégué du Comité central du Parti communiste français.

Darlan, représentant de Vichy, est exécuté par la résistance le 24 décembre 1942 en Afrique du Nord. Le général Giraud lui succède, soutenu par les Américains.

Le 20 janvier, Grenier propose au nom du PCF la création dans la France occupée « d'un organisme dirigeant de la France combattante qui travaillerait en accord étroit et sous la direction du Comité national ». Le PCF tente alors de créer un front intérieur qui serait en alliance avec la direction mise en place par de Gaulle à Londres, mais qui préserverait son indépendance vis-à-vis de celle-ci. À ce moment-là, le PCF se positionne de manière correcte en plaçant la résistance sous l'hégémonie communiste – hégémonie gagnée à travers la lutte armée. La démarche est rejetée par le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), informé sur la stratégie du PCF par les autres mouvements de libération ainsi que par Jean Moulin qui ne veut pas de cette hégémonie...

La victoire des Soviétiques à Stalingrad sonne le glas pour l'Allemagne nazie. Le 7 février, Ivan Maïski, ambassadeur soviétique à Londres, écrit dans une lettre à Dimitrov : « actuellement, il est à peine justifié de conclure un accord entre le PCF et de Gaulle, il vaut mieux attendre que la situation de de Gaulle s'éclaircisse définitivement ». Dimitrov répond en expliquant qu'il faut « se limiter à des déclarations réciproques sur le combat conjoint des communistes et des gaullistes pour chasser les occupants de la France et de renforcer au maximum ce combat en France même. ».

L'Humanité du 5 février 1943 publie : « S'unir, s'armer, se battre »¹⁰². L'offensive soviétique et celle des Alliés ainsi que la défaite certaine d'Hitler, créent les conditions de l'offensive en France même. Légitimé par les actions sur le terrain, le PCF veut assumer la direction de la résistance intérieure. Il veut diriger l'alliance sur le sol national, participer à une alliance antifasciste élargie à de Gaulle et Giraud, et profiter de la concurrence entre ces derniers.

De Gaulle nomme Jean Moulin comme seul représentant du Comité national français en France et veut créer

Dans des plus brefs délais possible, un Comité national de la Résistance (CNR) unique pour l'ensemble du territoire métropolitain, présidé par Jean Moulin [lui-même]. Ce

¹⁰² « S'unir, s'armer, se battre », *L'Humanité*, 5 février 1943, p. 1.

conseil assurera la représentation des groupes de résistance, des formations politiques résistantes et des syndicats ouvriers résistants.¹⁰³

La première rencontre a lieu entre le colonel Passy¹⁰⁴, Pierre Brossolette (du Bureau central de renseignements et d'action, BCRA) et André Mercier du PCF, qui transmet l'accord du parti. Le FN est reconnu par Brossolette comme organisation indépendante du PCF.

La réunion constitutive du CNR a lieu le 27 mai. Le CNR comprend le FN (Villon), six représentants des partis dont le PCF (Mercier) et deux représentants syndicaux (dont Saillant pour la CGT). De Gaulle est désigné comme le chef d'un gouvernement provisoire à mettre en place lors de la Libération. Le PCF proteste : « de Gaulle est incapable de prendre le pouvoir car il est à Londres et Giraud à Alger ».

L'été 1942, la résistance se réorganise. Une discipline de fer est imposée par Lecœur afin d'éviter les infiltrations de la police française et allemande. La MOI dirigée par Boris Alban, réalise 230 attentats à Paris, dont l'exécution d'un responsable du STO. Les maquis se forment. La CGT est réunifiée en avril 1943 ; les communistes habitués à la clandestinité reconstituent les Unions départementales et les fédérations. Le PCF qui n'a pas encore renoncé à la direction de la lutte sur le territoire national propose un texte pour le CNR le 27 mai.

Expression complète et unique de la Résistance, le Conseil de la Résistance revendique sur tout le territoire les droits et les responsabilités de gérant et d'organe provisoire de la souveraineté nationale. Contre l'ennemi et contre la trahison, le Conseil de la Résistance assume, en communauté étroite avec la France combattante, en convergence nécessaire avec le Comité national de la Libération, la mission d'inspirer, de

¹⁰³ Charles de Gaulle, « Instruction remise à Jean Moulin », 21 février 1943, *Mémoires de guerre*, tome 2, *op. cit.*, p. 445.

¹⁰⁴ André Dewavrin (1911-1998), connu sous le nom de colonel Passy, était un officier du renseignement des Forces françaises libres. Il joua un rôle clé dans l'unification de la Résistance française. Jouant de cette position privilégiée, il détourna des fonds qui étaient censés servir au financement de la Résistance et du mouvement gaulliste.

coordonner et de diriger la lutte du peuple français sur son propre sol.¹⁰⁵

Jean Moulin est arrêté à Caluire. Le 21 juin, le bureau du CNR adopte le texte proposé par le PCF. Pour des raisons de sécurité, le bureau du CNR est réorganisé et réduit. Georges Bidault représente les démocrates chrétiens, le parti socialiste et le parti radical ; Louis Saillant la CGT, la CFTC et Libération Nord ; Pascal Copeau, proche du PCF, représente Libération Sud et les Mouvements unifiés de la Résistance (MUR) ; Blocq Mascart représente les mouvements Ceux de la Libération (CDLL) et Ceux de la Résistance (CDLR) ainsi que l'Organisation civile militaire (OCM) ; Villon représente le Front national, le PCF et la Fédération républicaine. Cette constellation politique place les communistes en position de force. « Grâce à cette restructuration, le CNR peut désormais jouer un rôle politique, s'adresser aux pays, aux alliés, réagir vite aux événements et devenir ainsi le représentant officiel de la résistance intérieure »¹⁰⁶.

De Gaulle se désintéresse momentanément du CNR. Il cherche un autre point d'appui pour asseoir sa légitimité en tant que seul chef de la France Libre. À Alger vient d'être créé le Comité français de libération nationale (CFLN) sous l'autorité conjointe de de Gaulle et Giraud.

Sur le front intérieur, le PCF va renforcer son autorité : les alliés ayant débarqué en Sicile, les communistes de Corse déclenchent l'insurrection. Le 8 septembre 1943, l'Italie capitule. 200 municipalités corses sont prises par les résistants alors qu'un comité départemental remplace la préfecture ; les groupes de combat forment la police populaire.

L'insurrection éclate dans toute l'île. Giraud apporte une aide militaire, puis débarque le 4 octobre. Le 6, de Gaulle installe de nouvelles autorités départementales, mais un double pouvoir persiste.

La libération de la Corse constitue un point d'appui, dans la compréhension de la guerre populaire et de la guerre de libération nationale dans un pays impérialiste. En effet, le FN dirigé par le PCF a été à la tête de la lutte armée, c'est-à-dire de la guerre de guérilla et de ses bases d'appui (les maquis), ce qui lui a permis de s'emparer des municipalités où la résistance s'était déjà plus ou moins organisée. C'est bien le schéma de la guerre

¹⁰⁵ « L'appel du pays », motion du PCF adopté par le CNR en juin 1943.

¹⁰⁶ Pierre Villon, *Résistant de la première heure*, Éditions Sociales, 1983, p. 77.

populaire : bases d'appui, guérilla, prise de pouvoir et prise en mains de toutes les fonctions de l'État. Mais le pays n'était pas encore complètement libéré, ni le nazisme vaincu. Aussi, par le biais de son armée classique mieux équipée que celle des résistants, la bourgeoisie a pu jouer un rôle d'appui et installer sa propre administration. Un double pouvoir continuait toutefois d'exister, celui des milices populaires, des comités départementaux et du FN (embryon d'une Armée rouge).

Dans les départements, le PCF tentera de créer des comités de la France combattante, puis des comités de libération comme à Paris (1^{er} septembre 1943).

Le PCF, avait-il envisagé la création de structures nécessaires à la prise du pouvoir au moment de la Libération ?

Deux conceptions pour un gouvernement provisoire

La conception gaulliste : fin octobre, de Gaulle évince Giraud. La lutte pour le pouvoir est engagée entre de Gaulle et le PCF, mais cette lutte pour le pouvoir reste dans le cadre de la république démocratique bourgeoise. Ce n'est pas la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ce n'est pas non plus la lutte du prolétariat pour l'instauration du socialisme qui l'oppose à la bourgeoisie souhaitant maintenir le système capitaliste. C'est une négociation qui déterminera le nombre de postes ministériels qu'obtiendra le PCF à la Libération. Dans le même temps, de Gaulle s'assure que l'appareil d'État sera entre ses mains, même s'il doit faire des concessions. Pour de Gaulle le pouvoir doit être reconstitué par le haut, c'est pourquoi les gaullistes préparent la nomination de préfets, de commissaires de la République ainsi que de hauts fonctionnaires censés remplacer les dignitaires les plus ouvertement collaborateurs.

La conception du PCF : le pouvoir doit être reconstitué par le bas, s'appuyer sur les « masses », dans de multiples comités départementaux et locaux.

En septembre 1943, un émissaire envoyé depuis Londres propose l'adoption d'une charte par le CNR. Le PCF en propose une. Villon rencontre Jacques Duclos et Benoît Frachon. Il en ressort que le PCF est d'accord pour inscrire dans le programme du CNR la nationalisation « des grands moyens de production ». Contre le texte d'Alger, Villon présente un autre programme du CNR. Pour le PCF, le CNR doit être la principale

instance dirigeante de la libération, en dessous duquel se trouveraient les Comités départementaux de Libération (CDL) et les Comités locaux de Libération (CLL). De plus, le parti appuie la création de milices patriotiques. Le PCF qui contrôle le CNR, veut diriger les Forces françaises de l'intérieur (FFI), créées pour regrouper toutes les forces paramilitaires de la résistance.

L'insurrection nationale

En apparence, le PCF semble déployer une politique de rupture avec Alger. Or en réalité, il prône une politique d'alliance. Le 4 avril 1944, il accepte d'entrer au gouvernement bourgeois de de Gaulle (le CFLN).

Le PCF poursuit encore une double tactique. Il a une stratégie insurrectionnelle basée sur l'insurrection nationale, qui lui permettrait de montrer sa force militaire (FTP) en prenant la tête du combat contre les occupants et Vichy, en libérant les villes et villages, en créant un climat révolutionnaire parmi la population. En d'autres termes, une situation pouvant déboucher sur un processus révolutionnaire.

Le gouvernement d'Alger, lui, veut placer les forces insurrectionnelles sous sa propre direction.

C'est alors que le PCF lance l'insurrection dans plusieurs villes. Les maquis tentent de libérer Tulle, mais la division nazie réplique par une répression à mesure de leur peur : 99 pendaisons, 148 déportations. Même scénario à Oradour-sur-Glane et à Mussidan, libérée le 8 juin, où les nazis reprennent les lieux et fusillent 52 civils. Dans le Pas-de-Calais, il y aura 34 morts au combat, 68 fusillés, 86 déportations.

À Marseille, à l'annonce du débarquement en Provence, le 15 août 1944, le PCF déclenche l'insurrection. Le Comité départemental de Libération s'installe à la préfecture ; le PCF contrôle les syndicats et la police, même s'il doit partager le pouvoir avec le socialiste Gaston Deferre.

À Lyon, le 24 août, ainsi qu'à Villeurbanne le 26, les FTP et la MOI libèrent la ville. Les Allemands reviennent et la grève générale est déclenchée. Le 3 septembre, les Allemands quittent la ville après avoir fait sauter tous les ponts.

À Paris, le 14 juillet, des manifestations patriotiques sont organisées par le PCF, alors que les patrons ferment les entreprises. Le 10 août, le PCF impulse la grève des cheminots. Tillon ordonne l'insurrection. Le 15,

la police est en grève, le 16 les accrochages se multiplient avec les troupes allemandes. Le 21, Le PCF veut poursuivre l'insurrection alors que les gaullistes souhaitent instaurer une trêve pour gagner du temps en attendant les troupes alliées. Le 22 les combats reprennent : le centre de Paris est couvert de barricades. Le 24, Leclerc entre par la porte d'Orléans. Les Allemands se rendent dès le lendemain. Arrivé à la capitale, de Gaulle descend les Champs-Élysées le 26 juillet.

Limoges est libérée sans un coup de feu par Guingouin... Des centaines de villes sont libérées par l'appui des FFI.

Bien que le PCF put prendre le pouvoir dans de nombreuses communes, de Gaulle avait déjà commencé à reconstituer l'État en prévision de la libération.

Mais tout n'est pas joué ! Ainsi, Marty écrit à Dimitrov le 30 juillet :

Le CNR est favorable au soulèvement et à une action énergique, le gouvernement provisoire adopte une position attentiste et sabote là où il peut.

À la mi-août il écrit dans le même esprit :

La scission politique et patriotique entre la France [le CNR et les CDL] et Alger [gouvernement provisoire, Assemblée, administration] est évidente.

Même chose le 17 août :

La coexistence pacifique des forces populaires et des forces réactionnaires et l'oligarchie financière touche à sa fin.¹⁰⁷

À ce moment-là, le PCF a donc encore en vue la révolution socialiste et la prise du pouvoir.

En voyant le PCF hésiter et rester dans l'attente, de Gaulle passe à la contre-offensive. Il décide de dissoudre les FFI, le Comité d'action militaire (COMAC), d'interdire le recrutement dans les FFI restants, de procéder à leur désarmement et leur liquidation dans l'armée régulière. Le PCF, lui, veut une armée nouvelle, provenant de la fusion de l'armée régulière et des FFI. De Gaulle propose à Villon, chef du COMAC, un poste ministériel ;

¹⁰⁷ Séance du Comité central du PCF à Alger, 17 août 1944.

Villon refuse. Le 3 septembre, il ordonne au colonel Fabien de rassembler les FTP et les FFI et de poursuivre les troupes allemandes. Jusqu'au 28 octobre, Fabien refuse de s'intégrer à l'armée régulière et se place sous les ordres des Américains. Dès lors, PCF met tout en œuvre pour empêcher l'armée régulière de prendre le contrôle des FFI. Le 9 septembre, de Gaulle remanie son gouvernement, qui comprend désormais deux communistes, trois socialistes, quatre radicaux-socialistes et trois démocrates populaires. Il remplace Grenier par Tillon au ministère de l'Air.

Le PCF renonce à l'insurrection et tente une politique de double pouvoir, consistant à bloquer le gouvernement au sommet et à multiplier les pouvoirs locaux.

Le 12 septembre, de Gaulle annonce des élections qu'il souhaite organiser lors de l'arrivée en France des prisonniers et déportés. Il appelle au retour à l'ordre et part en tournée dans les autres villes.

Duclos dénonce le sabotage de l'action gouvernementale par les trusts, mais aussi par les ministres du Travail et du Ravitaillement, de la Production industrielle et de la Guerre.

Aujourd'hui, c'est la Résistance qui constitue la base légale du gouvernement provisoire de la République. Il est des gens qui voudraient bien liquider la Résistance, ce qui serait grave car le gouvernement n'aurait plus de base légale.

De Gaulle contre-attaque et annonce la dissolution des milices patriotiques et l'amnistie de Thorez¹⁰⁸ ; sans doute conçu comme un échange, un compromis. Le CNR et le CPL refusent. De Gaulle reçoit une délégation du CNR : « faites en sorte que, désormais, aucun groupement armé ne subsiste sur le territoire libéré en dehors de l'armée et de la police d'État »¹⁰⁹. Le CNR annonce la création de la Gardes civiques républicaines (ex-milices patriotiques). Les CDL de la région toulousaine vont plus loin : « tout individu, quelle que soit sa fonction administrative ou militaire, qui tenterait de désarmer les milices patriotiques doit être

¹⁰⁸ Charles de Gaulle, « Communiqué du gouvernement au sujet des groupements armés », 28 octobre 1944, *Mémoires de guerre*, tome 3, Plon, 1959, p. 344.

¹⁰⁹ Charles de Gaulle, « Communiqué de la présidence du gouvernement », 25 octobre 1944, *ibid.*, p. 335.

considéré comme un traître à la patrie »¹¹⁰. Mais dans le jeu du légalisme, la légitimité l'emporte sur l'action. Duclos affirme : « la Résistance est le représentant de la souveraineté populaire et la seule base légale du gouvernement provisoire »¹¹¹. Cachin : « le gouvernement ne doit engager aucune action de sa propre autorité sans avoir consulté au préalable les délégués de la population patriote du pays ». Le processus de participation au gouvernement bourgeois est toutefois sur les rails. Comment faire machine arrière, sinon passer à l'insurrection ? Mais du temps a passé et le fait d'avoir longuement tenue une position ambiguë au sujet de la participation au gouvernement, désarme idéologiquement le PCF et les masses, qui observent la partie de bras de fer et attendent une directive claire. Cachin dit qu'« une légalité nouvelle se forme d'après le rapport des forces ». Le PCF tente d'établir un pouvoir concurrentiel : il possède 12 quotidiens et 47 hebdomadaires. Les trois principaux quotidiens tirent à 2 300 000 exemplaires (600 000 en 1939). Au sein de la CGT, le PCF dirige 62 Unions départementales (UD) sur 92 et 21 fédérations sur 38. En 1947, la conquête est totale. Dans plusieurs villes de nombreuses entreprises sont placées sous le contrôle et la direction des « comités de gestion », comme à Marseille, Lyon, Nice, Tulle, Toulouse, Grenoble, Montluçon.

Dans *L'Humanité* du 26 septembre, Frachon écrit :

À Montluçon, la population entière, en accord avec le comité départemental de la Libération, a épuré les usines des directeurs collaborateurs. [...] Or, quand ils furent à Paris dans les ministères, la première chose qu'on leur a dite fut : « Vous avez soviétisé Montluçon. » [...] Que n'ont-ils « soviétisé » de cette manière l'industrie parisienne qui produirait aujourd'hui à plein rendement et dans un ordre parfait, comme à Montluçon.¹¹²

¹¹⁰ Cité dans Pierre Bertaux, *La libération de Toulouse et sa région*, Hachette littérature, 1973.

¹¹¹ « Sur le désarmement des 'milices' », *L'Humanité*, 3 novembre 1944.

¹¹² Benoît Frachon, « Ça ne tourne pas rond », *Au rythme des jours*, tome 1, Éditions sociales, 1973, Paris, p. 49-50.

Le 22 novembre, Frachon dit :

Une démocratie véritable, s'appuyant sur les couches populaires [...] ; la classe ouvrière a fait mieux que de poser sa candidature aux postes qui lui reviennent dans la gestion et la direction de l'économie et de la politique.¹¹³

Le Parti socialiste s'allie à de Gaulle. André Tixier, ministre de l'Intérieur dissout les milices patriotiques. Robert Lacoste, ministre du Travail, étouffe les initiatives économiques et sociales révolutionnaires, sous prétexte que les Alliés sont là, et qu'ils ne toléreraient pas de troubles politiques. Le PCF ne fait rien pour combattre les mesures des sociaux-démocrates réactionnaires. De Gaulle part à Moscou. Thorez rentre d'exil.

De la lutte armée de libération a la participation au gouvernement

Le 30 novembre 1944, Thorez fait sa rentrée politique au Vel' d'Hiv : « Faire la guerre ; Créer une puissante armée française ; Reconstruire rapidement notre industrie [...] ; Travailler, travailler d'arrache-pied. »¹¹⁴ ; « ne pas apparaître comme cherchant la bagarre ».

À propos des milices patriotiques Thorez déclare : « Ces groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection [...] Mais la situation est maintenant différente »¹¹⁵. Nous entendrons ce même discours à chaque étape de la liquidation, et cela jusqu'à aujourd'hui. Il poursuit : « Les Gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps »¹¹⁶. En ce qui concerne les Comités de libération, leur tâche « n'est pas d'administrer, mais d'aider ceux qui administrent [...] et d'organiser les masses pour l'accomplissement maximum de l'effort de guerre, pour le soutien du Gouvernement provisoire dans l'application du programme élaboré par la Résistance »¹¹⁷. Il est désormais clair : ces Comités n'ont qu'un rôle d'appui

¹¹³ Benoît Frachon, *Les communistes et la reconstruction économique de la France*, Bureau d'édition, Paris, 1944, p. 15.

¹¹⁴ Maurice Thorez, « Travailler, se battre pour la victoire de la grandeur de la France », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 20, Éditions sociales, 1960, Paris, p. 142.

¹¹⁵ Maurice Thorez, « S'unir, combattre, travailler », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 20, *op. cit.*, p. 182.

¹¹⁶ Ibid.

¹¹⁷ Ibid., p. 187-188.

au gouvernement capitaliste, tout en faisant respecter le programme de la résistance, chose plus que difficile à faire une fois les milices désarmées. Ce qui prouve que le PCF a dès lors renoncé à la Révolution.

Après la capitulation allemande

Le 2 mars 1945, le PCF fait une déclaration conjointe avec la SFIO. Le 12 juin, *L'Humanité* publie « une charte d'unité de la classe ouvrière pour l'union organique des communistes et des socialistes dans un grand parti ouvrier français, le POF »¹¹⁸. Les socialistes refusent la fusion, n'acceptant que l'unité d'action. De Gaulle veut limiter les pouvoirs de l'Assemblée. Sa vision est approuvée au référendum. Le PCF devient le premier parti de France (26,3 % des suffrages exprimés, 159 élus). Thorez pose sa candidature à la présidence d'un gouvernement socialo-communiste. Comme il fallait s'y attendre, la SFIO refuse de nouveau. C'est donc à de Gaulle de former le gouvernement. Le PCF exige des postes ministériels, ce que de Gaulle rejette. Le PCF se déclare prêt à soutenir un gouvernement dirigé par Léon Blum : on se croit à nouveau en 1936. La tentative finit par échouer. De Gaulle reste en place, le PCF obtient cinq ministres : Maurice Thorez est ministre d'État chargé des réformes administratives ; François Billoux est ministre de l'Économie Nationale ; Charles Tillon devient ministre de l'Armement ; Marcel Paul dirige le ministère de la Protection industrielle et Ambroise Croizat le ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Le PCF détient les postes à risques. Il présente alors un projet de constitution : une seule chambre qui contrôle l'Exécutif ; disparition des grands corps d'État ; reconnaissance des pleins pouvoirs des partis... La SFIO se rallie au projet communiste. De Gaulle démissionne.

Le PCF avance de nouveau la candidature de Thorez. La SFIO re-refuse. Par conséquent, les trois principaux partis – SFIO, MRP et PCF – investissent le socialiste Félix Gouin et passent un accord tripartite sur les nationalisations, la bataille de la production, le projet constitutionnel et le blocage des salaires et des prix. Un nouveau gouvernement est formé, comportant six ministres PCF. Thorez est vice-président du Conseil, Billoux devient ministre de la Reconstruction et l'Urbanisme, Laurent Casanova des Anciens combattants, Auguste Lecœur occupe le poste de sous-secrétaire d'État à la Production Industrielle, Marius Patinaud celui de sous-se-

¹¹⁸ « Projet de charte d'unité de la classe ouvrière de France », *L'Humanité*, 12 juin 1945, p. 2.

crétaire d'État au Travail et à la Sécurité sociale. Tillon, Bernard Paul et Croizat sont confirmés dans leurs fonctions. Le PCF pense pouvoir

Créer le climat nécessaire qui nous permettra de revendiquer la direction des affaires du pays, en faisant pénétrer dans les masses, l'idée que nous avons été les seuls à dire la vérité.¹¹⁹

Les banques sont nationalisées, dont quatre banques de crédit et une partie des assurances ; le secteur de l'électricité et du gaz est également nationalisé, tout comme les Houillères ; on renforce les comités d'entreprise, la Sécurité sociale et le statut des mineurs ; les fonctionnaires obtiennent le droit de se syndiquer. Le PCF a l'appui de la CGT pour mettre en place la Confédération générale de l'agriculture (regroupant 4 000 comités d'action paysanne) ; un réseau pour les classes moyennes ; la Confédération générale du commerce et de l'industrie ; la Fédération française des syndicats de l'épicerie ; la Confédération générale du commerce et de l'artisanat ; etc. La CGT regroupe ainsi pas moins de 5,5 millions d'adhérents ! De son côté, le PCF s'occupe de l'armée : « pousser à l'union de l'armée et de la nation » ; « élargir encore l'influence du parti parmi les militaires »¹²⁰.

Le 19 avril 1946, le projet final du texte constitutionnel obtient l'approbation de la majorité des députés communistes et socialistes. Il porte sur la nationalisation des monopoles. Le pouvoir exécutif est limité et soumis à la chambre. Certes, c'est indéniable qu'il s'agit là d'importantes réformes, mais le PCF n'obtient pas la présidence du gouvernement. Au référendum constitutionnel, 53 % des électeurs votent « non ». Lors des élections à la 2^e Assemblée constituante, le PCF est dépassé par le MRP. Il accepte toutefois de rentrer dans le gouvernement du MRP, parti de la bourgeoisie. Georges Bidault devient premier ministre. Les cinq ministres communistes sont reconduits, s'y ajoutant le ministre de la Santé. Le PCF soutient les revendications sociales et finit par accepter un compromis avec

¹¹⁹ Fonds de la direction du PCF (1944-1979), *Décisions de la réunion du Bureau Politique du 31 janvier 1946*.

¹²⁰ Fonds de la direction du PCF (1944-1979), *Décisions de la réunion du Bureau Politique du 21 février 1946*.

le MRP : il y aura une seconde chambre et l'élection du Président de la République par le Parlement. Le PCF considère que

C'est un compromis positif [...] La Constitution est une étape dans la lutte continue pour une démocratie toujours plus large.

Lors des élections législatives du 2 juin 1946, le PCF obtient 28,3 % des suffrages exprimés. En tant que premier parti de France, le PCF revendique la présidence du Conseil pour Maurice Thorez, qui déclare :

Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes.¹²¹

Cette « voie française vers le socialisme » passe « par l'union des forces ouvrières et républicaines [...] ; la fusion des partis communistes et socialistes [...] ; une démocratie nouvelle et populaire » ; « un programme d'action démocratique acceptable par tous les républicains »¹²². Ces formules vagues rassurent la SFIO qui appuie l'investiture de Thorez, mais sans imposer la discipline de vote, ce qui amène 23 députés socialistes à voter contre. Ainsi, Maurice Thorez obtient 261 sur 579 voix, alors qu'il lui en fallait au moins 310 pour l'obtenir. Néanmoins le PCF reste optimiste ; il rêve au passage pacifique vers le socialisme et avance plusieurs arguments pour soutenir son espoir :

Nous avons obligé les socialistes à voter pour notre candidat ; les autres partis n'y ont opposé aucune autre candidature ; Personne, dans l'Assemblée, n'est venu mettre en cause la légitimiste de la candidature de M. Thorez ; [...] l'idée d'un gouvernement à direction communiste ne va faire que se développer dans notre pays.¹²³

¹²¹ Maurice Thorez, « Déclaration au journal anglais 'The Times' », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 23, Éditions sociales, 1965, p. 14-15.

¹²² Ibid., p. 15.

¹²³ Fonds de la direction du PCF (1944-1979), *Décisions de la réunion du Bureau Politique du 5 décembre 1946*.

C'est Léon Blum qui finit par devenir président d'un gouvernement socialiste homogène. À la place, le PCF favorise l'élection du socialiste Vincent Auriol à la présidence de la République. Il appuie ensuite la formation d'un gouvernement plus large que celui restreint aux trois partis. Il y a toujours cinq ministres communistes. Le PCF obtient le ministère de la Défense, bien que celui-ci est affaibli par la création de trois autres ministères militaires (Guerre, Armée et Marine). Thorez ne renonce pas officiellement à la théorie de la dictature du prolétariat, mais approuve les positions opportunistes de Dimitrov et de Togliatti. Le premier, bénéficiant de la présence des troupes soviétiques en Bulgarie, déclare :

L'avantage de cette démocratie populaire, c'est que le passage au socialisme est rendu possible sans dictature du prolétariat.¹²⁴

Thorez approuve et rajoute :

Quand le camarade Dimitrov est chef du gouvernement, quand le ministre de la Guerre est communiste [...] vous savez, cela peut s'appeler dictature du prolétariat. En fait, le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière.¹²⁵

Le PCF est certes dans une situation différente des partis communistes des pays de l'Est qui bénéficient du soutien de l'Armée rouge. Sur le sol français, il y a les armées anglaises et américaines. On peut dire que dans les pays de l'ouest, les forces de coercition de l'appareil d'État (armée, justice, police) sont traversées par un important courant anticommuniste. Le PCF va en tirer des arguments lui permettant de justifier son inaction face à ces conditions, ce qui le confortera dans sa ligne de passage pacifique vers le socialisme – ligne toutefois restée inavouée à l'époque –, dans sa position de conquête du parlement menant à l'échec, ainsi que dans sa politique d'entente au sommet avec les appareils de gauche de la bourgeoisie (SFIO) et du centre (MRP).

¹²⁴ Cité dans Maurice Thorez, « Rassemblement des masses populaires pour obtenir dans l'immediat un gouvernement démocratique », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 23, *op. cit.*, p. 29.

¹²⁵ Maurice Thorez, « À la conférence de la fédération de la Seine », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 23, *op. cit.*, p. 132.

Conclusion intermédiaire

Le PCF n'a pas de stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir ; voilà où se situe le problème. Le PCF a pourtant développé une guerre populaire de libération nationale, en a même pris la tête, mais a accepté un pacte le liant à la bourgeoisie par le biais du programme du CNR. Certes, après la guerre, pendant la période dite « intermédiaire », celle de la cogestion du système capitaliste par l'alliance tripartite entre le PCF, la SFIO et le MRP, des avancées sociales ont été conquises dans le cadre du capitalisme... mais à quel prix ? Au prix de la sauvegarde de l'appareil d'État de la bourgeoisie et de son appareil coercitif renforcé. Il y avait des milices patriotiques, des comités départementaux et locaux de libération nationale, des tribunaux populaires... tous dissous par la suite. Il y avait les comités d'action des paysans, l'implantation du parti dans la CGT ou encore chez les intellectuels. Bref, tous les ingrédients de la guerre populaire dans un pays développé étaient présents. Au sein du mouvement de libération nationale, la direction du parti de la classe ouvrière était dominante. Ce n'est pas rien ! Dans un pays développé, où la classe ouvrière forme le noyau du prolétariat, les ouvriers et ouvrières constituent aussi la classe la plus nombreuse. Cela donne un caractère éminemment prolétarien à la révolution, qui y est d'emblée socialiste, sans phase intermédiaire. Avant la conquête du pouvoir d'État, le prolétariat a pu mettre en place des pouvoirs locaux et départementaux qui font penser à ceux développés sous la démocratie nouvelle. Pendant la période de l'occupation nazie et de collaboration vichyste, la guerre populaire s'est étendue sur le territoire à la manière d'une guerre prolongée. La libération du pays sous la double action de la Résistance et des forces alliées, la cristallisation des divers comités locaux ainsi que leur extension au niveau national ; tout cela atteste des possibilités de la Résistance organisée sous la direction du parti communiste. Ces éléments confirment l'hypothèse d'un passage de la guerre prolongée antifasciste à une guerre de démocratie nouvelle à caractère prolétarien dans un pays capitaliste développé. La généralisation des pouvoirs constitués localement auraient ensuite dû servir à la préparation de la prise du pouvoir dans tout le pays au moyen d'une insurrection générale. Mais au lieu de renforcer les milices, de les généraliser, le PCF permit leur intégration dans l'armée bourgeoise. Au lieu de s'en servir comme un tremplin vers la révolution,

au lieu de les réorganiser sous forme d'une armée populaire, il a accepté de les dissoudre. Le PCF a montré que les milices pouvaient former un corps d'armée capable d'apporter une aide non négligeable à la libération du pays à côté des forces alliées, comme les milices du colonel Fabien qui, en tant que forces indépendantes, combattirent à côté des troupes américaines. Elles formaient des régiments séparés, déployés sur tout le territoire, et dont la tâche principale consistait à représenter une force populaire de libération du pays qui mènerait à bien sa mission de chasser l'occupant. Il n'y avait donc pas lieu de les dissoudre et de les intégrer dans l'armée régulière sous la direction de la bourgeoisie. Est-ce que l'Armée rouge de Mao Zedong s'est dissoute dans l'armée du Kuomintang ? La réponse est non ! Les comités locaux étaient capables de se renforcer eux-mêmes, non seulement dans les régions libérées mais aussi dans les régions où les milices poursuivaient activement la lutte de libération nationale, étendant ainsi le pouvoir de démocratie nouvelle (démocratie populaire). Nous ne visons pas à refaire l'histoire, mais à analyser l'opportunisme qui a conduit à la liquidation du PCF, manquant à l'époque une stratégie claire pour la prise du pouvoir.

Chapitre 4

L'après-guerre : le PCF de Thorez

Le renforcement numérique du PCF et l'élargissement de sa base aux couches non ouvrières et non-prolétariennes

Dans l'espace de dix ans, le PCF va se renforcer de manière considérable : dans les départements où la classe ouvrière représente plus de 30 % (23 départements), les communistes passent de 78 à 187 adhérents pour 10 000 habitants ; dans ceux où la classe ouvrière représente entre 25 et 30 % (17 départements), ils passent de 59 à 195 ; dans les départements où les ouvriers composent entre 20 et 25 % de la population (19 départements), ils passent de 19 à 21 ; et dans ceux de moins de 20 % d'ouvriers, le PCF fait un bond de 30 à 220 membres par 10 000 habitants. Ce qui signifie deux choses : le PCF se renforce dans la classe ouvrière et le prolétariat, mais n'y grandit pas aussi vite que dans les autres couches de la population. Cela a des conséquences immédiates sur la stratégie du PCF qui se trouve conforté dans son idée de conquérir le pouvoir par la création d'un rapport de force lui permettant de participer directement à la gestion de l'appareil d'État bourgeois. Le parlementarisme a toujours été la stratégie principale du PCF pour la conquête pacifique du pouvoir.

Le PCF progresse moins dans les villes à forte concentration ouvrière que dans les autres villes sociologiquement moins homogènes. De 1945 à 1947, le pourcentage de communistes dans les arrondissements ouvriers diminue de 18 %. Ce n'est pourtant pas encore l'époque où les ouvriers sont expulsés vers les banlieues urbaines. Pourtant, les cellules d'entreprises se multiplient entre 1944 et 1947 (passant de 3 917 en décembre 1944 à 8 752 en décembre 1946). Sous le Front populaire, 42 % des cellules d'entreprise étaient des cellules d'usines, alors qu'en 1946 celles-ci ne représentent que 25 % du total. À titre d'exemple, les communistes actifs à Renault-Billancourt ne sont plus que 8,3 %, loin des 23,3 % qu'ils étaient en 1937. Il s'opère alors une transformation de la base sociale du PCF. Dans ses *Carnets*, Marcel Cachin remarque : « le PC déserte les usines »¹²⁶.

¹²⁶ Marcel Cachin, *Carnets 1935-1947*, tome IV, CNRS Éditions, 1997.

Une partie importante de la classe ouvrière est désappointée par la politique du PCF, tandis que d'autres sont tout simplement déçus. Les éléments les plus radicaux parmi la classe ouvrière pensent que le PCF accorde une place trop importante aux autres couches sociales – notamment aux classes moyennes –, ceci au détriment de la classe ouvrière. Ils perçoivent alors le PCF comme privilégiant la nation au détriment de la classe.

Après les destructions importantes au niveau matériel comme humain causées par la guerre, la classe ouvrière avait à la Libération un niveau de vie de seulement 60 % de celui d'avant-guerre. Mais au printemps 1945, le niveau de vie était remonté à 85 %. Après deux ans de gouvernement (SFIO, MRP, PCF), il retombe à 50 %. La « bataille de la production » et le « retrouvons nos manches »¹²⁷ a permis de consolider le capitalisme mais pas le niveau de vie de la classe ouvrière et des couches populaires. Malgré les réformes d'après-guerre mentionnées plus haut, la classe ouvrière se retrouve plus pauvre qu'avant : le ravitaillement est insuffisant, la crise du logement frappe durement, causée en partie par la destruction de la majorité des logements ouvriers pendant la guerre.

Le PCF est alors pris dans ses propres contradictions. Il se veut unificateur de la nation, mais en aidant l'État capitaliste à se consolider il mécontente la classe ouvrière, sème le doute quant à ses capacités révolutionnaires.

La politique du PCF envers le mouvement de libération nationale

Vis-à-vis des colonies, l'attitude du parti est paternaliste : « les peuples opprimés ne sont pas mûrs pour la révolution ».

En mai 1945, il va jusqu'à dénoncer le mouvement algérien après le massacre de Sétif¹²⁸, le qualifiant d'hitlérien. Il fera une autocritique plus

¹²⁷ Le mot d'ordre de « bataille de la production » a été lancé par Maurice Thorez lors du 10e Congrès du PCF, en juin 1945. La CGT l'a popularisé au travers d'une campagne d'affiches, en le juxtaposant au slogan de « retrouvons nos manches ». Voir aussi Maurice Thorez, « Au service de la France », *Œuvres*, Livre cinquième, tome 21, *op. cit.*, p. 125-136, ainsi que la brochure « La bataille de la production » publiée par le PCF en 1946.

¹²⁸ Lors des défilés du 8 mai 1945 célébrant la fin de la guerre, le mouvement de libération nationale algérien appela à manifester pour réclamer l'indépendance. Un jeune militant de 26 ans brandit, lors d'une manifestation à Sétif, un drapeau de l'Algérie et fut abattu par la police, marquant le début des révoltes qui dureront plusieurs semaines. On estime aujourd'hui qu'environ 45.000 personnes furent assassinées par l'armée française lors de ces révoltes.

tard, mais le mal est fait : le Parti communiste algérien (PCA), qui n'a pas dénoncé la position intenable du PCF, est déconsidéré par le peuple. Cela va desservir le prolétariat algérien et placer le mouvement paysan sous la conduite de la bourgeoisie nationale, qui assumera plus tard la direction de la lutte de libération nationale. En l'absence du parti communiste et de sa direction, la révolution sera interrompue lors de l'édification de l'État algérien, et retombera sous la coupe des impérialistes. La conquête de la direction révolutionnaire par le parti communiste, est un des impératifs majeurs de la politique des communistes dans les pays opprimés (voir les écrits de Lénine et de Staline sur la question nationale et coloniale ainsi que ceux de Mao Zedong à propos de la démocratie nouvelle).

L'attitude du PCF concernant l'Algérie est cohérente avec sa position idéologique et politique envers les peuples opprimés en général ; positions affirmées depuis 1944 où le parti s'est déclaré favorable au projet de l'Union française, reconnue par la Constitution de la IV^e République. L'Union française est une forme « moderne » de colonisation, conçue par de Gaulle. Pour le PCF, cette union paraissait être le meilleur moyen pour démocratiser les pays opprimés et colonisés.

En ce qui concerne l'Indochine, en 1944-1945, il se prononce favorable à une intervention française contre l'occupant japonais au nom de la lutte antifasciste. Ce qui est là encore une position discutable, puisque l'administration française a été « anéantie » par l'occupant et que la résistance ainsi que le mouvement de libération nationale est exclusivement dirigé par le parti communiste vietnamien. En toute logique, c'est la résistance qu'il faut appuyer, comme le firent les Soviétiques dans le cas du mouvement de libération nationale de la Chine, lui aussi principalement dirigé par le PCC. En octobre 1945, le PCF est favorable aux négociations avec le Viêt Minh. Le 23 novembre 1946, les troupes françaises bombardent Haïphong. Le gouvernement français refuse de reconnaître le mouvement national et ferme toutes les portes à la négociation, alors que six des dix-huit ministres sont communistes. Le PCF n'a toutefois pas la même attitude qu'en Algérie. Au Vietnam, le mouvement est dirigé par les communistes ; en Algérie, le mouvement est national. Le PCF, qui mise tout sur une paix négociée, ne veut pas voir que la bourgeoisie française ne quittera pas le Vietnam sans usage de la force. En 1947, il dénonce la poursuite de la guerre et continue d'appeler à la négociation. Le 20 mars,

les députés communistes refusent de voter les crédits de guerre, s'abstenant lors du vote de confiance, alors que les ministres PCF votent en faveur de la guerre afin d'éviter la rupture de l'unité gouvernementale.

Le 16 avril 1947, le gouvernement réprime d'une rare violence les indépendantistes malgaches. Les ministres communistes quittent le conseil. Le lendemain, le PCF condamne officiellement la politique de l'Union française.

Vers la guerre froide

Truman met en place sa doctrine de containment, d'endiguement de l'avancée communiste, notamment en Iran ainsi qu'en Grèce où il apporte de l'aide au gouvernement contre la lutte armée dirigée par le parti communiste. Le PCF recule au sein de la classe ouvrière, qui se rebiffe contre sa politique de « bataille pour la production » qui ne lui rapporte rien. Les grèves se multiplient : le 25 avril, une grève est lancée à Renault par un groupe trotskiste ; la masse suit. Quatre jours après, la CGT s'y rallie elle aussi. Face à l'ampleur du mouvement, les ministres communistes demandent des hausses de salaires. Paul Ramadier (SFIO), chef du gouvernement, appelle à un vote de confiance. Le PCF refuse ; les ministres communistes sont renvoyés. Pendant ce temps, l'AFL/CIO (syndicat américain anticommuniste) aide les anticommunistes au sein de la CGT à préparer la scission (Force Ouvrière). Le PCF, empêtré dans son idée de prendre le pouvoir par les élections, espère revenir au gouvernement et s'affirmer comme un « parti de gouvernement ». Le bureau politique déclare, le 12 juin 1947, être décidé à « apparaître dans toutes les interventions [à l'Assemblée nationale] comme les meilleurs défenseurs de l'intérêt national (stabilité du franc, équilibre budgétaire etc...) »¹²⁹. Dans *L'Humanité* du 21 septembre, Maurice Thorez réclame « un gouvernement d'union démocratique dans lequel le plus grand des partis français »¹³⁰ obtiendrait la place qui lui revient. Le PCF récidive malgré les leçons du Front populaire et malgré sa participation au gouvernement tripartite dont il a été chassé par la SFIO.

¹²⁹ Fonds de la direction du PCF (1944-1979), *Décisions de la réunion du Bureau Politique du 12 juin 1947*.

¹³⁰ Maurice Thorez, « Précises et décisives réponses », *L'Humanité*, 21 septembre 1947.

Malgré cette politique, le PCF continuait d'engranger une grande sympathie parmi les couches populaires en ayant fait adopter diverses réformes économiques du programme du CNR, qu'il n'a pourtant jamais pu consolider comme elles étaient conditionnées à son appui au gouvernement. La hausse des prix a continué d'estomper l'effet de ces réformes. Mais les couches populaires et la classe ouvrière conservaient la confiance dans le PCF, comprenant et soutenant sa politique de prise du pouvoir par les urnes, par la voie des réformes ; la concevant comme une tactique temporaire et non comme la stratégie révisionniste de fond du PCF, encore dissimulée. Seule une minorité du prolétariat comprenait alors la manœuvre réellement en cours, et, tentant de s'y opposer furent mis sur la touche par la direction opportuniste du PCF dès la liquidation des comités populaires et la dissolution des milices patriotiques. Les plus résolus cachaient les armes pour plus tard.

La création du Kominform

Du 22 au 28 septembre 1947 se tient en Pologne la réunion des principaux partis communistes européens. Jdanov présente son rapport sur la nouvelle situation de guerre froide. Après la présentation d'un *satisfecit*¹³¹ de l'action du PCF, évoquant « le glissement à droite » des socialistes tout en « oubliant » de dénoncer leur vraie nature de traîtres aux intérêts de la classe ouvrière, Jdanov s'en prend à Duclos, auteur de cette éloge au PCF. La Ligue communiste yougoslave va plus loin : elle dénonce le PCF et le PCI, incapables de s'emparer du pouvoir ; elle dénonce leur légalisme, leur opportunisme, leur parlementarisme. Duclos remercie le Kominform pour avoir montré au PCF « la nécessité de corriger les fautes et les erreurs dans le travail de notre parti ».

Le PCF va « rectifier », mais la classe ouvrière n'a plus la confiance qu'elle avait à l'issue de la guerre. Après le passage du PCF au gouvernement, de manière intermittente entre 1947 et 1957, les effectifs passent de 760 000 à 330 000 (-57 %). Néanmoins, la classe ouvrière représente 40 % des militants. Dans le parti, la lutte idéologique n'est pas basée sur les principes théoriques mais sur les questions tactiques. Quelle tactique adopter à tel ou tel moment.

¹³¹ Témoignage de satisfaction, approbation.

L'aile gauche est exclue. Souvent ce sont des anciens de la guerre d'Espagne ou de la Résistance, qui savent par expérience que la bourgeoisie ne quittera pas le pouvoir de son plein gré ; qu'elle répondra à toute tentative pacifique par la guerre civile ; que la résistance à l'occupant et à ses collaborateurs est la voie pour la libération nationale ; que rendre les armes, dissoudre les milices patriotiques pour les fusionner dans l'armée bourgeoise, ou encore participer au gouvernement, c'est se rendre pieds et poings liés à la bourgeoisie. Lors du XII^e Congrès en 1950, quatorze titulaires et quinze suppléants du comité central sont écartés (34,5 %). Parmi eux, des responsables des brigades internationales ou des FTP, comme Georges Beyer (FTP), Marcel Prenant (FTP), Jean Chaumeil, Henri Gourgeaux (responsables aux cadres entre 1942 et 1945) et Jean Chaintron (dirigeant de la zone sud). Ils sont remplacés par des résistants plus jeunes. Ce qui permet au PCF de faire croire que le parti s'appuie toujours sur la Résistance. Ces réajustements demeurent possibles car au fond la lutte n'est pas encore ouvertement idéologique, s'agissant simplement d'une lutte au sein de l'appareil. Il n'existe pas de fraction rouge au sein du parti, puisque par le biais d'autocritiques formelles la direction parvient à maintenir les liens avec le PCUS à Moscou, qui est contraint de s'accommoder du PCF et du PCI, les partis les plus puissants d'Occident. Staline, tout comme Lénine avant lui, se fait peu d'illusions sur ces deux partis, pour qui les autocritiques ne coûtent pas cher. Comme il n'y a pas de ligne rouge conséquente au sein du PCF et du PCI, le Kominform naissant fera ce qu'il peut avec ce qu'il a. Dans sa tentative de redresser la barre, André Marty est exclu, accusé de fractionnisme. Quant à Tillon, il fera une autocritique et sera réintégré.

La ligne du PCF devient de plus en plus tortueuse. François Billoux dans les *Cahiers du communisme* appelle à des actions concrètes contre la bourgeoisie. Le 28 mai, le général américain Ridgway – dit « la peste » – arrive à Paris, donnant lieu à des affrontements violents. Thorez est gravement malade et est soigné à Moscou. Duclos et Lecœur prennent les rênes du parti. Lorsqu'il était encore un jeune ouvrier, ce dernier s'était battu en Espagne et dans la Résistance. Après la manifestation anti-Ridgway, Duclos a été arrêté pendant quelques semaines. Au même moment, Lecœur soutient les peintres réalistes comme Fougeron, et organise une

exposition – « Aux pays des mines » – au détriment des artistes abstraits comme Picasso.

Le PCF reprend les critiques de Jdanov et dénonce l'impérialisme américain et tous ses alliés, de la SFIO au MRP.

La CGT dénonce le plan Marshall comme asservissant. *L'Humanité* appelle à lutter pour une augmentation des salaires de 25 % et dénonce le gouvernement comme affameur et valet des Américains.

Des grèves éclatent à Marseille. Les manifestations sont violentes. Deux jours plus tard, les grévistes sont 40 000. Ainsi, les grèves s'étendent : dockers, métallurgie, textile, chimie, alimentaire, bâtiment et quelques services publics. Bref, la classe ouvrière est à la tête de la lutte. Jules Moch (SFIO) envoie les tanks contre les grévistes. En un an, on décompte pas moins de 3 600 grèves, près de 3 millions de grévistes, environ 1 400 arrestations, et seulement 147 ouvriers relaxés. Pendant ce temps, FO, appuyé en sous-main par la SFIO et les américains, affaiblit le mouvement.

En 1948, les luttes se poursuivent. Le 4 octobre, les mineurs se mettent en grève. Robert Lacoste de la SFIO sanctionne les grévistes. La CGT est pour la grève illimitée, alors que FO et la CFTC sont pour une grève de 48 heures. La tension monte. Le gouvernement SFIO-MRP envoie les blindés ; quatre mineurs sont tués. Les décrets Lacoste sanctionnent les grèves, modifient la Sécurité sociale (déjà !). Dans ce contexte, le PCF regagne son prestige partiellement perdu lors de sa participation au gouvernement.

C'est la classe ouvrière, les métallurgistes, les ouvriers du service « matériel et traction » des chemins de fer¹³² – très mal rémunérés malgré leur statut –, dockers et mineurs qui sont à la tête des luttes. Une fois la paix sociale restaurée, la bourgeoisie pensait pouvoir continuer à exploiter et opprimer. Mais la classe ouvrière se rebiffe. La IV^e République est déconsidérée par le PCF qui a enfin commencé à la dénoncer. Cela n'efface toutefois pas les erreurs du passé, ni le manque de stratégie claire pour l'avenir, car malgré les multiples trahisons de la SFIO, le PCF poursuivra à peu près sur le même chemin, celle de la recherche obstinée d'un consensus avec la SFIO puis avec le PS.

¹³² C'est-à-dire ceux en charge de la construction des locomotives et wagons.

Le PCF dénonce l'impérialisme américain, s'oppose à l'intégration de la France dans l'OTAN, dans la CED (Communauté européenne de défense). Au Congrès mondial des partisans de la paix du mois d'avril 1949 à Paris, le PCF est rallié par les combattants de la paix, regroupant des intellectuels comme Frédéric Joliot-Curie¹³³, l'abbé Boulier¹³⁴, Jean-Paul Sartre¹³⁵... Le PCF dénonce la « sale guerre » d'Indochine, « les atrocités des militaires français ». Il organise des rassemblements dans les gares pour empêcher l'envoi de matériel au Vietnam. On organise diverses formes de sabotage ; les dockers de la CGT empêchent l'embarquement du matériel. À Tours, Raymonde Diem, qui s'est opposée au départ d'un train de matériel militaire, est condamnée à neuf mois de prison. Henri Martin, ancien résistant, est condamné à cinq ans de prison pour propagande antimilitariste et sabotage. Le PCF et de nombreux intellectuels et artistes comme Picasso et Jean-Paul Sartre – qui édite chez Gallimard *L'affaire Henri-Martin* –, font campagne pour sa libération. Georges Boudarel rejoint les communistes vietnamiens. En 1950, « l'appel de Stockholm » demande « l'interdiction de la bombe atomique » ; 14 millions de personnes en France signent la pétition.

Sur le Front culturel, le PCF favorise le réalisme socialiste.

Si le PCF perd 370 000 membres de 1946 à 1951, il rassemble 5,5 millions d'électeurs (20,6 % des inscrits). Malgré la ligne opportuniste qu'il a déployée dans l'après-guerre – malgré le rejet par de nombreux communistes de sa participation active au gouvernement –, beaucoup de militants restent fidèles, d'autant plus que le parti sert de protection sociale et se présente comme le garant des acquis de 1936 et de 1945, qui ont beaucoup compté pour la classe ouvrière. Or, comme il a été dit maintes fois, sa stratégie était fautive et empêcha toute prise de pouvoir par le prolétariat. Du fait de la reconstruction de l'outil de production industriel, la classe

¹³³ Frédéric Joliot-Curie (1900-1958), prix Nobel de chimie, physicien nucléaire et beaux-fils de Marie Skłodowska-Curie. Il adhéra au PCF en 1942, et utilisa pendant la guerre son laboratoire pour cacher des armes et des équipements de la Résistance. En 1956, il devient membre du comité central du parti.

¹³⁴ L'abbé Jean Boulier (1894-1980) était prêtre-ouvrier et compagnon de route du PCF. Il fut excommunié en 1953.

¹³⁵ Jean-Paul Sartre (1905-1980) était un philosophe et écrivain français, compagnon de route du PCF puis de la Gauche prolétarienne. Dès mai 1968, il prendra position pour les maoïstes, et assumera le rôle de rédacteur en chef de la *Cause du Peuple* quand celle-ci se fera interdire par le gouvernement.

ouvrière passe de 36,5 % en 1936 à 39,9 % en 1954. La croissance de la classe ouvrière et sa stabilisation géographique étaient des facteurs importants dans la consolidation des implantations du PCF, d'autant plus que la solidarité ouvrière à cette époque était réelle, autant dans les cités de cheminots que dans les quartiers ouvriers des villes et les corons. Le PCF s'oppose à la politique du gouvernement. Il se bat pour la défense du niveau de vie, ce qui n'est pas ressenti comme une politique économiste par la classe ouvrière. L'existence et l'extension du camp socialiste confortent la classe ouvrière dans l'idée selon laquelle le passage pacifique vers le socialisme serait possible, notion à l'époque répandue par le PCF. Selon celui-ci, cette possibilité existerait désormais grâce à la base arrièrè solide et importante du prolétariat international (1/3 de la population mondiale). D'après cette même vision, la bourgeoisie serait sur le déclin, le prolétariat aurait le vent en poupe, le camp de la paix serait en plein développement, et le PCF, toujours combatif, n'aurait pas encore renoncé à l'utilisation de la violence révolutionnaire en cas de situation extrême. Il faudra un événement révélateur pour que la question de la reconstitution du parti soit remise sur le tapis, comme le fit Lénine lors de la trahison des dirigeants de la II^e internationale au moment de l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

Chapitre 5

Le PCF révisionniste

Le révisionnisme moderne

Le 5 mars 1953, Staline meurt. C'est la consternation au sein des partis communistes, dont le PCF. Du 12 au 14 juillet 1953, les partis du Kominform sont convoqués à Moscou. Les dirigeants du PCUS (Malenkov, Molotov et Khrouchtchev) rencontrent Jacques Duclos pour le PCF et Pietro Secchia pour le PCI. Dans des documents portant sur la politique internationale du PCUS, sur la situation économique et politique de l'URSS, ainsi que sur l'élimination de Béria, des critiques mesurées sont déjà formulées contre Staline : « défauts dans les méthodes de direction » ; « déviations de la conscience léniniste de la fonction des hommes éminents dans l'histoire » ; « culte erroné de la personnalité » et manque de capacité à « respecter rigoureusement le principe du caractère collectif de la direction dans un parti marxiste-léniniste »¹³⁶. Le contenu du rapport Khrouchtchev sera d'abord présenté secrètement puis livré publiquement grâce aux fuites vers l'Occident où on se charge d'en faire un moyen de propagande anti-communiste. Le PCF ne bouge pas. Il est demandé à Lecœur de présenter le rapport complet de Duclos et de révéler le nouveau cours à prendre pour le parti, ainsi que les critiques contre Staline. Mais le PCF reste silencieux au sujet des critiques contre Staline. Par contre, en invoquant la critique du non-respect de la direction collective, Lecœur est critiqué puis éliminé pour s'être opposé à Thorez.

En 1955, Khrouchtchev se rend à Belgrade et se réconcilie avec Tito, ce qui marque clairement un glissement idéologique du PCUS. Poursuivons.

En 1956, au XX^e Congrès du PCUS, Khrouchtchev sort enfin son « rapport secret ». Le 13 mars 1956, le bureau politique discute du rapport, alors que le reste du parti n'en est pas informé. Le 22 mars au comité central, Benoît Frachon, Maurice Kriegel-Valrimont et d'autres formulent une critique de Staline. La résolution finale du comité central reprend les

¹³⁶ N. Khrouchtchev, « Discours au XX^e Congrès du PCUS », 24-25 février 1956.

critiques. Duclos tempère celle-ci en rappelant le « rôle et les mérites de Staline »¹³⁷.

Fin juin, le PCF envoie une délégation en URSS, composée de Rochet, Servin et Fajon. Elle revient avec une résolution du Comité central du PCUS datée du 30 juin, intitulée « A propos de l'élimination du culte de la personnalité et de ses conséquences ». Tout en critiquant Staline, ce texte essaie d'atténuer les contradictions que le rapport Khrouchtchev a provoqué au sein des différents partis communistes. Il vise également à calmer la vague anticommuniste que ce même rapport a déclenché. Staline y est présenté comme « théoricien et grand organisateur »¹³⁸ malgré des « abus de pouvoir, qui n'ont pas détourné le parti de sa juste cause, ni remis en cause la validité du régime socialiste »¹³⁹. Le PCF est satisfait parce que cette déclaration « donne une analyse approfondie et pleinement satisfaisante de l'ensemble des circonstances dans lesquelles le culte de la personnalité de Staline a pu se développer »¹⁴⁰. Le « rapport secret », qui a semé le trouble au milieu des communistes, permet au PC polonais de déstaliniser son propre parti et de remettre en selle Gomułka, alors considéré comme droitier, pendant que la contre-révolution, regroupé autour du cercle Petőfi, déclenche une insurrection soutenue par les impérialistes. En Hongrie, le rapport Khrouchtchev secoue la société. Les troubles y seront accentués par l'intervention des troupes conjointes du pacte de Varsovie, soviétiques en tête. Il y a une vague de protestation parmi les intellectuels. Fin novembre 1956, Thorez explique que

La variété des formes n'a rien à voir avec le contenu de la dictature du prolétariat. Ce contenu est obligatoirement commun [...] Son modèle a été et reste fourni par le pays de la Révolution d'Octobre.¹⁴¹

¹³⁷ « Résolution du Comité central du PCF », 22 mars 1956, *Cahiers du communisme*, avril 1956, p. 489.

¹³⁸ « À propos de l'élimination du culte de la personnalité et de ses conséquences », *Documents*, supplément à *Études soviétiques*, no. 101, août 1956, p. 13.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 15.

¹⁴⁰ « Déclaration du Comité central du PCF », 9 juillet 1956, *Cahiers du communisme*, août-septembre 1956, p. 928.

¹⁴¹ Maurice Thorez, *Il faut un gouvernement à l'image de la majorité républicaine du 2 janvier*, p. 11.

Du 16 au 19 novembre 1957, se réunit à Moscou la conférence mondiale des soixante-huit partis communistes. C'est la première conférence depuis la dissolution du Kominform. On y adopte un « manifeste pour la paix », avant que deux thèses font leur apparition. Mao Zedong souligne la « supériorité du régime socialiste », le recours à la violence pour « instaurer le socialisme », alors que les soviétiques prônent la voie pacifique. Mao dit qu'il faut mener une lutte résolue contre l'impérialisme ; que « les armes sont un facteur important, mais non décisif, de la guerre. Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel »¹⁴² ; qu'il ne faut pas craindre la bombe atomique ; que l'impérialisme américain est « un tigre en papier »¹⁴³. Sur le fond, il y a désaccord, mais un compromis est adopté : la voie pacifique et la voie violente sont deux voies possibles.

La guerre d'Algérie

Le PCF a longtemps été soutien de l'Union française, du processus d'extension de la démocratie bourgeoise aux colonies. Comme nous l'avons vu, en 1945, il avait adopté une attitude réactionnaire lors des événements de Sétif (50 000 morts). Le parti communiste algérien avait suivi le PCF, délégitimant ainsi les deux partis aux yeux de la population. Bien que le PCF ait fait une autocritique plus tard, il n'empêche que sa position de l'époque relevait, de fait, du chauvinisme et d'une position pro-impérialiste et colonialiste.

En 1936, Thorez déclarait que l'Algérie était « une nation en formation » et non pas « une nation opprimée » colonisée.

En 1947, il est pour l'instauration de l'Union française, pour un contrat d'association avec la France.

Bien qu'en 1955, le PCF dénonce la torture, l'interdiction du PCA, et l'envoi du contingent, il votera les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en mars 1956, en recherche d'une union au sommet avec les socialistes de la SFIO. Décidément la ligne opportuniste d'union avec les socialistes se poursuit malgré les coups portés au PCF par la SFIO. Voyant les limites de cette recherche d'union et face au mécontentement populaire, le PCF

¹⁴² Mao Zedong, « De la guerre prolongée », *Œuvres choisies*, tome II, Éditions en langues étrangères, Beijing, 1967, p. 152.

¹⁴³ Mao Zedong, « Tous les réactionnaires sont des tigres en papier », *Œuvres choisies*, tome V, Éditions en langues étrangères, Beijing, 1977.

organise des manifestations et reconnaît le « fait national algérien », en contradiction directe avec la thèse précédente sur la « nation en formation ». La répression s'abat, des militants sont lourdement condamnés. Henri Alleg est torturé. Le PCF reste prudent et évite de dénoncer frontalement le colonialisme. Mécontents de cette prudence, de nombreux militants du PCA rejoignent le FLN, comme l'aspirant Maillot, Maurice Laban, et Fernand Yveton qui y laissent leur vie. Des intellectuels, des jeunes communistes, trouvent que le PCF est timoré. Les mouvements de libération nationale critiquent les positions du PCF. Le réseau Jeanson, issu de la gauche chrétienne, organise un réseau de soutien au FLN, « les porteurs de valises »¹⁴⁴.

Le 13 et 14 mai 1958, le PCF dénonce « le coup de force fasciste » d'Alger. Il s'oppose au retour de de Gaulle, et souhaite « barrer la route à de Gaulle et à la dictature militaire et fasciste ». Le 28 mai a lieu à Paris la grande manifestation de la gauche. Or, de Gaulle est investi par la chambre des députés dès le mois de Juin, et le référendum sur la constitution de la V^e République recueille 79 % des suffrages. Aux élections législatives, le PCF obtient les voix de seulement 14,3 % des inscrits. Il a perdu 1,6 million de voix.

Deux points de vue s'affrontent : 1) celui de Thorez, pour qui l'impérialisme américain constitue une sorte de « super-impérialisme », et selon lequel l'impérialisme français – personnifié par de Gaulle – représente les intérêts du capital cosmopolite des monopoles ; 2) celui de Casanova-Servin pour qui l'impérialisme français réémergeant entre en lutte avec l'impérialisme américain.

Le premier, celui de Thorez, est en contradiction avec la théorie marxiste-léniniste développé dans le texte de Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, où l'auteur démontre le caractère absolu de la concurrence entre puissances impérialistes dont les crises se résolvent en dernier ressort par le déclenchement d'une guerre inter-impérialiste pour un nouveau repartage du monde. Quant à l'entente entre plusieurs forces impérialistes, elle est relative et toujours temporaire. Le premier point de vue relève donc du kautskisme. En effet, en filigrane se dessine ici la théorie

¹⁴⁴ Actif entre 1954 et 1960, ce réseau était en charge du transport de fonds et des faux-papiers pour le FLN, d'où le surnom de « porteurs de valises ». Il fut nommé d'après son dirigeant, Francis Jeanson.

du super-impérialisme. Selon cette théorie fallacieuse, de Gaulle représente les monopoles internationaux et vend sa patrie au détriment du prolétariat mais aussi de la bourgeoisie française. Il faudrait donc combattre les représentants des « monopoles », mais pas la bourgeoisie française en tant que telle.

Sur cette question, le second point de vue remet les conceptions théoriques marxistes-léninistes sur les rails : il faut combattre de Gaulle en tant que représentant de la bourgeoisie impérialiste de France. La stratégie pour la prise du pouvoir et le programme du parti pour la révolution doivent être en corrélation avec la lutte contre l'impérialisme ici, et doivent simultanément se rapporter à la question des colonies et la continuation de la colonisation sous d'autres formes.

Comme nous venons de le dire, ces deux points de vue vont faire éclater les contradictions au moment du déclenchement de la guerre d'Algérie. Après le discours de de Gaulle sur le droit des Algériens à l'autodétermination, le P« C »F continue d'avancer son mot d'ordre pacifiste de « paix en Algérie », refusant toujours de venir en aide au FLN, et continue d'interdire aux JC de participer aux discussions entre l'UNEF et l'UGEMA (algérienne), aboutissant au mois de septembre 1960 à une déclaration commune pour l'indépendance de l'Algérie et pour le soutien au droit à l'insoumission, le *Manifeste des 121*¹⁴⁵.

Le PCF finit toutefois par s'associer aux initiatives de protestation contre l'OAS, ainsi qu'à la manifestation unitaire de la gauche durant laquelle la police, dirigée par Papon¹⁴⁶ et sous les ordres du pouvoir gaulliste, tua huit manifestants, sans compter les blessés.

¹⁴⁵ Le *Manifeste des 121*, officiellement appelé la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie », fut signé et publié par divers intellectuels et personnalités de gauche, le 6 septembre 1960. Suite à sa publication, le gouvernement a tenté d'inculper tous ses signataires. De Gaulle s'y opposera, arguant qu'on « ne met pas Voltaire en prison ». Seul quelques signataires, peu connus, se verront finalement condamner pour provocation à l'insoumission et à la désertion.

¹⁴⁶ Maurice Papon (1910-2007) était un haut fonctionnaire du régime de Vichy. En 1942, il prendra des initiatives pour perfectionner le système de déportation des juifs en France mis en place par les nazis. En 1944, lorsqu'il est clair que la libération est désormais inévitable, il retourne sa veste et prend contact avec la Résistance, à laquelle il fournit des informations stratégiques. Cela lui permet de passer entre les mails du filet de l'épuration. Par la suite, il occupera différents postes dans le haut-fonctionariat, et obtiendra des mains de De Gaulle la Légion d'honneur. Entre 1958 et 1962, en tant que préfet de police, il mènera une lutte sanglante contre le FLN, donnant l'ordre de réprimer la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris lors de laquelle 120 algériens sont assassinés, ou encore celle

Le référendum d'octobre 1962 en faveur de l'indépendance est approuvé. Le P« C »F se rapproche alors de la SFIO, qui entre en concurrence avec de Gaulle pour la gestion des affaires de la bourgeoisie française. Le PCF passe de 10 à 41 députés au scrutin majoritaire.

En 1959, Khrouchtchev promet d'atteindre le communisme en URSS pour les années quatre-vingt – on sait pourtant ce qu'il adviendra du socialisme en URSS dans ces années-là. On ne parle plus du XX^e Congrès. Du 10 novembre au 3 décembre 1960, se tient à Moscou une autre conférence mondiale regroupant 81 partis. Le Parti communiste chinois et le Parti du travail d'Albanie remettent en cause la coexistence pacifique et la possibilité du passage pacifique au socialisme. Thorez se positionne en médiateur et obtient un compromis dans lequel est évoquée la possibilité mais pas la nécessité d'une éventuelle « voie pacifique » au socialisme. Au XXII^e Congrès, Khrouchtchev fait enlever le corps de Staline du mausolée et poursuit les attaques contre son prédécesseur, de plus en plus virulentes : « répressions arbitraires et massives » ; « fautes graves » et « crimes ». Le P« C »F approuve. Waldeck Rochet profite de la situation pour mener une attaque voilée contre la dictature du prolétariat tout en affirmant, en surface, sa nécessité. Il faut, selon lui, qu'elle prenne « des formes moins violentes et de courte durée ». Pendant le congrès, le PCUS lance des attaques violentes envers le Parti du travail d'Albanie. Ce dernier est défendu par le PCC. Le conflit entre le PCC et le PCUS devient public. Le P« C »F prend le parti de Khrouchtchev et s'attaque alors au PCC, affirmant qu'« il combattra sans répit le danger du dogmatisme et du sectarisme devenu le danger essentiel du mouvement communiste international »¹⁴⁷. Le PCC répondra au PCUS par « La lettre en 25 points » et par un ensemble d'articles portant sur Thorez et Togliatti. Thorez poursuit ses attaques contre le PCC, lui permettant de se profiler comme le champion de l'unité du mouvement communiste international et d'accuser le PCC de saboter cette unité. Cela lui permet également de critiquer Staline et d'éliminer ses opposants, attachés à l'héritage de ce dernier, ce qui risque

du 8 février 1962 qui débouche sur le meurtre de 8 militants. En 1981, des documents refont surface, démontrant la responsabilité de Papon dans la Shoah. Il est inculpé en 1983 pour crime contre l'humanité.

¹⁴⁷ « Résolution du Comité central du Parti communiste français », 14 décembre 1962, *Cahiers du communisme*, décembre 1962, p. 367.

de semer le trouble d'autant plus que l'Union des étudiants communistes est traversée par des courants contradictoires : trotskistes, prochinois, guévaristes... Maurice Krigel-Valrimont, Jean Pierre Vigier, Casanova, Philippe Robrieux, etc. sont exclus. Ces derniers sont, au sein du camp révisionniste, des droitiers. Thorez devient chef de file des révisionnistes occidentaux, après avoir développé, pendant des décennies, une politique opportuniste qui s'est révélé au grand jour lorsque chacun fut sommé de prendre position sur les questions de principe opposant les marxistes-léninistes et les révisionnistes, encore cachés à ce moment-là.

Ces événements internationaux renforcent l'ancienne ligne opportuniste du P« C »F, devenu ouvertement révisionniste, et qui n'avait jamais renoncé à sa démarche de construction d'une union au sommet avec la social-démocratie.

Depuis 1952, c'est-à-dire avant la mort de Staline, diverses publications clandestines ont vu le jour, dont la *Tribune du Communisme* qui sera à l'origine de la fondation du PSU¹⁴⁸ en 1960. Certains opposants évoquent l'existence de deux tendances au sein de la bourgeoisie impérialiste, l'une « nationale », l'autre « cosmopolite », impliquant la possibilité d'une alliance entre le P« C »F et une partie de la bourgeoisie. Pour autant il n'y a pas divergences de fond entre ces premiers et Thorez, qui dénonce la politique du gouvernement comme une politique au service des monopoles « cosmopolites » à dominante américaine. Ce genre de discours lui conduiront inévitablement à soutenir et à préconiser l'alliance avec toutes les couches de la bourgeoisie non-cosmopolite et à tomber dans le chauvinisme, mettant en avant le slogan « produisons français ».

La relance de l'union de la gauche est perçue par la classe ouvrière – et plus largement par les couches populaires – comme un moyen de réaliser une amélioration des conditions économiques. En l'absence de perspectives révolutionnaires, la classe ouvrière perçoit cette politique comme le moindre mal, bien que l'expérience historique montre qu'il est difficile de maintenir les conquêtes sociales par la lutte dès l'instant où la bourgeoisie voit ses intérêts vitaux menacés. En effet, aussitôt qu'est rétablie la paix

¹⁴⁸ Le Parti socialiste unifié (PSU) était un parti socialiste français actif entre 1960 et 1990. Manquant une ligne claire, il était composé de militants de gauche ne se reconnaissant ni dans le PS, ni dans le PCF. Le Parti comptait de nombreuses tendances, allant de la sociale-démocratie au maoïsme.

sociale, la bourgeoisie utilise tous les moyens à sa disposition pour récupérer ce qu'elle a dû concéder. Aux élections cantonales de mars 1964, en raison du renouveau de la politique unitaire, les résultats montrent une avancée des socialistes et des communistes, d'autant plus que le P« C »F a soutenu la grande grève des mineurs du 1^{er} mars au 5 avril 1963.

En 1961, Waldeck Rochet devient secrétaire adjoint. Après l'élection du pape Jean-Paul II, Roger Garaudy relance le dialogue avec les chrétiens. En 1962, Louis Aragon, Pierre Hentgès, et Antoine Vitez, publient une version révisée par Khrouchtchev de l'histoire du PCUS. Pierre Daix préface la première édition d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* d'Alexandre Soljénitsine ; André Stil en fait une critique élogieuse dans *L'Humanité*. Les tenants du réalisme socialiste se mettent au service de la réaction la plus noire.

Tous ces faits – attaques contre Staline, dialogue avec les chrétiens, union avec la social-démocratie, soutien à la littérature anticommuniste, affirmation du passage pacifique au socialisme, attaques contre les principes marxistes-léninistes, attaques contre le PCC – annoncent la liquidation complète des principes marxistes-léninistes. Ils concrétisent une ligne flottant entre des positions justes et des positions opportunistes, et des autocritiques formelles à répétition coupées d'un véritable mouvement de rectification.

Le 11 juillet 1964, Thorez meurt. Lors du XVII^e Congrès, Waldeck Rochet relance l'union de la gauche :

Si communistes, socialistes, syndicalistes et autres démocrates sont d'accord sur ces objectifs essentiels, pourquoi ne s'entendraient-ils pas sur la base d'un programme commun, y compris pour la future élection présidentielle.¹⁴⁹

Le P« C »F et la SFIO signent des accords unitaires en vue des élections municipales de mars 1965. Au mois de septembre, et sans aucune négociation, le P« C »F décide de soutenir le candidat socialiste François Mitterrand. En créant la FDGS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste), celui-ci se prépare déjà aux futurs changements dans le paysage politique français. Néanmoins, Mitterrand est battu lors des élections

¹⁴⁹ Waldeck Rochet, « Rapport du Comité central », *XVII^e Congrès du PCF*, numéro spécial des *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1964, p. 56.

présidentielles de 1965. Le P« C »F ne parle plus que du « programme commun ». Il signe alors un accord électoral avec la FGDS pour les législatives de mars 1967. Lors de ce scrutin, le groupe communiste passe de 41 à 73 élus. Les discussions seront interrompues par les événements de mai 1968.

Lors du VIII^e Congrès de l'Union des étudiants communistes (UEC) en mars 1965, la direction Catala/Hermier retient la majorité, alors que les « italiens »¹⁵⁰ quittent le P« C »F. Dans la bataille entre révisionnistes, ces derniers appuieront Robert Hue¹⁵¹ tout comme Roland Castro, voire même des futurs bonzes du PS comme Bernard Kouchner. Quelques mois plus tard, l'opposition trotskiste (Krivine¹⁵²) est exclue pour cause de refus de soutenir Mitterrand, tandis qu'à la rue d'Ulm¹⁵³ se met en place, autour d'Althusser¹⁵⁴, une école pour « relire Marx ». Celle-ci donnera naissance à l'UJC(ml)¹⁵⁵ qui se réclame de Mao Zedong. Au sein du P« C »F deux lignes s'affrontent : Garaudy défend un marxisme humaniste, alors qu'en face Althusser semble défendre le marxisme-léninisme ; Lucien Sève adopte une position intermédiaire, centriste. En tant que président du comité central, Louis Aragon refuse de trancher... Les marxistes-léninistes quittent l'UEC et s'éloignent d'Althusser. L'UEC rompt avec le « réalisme socialiste » déjà bien malmené, et prend position pour la libre création au

¹⁵⁰ Suite au VI^e Congrès de l'UEC en février 1963, la direction de l'UEC fut contestée par des militants qui souhaitaient que l'organisation devienne autonome par rapport au PCF. Cette ligne fut appelé « italienne » car similaire aux positions des Jeunesses communistes italiennes.

¹⁵¹ Robert Hue (1994-2001) est un ancien secrétaire national du PCF (1994-2001) puis président (2001-2003). En 2008 il quitte le PCF pour se ranger aux côtés des sociaux-démocrates, puis de Macron en 2017.

¹⁵² Alain Krivine (1941-2022) était un dirigeant trotskiste français, fondateur de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) en 1966 et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en 1969.

¹⁵³ C'est-à-dire l'École normale supérieure (ENS), située rue d'Ulm à Paris, dans le quartier latin. Un nombre considérable d'anciens dirigeants maoïstes en sont issus, tel que Robert Linhart, Benny Levy, Jean-Paul Sartre, Alain Badiou, Claudie et Jacques Broycelle, etc.

¹⁵⁴ Louis Althusser (1918-1990) était un philosophe français. Membre du PCF, il a pourtant soutenu le mouvement maoïste et exercé une influence considérable sur la philosophie maoïste française. Il ne rompra jamais avec le PCF, et continuera tout au long de sa vie de formuler des critiques visant la ligne révisionniste de sa direction.

¹⁵⁵ L'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes, UJC(ml), était une organisation maoïste fondée en 1966 et dissoute par décret en 1968. Elle fut succédé par la Gauche prolétarienne, jusqu'à sa dissolution en 1974.

sacrifice de la domination idéologique dans les arts. En matière économique, les révisionnistes défendent l'idée que par une large alliance autour de la classe ouvrière et constituée autour d'un projet de nationalisations, la gauche serait capable de soustraire l'État à l'emprise des monopoles, sans avoir besoin de briser l'appareil d'État et de recourir à la voie révolutionnaire. Le P« C »F fait fi de l'analyse sur les nationalisations en régime capitaliste formulée Lénine.

Dans la même veine, le PCF avance la notion de « nouvelles classes moyennes ». Les études consacrées aux cadres et aux techniciens de l'industrie se multiplient. Selon Serge Laurent de la revue *Économie politique* :

Font partie de la classe ouvrière non seulement les prolétaires des champs, des usines, des mines et des chantiers qui en forment le cœur, mais aussi l'ensemble des travailleurs dont l'activité est créatrice de plus-value, intervenant dans la préparation du travail industriel (techniciens et ingénieurs de fabrication, dessinateurs, employés des services de planning et centres de calcul) ou contribuant à l'achèvement du processus de fabrication (travailleurs des transports et télécommunications, conditionneuses, emballeurs etc.).¹⁵⁶

Ainsi sont assimilées à la classe ouvrière des catégories qui n'ont rien à voir avec elle. L'auteur confond intentionnellement prolétariat et classe ouvrière, jouant sur le fait que les diverses couches énoncées peuvent en effet « simplement » faire partie du prolétariat. Or, la classe ouvrière n'est pas n'importe quelle composante du prolétariat. Elle en forme le noyau. Le but est de noyer la classe ouvrière dans un conglomérat de couches sociales plus ou moins bien déterminées. Cette théorie sera poussée encore plus loin par les révisionnistes de la CGT, qui élargiront l'éventail à tous les salariés, les mettant systématiquement sur le même plan. Ils défendent l'augmentation des salaires au pourcentage et non sur la base d'augmentations égales pour toutes et tous, afin de réduire l'écart entre les salaires les plus bas et les plus hauts (« les ciseaux »).

Avec une telle politique, la composition organique du PCF se modifie au profit des cadres, techniciens et autres couches, c'est-à-dire au détri-

¹⁵⁶ Serge Laurent, « Capitalisme monopoliste d'État et exploitation de la population laborieuse », *Économie et politique*, 26/29 mai 1966, p. 81.

ment de la classe ouvrière proprement dite. La composition du PCF est alors le reflet de la société, du moins sa partie salariée, à laquelle s'ajoutent des éléments des couches non-prolétariennes, tandis que les délégués d'origine ouvrière sont coupés de leur classe en devenant des permanents. Un grand nombre d'entre eux font d'ailleurs partie de la couche supérieure du prolétariat, l'aristocratie ouvrière. Ces couches ont intérêt à minimiser le rôle de la classe ouvrière, à mettre l'accent sur sa « transformation », etc.

1968 – Le révisionnisme face au mouvement de contestation

Dès sa naissance, le Parti communiste français a été marqué par l'opportunisme de la II^e Internationale. Lénine imposera à tous les partis de s'en démarquer aussi bien en théorie qu'en pratique. Néanmoins, cette tâche s'avère plus difficile dans les pays impérialistes où les couches supérieures du prolétariat reçoivent une partie de la plus-value issue du pillage des colonies et des pays dominés, et c'est pourquoi la lutte contre l'opportunisme y est constante. De 1920 à 1960, le PCF a eu une politique opportuniste qui a été tempérée par l'action et les consignes de l'Internationale. À plusieurs moments, les positions révolutionnaires ont pris le pas sur les positions opportunistes, notamment pendant la période « classes contre classes » et de prolétarianisation du parti, ainsi qu'à l'époque où de nombreux communistes s'étaient engagés dans les brigades internationales. Or, dans le même temps, sur le plan intérieur, le PCF ne se préoccupait pas du développement d'une politique réellement antifasciste à l'intérieur du front populaire – armement du prolétariat, harcèlement continu de l'État bourgeois, bref, une guerre populaire. Il y eut des flottements au moment de la déclaration de guerre et l'entrée en résistance. La stratégie initiale du PCF dans la Résistance était juste, alors que par la suite il a privilégié l'alliance avec une partie de la bourgeoisie impérialiste (de Gaulle) et a accepté de se mettre sous la direction de celle-ci, rendant ainsi les armes, acceptant de dissoudre les milices patriotiques et intégrant les FTP dans l'armée régulière, le tout afin d'obtenir le droit de cogérer la reconstruction du pays, etc. On peut dire qu'à chaque fois que le PCF avait une chance de prendre le pouvoir, il a reculé, car il lui manquait une stratégie claire pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

De ce fait, il a toujours privilégié la voie parlementaire, sauf pendant la période de la Résistance et pour cause. Et même à cette occasion,

il n'a pas su mettre en place un gouvernement véritablement populaire, c'est-à-dire un gouvernement qui démantèle l'État bourgeois et instaure la dictature du prolétariat ; un État qui se donne les moyens de défendre son programme social, en possédant une armée populaire (rouge), une milice populaire et des appareils administratifs populaires. Pourtant ceux-ci existaient à la fin de la guerre, au lieu de les développer, le PCF les a dissous. Les positions révisionnistes n'ont été ouvertement assumées que dans les années soixante, bien qu'elles aient été formulées par Khrouchtchev dès 1956. Le PCF, qui n'attendait que l'occasion de faire entériner sa position révisionniste du passage pacifique par la voie parlementaire, s'est alors engouffré dans la brèche.

En mai 1968, ses positions révisionnistes vont apparaître en pleine lumière. Il s'opposera à une issue révolutionnaire du conflit, liquidera le mouvement de contestation, et tentera de reprendre la route tranquille du parlementarisme. La lutte contre le révisionnisme était menée souterrainement depuis le XX^e Congrès du PCUS. À partir des années soixante vont naître des partis et organisations marxistes-léninistes et maoïstes qui s'opposeront au révisionnisme du P« C »F. Ce processus relancera également le trotskisme, l'anarchisme et l'opportuniste de gauche, comme à travers le PSU.

À la politique du P« C »F pendant la guerre d'Algérie, tout comme à sa politique sans principe d'union de la gauche et au mot d'ordre conciliateur de « paix au Vietnam », l'extrême gauche opposera le mot d'ordre « le FLN vaincra ». À la politique de coexistence pacifique avec le système impérialiste et de passage pacifique au socialisme du P« C »F, ces partis et groupes opposeront la lutte intransigeante contre l'impérialisme, l'appui aux mouvements de libération nationale armés, la voie révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie, et l'utilisation de la violence révolutionnaire pour combattre la violence réactionnaire. Ils entretiennent l'agitation dans les universités, y gagnent une minorité agissante et éveillent une large sympathie parmi les étudiants. L'UEC est très affaiblie du fait des exclusions, des purges et des dissidences. C'est alors que les révisionnistes perdent le contrôle de SNESUP (Syndicat national de l'enseignement supérieur), à l'époque dirigé par Alain Geismar, un ancien des Étudiants socialistes unifiés (liés au PSU). Celui-ci deviendra un des leaders du mouvement de Mai 68, aidant à fonder la Gauche prolétarienne.

Le 26 avril, Pierre Juquin, membre du Comité central du P« C »F, est empêché de tenir une réunion à la faculté de Nanterre. Le 3 mai, le jour même où la police pénètre dans la Sorbonne, le futur secrétaire du parti révisionniste, Georges Marchais – liquidateur de la dictature du prolétariat –, s'en prend à « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit » et à tous ceux qu'il appelle des « pseudo-révolutionnaires » ou encore des « fils de grands bourgeois », qui, « objectivement, servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes »¹⁵⁷. Marchais crie au complot. Au lieu d'appuyer le mouvement étudiant, de se porter à sa tête, le parti révisionniste l'attaque sous le prétexte que le pouvoir tendrait un piège au PCF. En réalité, le PCF est en train de se détruire lui-même. Si malgré des sursauts occasionnels, Mai 1968 annonce l'approfondissement de la crise du capitalisme, se dessine également la lente agonie du révisionnisme et la renaissance du mouvement révolutionnaire, communiste, qui se reconstitue en dépit de la cascade de liquidations qui suivront 1968.

Mais le P« C »F est rusé et, dans un premier temps, tentera de récupérer le mouvement qui se durcit et s'élargit face à la répression. Le 7 mai, le secrétariat du bureau politique qualifie de « légitime » le mouvement, tout en dénonçant « les agissements aventuristes » de certains. Le 11 mai, après la nuit des barricades, le parti révisionniste condamne la répression policière et appelle les travailleurs « à élever dès ce jour une vigoureuse protestation et à renforcer leur union pour [...] les libertés syndicales et politiques »¹⁵⁸. Appuyée par le P« C »F, les organisations syndicales appellent à la grève générale pour le 13 mai. La manifestation est massive. Le P« C »F semble corriger ses erreurs. Il voit « une affirmation de solidarité avec les étudiants, l'exigence d'une université démocratique et moderne, la volonté de faire aboutir les revendications pressantes du monde du travail et au-delà d'en finir avec le pouvoir gaulliste et d'instaurer dans les meilleurs délais une démocratie ouvrant la voie au socialisme »¹⁵⁹. Or, ce qui est suggéré par là, c'est précisément le passage pacifique – révisionniste – au socialisme par la voie parlementaire.

¹⁵⁷ Georges Marchais, « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968.

¹⁵⁸ « Déclaration du PCF : Halte à la répression », *L'Humanité*, 11 mai 1968.

¹⁵⁹ « Le film des événements de mai-juin 1968 », *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1968, p. 20.

Dès le 18 mai, Waldeck Rochet déclare : « il est temps de prévoir la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique » ; « un véritable régime républicain ouvrant la voie au socialisme ». Il appelle à la constitution de « comités pour un gouvernement populaire d'union démocratique »¹⁶⁰. Mais sur la façon de conquérir le pouvoir en face des armées de la bourgeoisie, le parti révisionniste ne souffle mot. Il s'y oppose, poursuit ses attaques contre l'extrême gauche qu'il appelle « la lie » de la classe ouvrière, et que le ministre de l'Intérieur qualifie de « pègre » – « chienlit » d'après de Gaulle... Pendant ce temps-là, des négociations sont engagées entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. Les accords qu'ils concluent sont rejetés par les ouvriers de Renault. Parallèlement à ces négociations, les sociaux-démocrates tentent de récupérer le mouvement : Mendès France se rend à Charléty ; Mitterrand annonce sa candidature à l'élection présidentielle, déjà débordée par la gauche radicale étudiante et syndicale. Le parti révisionniste est doublé sur sa droite par la social-démocratie. Il y a 10 millions de grévistes dans le pays.

Malgré le vide du pouvoir, de Gaulle décide de partir en Allemagne. Une manifestation monstre, organisée par la CGT, se tient le 29 mai. En tant que bons révisionnistes, la direction du P« C »F refuse de profiter de la situation. Devant l'inertie du PC, de Gaulle se ressaisit et rentre en France le 30 mai. Il dissout l'Assemblée nationale, annonce de nouvelles élections, redynamise la droite qui défile sur les Champs-Élysées (1 million de personnes). Les élections porteront au pouvoir les forces conservatrices.

Trente-six membres du P« C »F dont Hélène Parmelin, Édouard Pignon, Jean Bouvier, Jean Chesneau, Madeleine Reberieux, Albert Soboul, Jean Pierre Vernant etc. affirment leur solidarité avec le mouvement étudiant. Pour le P« C »F, il n'y a jamais eu de printemps révolutionnaire. Le pouvoir n'était pas vacant et disposait des moyens de répression ; la classe ouvrière n'était pas prête à dépasser ses revendications économiques et ses formes de lutte habituelles ; les conditions d'une alliance des forces de gauche nécessaire et indispensable à la prise du pouvoir n'étaient pas réunies ; etc. Il est vrai que le pouvoir détenait de forces de répression considérables, mais qu'avait fait le P« C »F en prévision d'une telle crise révolutionnaire, d'une telle répression ? Rien ! Il n'y avait aucune prépara-

¹⁶⁰ Ibid., p. 23.

tion à cette éventualité, car la ligne du parti n'était pas de détruire l'appareil d'État bourgeois et de construire le sien au cours d'une guerre prolongée rendue possible par la militarisation du parti. Le pouvoir a été vacant pendant au moins 24 heures. Or, le P« C »F n'a jamais eu l'intention de le saisir puisque dans ce cas il aurait été obligé de prendre la voie révolutionnaire. C'est là que se trouvait le problème. Sans cette préparation idéologique, politique et militaire, il n'est pas étonnant que le prolétariat ne fût pas apte à se charger lui-même de la conquête du pouvoir d'État. C'est le parti révisionniste qui est responsable de cet échec et non le prolétariat, d'autant plus que le P« C »F et la CGT ont freiné, calomnié, empêché la jonction du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier en grève.

Suite à ces événements, le parti révisionniste entre en déclin et devient, au bout de trente ans, un parti social-démocrate de second rang.

Le Printemps de Prague

En janvier 1968, Alexander Dubček, incarnant un « socialisme à visage humain », est nommé secrétaire du parti communiste tchécoslovaque : c'est le « printemps de Prague ». Le 18 et 19 avril, Waldeck Rochet déclare « de grands succès dans l'application de leur programme visant à l'épanouissement du socialisme »¹⁶¹ et rappelle qu'il « appartient à chaque parti communiste de déterminer sa propre politique en fonction de la situation et des conditions concrètes du pays concerné »¹⁶². Le 21 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie, à part celles de la Roumanie, entrent en Tchécoslovaquie. Le PCF exprime « sa surprise et sa réprobation » puis « sa désapprobation »¹⁶³.

L'intervention en Tchécoslovaquie aggrave la situation du P« C »F qui a déjà subi une défaite électorale cuisante en juin 1968. Le parti est dénoncé par les révolutionnaires marxistes-léninistes et maoïstes comme liquidateur et traître à la classe ouvrière ; comme un parti dirigé par des renégats révisionnistes. *Les Lettres françaises* soutiennent pêle-mêle les intellectuels tchèques et défendent le livre d'Arthur London, *L'aveu*, renforçant

¹⁶¹ Waldeck Rochet, « Sur les événements de Tchécoslovaquie et de Pologne », *Cahiers du communisme*, mai 1968, p. 120.

¹⁶² Ibid., p. 119.

¹⁶³ « Le PCF et la situation en Tchécoslovaquie », *Cahiers du communisme*, août-septembre 1968, p. 16.

ainsi l'anti-communisme et l'anti-stalinisme trotskiste. Les pays socialistes arrêtent de financer la publication, le P« C »F fait de même. *Démocratie Nouvelle* est également suspendue. On voit la création d'une nouvelle revue, *Politique aujourd'hui*, regroupant communistes et non-communistes. Le P« C »F la condamne immédiatement. Il y a une nouvelle vague de départs et d'exclusions (Jean Bouvier, Victor Leduc, Paul Noirot, Madeleine Rébérioux, Jean Pierre Vernant, puis Roger Garaudy). Tous contestent la ligne du P« C »F. Ils le critiquent non pour sa révision du marxisme mais pour son manque de « démocratie humaniste ».

Du 5 au 17 juin 1969, 75 partis révisionnistes se réunissent à Moscou. Waldeck Rochet est gravement malade ; Marchais le remplace.

Pendant le mouvement de mai 68, le P« C »F a été fortement contesté, ce qui ne l'a pas empêché en 1969 d'augmenter ses effectifs de 8,5 % (30 000 adhérents de plus). Malgré la défaite électorale de juin, le P« C »F progresse. Cela s'explique par le fait que si la révolution n'a pas eu lieu, les accords de Grenelle ont apporté dans l'immédiat des acquis nouveaux, comme le droit de vote des immigrés, la quatrième semaine de congé payé, et des augmentations de salaires substantielles. L'autorité de l'État a été mise à mal. De Gaulle a démissionné suite à l'échec du référendum sur la régionalisation. Le P« C »F propose une candidature unique de la gauche à la SFIO sur la base d'un programme commun. La SFIO refuse. Duclos obtient 21,5 % des suffrages exprimés. Si les gains électoraux touchent la province, 500 000 voix sont perdues dans les bastions ouvriers de la région parisienne, ce qui est significatif après les événements de 1968.

La période Marchais

Georges Marchais, secrétaire général du P« C »F de 1972 à 1994, poursuit la politique de conquête pacifique du pouvoir par l'union de la gauche sur la base d'un Programme commun et des accords de « désistement » entre le P« C »F et la SFIO, permettant aux deux formations de progresser.

Le Parti socialiste est fondé lors du Congrès d'Épinay, tenu en juin 1971. Mitterrand en devient le premier secrétaire.

Le 9 octobre, le Comité central du P« C »F adopte un programme intitulé « Changer de cap, programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire », et stipule ses objectifs :

Scrutin proportionnel, réduction des pouvoirs du président élu au suffrage universel, gestion démocratique des entreprises, renoncement à la défense nucléaire, sortie du Pacte Atlantique, démocratie nouvelle comme étape vers le socialisme.¹⁶⁴

Deux mois plus tard, le PS et le P« C »F signent un programme commun. Devant l'Internationale socialiste, le 27 juin 1972, François Mitterrand annonce la couleur :

Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand PS sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste.¹⁶⁵

Marchais s'enfoncé encore plus dans le révisionnisme. Il publie *Le défi démocratique*. La différence idéologique avec le PS s'estompe, ce qui se remarque dans les résultats électoraux. Aux élections législatives du 28 juillet 1972, le P« C »F recule avant de reculer à nouveau lors des élections cantonales de septembre 1973. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing bat François Mitterrand de 340 000 voix. Le PS continue toutefois de progresser. En janvier, Marchais renie ouvertement le marxisme en renonçant au principe de dictature du prolétariat, déclenchant à nouveau le trouble dans les rangs du parti révisionniste. L'officialisation de sa ligne du passage pacifique au socialisme était pourtant la suite logique des politiques menées par le parti révisionniste. Au XXII^e Congrès, après avoir renoncé en théorie à la dictature du prolétariat, Marchais propose un nouveau concept : « le socialisme aux couleurs de la France »¹⁶⁶, qui n'est rien de plus que la

¹⁶⁴ *Changer de cap*, Éditions sociales, Paris, 1972.

¹⁶⁵ Cité dans Georges Marchais, « Rapport au Comité central du PCF (juin 1972) », *L'union est un combat. Textes et documents de M. Thorez, W. Rochet, G. Marchais*, Éditions sociales, Paris, 1975, p. 118.

¹⁶⁶ « Le concept de dictature du prolétariat ne correspond plus aux conditions et aux possibilités d'actions qui sont les nôtres pour construire le socialisme en France par la voie démocratique. Il n'exprime pas, dans toute sa richesse, notre conception du socialisme

conquête pacifique par la voie électorale. Pour tromper son électorat, il affirme toujours le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

En 1977, le P« C »F et le PS proposent des listes communes. Cette tactique permet au P« C »F de gérer plus de 250 villes dont 71 de plus de 30 000 habitants, ainsi qu'un millier de villages, et de participer avec le PS à la gestion de nombreuses autres villes et villages. Sur le plan électoral c'est un succès. Mais tout comme une hirondelle ne fait pas le printemps, les résultats électoraux ne valent pas la révolution, qui dépend d'un autre type de stratégie.

Pour autant, le Programme commun n'est pas encore au point. Les négociations sont rompues en septembre 1977. Marchais reprend à son compte le concept révisionniste d'eurocommunisme¹⁶⁷. Le P« C »F se garde bien de ne jamais attaquer la politique social-impérialiste de l'URSS, bien qu'il critique le régime soviétique lui-même. Il ne peut évidemment pas aller au bout de cette critique, car s'il admettrait que l'URSS n'est plus socialiste, il devrait également dénoncer le révisionnisme. Comment faire une telle dénonciation sans se démasquer soi-même ? Car il faudrait bien parler du non-respect des principes marxistes, et s'attaquer aux concepts comme celui d'« État du peuple tout entier » qui avait remplacé la notion de dictature du prolétariat. C'est, bien-sûr, impossible quand on a soi-même renoncé à la dictature du prolétariat ! En mars 1977 a lieu à Madrid une rencontre entre Enrico Berlinguer du Parti communiste italien, Santiago Carrillo du Parti communiste espagnol et Georges Marchais du PCF, pour concilier « démocratie [bourgeoise] et communisme ».

1974, début de la crise économique

La décision de L'OPEP d'augmenter le prix du pétrole en 1973, puis la fin de la parité de l'or avec le dollar – qui lui était substitué dans le but d'exporter le déficit américain –, déclencheront le chômage de masse, la fermeture d'usines et la restructuration de l'appareil de production capitaliste. Cette nouvelle situation va engendrer le mécontentement populaire

aux couleurs de la France et les moyens pour y parvenir. », XXII^e Congrès du PCF, *Cahiers du communisme*, février-mars 1976, p. 99.

¹⁶⁷ L'eurocommunisme est l'idéologie adoptée par les partis révisionnistes en France, Italie et en Espagne. La voie eurocommuniste consiste en l'abandon des principes bolcheviques (dictature du prolétariat, centralisme démocratique, nécessité de la violence révolutionnaire, etc.), qui sont remplacés par une stratégie parlementariste.

et donner un coup de pouce à la gauche, notamment au PS et à son chef de file Mitterrand. Au niveau international, les Américains devront partir du Vietnam en 1975 ; au Cambodge, les troupes de Lon Nol seront écrasées ; au Portugal c'est la Révolution des œillets, se déroulant sur fond de guerres de libération nationale dans les colonies (Angola, Guinée Bisau, Cap Vert, Mozambique). À l'issue des événements dans la métropole, celles-ci gagnent enfin leur indépendance. Une seule ombre au tableau, celle du Chili où Allende est assassiné tout comme, avec lui, des milliers de révolutionnaires et de démocrates. Le cas chilien montre d'une manière particulièrement tragique les conséquences de la théorie erronée du passage pacifique vers le socialisme. Mais le PS et le P« C »F n'en ont cure et poursuivent la voie parlementaire.

Le P« C »F opte pour un nouveau style : il organise des « assemblées et débats » au lieu des meetings, plus traditionnels. En 1974, les réunions internes au parti sont ouvertes au grand public – c'est « le Parti à cœur ouvert ». C'est aussi l'époque de la conquête des villes dominées par la petite bourgeoisie et la concurrence entre le PS et le P« C »F sur ce terrain. Les municipalités en question s'occupent peu des relations avec la direction du parti. Les militants ouvriers représentent 45 % des effectifs (57 % dix ans auparavant) ; les employés, les cadres et ingénieurs sont au même pourcentage (au lieu de 27,6 %). Les cellules d'entreprise ne représentent plus que 36 % du total, et seul un communiste sur cinq milite sur son lieu de travail. Le PS monte en flèche ; une partie des classes moyennes le rejoignent après 1977. L'année d'après, en 1978, la gauche subit un échec aux élections. Le P« C »F doit revoir sa stratégie. Ce n'est plus la lutte entre deux lignes mais la lutte entre plusieurs clans au sein du parti qui visent chacun à obtenir raison auprès de la direction ne respectant pas la démocratie interne, le mode de fonctionnement adopté... C'est la guerre ouverte dans les comités de rédaction, où les différents courants révisionnistes s'étripent : à *La Nouvelle Critique*, *France Nouvelle*, *La Marseillaise*, *Action*, *le CERM*, *les Éditions Sociales*, etc. Les pages des journaux bourgeois leur sont également ouverts : *Le Monde*, *Le Matin*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express*, *Politique Hebdo*, *Témoignage Chrétien* ou encore *Rouge*. Les éditeurs se mettent au service des contestataires révisionnistes. Ainsi, les Éditions du Seuil et La Découverte lancent des collections spéciales dirigées par Antoine Spire, Gérard Molina, Yves Vargas. Il se forme deux courants au sein des contes-

tataires du P« C »F : un groupe autour d'Ellenstein, Antoine Spire, Jean Rony et Maurice Goldring qui sont pour l'eurocommunisme, et un autre groupe autour de Christine Buci-Glucksmann – de la revue *Dialectiques* – et Yves Roucouste, qui défendent vaguement la révolution et font de nombreuses références à Gramsci. Les althusseriens – avec Balibar, Labica, Guy Bois, Gérard Molina et Yves Vargas – veulent un « retour » aux sources du « léninisme ». Au XXIII^e Congrès, le ménage est fait. Au CERM et à l'Institut Maurice Thorez, les dirigeants sont écartés. Francette Lazard prend la direction. Le ménage continue, *La Nouvelle Critique* et *France Nouvelle* sont remplacées par *Révolution*. Les contestataires quittent le PC ou sont exclus (Ellenstein). À la fédération de Paris, 48 % des membres (31 000 personnes) sont des cadres moyens, supérieurs, ou de profession libérale. Parmi les adhérents parisiens, 40 % ont fait des études supérieures. À la capitale, le PS passe devant le P« C »F. Fiszbin démissionne de la fédération parisienne, puis est exclu. Le P« C »F perd 4 000 adhérents. Certes, il y a une lutte au sein du P« C »F entre la ligne « ouvriériste du comité central » et la « ligne petite bourgeoise de la fédération de Paris ». Mais comme il a été dit plus haut, il ne s'agit pas d'une lutte entre deux lignes mais d'une la lutte entre deux chapelles révisionnistes.

Le parti « communiste » approuve l'intervention en Afghanistan, et appuie Jaruzelski¹⁶⁸ en Pologne. « L'Appel des cent intellectuels » lance un mouvement pour le désarmement. En peu de temps, ce mouvement est rejoint par toutes les organisations pacifistes, dénonçant non seulement les *Pershing* mais aussi les SS-20¹⁶⁹. Comme les *Pershing* sont directement installées sur le territoire allemand et que les pacifistes, l'extrême gauche et la population en général se mobilisent sous le mot d'ordre pro-soviétique « plutôt rouge, que mort », la menace des SS-20 y paraît moins immédiate.

Au XXIII^e Congrès de 1979, le P« C »F propose « l'union à la base ». La CGT essaie d'enrayer la restructuration de la sidérurgie en Lorraine,

¹⁶⁸ Le général Jaruzelski (1923-2014) était le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais. Chef de l'État polonais entre 1981 et 1989, il décréta la loi martiale en 1981 pour prévenir la montée en puissance du syndicat Solidarność qui menait la lutte contre le régime révisionniste en place avec l'appui ouvert de l'Église catholique et des fonds de la CIA.

¹⁶⁹ Les MGM-31 Pershing étaient les missiles balistiques déployés par l'armée américaine en Allemagne de l'Ouest face aux SS-20 soviétiques, déployés en Allemagne de l'Est.

tandis que le parti révisionniste continue de mettre en œuvre sa stratégie d'union de la gauche afin de faire reculer la bourgeoisie et de s'opposer aux licenciements, sans toutefois poser les questions « quelle classe dirige l'État ? » et « comment renverser cette classe ? » Même remarque que d'habitude : la question du pouvoir n'est jamais posée. Au lieu de cela, le parti révisionniste mène une campagne démagogique et chauvine derrière leur slogan désormais infâme : « produisons français ! » En bref, il s'agit, dans ces années-là, d'une politique quasi ouvertement anti-immigrés – saccage du foyer de travailleurs immigrés par bulldozer¹⁷⁰, mesures pénalisant les migrants à Vitry, etc.

1981 – Union de la gauche : Mitterrand président

Au premier tour de l'élection présidentielle de 1981, Georges Marchais n'obtient que 15,5 % des suffrages exprimés, à savoir 12,4 % des inscrits. Le parti appelle à voter pour Mitterrand au second tour, alors qu'une minorité refuse d'avalier la directive. Aux législatives de juin, le P« C »F obtient 16,1 % des suffrages ; il passe de 86 députés à seulement 44 ! Il n'obtient que 11,3 % de voix des inscrits. Il recule également parmi la jeunesse (18 % des inscrits se trouvant dans cette tranche d'âge contre 44 % pour la social-démocratie) et les ouvriers (24 % des inscrits parmi cette catégorie socio-professionnelle contre 44 % pour les sociaux-démocrates).

Le P« C »F, marginalisé par les socialistes comme l'avait promis Mitterrand trente ans plus tôt, se voit offrir quatre fauteuils ministériels. Pourtant, il avait déjà démontré en 1945, au moment où il bénéficiait d'un rapport de force bien plus favorable, que le parti « communiste » n'avait pas l'intention de prendre le pouvoir. Tout ce qu'il fera, c'est pratiquer une « solidarité sans faille » envers les sociaux-démocrates. Il s'était destiné à

¹⁷⁰ Le 24 décembre 1980, le maire « communiste » de Vitry-sur-Seine, Paul Mercieca, ainsi que des militants du PCF, prennent d'assaut le foyer Manouchian pour empêcher le relogement de 320 migrants maliens qui étaient auparavant logés dans un foyer insalubre dans une autre ville. Ils détruiront les alimentations en eau, gaz, électricité, téléphone et chauffage, séquestreront le directeur du foyer et utiliseront un bulldozer pour détruire le Perron du foyer. Le maire justifiera cette action en invoquant le fait que ces logements étaient réservés à de jeunes travailleurs français. La LICRA portera plainte pour racisme contre, mais le tribunal le relaxera en invoquant que son objectif pouvait au contraire être compris comme étant « antiraciste » car fait dans le but d'empêcher la ghettoïsation de la population migrante en France.

s'humilier pendant des décennies en s'agenouillant devant les socialistes, se démasquant peu à peu aux yeux du prolétariat et en particulier de la classe ouvrière. La majorité des ouvriers désapprouvaient la politique du parti, notamment ceux frappés par les restructurations, comme les sidérurgistes, métallurgistes, mineurs et chômeurs... La déroute se poursuit aux élections européennes de 1984 : 2.2 millions de voix (11,2 % exprimés, 6,1 % des inscrits). En juillet 1984, le P« C »F quitte le gouvernement. Ses effectifs tombent alors à 380 000.

L'aile droite des révisionnistes marque des points au XXV^e Congrès de février 1985. Les élections législatives de 1986 portent un nouveau coup au parti révisionniste : 9,6 % des voix exprimées, 7,2 % des inscrits). Le Front national (9,8 %) devance le P« C »F.

En 1988, André Lajoinie¹⁷¹ obtient 6,7 % des votes exprimés (5,4 % des inscrits). Le score du parti remonte un peu aux élections législatives du 5 juin 1988, atteignant 11 % au premier tour.

Les oppositions au sein du parti se multiplient. Les « reconstruc-teurs » – des droitiers autour de Claude Poperen¹⁷², qui passera plus tard au PS – ont l'audace de publier un livre intitulé *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?* La chute se poursuit aux municipales. D'autres « refondateurs » comme Fiterman¹⁷³, passent au PS. Le parti révisionniste a perdu beaucoup de municipalités ; parmi elles de vieux bastions ouvriers – Alès, La Ciotat, Petit-Quevilly, Saint-Dizier, Amiens, les Mureaux... L'usine de Renault-Billancourt, qui était un des plus importants bastions ouvriers du P« C »F, fermera ses portes en 1992.

La faillite du révisionnisme khrouchtchevien

Le parti révisionniste français applaudit des deux mains la *perestroïka* (restructuration) et la *glasnost* (transparence), dernier avatar idéologique

¹⁷¹ André Lajoinie (1929) était le candidat du PCF aux élections présidentielles de 1988. Ses résultats marquent clairement la chute de la popularité du PCF : en 1981, Marchais réunissait 15,35% des voix ; en 1988, Lajoinie n'en réunira que 6,76%.

¹⁷² Claude Poperen (1931) était membre du bureau politique du PCF entre 1967 et 1987, avant de quitter le parti en 1991 pour rejoindre la Convention pour une alternative progressiste (CAP), une organisation qui rassemblera différents groupes ou courants de gauche.

¹⁷³ Charles Fiterman (1933) était un membre du bureau politique du PCF entre 1976 et 1994. Il quitte le parti en 1994 pour former la CAP avec d'autres dissidents du PCF. En 1998, il quittera celle-ci pour rejoindre le PS où il restera jusqu'en 2017.

de la restauration dissimulée du capitalisme en Union soviétique. Marchais baptise ces événements comme « seconde révolution communiste ». Le parti « communiste » s'oppose toutefois à la participation de la France à la guerre du Golfe, ce qui redore un peu son blason. Le parti révisionniste est frappé de stupeur quand, le 20 et 21 août 1991, Boris Eltsine mette les rebelles que le P« C »F avait soutenu. Le parti finit toutefois par les dénoncer le 22 août, qualifiant leurs actions comme « l'échec des partisans de l'aventure, du recours à l'arbitraire et au mensonge ». La chute de Gorbatchev « est un véritable séisme politique » (Fiterman), qui « [a] eu effet d'une onde de choc sur les militants, qui tient à notre passé, à la seule chose qui nous restait en commun, le mot communiste » (Rémy Echaudé).

Au XXVIII^e Congrès, du 25 au 29 janvier 1994, c'est le grand désarroi. Marchais, le blablateur révisionniste, la « star » médiatique du parti, a perdu toute crédibilité. En vingt ans, sa popularité est tombée de 37 % à 9 %. Il est ainsi devenu un fardeau pour le parti dont il est, après Thorez, le principal liquidateur. Face à cette situation, il cède sa place au social-démocrate gorbatchévien, le « nain de jardin » Robert Hue¹⁷⁴. Roland Leroy quitte le parti, laissant sa place à d'autres révisionnistes encore plus droitiers, comme Jean-Claude Gayssot qui sera ministre des transports dans le gouvernement du socialiste Lionel Jospin.

¹⁷⁴ Surnom caricatural que les médias satiriques lui donneront.

Les communistes en dehors du PCF et la période contemporaine

Cahiers du Maoïsme, no. 1, p. 55-68.

Les aspects positifs des maoïstes dans les années 1968 en France

À partir des années soixante se développera un fort mouvement marxiste-léniniste (ML). Les deux principales organisations seront, en France, le PCMLF et la Gauche prolétarienne. Elles seront toutes deux liquidées à cause de l'inexactitude de leurs lignes respectives.

Le mouvement marxiste-léniniste se constituera à partir de la « Lettre en vingt-cinq points » publiée par le PCC en 1963, dénonçant la ligne révisionniste de Khrouchtchev et critique des positions de Thorez et de Togliatti.

La première étape sera la création de l'Association des Amitiés franco-chinoises, puis par la constitution de la Fédération des cercles marxistes-léninistes, du Mouvement communiste de France puis du PCMLF en 1967 lors du congrès de Puyricard.

La deuxième phase commence avec la lutte au sein de l'UEC, donnant naissance à l'Union des jeunesses communistes marxiste-léniniste [UJC(ml)]. Après les événements de 1968, une partie des militants et militantes de l'UJC(ml) rejoindra le PCMLF, tandis que d'autres, rejoints par des activistes du Mouvement du 22 mars, fondent la Gauche prolétarienne (GP).

Nous ne traiterons que des aspects positifs de la Gauche prolétarienne, à savoir des aspects sur lesquels nous pourrions nous appuyer pour avancer. La Gauche prolétarienne était la seule organisation à avoir tenté de construire un parti à proprement parler, certes caractérisé par le spontanéisme. Au-delà de ce défaut, la GP a mené la lutte contre le révisionnisme, a révolutionné les luttes en s'appuyant sur les masses, a commencé une guerre populaire de basse intensité. C'est ce que nous allons tenter de montrer à l'aide de nos commentaires d'anciens militants et militantes qui avons connu cette époque. Nous pouvons ainsi apporter une contribution à la jeune génération que nous invitons par là à s'emparer des idées justes et des aspects positifs de cette expérience. Nous espérons que ces idées aide-

ront à l'édification du parti maoïste. Notre parti doit se trouver aux côtés des autres partis maoïstes du monde dans le développement de la nouvelle vague révolutionnaire initiée par le Parti communiste du Pérou, menant une guerre populaire depuis 1980 ; par le Parti communiste du Népal (maoïste) en lutte depuis 1996 et aujourd'hui engagé dans un processus démocratique après sa victoire aux élections ; par le Parti communiste maoïste de Turquie ; et par les maoïstes en Inde qui assistent aujourd'hui à un développement important de la guerre populaire

Nous ne négligerons pas l'analyse des déviations – et leurs sources – ayant conduit à la liquidation des groupes marxistes-léninistes et à celle du courant pro albanais. Nous examinerons également le groupe Action directe et ses tentatives courageuses mais erronées sur le plan théorique. Nous devons apprendre des aspects positifs des uns et des autres, tout en étudiant sans relâche les erreurs qui ont été commises dans la recherche de solutions à des problèmes rencontrés à l'époque.

Chaque parti doit appliquer le marxisme-léninisme-maoïsme à sa réalité en partant des exemples de guerres populaires ayant secouées son propre pays, sans négliger l'analyse des apports fournis par d'autres peuples. Dans le contexte français, cela veut dire que nous devons tirer les leçons des expériences historiques de la Commune de Paris et de la Résistance dirigée par le PCF dans le but de préparer la guerre populaire à venir. C'est pourquoi nous avons écrit de manière détaillée l'histoire du PCF/P« C »F et de sa politique, à savoir pour montrer quels aspects positifs ont pu le caractériser à certains moments malgré sa ligne très souvent opportuniste puis révisionniste. Il faut ensuite que nous étudions les applications les plus poussées du maoïsme dans notre pays, c'est-à-dire celles effectuées par la Gauche prolétarienne, tout en examinant les aspects négatifs qui ont amené à la liquidation de l'organisation.

La Gauche prolétarienne

La Gauche prolétarienne est née d'une fraction de l'UJC(ml) dirigée par Benny Lévy – à l'époque mieux connu sous son pseudonyme, Pierre Victor –, de militants et militantes du Mouvement du 22 mars, et d'un petit groupe autour d'Alain Geismar, dirigeant du SNESUP¹⁷⁵ en mai 1968.

¹⁷⁵ Syndicat national de l'enseignement supérieur.

Ce qui nous intéresse dans la Gauche prolétarienne, c'est que malgré son spontanéisme, son putschisme, elle avait su s'appuyer sur les masses, impliquant donc qu'elle avait une véritable « ligne de masse ».

Vers la fin de l'année 1968, la GP mit sur pied un plan stratégique pour la guerre populaire. Ce plan n'a pas été mené jusqu'au bout ; la GP n'a pas franchi le pas. Pour autant, la GP a été l'organisation qui s'est rapprochée le plus d'une telle stratégie, et ce malgré sa liquidation par la direction et les éléments petits-bourgeois, anarchisants, qui étaient devenus dominants au bout d'un certain temps. Pendant la période du révisionnisme « ouvert », c'est-à-dire dans les années soixante-dix, c'est l'organisation qui a été le plus loin dans la révolutionnarisation idéologique.

Reprenant le slogan « servir le peuple », la GP a commencé par se mettre au service du prolétariat en partant de la révolutionnarisation de la jeunesse, notamment de la jeunesse étudiante mobilisée pendant le mouvement de Mai 68. Le principe d'aller envers les masses pour d'apprendre des masses s'est concrétisé tout au long du mois de mai par la tentative de construire la jonction entre les étudiants et les ouvriers de Renault Billancourt, liaison qui a été empêchée par les révisionnistes qui dirigeaient la CGT dans cette usine. Il n'en a pas été de même à l'usine de Flins, où les ouvriers révolutionnaires, assaillis par les CRS et les gardes mobiles envoyés pour évacuer les fauteurs de trouble, ont fait appel aux étudiants qui les ont ralliés en masse pour se battre à leurs côtés. Une des premières préoccupations de la GP a été d'« établir » ses militants et militantes dans les usines, là où était concentré le prolétariat. Ces jeunes « GPistes » étaient donc envoyés à la citadelle ouvrière de Renault-Billancourt mais aussi à Flins, dans le bassin minier du Nord, dans les aciéries dans la vallée de la Fensch, sur les Chantiers Navals à Saint-Nazaire, dans le bassin d'usines de Creil, à Lyon, à Fos près de Marseille, etc.

La répression des ouvriers révolutionnaires par les révisionnistes de la CGT empêchait la consolidation des sections syndicales axées sur la lutte de classes. Les militants de la GP se faisaient exclure *manu militari*, ce qui amenait les ouvriers les plus résolus à considérer la direction de la CGT comme vendeur d'ouvriers. Ces conditions difficiles ont mené à la création des comités de lutte d'atelier situés en dehors des syndicats.

La GP a été l'organisation ayant mis sur pied le plus de nouvelles organisations de masses. Son grand défaut a été d'avoir négligé sa propre

consolidation et d'avoir été incapable de s'organiser sur des bases réellement marxistes-léninistes-maoïstes. Elle n'a pas su ou voulu édifier un parti de type nouveau, bien qu'elle ait annoncé cette ambition lors de sa création.

Or ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas tant que la GP ait ou n'ait pas assumée ce rôle. Ce qui nous concerne pour cette étude, c'est ce qu'elle a fait dans la pratique qui a pu être réellement révolutionnaire. Ces aspects nous préoccupent non pas par nostalgie du passé, mais parce que nous pensons qu'ils peuvent servir l'avenir. Ainsi, pour reprendre le fil de notre analyse, nous avons comme exemples de guerre révolutionnaire dans notre pays : la Commune de Paris, la Résistance antifasciste, Mai 68 et la Gauche prolétarienne – organisation qui a tenté de reprendre la voie de la guerre civile révolutionnaire, de la guerre populaire.

À Renault, par exemple, la GP avait l'intention de provoquer des formes de luttes radicales, extra-syndicales, qui ne respectaient pas les codes et normes habituelles du combat dans les usines. Dans la brochure *Renault Billancourt – 25 règles de travail*, la GP écrit : « En octobre 69, on débarque. Les C.A. d'après-mai ont été détruits par les groupuscules. »¹⁷⁶. Les forces de la GP présentes à Renault Billancourt écrivent :

Nous disposons de deux intellectuels établis, deux ouvriers qui s'embauchent. Autour d'eux, localement, se constituent des petits groupes d'ateliers [...] On arrive à mener notre première campagne centrale sur l'usine, la campagne sur les cinq morts d'Aubervilliers en janvier 70 qui développe nos contacts avec les travailleurs immigrés.¹⁷⁷

En annexe de cette brochure est reproduit un article paru dans la *Cause du Peuple* qui décrit une campagne menée par ce même groupe établi à Renault Billancourt contre l'augmentation du prix des tickets de métro :

Pas de pétition, pas de pleurnicherie, une seule voix : la résistance par l'action directe !

¹⁷⁶ Pour l'union des comités de lutte d'atelier, *Renault Billancourt – 25 règles de travail*, Supplément à la *Cause du Peuple-J'Accuse*, no. 11, p. 8.

¹⁷⁷ Ibid.

LUNDI : [...] les ouvriers de l'équipe se regroupent.

MARDI et MERCREDI, pour l'équipe du matin, c'est à 400 qu'on sort de Renault, drapeau rouge en tête aux cris de : « Résistance populaire à la hausse ! ». [...] Trois flics téméraires s'avancent : trois de moins ! C'est le signal de la débandade, le temps de faire demi-tour, 3 ou 4 autres en prennent plein la gueule [...].

JEUDI, [...] les flics ont compris [...] c'est les ouvriers qu'ils doivent essayer d'empêcher de passer sans payer. [...] Au guichet, on tombe sur 8 flics de la RATP. [...] Ils tentent de cogner, ils sont laminés à coups de poings, de pieds, de manches. Résultat : 8 gorilles à l'hosto !¹⁷⁸

La direction de la CGT dénonce violemment les maoïstes. Autre exemple de démarcation d'avec le syndicat aux dirigeants révisionnistes : là où la CGT demande des augmentations au pourcentage, les maoïstes disent : « l'augmentation au pourcentage, c'est faire la grève pour les chefs ! Pas d'augmentation hiérarchisée »¹⁷⁹. Ce raisonnement est juste, et sera repris trois ans plus tard par des camarades maoïstes à la tête du syndicat CGT de Sanders-Juvisy (alimentation animale), en rappelant aux ouvriers qu'un kilo de beefsteak leur coûte le même prix qu'aux cadres. Ils finissent par obtenir l'uniformisation de la moitié des augmentations, l'autre moitié restant au pourcentage dû au fait que FO, représentant les cadres, ne voulait pas céder sur le fond. Contre les cadences infernales dans les usines, un mouvement de sabotage est initié sur l'île Seguin, grand site industriel de Renault. La répression est forte : « chefs racistes, mouchards, régleurs ». Les militants incitent les ouvriers français et immigrés, syndicalistes et non-affiliés, de porter un jugement contre un des chefs, particulièrement haï.

La cible choisie, c'était Robert, un régleur qui faisait fonction de chef d'équipe ; fasciste militant, il est au syndicat indépendant Renault ; c'est un salaud qui n'est monté en grade que par fayotage, ce qui fait qu'il était même détesté des autres chefs d'équipe.

¹⁷⁸ Ibid., p. 41-42.

¹⁷⁹ Ibid., p. 44.

Le samedi 19, à 6h15, à l'entrée de l'équipe, des partisans des GOAF [Groupe ouvrier anti-flic] l'attendaient à la porte de l'usine.

Devant près de 300 ouvriers, l'un d'entre eux le frappe avec une chaîne de vélo, pendant qu'un autre prend la parole et qu'un autre jette des tracts avec le texte du jugement populaire.

Ensuite, le lundi, sur toute l'usine 2 500 tracts furent diffusés clandestinement [...]. Dans les endroits où la maîtrise est très répressive, enthousiasme délirant [...].¹⁸⁰

Parmi les chefs, les réactions sont contradictoires :

Les plus fascistes n'essaient même pas de jouer au malin. [...] D'autres se mettent à dire bonjour aux ouvriers, le matin. Ceux qui déjà n'emmerdaient pas leurs ouvriers trouvent la sentence normale.

Résultat pour l'ensemble des travailleurs : le terrorisme des chefs se relâche momentanément.

Les syndicats, eux aussi, sont divisés : de nombreux militants, et même des délégués de base, trouvent l'action juste [...].

L'idée de l'application de la justice populaire dès aujourd'hui à Renault pénètre les masses. Le tribunal populaire de Lens [contre la Compagnie des mines de Lens], le jugement d'un député UDR par les ouvriers de [l'usine textile de] Boussac, l'enlèvement et le jugement du député UDR de Grailly, bénéficiaire du scandale financier de la Villette et rapporteur de la « loi scélérate » anti-casseur, l'exécution par les révolutionnaires basques du tortionnaire Manzanos ne sont plus des exemples lointains.¹⁸¹

Ces quelques citations montrent la ligne de démarcation entre les maoïstes et les révisionnistes à Renault. Les premiers ravivaient et repre-

¹⁸⁰ Ibid., p. 45.

¹⁸¹ Ibid., p. 46.

naient les traditions communistes de la Résistance, au moins de la période d'avant la dissolution des milices ouvrières par les liquidateurs, avant la fermeture des comités locaux et départementaux de Libération, avant l'appel à rendre les armes. Les maos renouaient avec le passé glorieux du parti communiste. Le premier comité de lutte d'atelier est créé dans le but d'organiser l'occupation de l'usine. Naît alors parmi les ouvriers et ouvrières l'idée qu'il faut une organisation représentative de toute l'usine. Ainsi on voit se développer, petit à petit, les luttes d'ateliers contre les cadences et la répression. « On pense que l'instrument indispensable pour créer l'union des comités de lutte à Renault, c'est d'avoir un embryon de parti dans l'usine, c'est ce qu'on va s'attacher à créer »¹⁸². L'idée d'un parti – de considérer la GP, implantée dans les usines, comme l'embryon d'un parti futur –, naît de la conception marxiste selon laquelle le parti ne se crée pas en dehors des masses. Les maos de la GP disent alors qu'« il faut former des cadres maoïstes d'atelier », sous-entendant que la direction maoïste existe déjà, à savoir dotée d'une stratégie et de tactiques propres qui ne laissent pas de côté les conceptions stratégiques plus générales de la guerre populaire, de la guerre de guérilla visant la destruction de l'appareil d'État bourgeois.

Militer en appartenant à un syndicat, en ayant un mandat de délégué peut donner pendant un certain temps l'illusion de bons résultats. Mais quand il y a un mouvement de masse qui est brisé par les syndicats, si l'on n'a pas constitué auparavant, par des luttes autonomes, une organisation indépendante des syndicats capable de proposer une issue aux masses, alors c'est foutu : les masses sont désarmées, n'ont qu'une issue : l'écoeurement.¹⁸³

Il faut répudier dans nos rangs toute idée, toute pratique syndicaliste.

...Développer toujours dans les actions que l'on impulse l'idée de prise du pouvoir, partielle, momentanée des travailleurs, de montrer que toute amélioration partielle, momenta-

¹⁸² Ibid., p. 11.

¹⁸³ Ibid., p. 13.

née du sort des travailleurs naît de la force, du pouvoir partiel, momentané des travailleurs. »¹⁸⁴

C'est simple : comment fait-on la percée dans une usine ?

Chaque fois que nous nous sommes battus, nous avons progressé. Chaque fois que nous avons hésité à nous battre quand il le fallait, nous avons stagné ou régressé.

C'est dans la lutte que l'on avance, et dans la lutte on ne peut avoir des pertes.

Dans une lutte on part des idées des masses, même si on a des pertes, les idées seront passées et on pourra reconstruire si on travaille avec un plan [...]. Cela reviendrait à tenter une accumulation pacifique des forces qui ne serait qu'un pas vers le révisionnisme.¹⁸⁵

Il faut distinguer les amis et les ennemis, il faut unir le plus possible pour attaquer la cible la plus restreinte possible. La question des syndiqués est importante : il faut riposter énergiquement à la police syndicale, mais traiter fraternellement les autres syndiqués.

Deux idées doivent être liées dans notre travail : l'affrontement avec nos ennemis ; l'unité la plus large [...]. C'est dans les ateliers, en partant des idées des ouvriers, que l'on peut voir quels sont les syndicalistes flics et les syndicalistes proches des masses.¹⁸⁶

Il faut mener le travail politique sur la base d'une zone et pas seulement de l'usine. Le contenu du travail politique doit être large (l'usine, les autres usines, les autres couches sociales contestatrices, les luttes démocratiques générales, les luttes des peuples du monde, etc.). Il faut répudier tout ouvriérisme étroit.¹⁸⁷

L'usine est [une] base d'appui [...].

¹⁸⁴ Ibid., p. 16.

¹⁸⁵ Ibid., p. 16-17.

¹⁸⁶ Ibid., p. 17.

¹⁸⁷ Ibid., p. 20.

...Campagne du printemps 70 contre l'augmentation des prix des transports [...].

...Action de la milice multinationale de Renault-Billancourt à Citroën-Balard en juillet 71.

Après que trois ouvriers français et immigrés de Renault ont été attaqués par le syndicat indépendant de Citroën, les ouvriers de Renault ont constitué une milice [...] pour casser la gueule aux indépendants. [...] Cette action a [...] généralisé l'idée de l'aide mutuelle entre les deux usines.¹⁸⁸

Pour percer sur une usine, il faut trouver les travailleurs où ils se trouvent en masse (porte, cafés, foyers, cités, etc.), faire parmi eux du travail de masse et pas attendre des miracles d'un ou deux contacts intérieurs.

La révolution idéologique, c'est implanter l'idée « il nous faut le pouvoir, et pour cela il nous faut unir le peuple et faire une lutte armée prolongée ». La question du pouvoir, de l'union du peuple, de la guerre, ça ne peut pas se poser seulement à partir de l'usine. La révolutionnarisation des travailleurs se fait donc dans les luttes à l'intérieur et en dehors de l'usine.¹⁸⁹

Il vaut mieux faire de petites choses [...].

Au début du travail à Renault [...] on s'est appuyé sur deux ateliers pour se lier aux masses et constituer au moins un petit groupe [...] et on n'a fait la première campagne centrale sur l'usine que quand on a été capables de saisir les idées des masses à Renault sur un problème [...].

...Il faut partir du besoin des masses.¹⁹⁰

Il faut aller partout où il y a un mouvement de masse. Il y a toujours quelque chose à faire.¹⁹¹

¹⁸⁸ Ibid., p. 21.

¹⁸⁹ Ibid., p. 22.

¹⁹⁰ Ibid., p. 23.

¹⁹¹ Ibid., p. 24.

Mener un travail de masse prolongé et pas du papillonnage.¹⁹²

Il faut organiser tous ceux qui peuvent être organisés de la façon dont ils le peuvent et veulent.

Il faut laisser [chacun] développer son initiative.

Il faut être souple pour organiser, voir ce que l'on peut proposer et qui plaît à un gars particulier.

Exemple : actions de milice, actions de rue, traduction de tracts, réunions par nationalités [...].

Partir du besoin d'unité des masses, pour unir dans la lutte les éléments actifs d'opinions différentes, d'organisations différentes.¹⁹³

Pour impulser et consolider les milices et les comités de lutte, il faut s'attacher à faire un noyau mao qui impulse et dirige les luttes, développe une vie politique constante, en particulier par l'édification de réseaux de diffusion et de discussions de La Cause du Peuple.¹⁹⁴

Sur la base de la lutte de classe, il faut former un noyau dirigeant.

Un noyau dirigeant, ce n'est pas le conseil syndical, avec un représentant par section, c'est une direction politique.¹⁹⁵

Dans la brochure *Pour l'essor des luttes anti-hiérarchiques* est dénoncée la thèse révisionniste :

On ne peut réduire la lutte des classes à une sombre histoire faite de complots et d'intrigues. Pourtant, pour la direction CGT cette théorie est tout à fait logique. Voyons pourquoi. La direction CGT est contre les luttes anti-hiérarchiques, elle est contre la contestation de l'actuelle division du travail, contre les augmentations uniformes de salaire, contre la contestation

¹⁹² Ibid., p. 31.

¹⁹³ Ibid., p. 36.

¹⁹⁴ Ibid., p. 38.

¹⁹⁵ Ibid., p. 40.

de la hiérarchie. Pour certains, sans la CGT, on ne peut rien faire. C'est vrai : la direction CGT détient une force importante d'immobilisation des masses [...] ; cette force d'immobilisation s'appuie sur la tradition CGT et sur les idées de droite parmi les masses (peur, besoin fictif de sécurité).¹⁹⁶

Mais la faiblesse de la CGT est évidente... Sa direction est incapable de mobiliser efficacement les travailleurs dans les luttes contre le pouvoir patronal. Quant à la CFDT, elle se prononce en faveur de l'unité du personnel. L'union des comités de lutte a été à l'origine du mouvement idéologique extraordinaire contre la hiérarchie et son rempart militaire, les milices patronales. La NRP (Nouvelle résistance populaire) est alors créé dans le but de s'appuyer sur ce mouvement pour atteindre la position dirigeante au sein des mouvements de masse encore plus larges.

Dans les bases d'usine, il faut sans tarder aider les masses à établir démocratiquement leur cahier de revendications de justice ; il y a des batailles qui se déclenchent dans des usines où il n'y a pas encore eu des efforts d'édification consciente de la force autonome. Que faut-il faire ? Y aller [...] et se lier aux gars, donc avoir une présence constante et active [...] mettre la population dans le coup, les autres usines de la ville, ouvrir le débat de masse sur la question [cruciale du moment] ; comment défendre actuellement une grève [...] défendre la guerre, c'est-à-dire contre la milice fasciste [...] autrement dit du début à la fin du mouvement ; il faut agir comme les défenseurs les plus efficaces du mouvement, il faut critiquer l'irresponsabilité des syndicats, qui sont [incapables de] conduire ces mouvements contre un patronat combattant [...]. Pour conclure, il faut clairement expliquer ce que doit être aujourd'hui le comité de lutte, absolument indispensable pour l'essor des luttes.

¹⁹⁶ *Pour l'essor des luttes anti-hiérarchiques*, Supplément à la *Cause du Peuple-J'Accuse*, 1972.

Dans le document intitulé *Coup pour coup* la GP écrit :

Quand nous aurons pris l'usine, il n'y aura plus de patron [...]. Les ouvriers, les techniciens et les cadres politiques désignés par les masses coopéreront pour diriger la production et la gestion [...] ; ils produiront pour le peuple [...]. Ils respecteront les grandes lignes du développement fixé par le pouvoir populaire [...]. Les idées, les créations des travailleurs serviront de base pour l'innovation et le progrès technique. L'Université actuelle sera totalement détruite : aujourd'hui il y a ceux qui pensent et ceux qui triment, et l'Université sert à renforcer cette division.¹⁹⁷

De la résistance à la liquidation

Le deuxième numéro des *Cahiers prolétariens*, « Mai 1968 – Lip¹⁹⁸ – et maintenant, que faire ? », paru en janvier 1974, annonce la liquidation. Cette liquidation vient bien sûr de la ligne erronée, spontanéiste et putschiste de la Gauche prolétarienne.

Une idée juste demeure : il faut lutter contre le pouvoir despotique qui « crée une discipline de caserne » ; « la base fondamentale du pouvoir de la bourgeoisie réside dans son pouvoir despotique à l'usine » et « l'extension du despotisme [atteint] toute la société » ; « si le pouvoir despotique dans l'usine est la base, la matrice de tous les pouvoirs qui existent dans la société capitaliste, il reste que le pouvoir d'État central est celui que la bourgeoisie doit conserver si elle veut être assurée de se maintenir et que le peuple doit conquérir ».

Or, la conclusion qu'en tirent les liquidateurs, c'est que « prendre le pouvoir peut durer une heure, une journée, trois mois, un contre-cours dans un lycée, la constitution de la commune ouvrière [...], des opérations

¹⁹⁷ *Coup pour coup*, Supplément à la *Cause du peuple*, no. 20, 1970.

¹⁹⁸ L'« affaire Lip » est un terme utilisé pour désigner le déroulement et les actions d'une grève qui eut lieu dans l'usine horlogère Lip de Besançon (Doubs). Débutée au début des années 1970, la lutte a duré jusqu'au milieu de l'année 1976 et a mobilisé des dizaines de milliers de personnes à travers la France et l'Europe entière. D'autres éléments ont également participé à l'ampleur de ce combat ouvrier, comme le mode de grève qui comprend pour la première fois de l'histoire une « autogestion » par les ouvriers grévistes qui travaillent alors à leur propre compte et produisent des montres dans leur usine, avant de les écouler lors de « ventes sauvages ».

de contre-pouvoir ; voilà qu'à Lip toute une série d'opérations de contre-pouvoir [s'est constituée] » ; « Prendre du pouvoir partout où c'est possible, afin de prendre tout le pouvoir dans une France de démocratie nouvelle ». Cette phrase est typique de la démarche petite-bourgeoise mettant les luttes prolétariennes sur le même plan que les luttes du peuple en général et la démocratie nouvelle, négligeant ainsi la place toute particulière de la dictature du prolétariat. Ce sont, sur le fond, les mêmes thèses que celles défendues par le P« C »F au sujet de la « démocratie populaire » ; thèses également reprises par le PCMLF dans sa brochure *En avant pour une démocratie populaire, où ils paraissent de manière camouflées* par la présence de la phrase suivante : ... *fondée sur la dictature du prolétariat !* C'est là que le bât blesse. Ainsi la GP abandonne le marxisme-léninisme-maoïsme et la dictature du prolétariat, tout comme l'ont fait avant lui le P« C »F et le PCMLF – ce dernier l'ayant mis de côté à partir du congrès de Puyricard.

Dans le deuxième chapitre de ce numéro des *Cahiers prolétariens*, il est marqué : « [il faut] défendre militairement le pouvoir populaire », avant qu'il en soit conclu que « à partir des forces locales, issues directement des masses, nous devons construire les milices clandestines, base du mouvement national » – point de vue correcte qui sera balayé six mois plus tard par la dissolution de la Nouvelle résistance populaire (embryon d'une armée populaire) et de la Gauche prolétarienne elle-même.

Du pouvoir ouvrier [et] de l'unité ouvrière [...] l'anti-syndicalisme n'est pas né d'un caprice. Il est sorti d'une pratique, il est sorti de la vie à la fin de Mai 68 dans la résistance ouvrière à la capitulation des syndicats.

Puis :

La gauche ouvrière est passée d'une pratique anti-syndicaliste à une autre : l'exercice du contrôle direct par la masse des ouvriers sur la direction de la lutte.

Conclusions :

Nous devons substituer à une organisation anti-syndicaliste [comme] l'UNCLA [Union nationale des comités de lutte

d'ateliers], un mouvement qui soit un lieu d'échange, qui soit le plus souple possible, un mouvement extra-syndical [qui soit] un initiateur de l'unité ouvrière et qui ne vise pas à organiser une tendance politique particulière.

La couleur est annoncée dans les thèses intitulées « Pour un mouvement du 12 octobre, *en quelque sorte* ». On peut y lire :

Chaque milieu social révolutionnaire construit son Mouvement du 22 mars.

Ces organismes n'ont pas besoin d'être doublés pour penser correctement. Il n'est donc pas question de doubler le comité de lutte par une cellule communiste.

Si l'organisation révolutionnaire est le seul lieu où se rencontrent les différents mouvements, cela crée une situation de monopole, propre au despotisme. Il est vital de doubler cette structure horizontale par des lieux de masse. Des lieux [comme des] Maisons pour tous [...].

Il n'y a pas de « révolutionnaires professionnels ». ¹⁹⁹

Plus loin dans « Regards occitans » on peut lire au sujet des alliances de classe :

Dans les régions comme la Bretagne ou l'Occitanie, la paysannerie joue un rôle de 'force principale' dans les luttes sociales. ²⁰⁰

Cette idée est fautive, tout simplement parce que la classe ouvrière est bien plus nombreuse que la paysannerie, bien qu'à certains moments celle-ci peut jouer le rôle de détonateur d'un mouvement plus large. Plus loin il est marqué :

¹⁹⁹ « Pour un mouvement du 12 octobre, en quelque sorte », *Cahiers prolétariens*, no. 2, janvier 1974, p. 28.

²⁰⁰ « Regards occitans », *ibid.*, p. 35.

Le centralisme démocratique est inconcevable comme modèle d'organisation en France en 1973. Seul un principe « fédératif » peut convenir.²⁰¹

Les auteurs continuent en se référant à la Commune de Paris, de Narbonne et de Marseille.

Notre critique du « nationalisme » comme fondement des mouvements des minorités ethniques conduit au fait que nous ne sommes pas pour la constitution de partis nationaux bretons ou occitans.²⁰²

Si ce raisonnement est juste, il s'ensuit que la réorganisation de la France ne peut se réaliser qu'à partir d'un plan central. Celui-ci devra être basé, d'un côté, sur l'enquête des besoins locaux et, de l'autre, sur les moyens « centraux » mis en œuvre pour que cette réorganisation – tendant à une répartition plus juste, plus équilibrée des moyens de productions, d'échanges, etc. –, réalisera également un équilibre plus juste entre le centre et les différentes régions, en tenant compte des particularités locales et en respectant le droit à l'autodétermination des peuples. S'il y a une chose que nous pouvons apprendre de cet extrait, c'est bien que ses auteurs, issus du MTA (Mouvement des travailleurs arabes), étaient tout à fait lucides sur les dangers du communautarisme, même si de notre point de vue la question de la réorganisation ne peut être posée en termes fédéralistes, à savoir anarchistes. Pour autant, les communistes défendent le droit absolu des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en ne souhaitant pas le « divorce ». S'il y a des partis nationaux, le parti communiste devrait tenir compte de leur existence et de leurs revendications. Pour l'instant, ils n'existent pas. En dehors de la Corse, où en absence d'un vrai parti capable d'organiser le front, il existe une myriade d'organisations indépendantistes et autonomistes de différentes tailles, il n'existe que des petites organisations très minoritaires.

²⁰¹ Ibid.

²⁰² Ibid.

Dans « De Besançon aux Monts Tsingkiang » on lit :

Un pouvoir populaire (prolétarien selon nous) ne pourra s'établir durablement qu'au prix de combats armés pour briser la réaction des vieilles classes exploiteuses : cette certitude nous vient de l'expérience de tous les mouvements populaires (et prolétariens) en France et dans les autres pays.²⁰³

Le défaut de la Gauche prolétarienne a été le même que celui de tous les groupes ayant refusé de reconstituer un parti communiste ou d'unir les maoïstes. Nous pouvons émettre une critique similaire à propos de ceux qui ne veulent pas voir que l'ancien mouvement marxiste-léniniste a fait faillite après avoir répudié le maoïsme. D'autres ont carrément abandonné la lutte ou ont rejoint la social-démocratie et les partis révisionnistes après la prise du pouvoir par Deng Xiaoping et la mise en place des politiques visant à restaurer le capitalisme en Chine. Pour revenir à la Gauche prolétarienne et ses erreurs : on repousse la reconstitution du parti ou on sème la division quand le processus est amorcé.

Les uns ne veulent pas voir ces défauts, ni ce qui a conduit à la liquidation de la GP – organisation pourtant si dynamique et si proche des idées maoïstes. Les autres ne s'intéressent qu'à la réactivation du courant marxiste-léniniste à travers le hoxhaïsme (tenants de l'expérience albanaise). Ils ne voient pas que ce courant n'a rien produit de neuf au niveau de la révolutionnarisation idéologique. Ne parlons même pas du manque de volonté chez les organisations hoxhaïstes d'utiliser, même de façon limitée, la violence révolutionnaire et d'essayer d'organiser cette violence dans le but de renverser la bourgeoisie, mettant ainsi en œuvre le slogan de Mao : « le pouvoir est au bout du fusil »²⁰⁴.

Conclusion

Le parti maoïste doit s'édifier sur des bases implantées dans les usines ; il faut aller là où sont les masses en lutte, entrer en contact avec les masses pour apprendre d'elles, et créer des organisations intermédiaires, c'est-à-dire de syndiqués et de non-syndiqués, puis incorporer dans le parti

²⁰³ « De Besançon aux Monts Tsingkiang », *ibid.*, p. 37.

²⁰⁴ Mao Zedong, « Problèmes de la guerre et de la stratégie », *Œuvres choisies*, tome II, *op. cit.*, p. 241.

maoïste les éléments les plus avancés. Il faut établir des bases d'appui sur une zone géographique ouvrière et populaire.

L'établissement de militants et de militantes dans les usines est plus difficile aujourd'hui qu'à l'époque de la GP, pour la simple raison que le chômage est cinq fois plus important que dans les années soixante et soixante-dix. Dans ces années-là, il était facile de retrouver du travail, même le lendemain d'un licenciement, alors qu'aujourd'hui on est tout sauf assuré d'en retrouver un. On est obligé d'accepter n'importe quel travail, puisqu'on risque d'être radié par l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi, ancêtre de Pôle emploi) si on refuse plus de deux offres d'emploi.

La crainte de perdre son travail sans pouvoir en trouver un autre freine la combativité des travailleurs. Enfin, les journées d'actions syndicales sans lendemain découragent les plus décidés à se battre.

Au vue de cette nouvelle situation, il faut reprendre la démarche des jeunes militants de l'époque et faire de l'agit-prop aux portes des usines. Un autre obstacle se dresse : la décentralisation des zones industrielles, artisanales ou commerciales. Si l'établissement est moins facile aujourd'hui pour les jeunes étudiants, il est toutefois nécessaire d'aller vers les masses, c'est-à-dire de sortir de la fac et de se rendre aux portes des usines, en choisissant les grandes centrales à forte concentration ouvrière, mais aussi les usines en grève et les usines où la menace des plans de licenciement se fait sentir. Il s'agit de mener une action prolongée et régulière afin d'obtenir, dans un premier temps, un ou plusieurs contacts et de faire correspondre la propagande aux besoins des masses de l'usine ou de l'entreprise.

Il faut essayer de lier les besoins et revendications des différentes couches de travailleurs dans l'usine. Pour autant, il faut lutter contre les pratiques des éléments réactionnaires de la hiérarchie, haïs par les masses, et gagner les cadres intermédiaires qui rechignent ou appliquent à contre-cœur les ordres d'en haut, la volonté des actionnaires.

Les augmentations de salaires doivent être basées sur le principe d'égalité et non au pourcentage, pour la simple raison que le « prix du beefsteak est le même pour tout le monde » et que les plus pauvres ont davantage de besoins insatisfaits.

De même, il faut lutter contre la politique d'accompagnement, de cogestion, voire de collaboration de classes de certains délégués timorés, comme doivent être combattus les mouchards, les délateurs, ou les flics

les plus réactionnaires du patronat. Il faut soulever la chape de plomb, la politique d'intimidation, l'attitude pessimiste, le travail de sape, les pressions, le chantage, tous organisés à l'intérieur de l'entreprise, afin de libérer l'initiative combative des masses. Il faut former un comité de lutte unissant syndicalistes de toutes tendances et éléments non-syndiqués pour préparer l'offensive contre le patronat. Le comité de lutte doit faire la distinction entre la masse des syndiqués et les éléments réformistes ; gagner la masse des délégués honnêtes, prêts à se battre sur des positions de classe, et qui seront de plus en plus nombreux au fur et à mesure du développement de la crise du capitalisme. Il faut distinguer « les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple »²⁰⁵.

Dans les quartiers, les masses populaires peuvent reprendre l'initiative. La révolte des banlieues a montré qu'« une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine »²⁰⁶, et que plus que jamais « on a raison de se révolter »²⁰⁷. Parallèlement on assiste à une croissance du mouvement de luttes dans les usines, malgré le chantage, la répression et le sabotage des réformistes.

Au fond « les masses veulent la révolution ». Il est évident que sans stratégie politique pour la conquête politique du pouvoir, sans parti, il est impossible de combattre le réformisme et le révisionnisme. Nier qu'il faut un parti de type nouveau, maoïste, c'est être condamné à refaire les erreurs spontanéistes de la GP.

Or, comme il a été dit plus haut, nous devons reprendre à notre compte les aspects positifs de cette organisation, son esprit combatif, sa liaison avec les masses, non seulement ouvrières mais plus généralement populaires. En effet, les communistes doivent se trouver dans toutes les couches de la société et lutter sous la direction du prolétariat et sur la base de sa stratégie, afin d'organiser les différentes couches du peuple au sein d'un front populaire uni, le troisième outil de la révolution, les deux autres étant le parti et l'armée populaire.

²⁰⁵ Mao Zedong, « Sur la juste solution des contradictions au sein du peuple », *Œuvres choisies*, tome V, *op. cit.*, p. 418.

²⁰⁶ Mao Zedong, « Une étincelle peut allumer la prairie » dans *Œuvres choisies*, tome I, *op. cit.*, p. 129-142.

²⁰⁷ Mao Zedong, « Lettre aux Gardes rouges de l'école secondaire relevant de l'université de Qinghua », *Mao Tsé-toung présenté par Stuart Schram*, *op. cit.*, p. 247.

La GP a posé plusieurs questions d'importance :

- Briser les cadences.
- Refuser l'augmentation au pourcentage qui creuse les écarts.
- Contre la militarisation du travail (chefs-flics...).
- Organiser la résistance populaire (« rendre coup pour coup »).
- Lutter contre la collaboration de classes dans les syndicats ; pour un syndicat de lutte de classe, reconstruit depuis la base (par ateliers).
- Préparer l'opinion publique pour la révolution.
- Multiplier les luttes (grèves sauvages, baisses des cadences, séquestration des hauts cadres et du patron, blocage de la production, ralentissement de la production, occupation de masses, voire sabotage).
- Résister à l'État policier.
- Lutter dans les centres d'éducation surveillée et les prisons.
- Rendre les délégués des comités d'atelier révocables à tout moment.
- Rendre l'AG souveraine.
- Passer à l'action directe, pas de dépôt préalable de grève.
- Élargir la grève (débrayage, information, etc.) sur les autres usines ou entreprises du secteur ou/et du groupe.
- Dénoncer les collabos du patron.
- Mener des actions exemplaires contre les éléments les plus réactionnaires.
- Affirmer la nécessité de la violence révolutionnaire.
- Unir les français et les immigrés.
- Dire stop aux expulsions des logements.

La Commune de Paris, la Résistance antifasciste, Mai 68 et la Gauche prolétarienne montrent la voie de la guerre populaire contre la bourgeoisie impérialiste

Il a été démontré que dans certaines circonstances on pouvait légitimement retourner les armes contre la bourgeoisie, ce qui s'était passé durant la Commune de Paris sur la butte Montmartre, où il y avait eu fraternisation entre la ligne (l'armée permanente) et la foule des communards, au point où ce sont les soldats de la ligne qui ont fusillé les généraux leur ordonnant de tirer sur la foule. La majorité des soldats du régiment a d'ailleurs intégré la Garde nationale et rallié la Commune.

Les partis de la II^e Internationale, qui étaient censés être les héritiers de la Commune, ont fini par oublier cette histoire et ont également oublié de se préparer à une future guerre inter-impérialiste. Pourtant des slogans antimilitaristes comme « guerre à la guerre » étaient largement diffusés. Les méthodes de lutte des pacifistes n'étaient toutefois pas adaptées et les partis socialistes, s'étant édifiés pendant une période de paix leur poussant en direction de la lutte parlementaire, se trouvaient incapables d'armer le peuple, voire même de le préparer à cette idée. Pourtant la lutte des viticulteurs du Midi en 1907 avait montré une fois de plus que l'armée pouvait basculer (le régiment du 17^e mettait les fusils crosse en l'air). La lutte révolutionnaire pouvait donc aider à la dislocation, même partielle, de l'armée permanente. Mais la bourgeoisie n'était pas vaincue et se préparait déjà à la contre-offensive. La Commune de Paris a pu consolider l'acquis de la défection du régiment de ligne en prenant le pouvoir et en armant le peuple lui-même ; armée populaire constituée par la fusion des éléments révoltés de l'armée permanente et de la Garde nationale. La principale erreur de la Commune a été de ne pas poursuivre immédiatement l'offensive contre Versailles, lui donnant le temps de se réorganiser. À cause de cette faute stratégique, les communards n'ont pas réussi à neutraliser une partie des troupes de ligne de l'adversaire ni à combattre la gendarmerie et la police réactionnaire de Valentin. Bien que les Prussiens auraient également intervenu dans le cas d'une offensive plus audacieuse de la part des communards, la guerre civile se serait transformée en une lutte de libération nationale.

Après ce bref passage historique à propos de la Commune, on peut rebondir sur ce que disait Lénine dès 1914 au sujet des partis de l'Internationale qui ne correspondaient plus du tout au nouveau type de guerre qui s'était développé vers la fin de la période d'édification relativement pacifique du capitalisme. Avec la naissance de l'impérialisme un nouveau repartage du monde était inévitable.

Le refus de se battre s'est maintes fois exprimé dans l'armée française, notamment pendant et après la boucherie de Verdun ; des moments de fraternisation ont eu lieu entre soldats français et allemands, bien qu'ils furent réprimés avec l'appui des sociaux-démocrates, tandis qu'en Russie, les communistes aidaient à la formation des comités de soldats. Ces événements ont aidé à désorganiser l'armée, à préparer la dislocation de l'armée impériale du tsar, et à former les embryons de la future armée révolutionnaire.

En France, après l'armistice, les ouvriers révolutionnaires du parti socialiste se battirent pour le soutien à la Révolution d'Octobre. Les chefs socialistes de la II^e Internationale refusèrent toutefois d'adopter les vingt-et-une conditions pour l'adhésion à la III^e Internationale.

L'histoire du PCF, c'est la juxtaposition de lignes opportunistes et révolutionnaires. Tout au long de son histoire, le Parti communiste français a échoué dans la construction et le maintien d'une véritable politique d'appui sur ses propres forces, c'est-à-dire d'indépendance vis-à-vis des forces sociale-démocrates, bourgeoises. Il ne réussit pas à formuler une stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir et de sa préparation. Il n'a jamais eu de stratégie au sujet des questions militaires. Pour autant, l'histoire de la Résistance est riche d'enseignements tant sur le plan militaire – la guerre de guérilla, les maquis et les groupes dans les villes avant l'insurrection – qu'au sujet des formes de pouvoir populaire en place juste après la Libération.

Il a manqué au PCF un théoricien du gabarit de Marx et d'Engels – fondateurs du matérialisme historique –, de Lénine – théoricien du mouvement communiste à l'époque de l'impérialisme – ou de Mao Zedong, qui par ses apports a posé le troisième jalon du marxisme. C'est le président Gonzalo qui a défini le maoïsme comme étant ce troisième jalon, en mettant en avant les apports du grand révolutionnaire chinois. Après avoir étudié la situation spécifique péruvienne, il a tracé la voie de la révolution

en appliquant le maoïsme aux conditions concrètes de son pays, le Pérou, avant d'en avoir fourni la pensée guide.

Dans notre contexte, c'est surtout l'histoire de la Gauche prolétarienne qui nous intéresse. C'est la seule organisation qui a su déverrouiller le cloisonnement imposé par les révisionnistes ; la seule organisation qui a ébranlé momentanément la forteresse du PCF, encore puissante à ce moment-là. Comme nous l'avons vu, elle a réussi, n'est-ce que brièvement, à ébranler le despotisme patronal dans l'entreprise. Elle a également commencé à attaquer l'autorité de la bourgeoisie en mettant en pratique la nécessité de la violence révolutionnaire, même si ses actions ont été limitées et que la NRP n'a pas su aborder la question de la guerre populaire et faire le bond qualitatif vers son déclenchement véritable.

Bilan idéologique, politique et militaire pour préparer l'avenir

Comme l'a dit Engels « La Commune de Paris [...] était la dictature du prolétariat »²⁰⁸.

Sur le plan idéologique, la Commune de Paris a montré plusieurs choses, dont notamment l'esprit de la lutte qui compte sur ses propres forces, à savoir sur la base de la guerre sociale. La Commune de Paris était dirigée par le prolétariat, bien qu'elle n'ait pas eu le temps de tisser une alliance avec la paysannerie pauvre. Elle a lancé un appel en ce sens, bien qu'il ne pouvait aboutir parce que la Commune manquait un parti, une pensée guide et un chef – Blanqui était alors en prison.

Sur le plan politique, la ligne de la Commune s'approchait du fédéralisme, ce qui l'a empêché de prendre la décision de saisir l'or déposé à la banque de France, ne voulant pas dilapider le patrimoine commun. Bien que le gouverneur de la Banque de France fût nommé par le gouvernement communal, celui-ci continuait à se considérer comme un débiteur au même titre que Versailles. C'est précisément ce que Marx lui reprocha : « il fallait prendre l'or de la Banque de France ». En effet, cela aurait été un important moyen de pression vis-à-vis de la petite et moyenne bourgeoisie encore hésitante.

Sur le plan économique, la Commune fit des réformes en peu de temps : fini le travail de nuit pour les femmes et les boulangers, remise entre les mains des ouvriers les entreprises abandonnées par les fuyards.

²⁰⁸ F. Engels, « Introduction à *La guerre civile en France* », *op. cit.*, p. 18.

Comme le disait Marx, la Commune réalisa un « gouvernement à bon marché », payant les fonctionnaires sur la base du salaire le plus élevé de l'ouvrier, élisant les juges et remplaçant la police et l'armée par le peuple en armes.

Sur le plan militaire, la Commune était dirigée par le comité central élu de la garde nationale. Le peuple était enfin en armes, mais l'ultra-démocratie de la Commune empêcha l'élaboration d'un plan stratégique d'ensemble visant à « marcher immédiatement sur Versailles » pour écraser dans l'œuf la contre-révolution. La racine de ces défauts est encore le fédéralisme. La même erreur se reproduira d'ailleurs en Espagne où les anarchistes détenaient le pouvoir réel à Barcelone, mais refusaient de l'assumer et de concentrer leurs forces sur le front principal à Madrid pour contrer les troupes franquistes.

Comme nous l'avons vu, le PCF ne s'est pas libéré de ses conceptions pacifistes et électoralistes. Elles l'ont empêché d'avoir une stratégie claire concernant la prise du pouvoir. Le parti n'a pas su mener une guerre populaire prolongée sous la direction du prolétariat, incluant les couches non ouvrières et la petite bourgeoisie des villes et de la campagne. Au moment du Front populaire, la classe ouvrière et son parti n'ont pas assumé le rôle dirigeant, laissant cette place à la social-démocratie et aux forces du centre-gauche, ouvertement bourgeoises. Il n'y a donc pas eu de situation de double pouvoir. Pire, la classe ouvrière est désarmée alors qu'elle fait face au double assaut de la bourgeoisie et de l'agresseur hitlérien.

Mais à l'époque, le parti repose encore sur certaines bases marxistes, lui permettant d'amorcer un mouvement de rectification. Ainsi il parvient, dans un premier temps, à diriger la Résistance antifasciste, bien qu'il ne réussit pas à s'opposer à l'hégémonie politique du général de Gaulle. Face à cette situation, il décide de passer un compromis pour les années d'après-guerre... mais à quel prix ? Nous avons vu qu'au cours de son histoire, alors que le prolétariat était à la tête des masses armées, alors qu'il exerçait la justice populaire et dirigeait de nombreux comités de libération, le PCF s'enfonçait doucement dans la voie du crétinisme parlementaire. Il abandonne un par un les principes marxistes-léninistes, comme la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique, la violence révolutionnaire, etc.

Sur le plan idéologique, le courant maoïste en France reprendra l'idée de l'étape intermédiaire de démocratie populaire. Ceci aboutira à la liquidation du parti et à la mise en place d'une politique de front uni sans principe. La Gauche prolétarienne réussira toutefois à mener une lutte idéologique correcte sur un certain nombre de points, en comptant sur ses propres forces et en mettant tout en œuvre pour que la classe ouvrière reconquiert son autonomie par rapport à la bourgeoisie et les forces révisionnistes, social-démocrates et opportunistes. Malheureusement, c'est la ligne anarchisante qui finira par dominer l'organisation et à la liquider.

Sur le plan militaire, la GP posera les premiers jalons théoriques et pratiques de la préparation à la guerre populaire.

Les leçons pour l'avenir

Comme il a été dit, le parti maoïste doit se construire sur la base des cellules d'usine, afin de rentrer en contact avec les masses ouvrières les plus avancées. Il doit se lier aux couches sociales engagées dans la lutte et doit les gagner à l'idée de la nécessité d'un parti qui se prépare, sur le plan idéologique, à une longue période de résistance face aux forces contre-révolutionnaires, ainsi qu'à l'idée que l'on ne pourra les vaincre que si nous lançons une guerre populaire. C'est pourquoi le parti ne peut être que clandestin, ne pouvant avancer qu'à travers les organismes déjà existants, y former des petits noyaux clandestins de gens de confiance, et développer à partir de là un réseau clandestin plus difficile à repérer. Ces noyaux, comme le disait Lénine, devront se trouver près des masses, les aidant à s'organiser, à mener des luttes revendicatives victorieuses, à se dégager peu à peu de la mainmise et de la pression des révisionnistes comme des opportunistes. Ce qu'il faut au prolétariat et ses organismes, ce sont des noyaux de militants et de militantes déterminées, montrant la voie menant vers la victoire sur l'ennemi de classe.

En ce qui concerne le mouvement syndical, les directions accompagnent plus qu'elles ne combattent les mesures patronales. Celles-ci se durcissent au fur et à mesure que les contradictions s'aiguisent entre les impérialistes, entre les multinationales, entre ces multinationales et les capitalistes plus petits, entre la bourgeoisie nationale des pays opprimés et la bourgeoisie compradore et bureaucratique. La ligne développée par les directions syndicales est à l'opposé de celle tenue par le syndicat de classe

dont les ouvriers ont tant besoin. En effet, le problème de la conquête d'une véritable autonomie de classe passe par la reconstitution de ce syndicat de classe. Pour y parvenir, il faudra mener la lutte dans les syndicats existants, sans oublier la lutte parmi les non-syndiqués qui forment toujours la majorité des travailleurs et des travailleuses. La tâche consistera ensuite à constituer des cellules communistes maoïstes clandestines et, dans certaines circonstances, des organisations de lutte autonomes. C'est la prolétarianisation continue du parti qui, à travers les cellules maoïstes dans les entreprises, permettra à cette force nouvelle, à ce syndicat de classe, de se développer. Tant que nous préservons nos *principes* organisationnels – de précaution et de clandestinité – qui garantissent une meilleure préparation aux étapes plus avancées de la lutte, nous ne devons pas avoir d'*a priori* quant aux *formes* d'organisation. Cela nous permet d'avoir une attitude souple avec des forces amies dans diverses couches sociales, se trouvant sur différents fronts de lutte. Le front uni devra se constituer sur cette base, intégrant les réseaux pour faire bloc ensemble. Ce qui compte, c'est d'oser lutter, d'oser vaincre.

L'histoire de la Commune, de la Résistance et des années 1968 montre que nous sommes capables d'avancer ; l'histoire de la révolution d'Octobre, de la révolution chinoise et des guerres populaires d'aujourd'hui témoigne de notre disposition à prendre le chemin de la Révolution, et indique la nouvelle vague révolutionnaire qui se développe de plus en plus à travers le monde. Le monde capitaliste, impérialiste, est condamné ; il s'enfonce dans les profondeurs de la crise. Mais en courant vers sa perte, il tentera de nous entraîner avec lui dans l'abîme.

Addendum à l'édition publiée en 2009 des premiers *Cahiers du Maoïsme*

Cahiers du Maoïsme, no. 1, p. 68-71.

Postface

En 1980, la gauche arrive au pouvoir avec en tête les sociaux-démocrates, alliés au PCF. Mitterrand a défini son objectif : réduire l'influence du PCF, lui faire perdre son électorat. De 1981 à 1984, plusieurs ministres « communistes » vont gérer le capitalisme. On connaît la suite. Les partis de gauche dont le PCF perdront les élections présidentielles de 2002, non pas par division, mais parce que les promesses électorales des campagnes précédentes n'avaient pas été tenues, parce que le chômage avait considérablement augmenté, etc.

Devant la montée du Front national, et bien que l'extrême droite ne totalisât que 5 millions de voix contre le double pour les partis « républicains » du PS et de la droite, le parti communiste appela à voter Chirac, élu à 82 % des voix sur 70 % de votants. Bien qu'élu président grâce aux voix de la gauche et de l'extrême gauche, Chirac accéléra la restructuration capitaliste en prenant des mesures en conséquence, comme une première attaque envers le système des retraites, l'augmentation de la *contribution social généralisée* (CSG), la diminution des remboursements de santé – négociée avec la CFDT –, la mise en place d'un nouveau contrat social (loi Borloo) et des « maisons de l'emploi ».

Malgré l'appui de la majorité du PS et de la CFDT en faveur du projet de constitution européenne, malgré la bienveillante « neutralité syndicale » que tenta de faire passer la direction de la CGT, le mouvement ouvrier et populaire a voté massivement contre les traités lors du référendum en 2005. C'était le premier désaveu du prolétariat et du mouvement populaire.

Malgré cela, comme nous l'avions prévu et écrit dans notre presse, la bourgeoisie et le gouvernement de droite ont poursuivi leur offensive. De nouvelles mesures étaient prises, soi-disant pour enrayer le chômage. Des nouveaux types de contrat de travail ont succédé aux précédents. Le premier, le CNE – Contrat nouvelles embauches –, reçut l'aval de la CFDT.

Il concernait les jeunes de moins de 26 ans, embauchés dans les entreprises de moins de vingt salariés, lesquelles pouvaient se séparer d'eux sans préavis de licenciement. La CGT et FO, bien qu'opposées à cette réforme, étaient impuissantes. Pourtant, il y avait eu d'importants mouvements, comme celui dans l'Éducation nationale ou encore contre la réforme des retraites. Au lieu d'appeler au blocage de l'économie capitaliste par la « grève générale », les grands syndicats préféraient rester dans la légalité en prônant le dépôt de préavis lors des journées d'action et en divisant les mobilisations par secteur, empêchant ainsi tout mouvement généralisé. Les travailleurs et travailleuses ne faisaient que perdre des journées de salaires, n'obtenant rien en retour. Le découragement et l'amertume gagnaient du terrain.

Les partis de gauche n'avaient aucune perspective à offrir, si ce n'était d'attendre la prochaine échéance électorale, en 2007, pour essayer de mettre à la tête de l'État capitaliste un gouvernement « progressiste » à la place de la majorité de droite. C'est ce qu'on appelle l'alternance ; celle que nous avons vue à l'œuvre depuis plusieurs décennies.

La révolte des banlieues

La misère et le fort taux de chômage parmi les jeunes dans les quartiers populaires (40 %) s'accompagnent d'une répression de plus en plus forte. La mort de deux jeunes par électrocution et la brûlure d'un troisième après une poursuite injustifiée par la police à Clichy-sous-Bois, ont provoqué la révolte des banlieues en 2005. Cette révolte a soulevé la chape de plomb qui écrasait alors le prolétariat.

À cette occasion les partis ont dû se positionner vis-à-vis des révoltés. La majorité a mis l'accent sur les « excès » des émeutiers, appelant au calme dans un esprit de condamnation de la violence utilisée par les masses dans leur refus de l'oppression et de la répression. Lors de ces événements, la bourgeoisie a arrêté plus de 3 000 jeunes dont 600 qui ont été condamnés à des peines allant d'un mois – avec sursis – à huit mois ferme.

La lutte des étudiants et lycéens contre le CPE²⁰⁹

Avec l'annonce du projet de loi sur le contrat première embauche (CPE), il a été de nouveau démontré qu'« une étincelle peut mettre le

²⁰⁹ Le contrat première embauche (CPE) était une proposition de loi prévoyant la création d'un nouveau type de contrat de travail pour les moins de 26 ans. Présenté par le gouver-

Addendum à l'édition publiée en 2009 des premiers Cahiers du Maoïsme

feu à toute la plaine ». La révolte qu'elle déclencha fut suivie par toute la jeunesse étudiante et lycéenne. L'occupation de la Sorbonne conduit l'État à envoyer les CRS pour déloger les occupants, le quartier étant toujours bloqué un mois après. Cela ne freinait pas la détermination des étudiants et des lycéens. Le mouvement qui était parti de la fac de Rennes II, s'était étendu à Toulouse et à Nanterre, atteignant plus de 70 universités et bloquant plus de 700 lycées. Dans toute la France, la jeunesse était dans la rue. 70 % de la population était contre le CPE. Chacun se sentait concerné non seulement pour l'avenir de ses enfants, mais aussi parce qu'à travers cette première mesure on pouvait déjà entrevoir les réformes à venir, à savoir la démolition du Code du travail, ainsi que la suppression de tous les acquis obtenus par la lutte du prolétariat. Les manifestations s'amplifiaient de jour en jour pour atteindre 3 millions de personnes le 28 mars. La provocation de Chirac à la télé en remettra autant dans la rue le 4 avril.

Le développement du corporatisme et du fascisme moderne se concrétise dans l'État policier

Les maoïstes de France et d'Italie qualifient les États impérialistes comme des États mettant en place une nouvelle forme de fascisme, le fascisme moderne.

La différence entre le fascisme moderne et le fascisme ancien c'est que le fascisme ancien avait devant lui l'URSS et des partis communistes puissants, organisés dans la III^e Internationale. Pour barrer la route au communisme, qui était alors porté par l'enthousiasme des masses pour une société nouvelle, la bourgeoisie avait pour objectif de détruire les partis et organisations ouvrières, puis de les remplacer par des organisations fascistes permettant d'encadrer les masses. Le fascisme ancien était la dictature terroriste ouverte du capital financier.

Aujourd'hui, le camp socialiste a été liquidé tandis qu'en Russie, dans les pays de l'Est et en Chine, le capitalisme a été restauré. La conséquence en est le recul idéologique des mouvements de libération natio-

nement comme un contrat permettant aux entreprises de prendre moins de risques lors de l'embauche des jeunes, et donc de favoriser leur insertion professionnelle, il permettait en réalité aux employeurs de pouvoir licencier à tout moment un employé, sans devoir fournir de justification, et sans que cela ne lui ouvre le droit à des indemnités. L'opposition et les importantes manifestations contre ce texte firent reculer le gouvernement. La loi fut retirée.

nale et anti-impérialiste. Les partis communistes sont devenus des partis sociaux-démocrates menant une politique de collaboration de classe. Ce ne sont plus que des partis de gouvernement, de simples appendices des partis sociaux-démocrates. Ils s'allient aux opportunistes de tout poil, comme aux trotskistes qui se présentent comme la gauche de la gauche. Quand elle était au pouvoir, la politique de cette gauche sociale-démocrate avait déjà bien entamé les acquis sociaux en accompagnant les restructurations capitalistes. Il suffisait à la droite de poursuivre ce travail en accompagnant l'accélération du capitalisme à l'échelle mondiale et en Europe. S'appuyant sur les conciliateurs – les « partenaires sociaux » –, la bourgeoisie a pu mettre en place de multiples commissions paritaires, comme l'UNEDIC, qui ont rogné les droits sociaux dont notamment les allocations chômage. L'État a créé des formes corporatives de participation à l'économie capitaliste, « les maisons de l'emploi », qui ne se contentent pas de gérer l'accès au travail, mais sont également chargées de fichier la population, particulièrement celles et ceux qui habitent les quartiers populaires. Dans ces maisons de l'emploi sont intégrés l'Assedic, l'ANPE, les éducateurs, la police, les représentants du patronat local, les associations d'encadrement culturels et sportifs ainsi que les psychologues et les sociologues. Ainsi se met en place une corporation de gestion de l'emploi, chargée d'encadrer et d'espionner la population. Cette forme corporative est tout à fait pernicieuse car elle est présentée comme moyen de résoudre le problème de l'emploi et de la sécurité. La candidate de la gauche aux élections présidentielles de 2007, Ségolène Royale, souhaite même aller plus loin : elle veut rendre la syndicalisation obligatoire et entériner la gestion des conflits sociaux à travers les négociations entre directions syndicales et patronat. Cela s'appelle la « cogestion », autre forme de corporatisme. Contrairement aux méthodes de l'ancien fascisme, les organisations ouvrières d'aujourd'hui n'ont pas besoin d'être détruites. D'autre part, l'État durcit la répression tout en augmentant les effectifs et moyens de la police et de la justice, mesures appuyées par les réformistes de tout poil qui en demandent encore plus. Ainsi, le programme de Le Pen est appliqué par petite touche au nom de la sécurité. C'est de cette manière que le processus de construction du fascisme et du corporatisme moderne se met en route. Mais quand il y a oppression, il y a résistance.

De la révolte des banlieues à la révolution prolétarienne

Pouvons-nous dire que la révolte des banlieues et le mouvement contre le CPE sont les prémisses de la guerre populaire, ou font partie du processus qui y conduira ? Oui, ce sont des événements préfigurant la guerre populaire !

Les jeunes des banlieues ont osé se révolter sans organisation, car les organisations existantes avaient depuis longtemps abandonné le travail politique révolutionnaire dans les quartiers, pour la simple raison qu'elles avaient peur de la rage qui s'est plus tard transformée en violence. Elles ont appelé au renforcement de la police, de la justice, demandant toujours plus de moyens pour neutraliser cette colère, cette rage ; pour pacifier la jeunesse désespérée. Ceci explique pourquoi les pacifistes et les conciliateurs sont d'emblée rejetés par les jeunes des banlieues. Ils mettent l'accent sur les « excès » et non sur la révolte elle-même qui, à leurs yeux, n'est jamais assez « politique ». La révolte de la jeunesse populaire est pourtant dirigée contre tous les vrais « excès » de la bourgeoisie. D'un autre côté on peut dire que la violence en est encore à une phase inférieure ; il n'y a d'armes que du côté des forces de la police. Or la violence existe aussi du côté des émeutiers, bien qu'elle revêt encore qu'un caractère symbolique, plus tard repris durant la lutte contre le CPE. Au contact des jeunes radicaux du mouvement étudiant et lycéen, une partie des « casseurs » commence à utiliser la violence en ciblant mieux de mieux en mieux leurs adversaires.

Le mouvement lui-même emploie une violence limitée. Il s'agit surtout d'une violence défensive contre l'appareil d'État. La direction du mouvement contre le CPE échappe en partie aux organisations établies, qui y exercent toutefois une certaine influence par l'intermédiaire des syndicats. Les syndicats sont obligés de suivre le mouvement car ils y ont intérêt. L'exemple le plus marquant est celui de la CFDT, qui redore son blason en prenant la tête du soutien envers les manifestants. Cette manœuvre lui permet d'oublier sa prise de position en faveur du contrat nouvelles embauches, faisant bien attention de ne plus en parler. Le CPE a également aidé la direction de la CGT dans sa préparation du 48^e Congrès, étouffant l'opposition interne à son orientation conciliatrice. Aujourd'hui la direction de la CGT souhaite construire une « nouvelle » internationale syndicale, dont le programme serait la gouvernance du monde qu'elle par-

tagerait avec les instances internationales comme l'ONU, le FMI, l'OMC, etc. Le mouvement lui-même est traversé par la lutte idéologique, notamment au sujet de la violence et de la question de l'offensive à mener contre le système lui-même plutôt que seulement contre le gouvernement en place.

Confronté à la contestation, le gouvernement a été obligé de reculer d'un demi-pas en abandonnant le CPE, tout en proposant d'autres « cadeaux » aux patrons qui, paraîtrait-il, les inciteraient à embaucher. Bien-sûr, on avait déjà entendu cette chansonnette par le passé – sous des gouvernements de gauche comme de droite –, mais cela n'a pas empêché à la jeunesse et aux travailleurs venus les soutenir, de prendre conscience de leur propre force. La jeunesse a secoué les vieux appareils réformistes et révisionnistes et les a contraints, dans un premier temps, à remettre en cause le CNE auquel certains avaient souscrit comme la CFDT. D'autres, à l'image de la CGT, avaient refusé de déclencher le blocage du système économique ; blocage qu'il s'agit de ne pas confondre avec la grève générale insurrectionnelle, aboutissement de la guerre populaire prolongée.

Cette guerre populaire prolongée, encore larvée, a commencé par la révolte des banlieues. Elle s'est poursuivie par la lutte de la jeunesse contre le CPE – un pas de plus à l'intérieur de ce même processus de guerre. Les éléments les plus radicaux, les plus conscients, posent le problème du CNE et de la loi sur l'égalité des chances (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans, etc.). Les éléments les plus avancés au sein du mouvement ont tenté d'organiser des comités de lutte et d'action. Ces luttes successives – révolte des banlieues, puis combat des étudiants et lycéens contre le CPE – ont eu l'appui et la sympathie de la majorité de la population. Cette offensive contre la bourgeoisie montre que la phase d'initiation à la « guerre populaire » est amorcée. Ce ne sont certes encore que les prémisses de la défense stratégique elle-même. Elles n'en forment que les premiers ingrédients. Il manque encore beaucoup de choses. Le grand absent reste l'élément subjectif, en tout premier lieu un parti communiste maoïste plus puissant que celui qui mène la lutte en ce moment. Il manque des organisations de masses authentiquement révolutionnaires, guidées par le parti et liées aux masses ouvrières et populaires. Sous la direction d'un tel parti et d'un authentique mouvement de la jeunesse révolutionnaire, les jeunes des banlieues sauront emprunter la voie de la guerre populaire.

Malgré la quasi-absence de parti, d'organisations de la jeunesse et d'unités combattantes, les jeunes des quartiers populaires ont montré que les fils et les filles de prolétaires étaient capables, même sans organisation, de généraliser leur mouvement de révolte contre l'appareil répressif de l'État et le système d'exploitation. Un an après, il semble que les jeunes aient appris de nombreuses leçons grâce à leur propre pratique et après une répression massive. Ils sont passés de l'affrontement direct avec les forces de la police, à des méthodes plus défensives, en attendant de pouvoir « frapper avec des forces supérieures ». Pourtant ils n'ont pas lu les écrits militaires de Mao Zedong ; ils sont loin d'être maoïstes.

Les jeunes révolutionnaires, les jeunes maoïstes doivent donc aller vers les masses pour apprendre d'elles à travers la pratique. Ils doivent y apporter leurs analyses, car les communistes ne partent jamais de nulle-part. « L'ancien doit servir le nouveau », et non le contraire – « le nouveau ne doit pas revenir à l'ancien ».

La ligne maoïste en France

Cahiers du Maoïsme, no. 2, p. 3-15.

Introduction

Lors d'une première réunion des sympathisants du parti, nous avons débattu pour déterminer les différences entre la ligne maoïste et celle des autres organisations en France.

Cet article vise à synthétiser le contenu de ces débats et à répondre aux interrogations soulevées par les sympathisants. Nous sommes convaincu que la confrontation des idées est possible si on est armé de notre idéologie et que nos idées sont appuyées par l'expérience des masses.

Le présent article a été rédigé en prenant en compte les six thèmes qui sont apparus au fil des discussions, et a donc été organisé en six sections distinctes. Tout d'abord, nous avons voulu aborder la position des maoïstes concernant la situation politique globale, puis la manière dont notre ligne se distingue des autres sur la nature de l'État dans les pays impérialistes, prenant en compte la question du fascisme moderne et de l'État policier – notions délaissées par d'autres qui préfèrent parler de « fascisation », de « démocratie musclée » ou encore de « contre-révolution préventive ». Après avoir abordé ces sujets, nous avons tenté de formuler notre ligne stratégique concernant la guerre populaire dans les pays impérialistes pour la prise du pouvoir. Parallèlement à cela, nous avons décrit nos objectifs et méthodes concernant l'éducation des prolétaires et des couches populaires dans l'esprit du communisme ; nous avons également traité la question des syndicats autonomes, appartenant à la classe ouvrière avec, notamment, des nouvelles organisations qui ont émergé en Italie (COBAS) ; pour finir, nous avons analysé la situation syndicale telle qu'elle se pose actuellement en France, ainsi que la situation des jeunes universitaires et celle des quartiers populaires.

Chapitre 1

Sur la situation globale

La contradiction **fondamentale** au niveau mondial est la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat ; la contradiction **principale** est donc celle entre pays opprimés et pays impérialistes – connus pour leurs pillages en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et centrale. Aujourd’hui c’est dans les pays opprimés de ces continents que se développe la **guerre populaire prolongée dirigée par des partis maoïstes** : Pérou, Inde, Népal, Bangladesh, Bhoutan, Turquie, Philippines.

C’est le devoir des révolutionnaires de suivre la situation dans ces différents pays avec le plus grand intérêt, de soutenir ces mouvements, d’étudier ce qu’est le maoïsme lorsqu’il se déploie dans la réalité, c’est-à-dire en tant que mouvement portant des coups véritables aux impérialistes, et doté d’un objectif révolutionnaire.

Les médias bourgeois se trouvent aujourd’hui dans l’obligation d’en parler, comme France 5 qui a été amené à diffuser une émission sur la guerre populaire en Inde. Alors qu’au début de l’émission nous sont présentées des images d’un défilé de paysans pacifistes, il nous est également montré un général de l’armée indienne envoyant 100 000 soldats du Cachemire vers les zones libérées de l’État du Chhattisgarh (entre autres) pour tenter de réprimer les naxalites [maoïstes indiens] et les populations révoltées. Cet extrait montre que les naxalites représentent le danger principal pour l’État indien. La guerre populaire se déroule dans plus de la moitié des États indiens, et un travail politique se développe également dans les villes (avec, pour preuve, l’arrestation récente d’un dirigeant à New Delhi).

La crise financière en cours est avant tout une crise de surproduction. Le secteur de l’immobilier repose entièrement sur le système du crédit ; or aujourd’hui la surproduction de biens immobiliers, comme les maisons et les appartements, est supérieure aux possibilités d’achat des ménages et de remboursement de leurs dettes. Par conséquent ces derniers se font expulser de leurs logements, ce qui fait augmenter sans cesse le nombre de maisons vacants à vendre, provoquant la ruine d’autres individus encore, mis au chômage par les délocalisations, les licenciements de masse, la hausse du coût de la vie, etc. La misère augmente même dans les

pays impérialistes et vient frapper une frange importante de la population (sans papiers, SDF, travailleurs pauvres/précaires, c'est-à-dire celles et ceux qui ne peuvent joindre les deux bouts), alors que nous vivons dans un des pays les plus riches au monde.

Tous les pays impérialistes prennent part à l'extraction et à la consommation de cette richesse, puisée dans les pays opprimés. Pourtant aujourd'hui le développement des sciences et des techniques permettraient à tous les habitants de la planète de bénéficier de ces richesses et d'être parfaitement heureux. Certes les maladies et la mort ne disparaîtront pas ; mais il est possible de résoudre tous les autres problèmes pour le bien de l'humanité, comme il est possible d'alléger au maximum les travaux les plus pénibles.

C'est précisément dans cette situation que les forces révolutionnaires – et notamment les maoïstes – ont un rôle à jouer. On voit que dans cette situation plus que difficile les masses ne restent pas inactives ; ni dans notre pays, ni dans d'autres comme par exemple en Italie.

Ailleurs dans les centres impérialistes, y compris aux États-Unis, se développent de plus en plus de mouvements de colère et de révolte, liés à l'aggravation objective des conditions de vie dont souffrent les gens. C'est justement dans ce contexte que nous devons concevoir le rôle des maoïstes. Nous n'en sommes pas encore à l'étape à laquelle se fusionneront les idées révolutionnaires – les idées maoïstes – et celles des masses luttant non seulement contre le gouvernement, mais prenant de plus en plus conscience de la trahison des forces réformistes et révisionnistes, c'est-à-dire du PS et du PC.

Il existe en France un mouvement trotskiste hétéroclite toutefois puissant, qui tente de prendre la place du PC partiellement écroulé. Les trotskistes français opèrent à l'intérieur du système électoral en affirmant, pour se justifier de cette présence, que le jour où ils seront plus nombreux ils prendront le pouvoir. Il est pourtant évident qu'en prônant la voie électorale ils ne gagneront jamais la majorité à leur cause. De plus, même en cas de fort soutien populaire aux plateformes électorales trotskistes, l'appareil d'État bourgeois ne se laissera pas faire – n'oublions pas les nombreux coups d'État contre des gouvernements socialistes, ainsi que le rôle de l'armée, de la police et de la surveillance du territoire.

Lorsque les gens s'élèvent contre la répression, ils se retrouvent devant les tribunaux. Aujourd'hui la bourgeoisie n'hésite pas à qualifier les révolutionnaires les plus engagés de « terroristes ». De la même manière, elle frappe les syndicalistes, comme à Continental²¹⁰, par de fortes amendes à payer, alors qu'en Guadeloupe et en Kanaky elle les envoie en prison. Voilà grosso modo la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Nous devons analyser la nature et la composition du prolétariat à notre époque. C'est une classe qui a sans cesse évolué depuis son émergence après la fin de l'époque féodale.

Lorsqu'on regarde la situation en France, le prolétariat est majoritaire dans divers secteurs, et même dans le secteur tertiaire qui connaît une augmentation constante depuis plusieurs décennies (services, etc.). Il y a dans les différentes branches du tertiaire de nombreux travailleurs précaires, tout comme on en trouve dans le secteur industriel.

On voit de plus en plus d'intérimaires qui sont embauchés pour de petites missions ; d'autres vont de CDD en CDD ; etc. Lors des précédentes vagues de licenciements, comme à Tours dans l'entreprise SKF²¹¹, les intérimaires, puis les CDD ont été les premiers à avoir été congédiés. Il y a entre 4,5 à 5 millions de chômeurs en France²¹² ; ce sont là les chiffres officiels, n'incluant même pas les précaires non recensés.

L'armée de réserve que représente la masse des chômeurs permet au patronat de ne pas augmenter les salaires. Combien de fois avons-nous pu entendre, en essayant de négocier notre salaire avec notre patron : « Si tu n'acceptes pas ce travail, il y en a qui attendent pour prendre ta place » ?

²¹⁰ Suite à l'annonce de la fermeture en 2009 de l'usine de pneus allemande Continental à Clairoux, dans l'Oise, les 1 120 ouvriers (qui se donneront le nom de « Conti ») mèneront une lutte pendant 3 ans, occupant le site et manifestant pour le droit au maintien de leur travail. En avril 2009, 200 Conti ont occupé la sous-préfecture de Clairoux, et 6 d'entre eux ont écopé des amendes allant de 2 000 à 4 000 euros pour des soi-disant « saccages ».

²¹¹ En 1993, l'usine de Tours du groupe suédois SKF licenciera 164 ouvriers de manière particulièrement inhumaine, que la presse nommera le « licenciement taxi ». Les ouvriers étaient accueillis le matin par un responsable RH les informant de leur licenciement, ainsi que de leur interdiction de rester sur le site. Un taxi les attendait pour les conduire vers un centre de reclassement.

²¹² Ce texte date de 2012. Au premier trimestre de 2022, le nombre de demandeurs d'emploi était de 6,3 millions. Le nombre de précaires non-recensés est également beaucoup plus important aujourd'hui, dû à l'explosion du travail indépendant (qui représente aujourd'hui 12 % de la population active française). Cette nouvelle réalité du monde du travail tend à cacher un grand nombre d'emplois de misère, tels les chauffeurs VTC ou les coursiers.

Voilà toute une partie de la population qui est directement touchée par cette menace. Le chômage est au cœur de la contradiction fondamentale entre le capital et le travail.

L'expérience du monde des chômeurs est importante – c'est une expérience tout sauf facile, avec une précarité générant une situation d'instabilité. Cette situation précaire se retrouve également au travail, notamment au niveau de la possibilité d'organiser les chômeurs. Bien qu'il leur soit possible de trouver un travail temporaire, la nature du contrat et la peur d'être renvoyé freinent souvent l'organisation de ces individus. Aussi ne faut-il pas oublier le travail dans la classe ouvrière proprement industrielle, qui reste la priorité en terme d'organisation, car ayant une conscience de classe généralement plus élevée. Or, cette attention toute particulière pour la classe ouvrière industrielle qu'il nous faut préserver dans notre travail politique ne devrait pas nous pousser à négliger le travail avec les chômeurs.

Ici, il s'agit de creuser plus en profondeur la notion du prolétariat. Le prolétariat, ce n'est pas seulement la classe ouvrière mais bien tous ceux qui sont engagés dans le processus de production capitaliste – par exemple, les individus travaillant dans le secteur du nettoyage font intégralement partie du prolétariat car ils participent au processus d'élimination et de recyclage des déchets qui seront, à une étape ultérieure, réintroduits dans la production industrielle ou agricole. Marx avait dit la même chose à propos des conducteurs de trains qui transportaient des marchandises, à savoir qu'ils étaient bel et bien liés au processus de production de ces mêmes marchandises, et étaient donc des prolétaires.

De la même manière il y a, dans le système capitaliste moderne, des travailleurs de l'informatique qui sont indispensables au bon fonctionnement du processus de production – ceux-là rentrent donc également dans les rangs du prolétariat. Il en est de même des techniciens et des ingénieurs n'ayant pas de fonction d'encadrement, ainsi que de tout un tas d'autres catégories d'employés.²¹³

²¹³ La discussion sur la composition du prolétariat en France a donné lieu en 2010 à la publication de la brochure « Qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ? Ébauche de l'analyse des classes », PCmF, *imp. spé.*, 2010.

Chapitre 2

Le fascisme moderne

Selon les différents groupes politiques, il y a des réponses différentes au sujet de l'ennemi à combattre. Les anarchistes affirment que la priorité est à la « démolition de l'État ». D'autres disent qu'il faut se battre contre un gouvernement ou un président en particulier, Sarkozy par exemple, oubliant ainsi la nature de classe de l'État, à la tête duquel se trouvent lesdits gouvernants.

En tant que maoïstes nous affirmons qu'aujourd'hui, l'État capitaliste est de nature policière – sa forme étant celle du fascisme moderne. La question du niveau de développement de ce fascisme moderne et de cet État policier reste ouvert au débat. Or il est essentiel, sur le plan théorique, de répondre à ceux qui contestent le fond de notre analyse.

Le concept de **fascisme moderne** a été avancé par nos camarades italiens et par nous-mêmes, bien que le développement de ce processus est différent selon s'il s'agit de l'Italie ou de la France.

Certains prétendent que nous ne sommes pas encore entrés dans une période véritablement fasciste et préfèrent employer le terme de « vague de fascisation ». D'autres affirment que nous sommes encore en démocratie bourgeoise parce qu'il reste possible de descendre dans la rue, parce qu'on ne nous tire pas dessus avec des fusils, et qu'on ne nous enferme pas dans des camps de concentration ; en somme, « on n'en est pas encore là ». Ceux qui soutiennent ces idées ne voient dans le fascisme que son aspect le plus ouvertement brutal, alors qu'en réalité **le fascisme est une restructuration complète du mode de direction de l'État capitaliste**.

Si une forme moderne de fascisme est possible aujourd'hui, c'est à cause de l'absence d'un camp socialiste, d'un parti communiste doté d'une ligne révolutionnaire, ou encore d'un ensemble de partis sociaux-démocrates tels qu'ils existaient avant la guerre. À l'époque actuelle, les partis restants s'opposent désormais à la guerre populaire, à la lutte armée, à la violence tout court. Les trotskistes ont, eux aussi, fini par s'opposer à la prise du pouvoir par la violence révolutionnaire, pensant que la gauche pourrait obtenir la majorité au parlement. Même si il s'avérait impossible

de renverser la bourgeoisie en tant que classe, ils continuent à croire en la capacité de contrôler les patrons individuellement.

Le fascisme moderne se construit par petits pas. En dépit d'une lutte résolue des directions syndicales et des partis de gauche qui préfèrent pratiquer une politique de concertation avec la droite, le fascisme moderne avance tranquillement sur son chemin. Afin de « préserver » la paix sociale, les syndicats et partis réformistes freinent et canalisent les luttes, les rendant ainsi acceptables aux yeux de la bourgeoisie. Ils ne veulent pas d'une grève générale politique, encore moins d'une grève insurrectionnelle, ni même d'un quelconque mouvement d'ensemble. Les manifestations d'un jour se succèdent et cassent l'élan des masses, les démoralisant. De l'autre côté nous voyons **de plus en plus de travailleurs s'organiser indépendamment de ces formations.**

La bourgeoisie n'a rien à craindre des partis réformistes car ceux-ci seront toujours prêts à négocier, y compris au sujet des sans-papiers au nom desquels ils accepteront les conditions d'acceptation des dossiers les plus difficilement atteignables. En somme, la bourgeoisie s'arrange avec les partis réformistes pour éviter que les conflits remettent en cause le système qu'il s'agirait, aux yeux de ces sociaux-démocrates, de « simplement réformer ». Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ces mêmes partis font voter de nouvelles lois assurant la survie de la bourgeoisie.

Au cours d'une des réunions, le syndicat de la magistrature a démontré que les premières lois attentatoires aux libertés démocratiques avaient été votées sous le gouvernement de Michel Rocard – PS – avec Jean-Pierre Chevènement comme ministre de l'Intérieur. Nous avons interpellé le magistrat en lui disant qu'il n'y a pas de justice au-dessus des classes, qu'aujourd'hui la justice bourgeoisie est chargée d'appliquer les lois bourgeoises, et que les magistrats sont obligés, qu'ils le veuillent ou non, d'appliquer ces mêmes lois bourgeoises.

Avec la suppression du juge d'instruction, il n'y a plus d'indépendance du corps juridique. S'opère alors un glissement vers un état de dépendance complet vis-à-vis des autres branches de l'État. Toutes les lois répressives menant à l'élargissement du système carcéral, au renforcement de la police, et à l'enfermement dans des institutions psychiatriques, sont des armes de l'État policier, du fascisme moderne. L'université est également mise au pas. Les conseils centraux – espaces de débats servant de

guide aux directions des établissements universitaires dans la prise de certaines décisions politiques – tendent à disparaître, et sont amené à remplir le rôle de courroie de transmission des *desiderata* de la présidence de l'université qui « appliquera l'autonomie » elle-même. C'est le début du processus de privatisation de l'université entre les mains des capitalistes, qui ne garderont que les orientations et matières utiles à la perpétuation de leurs affaires. Dehors la sociologie, le marxisme, l'histoire populaire. C'est la restructuration de l'université à l'image de celle des entreprises.

Dans tous ces cas il s'agit de lois conduisant à la démolition des acquis de la classe ouvrière, et à un recul des libertés démocratiques. Ces droits ont été conquis à l'issue de la guerre contre le fascisme et le nazisme. Les attaques en direction de ces conquis sociaux sont constitutives d'une nouvelle forme de fascisme autant relayé par la droite que la gauche, qui accepte occasionnellement de mettre un peu d'huile dans les engrenages afin de faire passer de nouvelles lois destructeurs et ainsi désamorcer la colère et la révolte populaire. Une des conséquences directes de ces attaques est le démantèlement du code du travail. On assiste ainsi à une recapitalisation des secteurs jusque-là soumis aux conditions favorables obtenues après la guerre antifasciste. C'est là une des nombreuses facettes du fascisme moderne qui, pour assurer sa survie lors des grandes révoltes de demain, assure la précarisation maximale des forces qu'il aura en face de lui.

Même quand la gauche est au pouvoir et que les gens sont dans l'attente de réformes, la machine d'État continue à fonctionner dans le sens de l'intérêt des capitalistes. Ils ont comme justificatifs l'Europe, la mondialisation, etc. Dans le traité de Lisbonne, il est écrit que la peine de mort, abolie depuis longtemps dans les pays constitutifs de l'Union européenne, peut être rétablie dans trois cas spécifiques, à savoir lors d'émeutes, d'une guerre ou d'une révolution²¹⁴.

Il y a des groupes qui s'intéressent à la question du fascisme, mais dont la seule pratique est d'aller « casser la gueule aux fachos ». Les tracts qu'ils distribuent sont apolitiques, s'opposant simplement aux néonazis, alors que dans leurs actions ils commettent des erreurs « militaires ».

²¹⁴ Cette idée fut popularisée en 2009 par un avocat allemand, se basant sur des textes ayant finalement été rejetés dans le traité de Lisbonne. Le traité interdit formellement la peine de mort.

Ils essaient notamment d'affronter leurs ennemis en étant moins nombreux.

Ils commettent ainsi deux erreurs de fond : 1) il leur manque une vision politique d'ensemble ; 2) ils ne voient que le côté militaire de l'antifascisme, et même dans ce domaine ils n'évaluent pas le rapport de force. Ces erreurs ne mènent qu'au renforcement du camp des fascistes.

L'apolitisme peut être un danger, poussant un individu tantôt vers la droite tantôt vers la gauche. On ne connaît jamais véritablement les positions des personnes apolitiques. Prenant l'exemple de ceux qui se disent « antifa ». Le président russe, Vladimir Poutine, se trouve lui aussi à la tête d'un groupe qui se réclame de l'antifascisme, bien qu'il s'agit d'une organisation de droite. Même à Paris, au sein du mouvement autonome, il y a des gens supposément apolitiques qui sont pourtant très proches de l'extrême droite, tandis que d'autres, la majorité, sont d'extrême gauche. On ne sait donc jamais de quel côté certains peuvent pencher. Ainsi, l'apolitisme représente un danger, d'autant plus lorsqu'il se cache derrière des termes et pratiques assimilées à une tendance politique précise, comme dans le cas de la notion d'« antifa » !

Ainsi, nous jugeons important la tâche qui consiste à resituer la lutte contre les néofascistes à l'intérieur de la lutte plus globale contre la montée du fascisme moderne. Il s'agit donc de considérer lesdits néofascistes comme des appoints au fascisme moderne qu'il faut surveiller et combattre. Lorsqu'ils montent au créneau contre le mouvement populaire, de gauche, ou tentent de terroriser les gens, il faut agir contre eux avec fermeté. Dans ce cas, la police les protégera. Elle les aidera en arrêtant les militants révolutionnaires et en laissant libre cours aux fachos.

Le fascisme moderne se développe sur la base d'une alliance de classes, et avance grâce à la légitimation de la politique actuelle par la gauche et l'extrême gauche qui participent à l'appareil d'État. Afin de calmer le jeu, les directions syndicales sont invitées à négocier les projets de loi annoncés par le gouvernement. Pour l'État c'est une étape très importante, car il en tire une collaboration plus ou moins étroite avec ces mêmes directions syndicales. **La caractéristique la plus importante du fascisme moderne est l'absence d'un puissant mouvement d'opposition à son apparition et son développement.** C'est pourquoi la bourgeoisie n'a pas besoin du fascisme « ouvert », entendez ouvertement brutal, tant qu'il n'y

a pas de grandes révoltes, comme dans les banlieues en 2005 ou lors du mouvement contre le CPE.

Est-ce qu'il ne faudrait pas plutôt essayer présenter ces points de façon à ne pas heurter les gens sincères ? Il faut dire les choses telles qu'elles sont, sans exagérer les phénomènes dont il s'agit. Il vaut donc mieux jouer cartes sur table et dire que la politique de la gauche réformiste constitue un terreau sur lequel la bourgeoisie peut développer le fascisme moderne, car quand bien même elle n'est pas directement responsable, sa politique alimente le projet fasciste d'une manière ou d'une autre. Cette gauche apporte donc une pierre à sa construction.

Il faut affiner notre analyse, faire comprendre ce qu'est le fascisme moderne, par quelles voies il s'étend, en montrant que si la gauche n'est pas proprement fasciste, ses manquements et son sabotage des luttes permettent au fascisme moderne de se développer ; que quand ils reprennent le gouvernement et laissent les choses en l'état, passant quelques réformes, le fascisme moderne perdure. Ils ne coupent que quelques branches pourries et en arrosent d'autres, plus « saines ». Voilà ce qui tend à calmer la petite bourgeoisie, aveugle aux moyens de survie des structures du fascisme moderne.

Prenons l'exemple de la campagne électorale de Dassault à Corbeil-Essonnes, qui s'est opposé à la gauche institutionnelle !

Dassault et son équipe sont allés dans les cités, y ont rencontré les gangs et leur ont donné quelques billets afin qu'ils incitent leur entourage à voter contre la « vermine communiste ». « Nous avons combattu l'URSS ; on ne veut pas un groupe soviétique à Corbeil ». Ainsi, ils ont acheté un certain nombre de jeunes des quartiers. Malgré toute cette opération, Dassault n'a récolté que 27 voix de plus que son opposant de gauche. Parmi les immigrés nord-africains, certains étaient outrés que d'autres aient pu voter pour Dassault après avoir été arrosés par celui-ci. C'est le même système d'achat de votes à Beauvais. 50 % des gens ne se sont pas exprimés lors du scrutin.

À l'époque où il y avait encore des maoïstes dans les quartiers – notamment des militants-éducateurs – nous étions en lien avec la jeunesse pour diverses raisons, comme la défense juridique. Même si les maos ne s'occupaient pas des « affaires » des jeunes qui faisaient des petits casses, ils entretenaient toujours de bonnes relations avec eux. En cas de grève, ils

étaient prêts à donner un coup de main contre les fachos. À l'époque, les jeunes disaient aux maos : « Attention, celui-là c'est une balance, n'allez pas discuter avec lui ». Aujourd'hui les maos sont absents des quartiers, la gauche est définitivement réformiste et le système de corruption de type « Dassault » est toujours en place.

Le fascisme moderne en Italie

L'Italie a connu les années Mussolini. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après la fin du régime fasciste, de nouveaux changements sont effectués au niveau de la forme de l'État italien. Pour illustrer les transformations en cours, prenons l'exemple de la manifestation nationale contre le racisme, contre la loi dite « paquet sécurité », organisée le 17 octobre 2008. Cette loi est à l'initiative du député Maroni, ministre de l'intérieur de la Ligue du Nord, principal parti fasciste soutenant les expulsions des sans-papiers sous l'accusation de « clandestinité ». Cette loi a changé la forme et les structures de l'État, notamment des préfetures. Désormais, lorsqu'un étranger se rend à la mairie, il lui faut un certificat de résidence. S'il manque des documents, les employés de la mairie sont dans l'obligation de le dénoncer à la police. De la même manière, si une personne étrangère va à l'hôpital, le médecin est amené à demander ses papiers, tout comme le directeur d'école pour les enfants d'immigrés. Il s'agit donc de contrôler les gens pour savoir qui ont des papiers et qui n'en ont pas. Ces lois racistes sont des lois du fascisme moderne.

C'est ainsi que se transforme l'État, et c'est important de le dire ! Cette loi qui participe au changement de la nature de l'État italien est passée et entrée en vigueur, non par un vote de la majorité au parlement, mais par décret.

La Ligue du Nord s'appuie sur un soutien électoral important dans la classe ouvrière, notamment dans le nord de l'Italie où les immigrés sont nombreux. La réponse actuelle à la question des migrants et de leur descendance est liée aux défaites subies par le monde ouvrier depuis de nombreuses années ; défaites qui ont mené à la modification des idées partagées par les ouvriers vivant dans un contexte de crise nationale. C'est pourquoi le fascisme moderne réussit à imposer ces transformations, édifiant son nouveau régime étatique dont l'effort de construction est appuyé par des personnes qui sont à la base de ses lois, règlements et décrets – des per-

sonnes comme Maroni, Berlusconi, etc. Le ministre de l'Éducation nationale, Fini, soutient l'école catholique alors que celle-ci se trouve en dehors de la sphère publique. Une telle situation était impossible il y a encore quelques années.

L'Italie est le premier pays d'Europe où le président de la République s'est permis de dénoncer le propriétaire d'un grand journal bourgeois comme *La Repubblica* pour avoir dénoncé Berlusconi et ses *call-girls*. Dans les autres pays de l'Europe, cela ne se passe pas comme ça. Mais en Italie, Berlusconi contrôle tous les médias, les grandes équipes de foot, les principaux journaux ainsi que d'autres, moins importants.

Le fascisme moderne en Italie c'est aussi la répression. Celle-ci n'est pas seulement dirigée contre les révolutionnaires, les communistes. Elle prend également la forme d'un espionnage généralisé des conversations entre individus, et passe par la régularisation par Maroni des milices privées de type paramilitaire, dirigées par les organisations fascistes.

En Italie, le fascisme moderne et ses agents encouragent les citoyens à dénoncer leurs voisins, à signaler ce qui se passe dans leurs quartiers. La police, en civil, est présente sur les sites internet, participant au contrôle de plus en plus étendu de la société.

En France, des postes de contrôle sont créés au sein même des établissements scolaires ; les surveillants se rendent désormais chez les parents pour voir si leur enfant est réellement malade quand un mot a été envoyé pour le signaler. En France il y a des témoignages en justice, des témoins sous X, des dénonciations anonymes et rémunérées comme à Villiers-le-Bel. La différence, c'est qu'en Italie cette dénonciation est encadrée par la loi et ainsi rendue obligatoire. C'est pour toutes ces raisons que nous parlons de fascisme moderne.

Chapitre 3

La guerre populaire dans les pays impérialistes

On doit apprendre à présenter la guerre populaire de manière correcte, ce qui n'est pas une affaire facile. Les gens acquiesceront en disant « d'accord ! », mais ne savent généralement pas comment exposer la pratique de la guerre populaire.

La guerre populaire est un phénomène souvent mal compris. Tout d'abord, on entend dire que la guerre populaire a eue lieu en Chine ou dans les pays opprimés. À d'autres moments, on nous dit que c'est une guerre paysanne de type nouveau dirigée par le Parti communiste.

Certains émettent des critiques au sujet de notre position sur la guerre populaire dans les centres impérialistes, en affirmant que dans ces pays on ne peut entourer les villes par les campagnes. C'est évident ! La guerre populaire ne peut se réduire à une simple question militaire ; c'est une guerre totale – politique, idéologique, économique, militaire et culturelle – menée contre la bourgeoisie et ses alliés. C'est une guerre prolongée. Le caractère prolongé de la guerre populaire n'est pas réductible au seul facteur temporel ; il pose la question des étapes successives dans le déroulement de cette guerre. C'est dans ce sens qu'elle a un caractère prolongé plus ou moins long.

La première étape est la guerre défensive ; la deuxième étape est l'équilibre stratégique où les forces révolutionnaires arrivent à atteindre la force de leurs ennemis ; la troisième étape est celle de l'offensive durant laquelle les forces révolutionnaires visent la conquête du pouvoir.

Aucune de ces étapes n'est spontanée, ni linéaire ; il y a des avancées et des reculs. Il est important de comprendre ce qu'est une guerre populaire. La guerre populaire est une guerre sur tous les fronts avec différents niveaux de développement sur chaque front. Bien que ce développement puisse être inégal, c'est l'ensemble qui détermine le passage d'une étape à l'autre. Pour développer et accélérer le processus révolutionnaire et le mener à son terme, le prolétariat utilise tous les moyens à sa disposition, pacifiques et non pacifiques, légaux et illégaux. En d'autres termes, la guerre populaire est un ensemble de moyens à mettre en œuvre pour faire vaincre la révolution.

Comment et sur quoi s'appuyer pour démarrer une guerre populaire ? Est-ce que son processus est déjà mis en route ? La lutte des Conti, la lutte des sans-papiers, la révolte des banlieues et bien d'autres luttes partielles et dispersées, ne constituent-elles pas les prémisses de la guerre populaire, vivante au niveau de ces différents fronts dans les pays impérialistes ? Certains parlent de convergence des luttes. Or, il s'agit moins de faire converger que d'unir l'ensemble vers un même objectif, avec à sa tête un unique état-major menant le combat. En l'absence d'une telle unification, il peut bien y avoir un mouvement de grande envergure descendant dans la rue, mais divisé sur l'essentiel des buts à atteindre et des stratégies à employer, chacun finira par se battre seul sur son propre front. C'est ce qui s'est produit en 1968 : à cause du manque d'une direction unifiée, le mouvement n'a pu aller jusqu'à l'objectif de la prise du pouvoir par prolétariat et la construction du socialisme jusqu'au communisme. Quand il n'y a pas d'organisation, il ne peut y avoir de direction et d'objectif commun.

On ne peut avancer concrètement sans aborder la question stratégique de la guerre populaire, sans s'appuyer sur comment elle se développe. La manifestation des sans-papiers [du 10 octobre 2009] a réuni 10 000 personnes, mais ni la télé ni la radio n'en ont parlé. La lutte des sans-papiers, c'est la question du droit d'asile, de l'immigration et de toutes les questions qu'elle touche directement et indirectement, comme celle des salaires, du droit à un logement décent, à la santé et à des meilleures conditions de travail. Voilà pourquoi on est face à un mur de silence. Mais c'est aussi la question de l'unité des travailleurs français et immigrés. La grande manifestation des sans-papiers s'est pourtant trouvée isolée, sabotée par les confédérations syndicales qui ont fait le black-out. Pourtant les sans-papiers, eux, étaient venus nombreux à la manifestation pour le travail décent – soutenus par les syndicats –, formant jusqu'à la moitié des participants.

À Poitiers, il y a eu des affrontements ; il s'agit de discuter des tactiques adoptées²¹⁵. Attaquer des cibles symboliques (banques, locaux administratifs et policiers) peut être justifiable, mais en visant également des petits commerces on cause plus de mal que de bien au mouvement. L'inex-

²¹⁵ Cela fait référence à la journée anti-carcérale du 10 octobre 2009, qui avait été organisée par le Collectif contre la prison de Vivonne.

périence des jeunes n'excuse pas les erreurs tactiques, le mauvais choix des cibles.

Les anciens maos de la Gauche prolétarienne ont été confrontés à ce problème. Lors d'une manifestation, toutes les vitrines du Boul'Mich²¹⁶ avaient été détruites. L'organisation avait alors pris des photos afin de pouvoir montrer que ce n'étaient pas ses militants, ni des jeunes qui avaient réalisé ce fait d'armes, mais des provocateurs « policiers ». Ainsi, ils étaient allés montrer les photos aux commerçants touchés par les attaques.

Ce qui est fondamental dans la guerre populaire, c'est l'action des masses. Les gens luttent avec les moyens qu'ils ont à disposition, c'est-à-dire tout sauf les fusils. Car on ne peut s'armer de fusils sans but, sans plan. Alors, les masses luttent avec les moyens légitimes – légaux ou illégaux – qui sont à leur portée : séquestrations, occupations, voire sabotage. Pour se différencier des réformistes, ils se réclament de la lutte de classes.

En tant que révolutionnaires, il faut aider à la liaison des luttes sur une base politique, poser la question de comment on doit avancer, quels éléments structurer, etc.

Il y a des travailleurs syndiqués qui soutiennent ceux qui luttent sans encadrement, dans les usines et dans les quartiers, parfois en tant que chômeurs, etc. À l'époque, les gens se déplaçaient aux portes des ANPE (aujourd'hui pôle emploi) afin d'y manifester. Il y en a parmi nous qui ont participé à ces démonstrations du mécontentement populaire.

Bien que nous soyons peu nombreux, il faut privilégier les usines qui sont en lutte, mais aussi les jeunes des quartiers populaires ; il faut aider à la liaison des sans-papiers, des luttes dans les entreprises et celles dans les quartiers, tout en expliquant notre objectif : renverser le système. Ce travail suppose toutefois l'existence d'une organisation.

Comme nous, de nombreux ouvriers disent qu'on est en guerre. C'est la bourgeoisie qui l'a déclaré. Actuellement il ne s'agit encore que des escarmouches, mais on est bel et bien engagé dans une guerre. Attaquée par la bourgeoisie, notre classe est en état de légitime défense.

²¹⁶ Les journalistes de *La Cause du Peuple* ont publié un compte rendu heure par heure des pillages qui ont eu lieu en marge de la manifestation du 5 juin 1971, avec à l'appui des photos et des témoignages. Ils ont pu déterminer que la plupart des pillages étaient dus à un groupe d'une cinquantaine de flics en civil. Habillés de survêtements de sport, ce reportage a notamment aidé à populariser le terme de « sportifs », désignant les provocateurs-casseurs flics. Voir *La Cause du Peuple-l'accuse*, no. 4, p. 4-5.

Nous sommes dans la phase de « stratégie défensive », c'est-à-dire ni au niveau de l'équilibre stratégique, ni de l'offensive. Même lorsqu'on séquestre un cadre dans une entreprise, on n'est pas à proprement parlé dans l'offensive ; on défend simplement nos droits. C'est une lutte, une guerre légitime, une guerre juste.

La phase défensive, c'est celle où on discute entre nous, on examine le problème politique qui se pose, par exemple quand on prépare une diffusion de tracts à tel ou tel endroit, aux portes des usines – des tracts politiques contenant des mots d'ordre comme « sans le pouvoir tout est une illusion », donnant une orientation claire à nos actions.

La bourgeoisie peut se poser la question de l'écologie sans soulever au même temps la question du pouvoir. De son point de vue, il ne s'agit que d'un nouveau terrain pour l'investissement capitaliste. Les ouvriers comprennent qu'Europe Écologie, c'est une arnaque. Car cette plateforme électorale ne leur servira pas pour détruire le capitalisme. Contrairement aux têtes de liste d'Europe Écologie, ils savent que la lutte contre la destruction environnementale est incompatible avec le système capitaliste qui ne voit que le profit.

Les illusions vendues par la bourgeoisie et les réformistes sont à la fois difficiles à cerner, à la fois faciles à démonter ; elles poussent les gens à se battre pour une meilleure production. Mais en régime capitaliste, une meilleure production c'est toujours celle qui profite aux propriétaires des moyens de production, et non à celles et ceux qui les mettent en œuvre, les prolétaires.

Parmi les éléments ouvriers actuellement en lutte, les Contis sont plus en avant que les autres, qu'ils soient syndiqués ou non, anarchistes, communistes ou trotskistes. Leur allégeance idéologique actuelle importe moins que ce qu'ils font dans la pratique ; ce sont leurs actions concrètes qui sont d'un intérêt pour la classe ouvrière, pour le Parti, puisque ce sont ces pratiques qui serviront au développement de la guerre populaire.

Alors qu'est ce qui manque aujourd'hui pour avancer dans cette direction ? Il faut mener un travail de propagande pour faire connaître les pratiques les plus avancées des masses ; il faut donc toujours être un pas en avant sur celles-ci. Les communistes, les maoïstes doivent non seulement montrer le chemin mais aussi le bout du chemin, c'est-à-dire l'objectif et les moyens pour y parvenir.

Il y a des milliers de gens qui pensent comme nous, mais qui sont isolés. Il faut établir le lien entre eux et l'avant-garde, renforçant constamment le rapport qui les unit.

On a déjà montré que les actions accompagnant les grèves, tels que la séquestration des patrons, la résistance des quartiers, etc., sont des instants avant-coureurs de la guerre populaire dans les pays impérialistes, même si elles ne sont pas encore conçues comme telles dans la tête des travailleurs. Nous affirmons que ce sont là des manifestations de la guerre que mène le peuple contre ses exploiters, contre l'oppression.

La guerre populaire implique également la construction d'un nouveau pouvoir au sein même des pays impérialistes. Son édification et sa défense s'avéreront des tâches difficiles, réclamant l'édification de véritables bases d'appui, relativement stables. De plus, il faut que les mots d'ordre de la guerre populaire puissent permettre aux gens d'envisager de rejoindre les révolutionnaires, et de prendre part à la construction de ce nouveau pouvoir populaire.

Il y a des positions à éclaircir au niveau de la question de l'insurrection. Les révolutionnaires, les maoïstes pensent que la préparation à l'insurrection passe précisément par un processus de guerre populaire se développant petit à petit. Par la constitution de bases d'appui qui affermissent le Parti, on donne naissance à des pratiques qui permettront à l'avenir de mener à bien une insurrection. L'étape insurrectionnelle sera celle de l'offensive stratégique.

Peu nombreux sont les militants qui défendent aujourd'hui la stratégie de la guerre populaire dans les pays impérialistes. En effet, la majorité tient encore fermement à la thèse de l'insurrection qui est censé s'y opposer. Dans leur conception des choses, l'insurrection n'apparaît pas comme l'aboutissement d'un processus révolutionnaire plus étendu. D'après eux, la période précédant l'insurrection ne peut servir qu'à accroître les forces du prolétariat par la voie pacifique, et non pas à initier le processus révolutionnaire qui conduira à la situation insurrectionnelle. C'est, en somme, la voie du parlementarisme. L'idée c'est donc encore une fois d'attendre le moment rêvé où la gauche formera la majorité au parlement, ou qu'adviennent des circonstances exceptionnelles ; alors seulement on mènera l'insurrection, à savoir sans préparation aucune – ni idéologique ni politique ni organisationnelle.

C'est pourquoi il est important de défendre l'idée de la guerre populaire comme processus *débouchant* sur l'insurrection. Ce n'est pas un simple mot d'ordre. Elle doit se réaliser dans la pratique, même s'il ne s'agit au départ que de la révolte dans un quartier ou une usine. Il faut également comprendre qu'on ne peut se révolter partout, d'un seul coup. C'est ce que nous appelons le développement inégal. Il y a des endroits plus développés que d'autres, car la diffusion de la conscience de classe, ainsi que son développement, ne peuvent être linéaires, égaux à tous les endroits d'un même pays. C'est très important de comprendre cette donnée.

À l'époque de la Gauche prolétarienne la tâche des maoïstes consistait à développer une nouvelle forme de démocratie qui s'opposerait au nouveau fascisme. Ce travail était également abordé par d'autres groupes. Il fallait donc prôner la démocratie du peuple, s'en prendre aux petits chefs au moyen des GOAF [Groupes ouvriers anti-flics] – comme à Renault –, se forger un pouvoir militaire, et demander des comptes aux divers tribunaux à travers les Comités Vérité-Justice²¹⁷.

La lutte contre les expulsions, pour les occupations de logements vides, pour les droits des sans-papiers ; il faut investir tous ces fronts afin d'aboutir à des choses qui durent dans le temps. Cessons de prôner la lutte pour la lutte ; à bas le culte de la spontanéité ! Voilà comment il faut s'y prendre, et comment, inversement, on court à sa perte. Le but c'est de construire dans la durée, de préserver certaines forces, certains foyers de lutte.

Il faut que les gens puissent continuer le combat après nous. L'ennemi ne se laissera pas faire, et il y aura donc autant d'avancées que de moments de recul. Il faut consolider l'organisation, le front uni, l'idéologie, etc.

On n'a pas abordé, dans le présent document, la question de la révolution culturelle. Mais lorsqu'on se lance dans la construction du nouveau pouvoir, on entame également la mise en œuvre de la révolution culturelle, à savoir bien avant la prise de pouvoir effective. Mener une révolution culturelle n'est pas la même chose que de reprendre le pouvoir d'État aux révisionnistes ; c'est soustraire le prolétariat à l'influence du révisionnisme et de la pensée bourgeoise.

²¹⁷ Les Comités Vérité-Justice (CVJ) furent organisés par la Gauche prolétarienne à partir de 1972 comme forme embryonnaire des tribunaux populaires à établir sous le socialisme.

C'est ce qu'ont fait les étudiants chinois en 1919. Il s'agissait à ce moment-là de révolutionner la culture dominante de l'époque. C'est ce même combat pour le changement des mentalités qui s'est produit en France et dans d'autres pays capitalistes, durant et après l'année 1968.

Comme on l'a vu, c'est toute une série de terrains qu'il faut investir pour faire avancer la guerre populaire. En effet, la guerre populaire se mène dans tous les secteurs de la société et de la production. Comme à l'université où les révolutionnaires peuvent se rendre utiles en aidant les étudiants à « descendre de leur cheval », c'est-à-dire à sortir des murs de leurs facultés et aller à la rencontre des prolétaires aux portes des usines et dans les quartiers, comme cela avait été expérimenté à Paris, Nantes, Tours et dans bien d'autres villes encore.

Chapitre 4

La question des syndicats

Ce sujet est régulièrement abordé dans nos journaux, nos tracts, etc.

En France, il n'existe pas de COBAS²¹⁸ comme il y en a en Italie. Au niveau du rapport de force entre syndicats, on peut dire que la CGT est quasi hégémonique. **Nous sommes pour l'unité à la base des travailleurs dans des comités regroupant syndiqués et non-syndiqués.**

Mais comme la CGT est encore omniprésente, nous ne pouvons aborder ce sujet sans parler également de la place qu'occupe celle-ci dans le paysage syndical. Aujourd'hui, il est très difficile de faire sortir les travailleurs de la CGT. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'opposition à la direction conciliatrice. La CGT prépare son 49^e Congrès, prévu pour le mois de décembre [2009]. Il est certain que de nombreux participants au congrès soutiennent cette opposition, bien que cela n'empêchera pas la direction de rester en place. En fait, la CGT essaye de museler l'opposition en créant des fédérations parallèles à celles qui sont devenues dissidentes, en coupant les fonds de ces dernières, en réduisant le nombre de ces fédérations. C'est une vraie restructuration qui a lieu à ce niveau-là, similaire à celle en cours au sein de l'appareil d'État.

À la Mairie de Paris, la CGT est corrompue et collabore avec Delanoë²¹⁹. Lors de l'Assemblée générale de la section CGT Nettoyement, le représentant du syndicat avait notamment déclaré que la politique de Delanoë était *positive*. Il oublia toutefois de mentionner que le 9^e et le 16^e arrondissement avaient été entièrement remis entre les mains du secteur privé ; il n'y a donc pas eu d'augmentation de salaires ni de revendications allant dans ce sens. Les ouvriers s'étaient alors opposés aux propos de leur « représentant ». Voilà une chose réellement *positive*. Ce sont ce genre de situations qu'il faudrait essayer d'exploiter au maximum, dans le but de faire changer d'avis aux travailleurs syndiqués et non-syndiqués ; donner

²¹⁸ Les Comités de Base (COBAS) sont des structures qui sont apparus en Italie dans les années 80 comme une alternative aux syndicats, vus comme corrompus. Ils réunissent des travailleurs non-syndiqués, ainsi que des travailleurs appartenant à la base des syndicats.

²¹⁹ Bertrand Delanoë (né en 1950), membre du Parti socialiste et maire de Paris entre 2001 et 2014. Bien qu'il se soit retiré du paysage politique en 2014, il apportera son soutien à Emmanuel Macron lors des élections présidentielles de 2017.

une impulsion à la lutte de classes, comme le faisait la CGT elle-même dans les années cinquante. Car la CGT a longtemps été un syndicat de lutte de classes. Effectivement, à cette époque, personne n'y parlait de « partenaires sociaux », synonymes de vendeurs des intérêts de la classe travailleuse.

Aujourd'hui la CGT se rapproche de la CFDT. C'est pourquoi Thibault²²⁰ et Chérèque²²¹ forment un pair, l'un disant quelque chose, l'autre répondant « amen » ! Nous ne pouvons prédire dans les détails ce que donnera le 49^e Congrès. On sait toutefois que rien de positif n'y sortira. La prolongation du *statu quo* aidera à renforcer le comité national, qui est composé de moins d'ouvriers et plus de bureaucrates.

Comme il a été dit, la CGT traverse actuellement une période de restructurations internes. De nombreux permanents sont menacés dans leur emploi. Sur la base de revendications économiques, ils tentent de contester leur éventuel licenciement. En même temps, ils prennent conscience de la galère dans laquelle ils finiront par tomber si ils perdent le combat. Comme si cela ne suffisait pas, leurs enfants aussi peinent à trouver du boulot. Au sein de la CGT, il y a un grand nombre de contradictions.

Dans les faits, la direction de la CGT n'en a rien à cirer de la lutte à Continental, dont les protagonistes sont traités de fouteurs de merde pour avoir saccagé un bureau de la sous-préfecture. Aucun mot de sympathie de Bernard Thibault envers les travailleurs de Continental ! Pourtant le sujet a été abordé dans une émission télévisée, ayant pour invités Thibault et Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental. Au cours de l'interview, le journaliste prît un malin plaisir à titiller Thibault, visiblement mal à l'aise. Mathieu n'hésita pas l'attaquer, tout en restant courtois.

Les ouvriers de Continental sont devenu le fer de lance des entreprises en lutte. Thibault, habitué à rencontrer les membres du gouvernement, n'a pourtant pas daigné rencontrer les ouvriers de Continental. Ceux-là ont menée la lutte et la mèneront jusqu'au bout. Ils ont réussi à organiser une solidarité entre les ouvriers des différentes entreprises agitées par des combats. Pour nous, c'est une bonne chose ; c'est, encore une fois, la démonstration de l'idée – maoïste – que l'on doit « compter sur ses propres forces », et que la qualité l'emporte sur la quantité.

²²⁰ Bernard Thibault (né en 1959), secrétaire général de la CGT entre 1999 et 2013.

²²¹ François Chérèque (1956-2017), secrétaire général de la CFDT entre 2002 et 2012.

Au rassemblement CGT pour un travail décent organisé devant le siège du MEDEF, Jean-Claude Mailly de Force ouvrière avait déclaré être en faveur d'une grève générale de 24 heures, faisant comprendre qu'il en avait assez de voir se succéder des petites manifs les unes après les autres. Ce dont on a besoin aujourd'hui, ce sont des actions concrètes. Certes, il faut se méfier de FO, mais au moins son secrétaire général reconnaît que la situation ne va pas dans le bon sens. Or, si une journée d'action ne sert à rien, une grève générale de 24 heures ne sert pas plus. Les ouvriers sont saturés des manifs à répétition sans résultat. Là encore c'est la question du Parti, le problème de la direction, qui se pose devant nous.

Bientôt les fédérations syndicales ne pourront plus contrôler leurs bases. On l'a vu en 2007 quand les travailleurs de la RATP et de la SNCF avaient créé un comité se trouvant en dehors de la CGT, en dehors des syndicats tout court. Ce comité a été laminé à la fin de la grève. On sentait l'envie de la direction d'en découdre. Sarkozy était à peine au pouvoir au moment où plusieurs mouvements de grève plutôt déterminés éclataient un peu partout. Au vu de tout ceci, nous invitons les militants sincères de la CGT à construire des comités d'action et dehors de leur syndicat.

Notre tâche consiste à œuvrer pour que les ouvriers se regroupent à la base. Or, pour l'instant ils ne risquent pas d'abandonner les syndicats ; c'est là un problème qui s'est toujours posé.

Nous avons connu les comités de lutte montés par les maos dans les années soixante-dix. Au cours de leur développement s'est posé le problème de l'unité avec la gauche syndicale. C'est une question importante qui s'est imposée à la Gauche prolétarienne. Petit à petit il y a eu un glissement. Les facteurs qui guident ce glissement dépendent de la direction politique de l'organisation, à savoir si elle est stable ou pas. Quand la direction se casse la gueule, c'est tout le reste qui suit.

Il y a eu l'Union nationale des comités de lutte d'ateliers (UNCLA). Celle-ci a pris des positions économistes. D'abord on pensait que le Parti allait dans le bon sens en investissant l'UNCLA. Puis, cette dernière s'est mise à déclarer que « nous, on ne fait pas de politique, notre politique c'est le beefsteak ». La politique économiste consiste à croire qu'en se battant pour des revendications de salaire, les autres exigences du mouvement social finiront par « tomber » tout seul. Malheureusement cela ne se passe jamais ainsi, il faut organiser tous ces autres fronts de lutte. Ce qui est cer-

tain, c'est que dans les mois et les années à venir, il y aura de plus en plus de comités de lutte indépendants. Le chemin est désormais ouvert ; il s'agit maintenant de le parcourir dans une perspective de longue durée. Au fur et à mesure que la CGT perd la direction de ses propres troupes, Sarkozy et ses successeurs lui apporteront de moins en moins d'importance.

Pour freiner ce déclin, il y a eu comme projet la fusion de la CGT et de la CFDT. Un seul syndicat, regroupé sous une direction droitrière. Une telle fusion plane dans l'air. Le 49^e Congrès s'orientera vers l'unité syndicale des deux confédérations.

De l'autre côté il y a Sud, un syndicat radical-réformiste un peu moins déterminé que la CGT. Ils appuient sur la nécessité de la grève générale, mais ne conçoivent celle-ci que par secteur, en dehors d'un mouvement d'ensemble. Leurs tracts ont souvent l'air radicaux, mais sur le fond ils comportent des propos réformistes. À la direction de Sud, on trouve des trotskistes. Dans la section nettoyage, le secrétariat est partagé entre le NPA et des libertaires de diverses tendances. Le syndicat Sud regroupe des ouvriers comme des universitaires.

Maintenant on essaiera de synthétiser notre propos dans le but d'affermir notre ligne qu'on impulsera partout comme un appel à la constitution de comités de base dotés d'un programme. Lançons des idées et évaluons-les au fil de leur progression.

Pour l'instant on ne peut adhérer aux syndicats sans compromettre notre action militante. Il nous est toutefois possible de lutter à côté des syndiqués, être des sympathisants. Il faut se concentrer sur ceux qui prennent l'initiative et impulser notre ligne, si nécessaire en liaison avec d'autres. L'exemple italien peut nous aider dans ce sens.

Bien qu'ici nous allons parler du cas italien, il est important de garder en tête que les caractéristiques particulières de nos deux pays nous empêchent de construire un mouvement dans le même état d'esprit, avec exactement les mêmes instruments.

En 1968 a commencé en Italie le processus d'auto-organisation ouvrière, contrairement à la France.

En Italie, il y a 3 syndicats officiels principaux. Le plus important est la CGIL, qui a comme équivalent la CGT. De l'autre côté, il y a des syndicats de base ainsi que les COBAS qui forment le mouvement syndical de classe, investi par des ouvriers qui ne mènent pas seulement la

lutte économique, mais aussi la lutte politique menant au regroupement de l'avant-garde. C'est un travail difficile, compte tenu la présence des syndicats officiels dans toutes les grandes usines, notamment dans les centrales métallurgiques, sidérurgiques – comme à Tarante, Bergame et Ravenne – et celles de l'automobile – comme les usines Fiat.

Il nous paraît important d'aborder ce thème, afin de faire comprendre aux ouvriers qu'il faut toujours se trouver en première ligne dans la lutte pour arracher de nouveaux droits. On peut dire que dans ce sens nous avons réussi à obtenir des résultats concrets, surtout dans le sud de l'Italie comme dans les usines Fiat de Palerme. C'est grâce aux COBAS, comme à Bergame où un patron a mis les ouvriers au chômage technique, que les ouvriers arrivent à résister. Dans ce genre de cas, les ouvriers travaillent une semaine et restent à la maison une autre. L'excuse est toujours la même, « c'est la crise » – pas de travail, pas de production.

Dans beaucoup d'autres usines, le chômage technique débouche sur des licenciements. Les syndicats officiels ne font rien, ayant depuis longtemps adopté une politique d'accompagnement et de conciliation. Cette doctrine conciliatrice a engendré une situation difficile pour la classe ouvrière. On le voit bien : le problème c'est la force des syndicats officiels. Car il reste encore chez beaucoup d'ouvriers l'espérance que des syndicats comme la CGIL résoudre la situation du chômage technique. D'un autre côté, il y a une forte colère contre les syndicats qui s'explique par leur mauvaise gestion dans de nombreuses luttes comme à Milan où c'était aux ouvriers de mener le combat avec leurs propres forces, sans les syndicats. Durant les manifestations du mois de juin les ouvriers sont allés aussi loin que d'attaquer le dirigeant de la CGIL pour tenter d'arrêter son discours. Il est clair que nous devons chercher à travailler sur le terrain de la lutte de classe au jour le jour, bien que nous soyons plus faibles que les syndicats officiels. Le travail est plus facile dans la ville de Tarante, notamment dans le secteur des travailleurs municipaux qui compte environ 600 personnes affiliées aux COBAS. Ce phénomène est plus ou moins important suivant les usines. La présence des COBAS y a plus de poids que dans le cas des travailleurs municipaux, car c'est dans les usines que se trouve la classe ouvrière. À Naples il y a eu la tentative de mettre sur pied une confédération regroupant d'autres syndicats de base et d'autres syndicats de travailleurs en lutte (STL). L'initiative pour construire cette confédération

est celle des SLAI/COBAS, à savoir issue des syndicats de classe. Cette organisation est née du mouvement de 1968, quand s'est réalisée l'unité entre ouvriers et étudiants.

Lors d'une conférence de Luciano Lama – secrétaire de la CGIL – à l'université de Rome en 1967, celui-ci a été mis dehors par les étudiants. Aujourd'hui il existe un courant qui cherche à reprendre le même chemin qu'à l'époque, c'est-à-dire sur la base de l'unité ouvrier-étudiant. Bien qu'il reste petit pour le moment, le syndicat COBAS a réussi de s'implanter dans les grandes usines métallurgiques de Milan, Rome, Naples, Florence, Palerme et Tarente. Certes, nous n'avons pas soutenu les grèves dirigées par la CGIL, et nous n'avons pas signé leur tract, mais nous nous sommes toujours rendus aux manifestations pour soutenir les ouvriers en lutte.

Avec ses 20 jours d'occupation de l'usine Fiat de Melfi dans le sud de l'Italie, le travail des COBAS a connu en 2004 une de ses plus grandes réussites. L'État a compris le danger d'un tel effort d'auto-organisation des ouvriers et les attaque en justice. Mais malgré la répression, la plupart des ouvriers ont compris que les révolutionnaires tentent de rassembler leur classe, en essayant de leur faire comprendre qu'ils forment une classe révolutionnaire. C'est à ce moment-là que la conscience devient une force matérielle.

Maintenant posons-nous la question comment en France on atteindra le même niveau qu'en Italie. Comme il a été dit, on ne pourra prendre le même chemin que là-bas. Nous n'avons pas la force accumulé depuis des années par les COBAS. En France, ce sont les masses qui ont commencé à faire les expériences sur lesquelles il faudrait nous appuyer pour les emmener plus loin. Ainsi, nous devons réaliser l'idée d'une nouvelle confédération. Étape par étape, nous aideront à la constitution des unités de base initiées par nos sympathisants.

Comme en Italie, il faudrait avoir des camarades à l'intérieur des usines, mais aussi à l'extérieur pour assurer la distribution de tracts aux portes des entreprises. Les maos de la Gauche prolétarienne constituaient des groupes de camarades travaillant en dehors des usines, dans le but d'éviter que les ouvriers eux-mêmes se fassent repérer. Entre les murs de l'usine, il s'agit de former un noyau ouvrier pour diriger le mouvement de réorganisation des éléments de base. Nous croyons nécessaire la constitution d'un Comité national ouvrier, appuyé par un noyau solide d'ouvriers

maoïstes pour impulser le mouvement ouvrier de base. Ainsi, cinq ou six ouvriers maoïstes déterminés seraient suffisants pour lancer ce mouvement de réorganisation et le faire connaître à d'autres endroits. Il faut toutefois s'assurer que le noyau en question soit suffisamment solide afin qu'il puisse mener l'initiative jusqu'au bout. Or, même s'il est important, ce travail est réservé pour plus tard. Il est envisageable uniquement quand on aura établi les contacts nécessaires dans les entreprises. Car il faut éviter de lancer des mouvements pour la forme, qui ne seront toujours que de coquilles vides ! Le mouvement dont il est question devra être issu d'un organisme généré par le parti, dirigé par des ouvriers communistes et animé par des travailleurs d'usine qui sympathisent avec le parti. Après le lancement initial du mouvement, notre devoir consistera à développer les comités de bases, à établir des liaisons entre eux, et à œuvrer pour la mise en place d'une confédération des comités existants. Ce n'est qu'en procédant ainsi que nous pourrions avancer.

En Italie, il y a eu de nombreux problèmes dans l'établissement d'une coordination nationale, entre autres avec les comités de soutien à la résistance communiste, les CARC [organisations se réclamant de Mao, réunies sous forme de parti – « Partito dei CARC » – à partir de 1992]. Les SLAI/COBAS sont également présents à Venise, où le camarade Paolo fait un excellent travail dans le milieu des ouvriers immigrés, regroupant notamment les travailleurs africains. Dans la zone où milite Paolo, le travail en direction des ouvriers étrangers est nécessaire parce qu'ils ont des besoins parfois différents des autres ouvriers (papiers, etc.).

En France, la plupart des travailleurs sans-papiers se regroupent autour de la CGT ou dans des collectifs spécialement créés pour répondre à leurs problèmes. Le 9^e Collectif²²² réunit les sans-papiers de toutes les origines : africains, arabes, pakistanais, est-asiatiques, etc. C'est important de prendre en compte cette problématique et d'organiser ces travailleurs.

Ce qui nous aidera dans ce travail, c'est d'étudier les expériences similaires qui ont été faites dans le passé. Dans les années trente, le Parti communiste français avait créé la MOE (Main-d'œuvre *émigrée*) devenue plus tard la MOI (Main-d'œuvre *immigrée*), regroupant des travailleurs

²²² Le 9^e Collectif des sans papier·e·s, un collectif de lutte du 9^e arrondissement de Paris qui tient une permanence juridique et politique au Centre international de culture populaire (CICP) et organise régulièrement des actions et des manifestations.

de différentes nationalités. Il faut construire des organisations semblables à la MOI et au MTA (Mouvement des travailleurs arabes), développé en parallèle au mouvement des travailleurs africains du foyer noir d'Ivry²²³ (ancienne chocolaterie désaffectée). C'était un mouvement puissant, qui avait réussi à mener la lutte contre la mairie d'Ivry tenue par le Parti communiste.

Aujourd'hui la diversité des nationalités parmi les populations immigrées en France est beaucoup plus grande. Il est crucial de poser les problèmes spécifiques de ces travailleurs afin de leur permettre de participer à la construction du parti. Pour ne donner qu'un exemple parmi les nombreuses difficultés à résoudre, il s'agit d'observer la situation des ouvriers qui ne parlent pas la langue française, alors qu'aucun syndicat ne fait l'effort de communiquer dans leur langue à eux. Cette problématique concerne toutes les nationalités, y compris nos camarades turcs. À côté de ça, on voit un grand nombre d'ouvriers étrangers qui sont dispersés dans des organisations syndicales traditionnelles, comme la CGT, Solidaires, etc. Voilà toutes les raisons pour lesquelles il est important de créer une organisation spécifiquement dédiée aux travailleurs immigrés.

²²³ En 1965, près de 700 travailleurs (en majorité maliens) sont installés par la mairie PCF dans une usine désaffectée qui devait servir de foyer pendant 3 mois. À partir de 1968, suite à une hausse des loyers, les travailleurs démarreront une grève des loyers et exigeront un relogement collectif. La mairie refusera, proposant à la place un relogement « au cas par cas », tout en augmentant considérablement le prix des loyers. La lutte qu'ils mèneront durera près de 2 ans. Tout au long, les travailleurs montreront une unité et une résistance exemplaire face aux provocations des révisionnistes. La Gauche prolétarienne sera très présente lors de cette lutte.

Chapitre 5

La question du travail dans les universités et dans les lycées

À la rentrée scolaire [de 2008], il y a eu une réunion de la CNU [Coordination nationale universitaire], rassemblant les représentants d'environ trente universités. Il n'y eut pas de grande mobilisation étudiante à cause du manque de soutien de la part des professeurs l'année d'avant. Ainsi, les étudiants s'étaient sentis délaissés, alors même que de nouvelles réformes étaient en train d'être votées au parlement. Bien que nous ayons distribué un tract, les étudiants étaient coupés du reste du mouvement social.

De l'autre côté, il faut reconnaître le travail important que font un certain nombre de militants à Nanterre, se réclamant parfois du maoïsme malgré le fait qu'ils n'y font rien de réellement maoïste²²⁴. Nous avons essayé de les inviter à travailler ensemble une dizaine de fois. Malheureusement on ne peut se permettre de leur courir après pendant trop longtemps. Si un jour ils décideront de venir, c'est tant mieux ! Pour l'instant, la structure commune qu'on souhaite mettre en place ne semble pas les intéresser. Ces camarades agissent comme s'ils attendaient sur un quai de gare. Quand il voudront sauter dans le train, les portes seront ouvertes, et on pourrait enfin commencer à travailler.

[Le 28 novembre 2008], on a réussi à organiser un meeting avec eux et nos camarades italiens. Ils ont pris en charge la moitié du travail préparatoire. Lors du meeting, après avoir longuement cherché la salle où on était censé nous réunir, nos échanges portaient sur les événements de Mai 68 et sur la Gauche prolétarienne, mais non sur le maoïsme aujourd'hui ou sur la construction du Parti. À cette occasion, les étudiants avaient fait venir un ancien de chez Renault ; un homme très confus, qui racontait n'importe quoi. Ces mêmes étudiants ne défendaient pas plus le maoïsme en dehors de l'université, comme lors des manifestations. Alors, nous nous sommes dit que l'édification du Parti se fera uniquement avec ceux qui souhaitent vraiment y participer.

²²⁴ Il s'agit du Comité anti-impérialiste (CAI) et de son organisation de masse, l'AGEN (Association générale des étudiants de Nanterre). Le CAI et l'AGEN ont disparu, dans le silence, aux alentours de 2017-2018.

Le travail à l'université n'est pas le même que dans les usines. Les problèmes des professeurs sont parfois différents de ceux des étudiants, car en tant que travailleurs ils se battent pour leurs postes. À certains moments, cela peut prendre une forme quelque peu corporatiste, mais il faut garder à l'esprit qu'une grande partie des éléments engagés dans ces luttes sont foncièrement progressistes.

À l'inverse, ce qui nous est nuisible c'est le travail d'un certain nombre de professeurs, dont les grands « maîtres du maoïsme » comme Alain Badiou qui préfère pérorer au Collège de France que d'écrire autre chose que des textes profondément anti-maoïstes. Certes, ses bouquins contiennent des éléments correctes, mais le problème fondamental de Badiou c'est que ses interventions philosophiques tendent à prôner la désorganisation du mouvement sous prétexte de « [...] vouloir trouver des nouvelles 'formes' indéfinies, pour aller un jour au communisme » après que le mouvement s'est effondré en Russie et en Chine. Or, ce genre de discours nous est bien connu ; c'est celui des liquidateurs.

Durant les événements de 2006, les étudiants n'ont pas osé aller vers la classe ouvrière. Seulement vers la fin quelques tentatives étaient faites pour franchir le cap et aller à la rencontre des travailleurs. À la Sorbonne comme à Jussieu, il y en avait qui soutenaient la démarche. À Censier, c'était tout le contraire ; les étudiants s'y sont cantonnés à leurs propres problèmes spécifiques. Malgré la création d'une plateforme revendicative portant sur la hausse des salaires et sur la retraite à taux plein après 37,5 années de cotisation, le mouvement étudiant n'exprima que des demandes corporatistes, difficiles à lier aux revendications générales des travailleurs. À Nanterre quelques étudiants décident toutefois de se rendre dans les cités ouvrières, mais ne franchirent pas la porte des zones industrielles, ni des quartiers populaires les plus « chauds ».

À l'université comme dans les quartiers populaires, il nous incombe de créer un organe de direction maoïste de la jeunesse. En milieu étudiant, cela prend la forme d'une union. Aux camarades de Nanterre nous disions : ce qu'il vous faut, c'est une union des communistes (maoïstes) qui vous permettra de contrecarrer les autres organisations politiques de la jeunesse, qu'elles soient révisionnistes, sociales-démocrates, trotskistes ou anarchistes. Si on ne neutralise pas ces organisations-là, elles préserveront la mainmise sur le mouvement étudiant, ce qui endiguera notre avancée.

Mais pour arriver à s'imposer, il faut d'abord avoir une ligne politique. Il faut se poser la question s'il est possible de créer une union de la jeunesse sans avoir, au préalable, une direction qui tient debout.

De toute évidence, il faut éviter de mettre sur pied une organisation « fourre-tout », et travailler dans le sens d'une véritable organisation maoïste qui sera à même d'exprimer correctement les problèmes à l'université, et assurera la liaison nécessaire entre les étudiants et les jeunes de la classe ouvrière.

Au cours du développement de cette union de la jeunesse communiste, il s'agira parfois de détacher un petit peloton d'avant-garde. Ainsi, quand il y a une lutte comme à Continental, ce petit groupe sera envoyé sur place pour porter la parole des étudiants maoïstes. C'est ainsi que s'établit la relation étudiant-ouvrier ; c'est ainsi qu'ils le font à Tolbiac.

Mais sur quelle base, et en vue de quel objectif devons-nous effectuer ce travail ?

Une des tâches principales des maoïstes dans le secteur de l'éducation est de faire sortir les étudiants des campus, et de faire sortir les élèves des lycées. L'objectif consiste à les emmener aux portes des usines et dans les quartiers populaires, tout en appuyant sur le lien qui existe entre les préoccupations des ouvriers et les problèmes rencontrés à l'université. L'axe secondaire de ce travail consiste à soutenir les initiatives nouvelles qui émergent, comme les facs libres, les universités populaires, etc. Ce sont là des phénomènes intéressants qui participent à la révolution culturelle. Ils partent souvent d'une critique légitime du fonctionnement de l'université au service du capital. Cette observation, il s'agira de l'appuyer, de l'approfondir. En dehors de cette préoccupation explicitement anticapitaliste, on peut également y voir une démarche d'ouverture de l'université vers l'extérieur. On tente de faire venir la classe ouvrière dans l'enceinte de l'université, comme en 2008 quand les étudiants de Paris-Descartes ont donné des cours sur le marxisme, sur Engels, etc.

En dehors de ces initiatives spontanées, il y a des organisations qui proposent régulièrement des cours, comme la LTF²²⁵ qui enseigne le « marxisme » teinté de trotskisme. Nous aussi nous devrions pouvoir proposer des cours sur le marxisme, le maoïsme, une fois par mois à Saint-Denis

²²⁵ La Ligue trotskyste de France, qui publie le journal *Le Bolchéviek* et qui est tristement connu pour ses prises de position en faveur de la pédophilie.

ou à Nanterre. Ça susciterait l'intérêt de certains étudiants, qu'on pourrait ensuite emmener dans un quartier populaire ou aux portes d'une usine.

Dans le travail militant, il faut savoir concentrer ses forces : on ne peut pas tout faire ! Concernant les universités, focalisons-nous sur des sites comme Saint-Denis, Jussieu et Nanterre où on connaît déjà du monde. Si des camarades qui s'y trouvent veulent prendre les choses en main, tant mieux. Sinon nous le ferons. Dans ce cas, la chose qu'il faudrait garder en tête c'est faire sortir les étudiants de leur ghetto universitaire. Notre mot d'ordre devra être « la fac au service du peuple », accentuant la contradiction avec la faculté au service du Capital. Il serait même judicieux de sortir une affiche dans ce sens-là : « non à l'université de classe ». Ce genre d'actions visent principalement à lancer le mouvement, mais il faut ensuite être capable de donner des objectifs concrets aux étudiants. Dans la lutte estudiantine à Tours, un camarade avait proposé de créer une commission externe, ayant pour but de se lier aux différents secteurs de la société : usines, quartiers populaires, etc. Au départ, Sud-Étudiant avait essayé de casser cette initiative. Comme d'habitude, le syndicat misait sur une simple lutte corporatiste étudiante, et défendait ses positions en s'appuyant sur des arguments faibles et fallacieux comme « ça a été fait en 68, ça n'a pas marché ». Nous leur répliquons aujourd'hui : c'est faux, la résistance à la jonction des forces étudiantes et ouvrières de l'époque était du seul ressort de la CGT.

L'initiative des étudiants tourangeaux l'a emporté face au syndicat Sud, et a marché pendant deux mois avec des assemblées générales en soutien à l'unité de base, réunissant entre 40 et 60 personnes. Même si ce n'étaient les maos qui dirigeaient la lutte, notre camarade arrivait à impulser une ligne maoïste lors de ces AG. À Tours, on a donc vu les étudiants sortir en direction des usines. Mais après cette première période de succès, le mouvement s'est vite essouffé et les étudiants n'ont pas été en capacité de le consolider. Par la suite il n'y a pas eu de nouvelles pratiques. À Nantes, un sympathisant de *Partisan*²²⁶ a tenté de reproduire l'expérience dans sa propre fac.

En traitant la question de l'université, il faut se garder de concevoir la masse des étudiants comme une classe homogène. En son sein,

²²⁶ Le journal de l'OCML-VP.

nous trouvons plusieurs origines et positions de classe. Nous devons nous tourner vers celles et ceux qui sont les plus proches de la classe ouvrière, qui sont obligés de travailler à côté de leurs études, et dont les parents sont eux-mêmes ouvriers. Au moment du mouvement à Tours, nous étions parvenus à tisser des liens avec des étudiants issus de familles ouvrières. Ils venaient nous voir en disant « ma mère et mon père travaillent dans telle usine, donne-moi un tract, je le leur donnerais ». Comme nous venons de voir, ce genre d'initiative permet de regrouper les étudiants prolétaires ou proches des prolétaires. Cela ne plaît que rarement aux petits-bourgeois qui ont généralement peur de se rendre dans les quartiers populaires. Ils sont effrayé par la perspective de mettre les pieds dans une usine parce qu'ils craignent de se faire casser la gueule. C'est ridicule ! L'époque où les hommes de la CGT s'en prenaient aux étudiants rodant autour des usines est bien loin derrière nous. Aujourd'hui les partis sont déliquescents et les ouvriers acceptent de prendre tous les tracts parce qu'ils veulent savoir ce qui se passe en dehors de leur monde.

Passons maintenant à la question des lycéens. Alors que dans une université on rentre comme dans un moulin, les choses sont plus compliquées en ce qui concerne les lycées. Or, on s'y montre généralement plus intéressés que parmi les étudiants de la fac. Si les lycéens n'ont pas d'argent, nos militants sont incités à leur donner notre journal gratuitement afin de les motiver. Un de nos sympathisants nous racontait que pendant les mouvements sociaux auxquels il avait participé, il lui arrivait très souvent de discuter avec les lycéens et lycéennes, généralement plus motivés que les étudiants. Ses interlocuteurs voulaient en savoir plus sur le concept de communisme, sur les buts du vrai militantisme, etc. Dans toutes ces situations, il faut privilégier les actions devant les lycées professionnels.

Alors qu'il n'est déjà pas facile de rentrer dans un lycée générale, l'affaire se complique davantage lorsqu'on tente de pénétrer un lycée professionnel. Mais malgré les obstacles, cela a été possible à Montreuil. Là-bas, le comité de lutte animé par Sud et par des militants autonomes avait été invité par un jeune, rendant ainsi possible une intervention dans le lycée. Les lycéens ont réagi de manière plus chaleureuse que dans les universités. Dès qu'un de nos militants se rend dans un lycée avec un journal ou des tracts, un grand nombre d'élèves viennent le voir car ils sont demandeurs de liens avec le monde externe. Du reste, ils subissent plus la répression

de l'administration qu'à l'université. C'est pourquoi ils recherchent avidement des soutiens à l'extérieur. Ils n'ont notamment pas le droit d'être syndiqués. Il existe toutefois des associations de défense des droits des lycéens. Parmi elles se trouve la FIDL²²⁷, association réformiste des plus médiocres, et qui prévoit dans son budget la possibilité d'envoyer des vigiles dans les manifs.

Il arrive que les étudiants se montrent trop arrogants et refusent de faire des efforts pour aller vers les lycées. C'est précisément ce que nous avons observé à Tours : manque d'humilité de la part des étudiants, manipulations, fausses informations pour éviter que ça dégénère. Pourtant, les lycéens sont la jeunesse de demain. Il faut essayer de faire en sorte que les universitaires se joignent à eux dans leur combat.

Dans les IUT [Institut universitaire de technologie] aussi, il y a eu des choses à mettre en place. Le gouvernement a notamment décidé d'y porter les DUT de deux ans à trois ans [appelé BUT – Bachelor universitaire de technologie – depuis septembre 2021]. Ce qui nous intéresse dans les DUT, c'est qu'il y a autant une formation théorique que pratique, amenant les étudiants à suivre un grand nombre de stages.

Mais quels IUT choisir pour notre implantation ?

Il y a des établissements qui proposent des DUT Techniques de Commercialisation, des DUT Gestion des entreprises et des administrations, etc. Les étudiants inscrits dans ces formations étaient souvent des casseurs de grève. Lorsqu'on intervenait dans leurs cours, on se faisait presque toujours huer. Pour eux, on n'était que des sales gauchistes.

Compte tenu ces facteurs, il faut avant tout nous diriger vers les formations techniques, laissant de côté, au moins dans un premier temps, les étudiants en droit, en commerce, en gestion commerciale ou encore en gestion et études administratives. Car à ceux-là on apprend comment faire marcher des entreprises à la manière des pires patrons.

Essayons de synthétiser tous ces éléments.

L'essentiel, c'est de mobiliser les lycéens. Dans les universités notre travail consistera à créer des commissions externes qui emmèneront les étudiants en dehors de leurs établissements, regroupant ainsi les étudiants prolétariens.

²²⁷ La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL). Elle est proche du Parti socialiste.

Faut-il commencer par effectuer un travail de propagande afin de sensibiliser les étudiants sur un certain nombre de sujets, où s'agit-il plutôt de les inciter, dès le départ, à développer une pratique militante ? Plutôt que de favoriser soit l'un soit l'autre de manière unilatérale, il est préférable d'articuler les deux aspects. Si des étudiants nous disent qu'ils sont d'accord avec notre discours, on peut leur proposer d'aller à la rencontre des ouvriers, dans les boîtes comme Citroën ou ailleurs, soit les emmener dans un quartier. Il ne faut pas tomber dans le piège de l'immédiatement pratique, et pousser les étudiants vers l'extérieur sans qu'ils sachent ce qui s'y passe, sans même avoir échangé avec nous.

Mais dès qu'on commencera à être un peu connu, par nos cours de marxisme ou par la propagande, il est important de proposer aux étudiants des activités pratiques qui, à travers des commissions externes, les encourageront à sortir de l'université pour faire des actions concrètes. C'est alors qu'on met réellement en application notre ligne. Or, ce qu'on voit souvent chez d'autres groupes, c'est qu'en dehors des cercles d'étude dans les universités, ils n'organisent rien de pratique.

Ne démoralisons pas si au départ il n'y a pas grand monde. Commençons par des petites campagnes d'affichage. Essayons ensuite d'organiser des cours, en nous renseignant pour avoir une salle, etc. Si aucune salle n'est disponible, cherchons un bout de couloir plus ou moins adapté et examinons les aspects techniques à régler pour pouvoir tenir notre cours. Évitions d'organiser nos cours dans des salles militantes à l'extérieur. Bien qu'une partie de nos sympathisants viendront, les autres étudiants ne se déplaceront pas pour cette occasion. Il faut prendre en compte ces éléments et se donner les moyens de résoudre ces problèmes par d'autres voies. Si on veut projeter un film, on trouve un projecteur, un ordinateur portable. Ce n'est pas très compliqué.

On organise un premier cours, puis un deuxième et un troisième ; on évalue qui est resté et qui est parti. Il peut y avoir du monde, mais on ne sait jamais d'avance comment les sessions se dérouleront.

Quoiqu'il faut entretenir de bonnes relations avec certaines autres associations, il est important de nous organiser de manière autonome. Par la suite, une fois que nos activités sont bien en place, on peut prendre contact avec plusieurs d'entre elles et, après un travail de propagande, proposer une réunion sur le maoïsme.

Deux semaines avant chaque évènement, nos camarades pourront faire une diffusion de tracts, une fois le lundi, une fois le vendredi. C'est particulièrement important dans le cadre du travail dans les facs. Il faut également se prémunir de toute tentative par certains de récupérer notre travail, nos actions, qu'ils feront dévier de leurs objectifs. Malgré certains incidents, ni la fac de Saint-Denis, ni celle de Nanterre est la chasse gardée d'une organisation en particulier.

L'université de Saint-Denis est prioritaire sur les autres car nous avons défini le 93 comme notre future base d'appui dans la région parisienne. Ce que nous pouvons déjà observer, c'est qu'il y a pas mal de militants actifs dans cette fac. Il nous sera donc possible d'en gagner un ou deux, et de les inciter à diffuser et à coller sur le terrain. Nous devons également nous assurer d'une présence à Nanterre. Les batailles qui s'y mènent sont de nature politiques, surtout après le meeting sur les événements de Mai 68, que nous avons organisé en novembre dernier [2008]. Le caractère politique de la lutte s'y est manifesté à travers la décision de l'AGEN de soutenir notre meeting, et plus particulièrement parce que le but de celui-ci était d'affirmer le maoïsme comme ayant sa place à la faculté de Nanterre. Notre évènement n'avait pas pour vocation de simplement rappeler l'histoire de Mai 68. Nous avons décidé d'organiser ce meeting pour exprimer notre détermination à construire un parti communiste maoïste dans un pays impérialiste – la France –, prenant en compte lors de l'évènement la problématique de la guerre populaire et de la lutte actuelle, plus que la commémoration de Mai 68. Continuons sur cette voie !

Chapitre 6

La question des quartiers populaires

La lutte des Conti peut servir d'exemple pour les luttes dans les quartiers populaires ; c'est un combat qui a réussi à aller jusqu'au bout. La révolte a éclaté en 2005 de manière soudaine, avant de se répandre dans toute la France. Or, cette révolte a été difficile à mener jusqu'à son terme. La lutte des Conti peut ranimer l'espoir des populations des quartiers. Car c'est entre autres là-bas qu'on trouvera les personnes capables de mener la lutte pour l'émancipation.

On nous dit qu'en mettant sur pied un comité de lutte, on sera confrontés au « problème » des « communautés ».

Mais les événements de 2005 nous ont montré qu'il s'agit d'un faux problème ! Certes, il y a des situations dans lesquelles la religion peut poser des difficultés ; c'est plus souvent le cas dans les quartiers que dans les usines où le lien entre les individus se fait à travers le travail. À Clichy/Montfermeil, la révolte de 2005 a prouvé que l'unité des quartiers populaires est possible, qu'il s'agit simplement d'effectuer un travail de réunification. À Montfermeil et dans d'autres villes du 93, une bonne partie des jeunes approuvent nos affiches contre le fascisme moderne et l'État policier.

À l'aide d'un plan d'action pour le 93, il nous faudrait choisir un certain nombre d'autres quartiers populaires dans lesquels nous devons construire des bases. À Clichy/Montfermeil par exemple, il y a beaucoup de travailleurs pauvres et de personnes vivant au ban de la société ; il y a également trop peu de transports publics et seulement un petit centre commercial pour toute la ville. Les habitants ne disposent de quasiment aucun service et l'entretien des immeubles est abandonné par les bailleurs. C'est difficile d'y vivre. Toutes ces conditions favorisent la lutte, mais alors comment y pénétrer ? Un sympathisant du parti qui avait collé des affiches dans sa ville s'était longuement entretenu avec un jeune à qui il avait vendu un journal, avant de lui poser la question comment il voyait la situation. Son interlocuteur reconnaissait que la situation dans le monde était catastrophique, bien que ses idées semblaient encore un peu arrêtées. En se focalisant sur la protection de son quartier, il ne rassemble pas vraiment les gens ; il y a des rivalités, des territoires à défendre.

Ce n'est pas la même ambiance à Montfermeil. Là-bas on prend nos tracts, alors qu'avant ce n'était pas le cas. C'est notamment le tract sur la Palestine qui a aidé à améliorer la situation. S'il est difficile de réunir la plupart des quartiers, la révolte de 2005 prouve que cela reste possible. Les objections sur le communautarisme, les clans et les petits trafics sont des fausses excuses de militants d'« extrême gauche » qui préfèrent rester en dehors des quartiers parce qu'ils ont peur des révoltes populaires.

Pourtant, il suffirait de quelques militants déterminés pour créer une base suffisamment solide pour impulser la guerre populaire prolongée. Nous devons construire par le haut, parce qu'il est peu probable que plusieurs groupes émergeront simultanément et seront en capacité de se coordonner sur le tas. Il faut bâtir nos organisations du haut vers le bas, avec des jeunes motivés, politisés et prêts à apprendre. Leur tâche consistera à gagner celles et ceux qui ne s'intéressent pas à la « politique politicienne » mais expriment un désir de changement. Quand éclatent des bagarres ou que d'autres problèmes se posent devant nous, les maos doivent trouver les moyens pour que les jeunes puissent avancer dans leurs démarches, ou se défendre face à des agressions. C'est pourquoi il faut développer des comités de quartier ! À l'intérieur de ces comités de jeunes cadres de notre organisation, issus du quartier, impulseront la lutte révolutionnaire. En dehors de ces structures particulières, il faut avoir une démarche plus large visant à organiser le quartier dans son ensemble. C'est là un travail de longue haleine, qui permet d'implanter le comité dans la durée. Ces organes formeront la base du nouveau pouvoir à travers lequel les masses pourront prendre leurs affaires en main. Ils organiseront eux-mêmes les tâches de nettoyage dans le quartier ; ils formeront un groupe de personnes missionnées pour repeindre une cage d'escalier ; chacun se charge d'une partie du boulot et exige le matériel pour l'exécuter.

Dans le 93, il y a peu de problèmes de religion, de communautarisme ; à Clichy /Montfermeil nous n'avons pas eu de difficultés avec les croyants. Il peut y avoir des soucis à d'autres endroits. Lorsque nous rencontrons des problèmes de ce type, il faut voir comment s'y prendre pour les surmonter. Les rivalités entre certains quartiers peuvent et doivent être dépassées elles aussi. Ici encore, nous renvoyons à l'exemple de 2005.

Quand nous mettons les pieds dans un quartier pour la première fois, il n'est pas rare d'être vus comme des étrangers. C'est pourquoi nous

devons prendre l'exemple de Mao et mener une enquête permettant de connaître la situation concrète du quartier. Voilà notre première tâche. Après avoir enquêté sur le terrain, on passe à l'analyse ; c'est ainsi qu'on peut aborder le problème de la religion et du communautarisme, tout comme un tas d'autres questions. Notre étude du quartier ne doit pas se cantonner aux seules conversations tenues sur le marché, mais doit également inclure des enquêtes sur la situation des masses. Ce travail nous apportera des réponses satisfaisantes. À Montfermeil et Clichy-sous-Bois, le profil des habitants est le même que dans d'autres banlieues. Les gens ont du mal à sortir de leur ville parce qu'il y a trop peu de bus, et que la ligne existante ne peut désenclaver la zone en question. Il faut une heure pour arriver à Paris ! Nous devons faire sortir les habitants de cet isolement.

Une expérience du passé, dans l'Essonne, peut nous montrer la voie pour construire notre force dans le 93. À l'époque, les militants étaient dispersés autour de Corbeil, une ville ouvrière. Nous avons commencé notre travail d'implantation par l'établissement de deux camarades dans une grande usine. Peu de temps après, ils y déclenchèrent une grève sauvage. Il y eut un troisième camarade, un habitant de Corbeil. Au début, le groupe mao était perçu comme étranger au quartier. Puis, un jeune fut condamné par contumace pour un délit mineur. On lui fournit un avocat, grâce auquel il fut relaxé. C'est après cet incident que les barrières entre nous et les autres habitants étaient tombées. Pour être vu comme un des leurs, il faut d'abord apporter quelque chose. Alors, il n'y a plus d'esprit de ghetto ; la religion et le reste deviennent une affaire personnelle. Aucune force politique n'occupe ni contrôle réellement les quartiers. En dehors des périodes électorales, seules nos affiches peuvent être vues sur les murs. Comme aujourd'hui nous n'habitons pas – encore – à Montfermeil, il faut faire plus d'interventions. Menons des enquêtes sur les habitants, allons sur le marché, etc.

Comme nous l'avons dit plus haut, à Montfermeil il a suffi d'un tract sur la Palestine – ainsi que quelques affiches – pour avoir la sympathie de la population. Les musulmans qui faisaient des appels aux dons pour la mosquée nous ont même demandé un petit tas de tracts, signés du parti, afin de les distribuer. Malgré notre présence inconstante à Montfermeil, les habitants nous ont demandé si nous avions prévu d'organiser des choses dans leur ville. Ça a été un bond qualitatif !

Réponses des maoïstes à des questions polémiques

Cahiers du Maoïsme, no. 2, p. 15-17.

Question : Aujourd'hui, le maoïsme a une mauvaise réputation – comment comptez-vous remédier à ce problème ?

Nous pensons qu'il est incorrect de cacher les erreurs commises sous l'expérience historique du socialisme. Il y a eu des morts et une répression trop importante. Tout ça est vrai ! Il nous semble toutefois important de rappeler que les révisionnistes ont moins contribué à mettre fin à ces erreurs qu'à détruire les aspects positifs du socialisme, faisant en sorte que la situation actuelle du prolétariat et des masses populaires est pire que par le passé.

Rappelons que dans les anciens pays socialistes, les gens vivaient mieux et disposaient de ce dont ils avaient besoin. Or, quand le gouvernement chinois a commencé à démanteler les communes populaires, les paysans se sont trouvés dans l'obligation d'aller travailler en ville, y subissant les pires conditions. Avec la crise, ils se sont retrouvés à la rue et ont dû regagner leurs villages, où ils n'ont plus rien. Devenus ouvriers précaires, ils n'ont pas eu droit au chômage.

Il nous incombe également d'expliquer aux gens que la lutte n'est pas gagnée après la prise du pouvoir. D'un côté, l'ancienne bourgeoisie, n'ayant pas renoncé à la perte de ses privilèges, tente de reconquérir son pouvoir en mettant en œuvre tous les moyens dont elle dispose. Le plus grand danger vient toutefois du côté des arrivistes qui, de manière dissimulée, se fraient un chemin au sein du Parti, de l'appareil d'État et dans toutes les sphères de la société socialiste. Étape par étape, ils préparent la restauration du capitalisme. Ne travaillant que pour eux-mêmes, ils forment une nouvelle bourgeoisie dont l'arme ne consiste plus en la possession des moyens de production, mais dans l'occupation de postes clés au sein du Parti et de l'appareil d'État socialiste.

Question : Comment pensez-vous que le développement d'un tel processus pourrait être empêché ?

Si les forces révolutionnaires souhaitent préserver le pouvoir, il leur faut transformer la société de fond en comble. Or, de nombreux éléments se mettront en travers de ce processus révolutionnaire, et tenteront de le saboter. Il faut absolument les écarter, les réprimer si nécessaire, sans pour autant recourir à leur élimination. La lutte des deux lignes traverse toute la société. Il n'y a pas que la contradiction entre nous et nos ennemis ; il y a également celle qui existe dans notre propre tête. Pensons notamment aux préjugés et aux forces de l'habitude.

Mao a posé la première pierre dans la lutte contre ceux qui, au sein du parti, de l'État, de l'université et des entreprises, sont engagés sur la voie menant au capitalisme. C'est cette compréhension qui l'a poussé à lancer la Grande Révolution culturelle prolétarienne, qui a permis à cette lutte de s'ouvrir à tous les domaines de la société, avec pour objectif de renforcer la dictature du prolétariat et de poursuivre la construction du socialisme. Mao avait compris que si la lutte n'avancait pas, elle reculerait jusqu'à un retour au capitalisme et à des conceptions bourgeoises du monde.

Des révolutions culturelles de ce type devront se produire périodiquement. Il s'agit d'une chaîne ininterrompue de révolutions, avançant étape par étape (et qui n'a rien à voir avec une « révolution permanente » de type trotskiste). Chaque étape doit avoir pour objectif de résoudre de nouveaux problèmes, tout en consolidant les acquis des révolutions culturelles passées, avant d'être elle-même dépassée par une nouvelle étape de la révolution. Les révolutions culturelles passent par la persuasion et des méthodes pédagogiques. Parallèlement, on développe la production afin de mieux pouvoir répondre aux besoins des masses et faciliter le passage à une prochaine phase révolutionnaire, et ainsi de suite jusqu'au communisme.

Question : En France, les dirigeants maoïstes comme Glucksmann, Geismar ou Benny Lévy de la Gauche prolétarienne, ont liquidé le mouvement. Qu'avez-vous à dire à ce propos ?

Tout d'abord, il faut faire la différence entre André Glucksmann et Benny Lévy d'un côté, dont le premier est devenu un réactionnaire et le deuxième un chantre du judaïsme intégriste, et Alain Geismar de l'autre,

qui a fait carrière dans l'Éducation nationale, mais ne s'est pas transformé en serviteur idéologique de la réaction et de l'obscurantisme.

Après la liquidation de la Gauche prolétarienne, les militants, déboussolés, ont essayé de se réorganiser : certains ont trouvé leur bonheur du côté du mouvement autonome alors que d'autres ont rejoint les différentes formations marxistes-léninistes. Pendant un certain temps, l'activisme du mouvement autonome portait de grands espoirs. Mais sans ligne, sans théorie révolutionnaire, toute pratique est condamnée à rester aveugle. Les plus radicaux d'entre eux formèrent les NAPAP et Action directe. Ces militants déterminés ont payé très cher leur volontarisme, hélas coupé des masses.

Les maoïstes ont commencé à se regrouper mais n'ont pas eu pas les idées suffisamment claires pour reconstruire quelque chose après la liquidation. Après la mort de Mao, c'est une deuxième vague de liquidations qui a déferlé sur le mouvement, impulsée par le PCOF et les hoxhaïstes. Elle emportera tous les efforts faits par les maoïstes restants.

En 1980, le Parti communiste du Pérou déclencha la guerre populaire, donnant un nouvel élan au mouvement maoïste. Aujourd'hui, malgré la liquidation du camp socialiste, les maoïstes ont repris la tête de la lutte révolutionnaire dans le monde, bien qu'en France et dans les autres pays impérialistes nous sommes encore en minorité.

Qui se trouve à la tête du mouvement ? Qui affirme qu'il est impossible pour le prolétariat de prendre le pouvoir par la voie pacifique, sans détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, notre ennemi juré ? Ce sont les maoïstes ! Seuls eux réussissent à mettre en pratique la théorie marxiste en menant des guerres populaires, comme au Pérou, au Népal, en Inde, au Bangladesh, au Bhoutan, en Turquie et aux Philippines, alors que d'autres guerres se préparent ailleurs.

Si les maoïstes affirment la nécessité de la violence révolutionnaire, du développement de la guerre populaire dans tous les pays du monde, ce n'est pas par leur caractère prétendument violent, mais parce qu'ils estiment important de réagir aux agressions de l'ennemi. Si on ne s'oppose pas à la violence du camp d'en face, c'est lui qui nous fera la guerre et nous écrasera. Depuis très longtemps, nos ennemis mènent la guerre contre les différents peuples qui existent dans le monde. Cela ne les empêche pourtant pas d'accorder, en 2009, le prix Nobel de la paix à Barack Obama,

dirigeant de l'État impérialiste américain qui poursuit tranquillement son effort de guerre en Irak et en Afghanistan, et qui continue d'armer l'État d'Israël et bien d'autres États réactionnaires dans le monde.

Question : Le maoïsme est-il supérieur aux autres théories ?

Nous ne voyons pas le maoïsme comme une « idéologie de prodiges », mais comme la simple prolongation des idées de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao. Comme nous, ils considéraient comme nécessaire la destruction de l'appareil d'État bourgeois ; ils appuyaient sur le l'impérialisme du remplacement de la dictature de la bourgeoisie par la dictature du prolétariat, et sur l'importance de la guerre populaire comme moyen pour y parvenir ; enfin, ils défendaient la pratique de la révolution culturelle qui, de manière périodique, est censée aider à maintenir au pouvoir cette même dictature du prolétariat. Contrairement à certains autres partis, nous n'avons renié aucun de ces principes ; nous y sommes restés fidèles jusqu'à aujourd'hui.

Nous croyons à la nécessité d'une guerre populaire prolongée, adaptée à chaque pays, et non au « grand soir », rêvé par tant de révolutionnaires de cœur mais pas de tête. En effet, nous pensons qu'il est erroné d'attendre qu'une insurrection tombe du ciel. Nous n'adhérons pas à une conception monolithique du Parti, tout comme nous n'adhérons pas à une vision monolithique de la vie ; toute chose est soumise à une lutte contradictoire entre deux éléments qui l'animent de l'intérieur.

En cette lutte des contraires, nous voyons la base du mouvement constitutif de la vie. Pourquoi en serait-il autrement concernant le Parti ou l'appareil d'État ? À travers l'histoire, la pratique a démontrée que c'est la lutte des deux lignes qui fait avancer ou reculer le processus révolutionnaire au sein d'une même unité.

La lutte des classes au sein de la société – une de ces « unités » – se poursuit sous la dictature du prolétariat jusqu'au communisme, où la lutte des contraires se prolongera en dehors du cadre de la société de classe qui n'existera plus. Lénine affirmait notamment qu'avec l'avènement de la dictature du prolétariat, cette lutte (qu'elle soit pacifique ou non) deviendrait de plus en plus aiguë. Et, encore une fois, cela s'est vérifié dans la pratique !

Certain préfèrent se vautrer dans un imaginaire de la défaite, disant que si on avait laissé faire Trotski, les choses se seraient passées autrement. Voilà ce que les sympathisants du parti issus du courant trotskiste pourraient répondre à leurs anciens camarades pour les aider à réfléchir : « dans les faits, on ne sait pas comment tout cela se seraient déroulées ; il est inutile de divaguer sur des choses qui n'ont jamais existé en dehors de quelques déclarations. Sans pratique, il est impossible d'envisager des solutions réelles aux problèmes réels. Prenons l'exemple de la science : les problèmes techniques n'ont jamais pu être résolus d'un seul coup. D'abord on a commencé par fabriquer des haches de pierre, parce qu'on ne connaissait rien d'autre. Suite à cela, on a découvert le fer et toutes les applications qui en découlent. C'est la pratique qui nous a permis d'améliorer nos techniques, tout en commettant un certain nombre d'erreurs sur le chemin. Même histoire du côté des premières transfusions : beaucoup de gens sont morts parce qu'on ne savait pas qu'il existait des groupes sanguins. Le principe de la transfusion était pourtant correct, mais il fallait des expérimentations ultérieures pour permettre à cette découverte de sauver des vies sans causer des dégâts.

Question : Comment pensez-vous que le maoïsme se développera à l'avenir ?

Pour nous, le maoïsme est le dernier jalon du marxisme. En lui est contenue l'histoire de toutes celles et ceux qui ont participé au mouvement ouvrier et communiste. Car le maoïsme « à la française » ne pourra être une simple copie de ce qu'a été la révolution en Russie ou en Chine. Chaque pays a sa propre histoire et ses propres révolutionnaires, sur lesquels il faut s'appuyer.

Ainsi, il est important d'affirmer que le marxisme n'est pas plus allemand que le léninisme n'est russe ou le maoïsme chinois. L'ensemble de principes et de stratégies communes que représente le marxisme-léninisme-maoïsme, doit s'adapter aux conditions concrètes de chaque pays. Bien qu'appartenant à la même catégorie de pays – des pays impérialistes –, la France et l'Italie ont suffisamment de points divergents pour voir qu'en dehors de certains principes stratégiques communs, le maoïsme devra s'y adapter de manière différente.

Nous avons adressé ces points divergents un peu plus haut dans le texte. C'est aux révolutionnaires de chaque pays de trouver la voie correspondante à leur situation, en lien avec les masses ouvrières et populaires qui l'entourent, et en partant des conditions de vie desdites masses exploitées.

Nous sommes conscients du fait que tout le monde ne nous aime pas forcément. Des coups, nous en prenons de tous les côtés. Aux attaques des trotskistes, nous répondons en disant qu'en dehors de leur participation au gouvernement de Sirimavo Bandaranaike au Sri Lanka – qui n'a pas hésité à attaquer et à massacrer les forces engagées dans la guerre populaire dirigée par les maoïstes²²⁸ – il n'y a jamais eu de prise de pouvoir ou de révolution proprement trotskiste. Si le Parti ouvrier social-démocrate de Russie aurait été organisé d'après les principes défendus par Trotski, associant mencheviks et bolcheviks – principes dénoncés par Lénine en 1903 –, il n'y aurait pas eu de révolution d'Octobre. N'oublions pas que ces mêmes mencheviks soutenaient le gouvernement provisoire mis en place en février 1917, et s'étaient opposés aux bolcheviks. Le « bloc d'août » de 1912, lors duquel Trotski tenta de réunifier les tendances menchevik et bolchevik, fut immédiatement dénoncé par Lénine comme opportuniste.

Aujourd'hui, les révolutions les plus avancées sont dirigées par les maoïstes : Népal – même si la situation est complexe –, Inde, Pérou, Bhoutan, Bangladesh, Turquie, Philippines, etc. En Amérique latine l'influence politique des trotskistes reste importante. Néanmoins, la seule guerre populaire qui s'y développe est au Pérou.

Dans la gauche française, nous ne rencontrons pas uniquement des organisations trotskistes ; il y a d'autres formations, comme le PCF, le PS, les Verts, etc. Face à celles-là, il nous faut une organisation qui puisse répondre aux besoins stratégiques réelles.

Lénine a dit que si on nie la dictature du prolétariat, on cesse d'être marxiste, parce qu'on se refuse d'être suffisamment ferme, autoritaire, pour transformer la société une fois le pouvoir entre nos mains. N'est-ce pas l'acte le plus autoritaire que d'exproprier les capitalistes sans les indemniser (en dehors de certains cas) ? C'est ça la dictature du prolétariat. La

²²⁸ Entre avril et juin 1971, le Front de libération du peuple (Janatha Vimukthi Peramuna-JVP) initia une guerre populaire au Sri Lanka. La répression fut sévère – près de 30 000 partisans furent massacrés par le gouvernement de Bandaranaike.

propriété des moyens de production ne revient plus à la bourgeoisie, mais au prolétariat. Pour lui, c'est l'avènement de la vraie démocratie. Avant, les travailleurs étaient exploités et opprimés, menacés de licenciement. Maintenant ils travaillent pour eux, réorganisent la société selon leurs intérêts. Voilà le sens que revêt la notion de démocratie prolétarienne sous la dictature du prolétariat.

Ces quelques paragraphes visent à répondre aux critiques formulées à notre rencontre – nous, les maoïstes – par les révisionnistes, les sociaux-démocrates, les trotskistes et la bourgeoisie depuis la chute du mur de Berlin. Comme s'ils étaient membres d'un même orchestre, ils ont joué chacun leur propre partition pour enterrer notre histoire et ainsi celle du communisme, déguisée sous l'effigie de l'anti-stalinisme et de l'anti-maoïsme.

Cet article a pour objectif d'aider nos camarades et sympathisants du Parti ; de leur fournir les armes nécessaires pour faire face à ces attaques ; de leur offrir une compréhension plus globale du maoïsme ; de rassembler les communistes isolés et de gagner à notre cause les autres révolutionnaires qui, faute de repères et de formation, sont aujourd'hui dispersés dans de nombreuses organisations et partis opportunistes.

La position des maoïstes vis-à-vis des autres partis et organisations

Cahiers du Maoïsme, no. 2, p. 18-20.

Les révisionnistes

Il s'agit des anciens partis communistes – notamment le PCF –, qui ont adoptés des thèses allant dans le sens d'une révision des positions proprement marxistes, comme la dictature du prolétariat ou la violence révolutionnaire. Les propositions actuelles du PCF sont : la conquête du pouvoir par la voie parlementaire et la participation aux gouvernements « de gauche » – récusant ainsi la critique du crétinisme parlementaire formulée par Lénine. Nous ne sommes pas abstentionnistes par principe, c'est-à-dire que nous ne disons pas qu'il ne faille jamais voter. La question est plutôt : qu'est-ce qu'on pense pouvoir faire au parlement ou au sein d'un gouvernement ? Peut-on réellement changer le système par ce moyen ? L'exemple du PCF est marquant à ce niveau-là : il s'agit d'un parti « communiste » qui, à une certaine époque, était implanté dans de nombreuses villes et villages, phénomène qui fut appelé « socialisme municipal ». Mais à force de reporter la prise du pouvoir par des moyens nécessairement extra-parlementaires, le PCF dut céder du terrain au profit du PS, dont la gestion des collectivités fut très similaire à celle des communistes.

Pour faire simple, le révisionnisme c'est la révision du marxisme. Historiquement, ses figures de proue furent Eduard Bernstein, Karl Kautsky et Nikita Khrouchtchev. Contrairement au récit dominant, ce n'est pas Staline qui a fait dériver l'URSS du chemin du communisme, mais bien Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev. La restauration du capitalisme ne s'est pas fait en un jour ; c'est un processus qui s'est développé par petits bouts.

Les marxistes-léninistes

Ceux qui se réclament aujourd'hui du marxisme-léninisme n'ont généralement pas remis en cause la dictature du prolétariat. Bien qu'ils n'aient pas renié Marx, Lénine ou Staline, ils disent de Mao qu'il n'a jamais vraiment mené une révolution prolétarienne, parce qu'il a accepté la bour-

geoisie nationale au sein des organisations du front. Ainsi, ils confondent les politiques du front avec la direction du Parti. Dans un front populaire il n'y a pas que des communistes ; on y trouve des gens de tous horizons qui souhaitent lutter pour le changement et qui acceptent la direction du Parti. C'est d'autant plus le cas dans les pays opprimés où 90 % de la population sont des paysans. Si on attend passivement que la classe ouvrière soit la plus nombreuse, on finira par ne rien faire du tout. Les marxistes-léninistes critiquent l'alliance avec la bourgeoisie nationale car ils ne voient pas la contradiction qui existe entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie compradore et bureaucratique alliée aux grands propriétaires fonciers. Le camp de la bourgeoisie compradore pille le pays au profit des impérialistes étrangers, alors que la bourgeoisie nationale lutte au moins pour développer les richesses. Mao a mené la révolution politique jusqu'au bout. Malgré cela, l'impératif de la Grande Révolution culturelle prolétarienne a été la preuve qu'une nouvelle bourgeoisie se constitue sous la dictature du prolétariat. À l'époque, la plupart des marxistes-léninistes approuvèrent cette analyse, mais la rejetèrent peu après la mort de Mao, de la même manière qu'aujourd'hui, certains éléments au sein du mouvement maoïste nient la possibilité et la nécessité de la guerre populaire dans les pays impérialistes.

Les marxistes-léninistes nient donc une partie de l'histoire du communisme, car ils ne parviennent pas à reconnaître ses derniers développements. Pourtant, les apports de Mao sont nombreux. Constatant la poursuite de la lutte des classes sous le socialisme ainsi que la formation d'une nouvelle bourgeoisie, il lança la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Il compléta également la théorie militaire du prolétariat en y adjoignant la théorie et la pratique de la guerre populaire prolongée. Une autre de ses contributions fut la reconnaissance de la lutte de ligne au sein du Parti comme reflet de la lutte universelle des contraires – moteur de tout mouvement –, menant à une conception moins monolithique du Parti. Or, pour préserver l'unité du Parti et de sa ligne, il faut engager un débat idéologique sur cette question, ce qui n'empêche pas la lutte de ligne de se poursuivre à travers la mise en place de ses politiques. Enfin, dans le domaine économique, il y eut la commune populaire.

Concernant les marxistes-léninistes nous devons mener une lutte idéologique afin de les gagner à nos idées, ce qui est possible grâce à leur proximité relative.

Les trotskistes

Trotsky, bien qu'il se soit rallié à la ligne de Lénine et du Parti en 1917, pensait que les paysans – même ceux sans terre – n'étaient que des capitalistes en puissance, des réactionnaires sur lesquels les communistes ne devraient pas compter. Pourtant, il y a eu une réforme agraire. Mais aux yeux des trotskistes, cela ne suffisait pas. Pour eux, la réforme agraire véritable consiste en la nationalisation immédiate de toutes les terres. Ils ne voient pas que la collectivisation est un processus qui procède par bonds. Certes, ce processus peut prendre plusieurs sens, comme lorsque les SMT [Stations de Machines et Tracteurs] furent remises en cause par Khrouchtchev, conduisant au retour progressif du capitalisme.

Tout dépend donc de la direction que prendra la lutte entre les deux lignes. Si elle dérive dans le sens des capitalistes, c'est un retour en arrière qui se prépare. Si elle poursuit sa trajectoire en direction du communisme, le prolétariat fera un pas en avant.

Comme il a été dit, la lutte procède par étapes. Et c'est ce caractère progressif qui échappe à la compréhension des trotskistes, qui veulent tout d'un seul coup. La révolution permanente, théorisée par Trotsky, ne respecte pas ce principe – elle s'en trouve même totalement opposée. À l'inverse, la révolution ininterrompue par étapes est un processus durant lequel le passage au stade suivant est conditionné par la consolidation des avancées récentes et moins récentes, en tenant compte des contraintes intérieures et extérieures à la situation. Il faut que les trotskistes comprennent qu'il y a des phases par lesquelles on est obligé de passer et qui sont indépendantes de notre volonté. On ne peut transformer les choses si on n'a pas les moyens – ni les forces – pour le faire. Alors, on est amené à devoir faire un minimum de concessions. Parfois, il faut reculer afin de pouvoir avancer par derrière. C'est ce que tentent de faire les camarades népalais. Cela ne veut pas dire que toutes les concessions sont bonnes ! Mais nous devons comprendre que la transformation de la société ne suit pas une trajectoire linéaire. C'est un processus qui connaît des périodes d'accumulation progressive mais aussi des bonds plus rapides, des bonds quali-

tatifs, comme lors des grèves ou des révoltes. C'est de cette manière que se construira le socialisme.

La révolution permanente et la révolution par étapes ininterrompues sont donc deux choses très différentes. Illustrons la différence d'approche à l'aide d'un exemple. En cultivant son champ, un paysan doit faire face aux années durant lesquelles il pleut énormément. Malgré ses nombreux efforts, tout est détruit, et les gens qui dépendaient de sa production meurent de faim. Or, si lors de la récolte précédente, à une période moins hostile, le paysan, au lieu de tout consommer d'un seul coup, aurait prévu de faire quelques réserves – certes au prix d'un ventre moins rempli –, les gens ne seraient pas morts et la catastrophe serait plus aisément surmontée. Seulement dans ce cas aurait-il pu commencer à semer de nouveau et, pour le dire ainsi, « passer à l'étape suivante ».

La méthode de la révolution permanente est bien plus idéaliste. C'est celle du tout ou rien ; c'est celle du paysan qui décide de tout investir dans un nouvel engin, certes utile, mais au risque de perdre gros si les choses ne passeront pas comme prévu. On fonce, sans jamais s'arrêter. Alors, quand ça se passe mal on n'a plus rien pour rebondir, et on tombe dans le marasme.

À cause de cet idéalisme dogmatique, les trotskistes ont du mal à s'entendre et sont aujourd'hui divisés en de nombreux petits groupes. Dans chacun de ces groupes ou partis, on trouve une multitude de positions divergentes. Nous disons qu'il faut un parti homogène, avec une seule et même ligne – adoptée à la majorité –, laissant toutefois la place à la lutte des deux lignes au niveau de son application.

Les anarchistes

Il y a beaucoup de jeunes qui se réclament de l'anarchisme – parmi eux, certains sont un peu perdus, d'autres, ayant l'esprit plus clair, se disent « autonomes ». Ces derniers ont le mérite d'être organisés ; il faut s'intéresser aux thèses dont ils se revendiquent, car c'est un mouvement complexe. Souhaitent-ils la révolution ? Parmi celles et ceux que nous connaissons, il y en a qui répondent par la négative, alors que d'autres n'hésitent pas de dire « oui ». Les plus conscients d'entre eux parlent même de révolution prolétarienne – c'est eux qu'il faut essayer de gagner.

La position des maoïstes vis-à-vis des autres partis et organisations

Dans le milieu autonome on trouve également d'anciens maos de la Gauche prolétarienne, qui y ont cherché leur bonheur après sa liquidation, au moment où Benny Lévy disait : « dispersez-vous dans les maisons pour tous »²²⁹. Ces anciens maos ont voulu continuer la lutte ; ils se sont donc organisés là où c'était encore possible en participant à la construction d'un mouvement hétérogène, le mouvement autonome, basé sur le mot d'ordre spontanéiste « le mouvement est tout ».

Dans la banlieue parisienne, nous avons l'exemple de Montreuil qui connaît une dizaine de squats autonomes²³⁰, malheureusement coupés de la classe ouvrière. En dehors d'un manque d'ouverture sur la classe ouvrière, le mode de vie des militants, dans lequel la plupart des ouvriers ont du mal à se reconnaître, n'aide pas non plus dans ce sens. Pourtant, cela ne veut pas dire que l'occupation d'un terrain ou d'un immeuble pour en faire un squat serait une mauvaise chose. Certains militants autonomes vivent en squat parce qu'ils ne peuvent pas se loger autrement. Mais à cause de leur coupure avec les ouvriers, on entend souvent dire : « je ne me vois pas militer sous la direction des gens qui vivent en squat. » Mais si nos militants autonomes en viennent un jour à réellement se mettre en contact avec la classe ouvrière, ils se transformeront et cesseront d'être rejetés, gagnant de nouvelles idées tout en en apportant d'autres. Ils pourraient commencer par discuter du boulot, afin de comprendre les positions des ouvriers. Parce qu'en s'éduquant sur ce que vivent les gens, on comprend également leurs points de vue. C'est ce que faisait Engels, qui, bien qu'il ne vivait pas lui-même dans les taudis, se rendait dans les quartiers pour discuter avec les ouvriers.

Une partie des squatteurs est ouvertement « anti-travail » ; ils ne forment toutefois pas la majorité. Ces positions sont tenues par les plus jeunes. C'est ce qu'on a pu voir à Nantes, où suite à une discussion avec plusieurs jeunes autonomes, une dispute éclata parce qu'un de nos un mili-

²²⁹ La thèse des « maisons pour tous » fut un élément central de la liquidation de la GP. D'après cette thèse, les maoïstes devaient cesser leurs efforts pour construire une organisation révolutionnaire, et se concentrer plutôt sur la création de lieux (les « maisons pour tous ») au sein desquels les organisations – révolutionnaires – de divers milieux sociaux pourraient « se rencontrer librement, selon leurs rythmes respectifs » et ainsi créer des « communautés ». Voir « Pour un mouvement du 12 octobre, en quelque sorte », *Cahiers prolétariens*, no. 2, janvier 1974, p. 28.

²³⁰ Il n'en restent plus que trois en 2022.

tants avait parlé de la dictature du prolétariat. Nos interlocuteurs disaient ouvertement ne pas vouloir travailler et s'opposaient à toute personne qui tenterait de les en obliger. Or, tout en déclarant être contre, dans les faits ils travaillent, parce que même en vivant en squat il y a une forme d'économie, avec des droits et des devoirs.

L'Organisation communiste marxiste-léniniste — Voie prolétarienne (OCML-VP)

L'Organisation communiste marxiste-léniniste – Voie prolétarienne²³¹, considère que le parti ne pourra être construit qu'au moment où ses membres seront implantés un peu partout. À l'inverse, nous pensons que le Parti se construit par le haut.

Il ne faut pas non plus oublier que tout en se réclamant de Mao, VP appelle généralement à voter pour une organisation trotskiste. De plus, alors qu'ils défendent la guerre populaire dans les pays semi-coloniaux – au moins en paroles –, VP refuse de parler de la guerre populaire dans le contexte des pays impérialistes.

Ils sont opposés à la bourgeoisie, mais ne font que défendre un « mouvement » indéterminé. Même slogan que chez les autonomes : « le mouvement est tout » ! Voilà pourquoi la création du Parti est remise aux calendes grecques, alors même qu'ils ont les moyens pour le fonder aujourd'hui. Ils n'emploient jamais le terme de dictature du prolétariat. Ils rejettent également la figure de Staline, et refoulent donc une partie de l'histoire du mouvement communiste. Comment peut-on adhérer au maoïsme et au même temps rejeter une partie de ses éléments fondateurs ?

Le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)

Le PCOF n'est pas un parti maoïste – bien au contraire : dès son premier congrès, il s'est construit contre le maoïsme. Son programme a toujours été plein d'ambiguïtés, gardant la porte ouverte aux alliances avec les révisionnistes. Le parti a d'ailleurs appelé à voter Lutte ouvrière lors des élections présidentielles.

Concernant la lutte armée, ils en parlent d'un ton moqueur.

²³¹ L'OCML-VP a traversé, entre 2016 et 2019, une série de scissions lors desquels les trois-quarts de ses membres ont quitté l'organisation, incluant la majeure partie de sa direction historique et de ses militants de base. Aujourd'hui, cette organisation n'existe plus que sur internet.

Comme à l'époque de la restauration du capitalisme en Chine par Deng Xiaoping il ne restait presque plus rien du mouvement mao et ML, certains décidèrent de suivre le PCOF pendant un certain temps malgré leurs doutes sur son caractère révolutionnaire.

VP résista pourtant à son ralliement au PCOF. Ses militants ont critiqué Hoxha et ont assisté à la première conférence du Mouvement révolutionnaire internationaliste [MRI], auquel ils n'ont finalement pas adhéré.

Le Parti communiste « marxiste-léniniste-maoïste » (PC « MLM »)

Le PCMLM²³² n'est ni présent dans les luttes ni dans les manifestations, seulement sur internet. Cependant, rien n'est vraiment clair chez eux : sur leur site – *Contre-informations* – ils ont tendance à mélanger tout et n'importe quoi. Aujourd'hui, ils sont allés encore plus loin en s'en prenant directement à nous, à VP et au Comité de solidarité franco-népalais, en prétendant que nous soutiendrions le PCN(M) « jusqu'au bout ». S'ils lisaient *Nouveau Népal* et le *Drapeau Rouge*, ils verraient que notre soutien est un soutien critique, que l'on se pose beaucoup de questions, mais que nous refusons de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Dernièrement, ils ont publié un article ouvertement réactionnaire. Il serait intéressant d'étudier le texte, afin que nous puissions y apporter une réponse. L'article en question porte sur la « guerre du lait »²³³ d'aujourd'hui – et pas sur celle menée au temps de la Gauche prolétarienne. Dans l'article, les rédacteurs affirment que les paysans engagés dans cette guerre ne sont que des capitalistes et des réactionnaires. Nous n'avons évidemment rien à voir avec ces gens-là, qui défigurent le maoïsme. Nous considérons leur propos comme inadmissible. Le « travail » du PCMLM tend à isoler la classe ouvrière de la paysannerie pauvre, alors que celle-ci est une alliée naturelle du prolétariat. Rappelons que les maos de la Gauche prolétarienne sont allés à la rencontre des paysans, dont Jean Carel, animateur de la guerre du lait en 1972, jeté derrière les barreaux pour avoir vidé un camion transportant du lait. D'après le témoignage de sa mère, sa ferme

²³² Le PCMLM a changé de nom pour PCF(mlm) en 2015.

²³³ En 2008-2009, le prix du lait a drastiquement chuté en France. Plusieurs milliers d'éleveurs ont entamé une grève, arrêtant les livraisons et demandant une revalorisation des prix d'achat.

avait été entourée par les gendarmes armés de mitraillettes. À cette époque, la Gauche prolétarienne avait organisé une longue marche, rencontrant sur leur chemin de nombreux paysans qu'ils aidaient dans leurs travaux dans les champs – planter les betteraves, ramasser les bottes de maïs pour faire de l'ensilage, nettoyer les étables, etc. Il va sans dire que le rendement des maos était bien inférieur à celui des paysans expérimentés.

Au-delà la question paysanne, le PCMLM a également semé la confusion sur la question de l'État. Ils ont notamment déclaré que Sarkozy était le représentant de la bourgeoisie industrielle. Quand on connaît les montants qu'il a distribué à la bourgeoisie financière, on voit mal comment Sarkozy pourrait qualifier de défenseur de la bourgeoisie industrielle, compte tenu qu'en plus, à l'époque impérialiste le capital industriel a fusionné avec le capital bancaire pour former le capital financier commandant l'économie toute entière, y compris les sous-traitants. L'analyse du PCMLM est donc profondément erronée, voire anti-marxiste. Partant de leurs « observations », ils décrivent de Villepin comme un partisan d'un futur bloc Europe-Russie opposé aux États-Unis. Pour l'instant on n'a encore aucune idée de qui seront composés les futurs blocs géopolitiques – toutes les combinaisons sont possibles : la Russie, la Chine et l'Iran contre l'Inde, l'Europe et les États-Unis, etc.

Nos prophètes autoproclamés, qui prétendent mener la lutte contre l'ensemble du mouvement communiste maoïste, n'ont aucune existence pratique. Il suffit d'aller en manif, de se rendre sur les lieux de lutte, dans les comités de soutien aux camarades, pour se rendre compte que personne ne sait qui ils sont. Et ce n'est peut-être pas plus mal ! Car ils se seraient sûrement pris quelques coups de fourches de la part des producteurs de lait ; en effet, les masses n'aiment pas les provocations venant de ceux qui les méprisent.

Dans une lettre ouverte au *Drapeau rouge*, datée de 2006, ils avaient critiqué les manifestations durant lesquelles les maoïstes italiens, français et turcs apparaissaient à visage découvert. Selon eux, c'était une erreur de notre part, car on ne se rendrait soi-disant pas compte à quel point on serait « fliqués ». Aujourd'hui on leur répond par cette question : comment établit-on le lien avec les masses si on ne se fait pas connaître d'elles ?

Les autres maoïstes

En dehors des organisations déjà mentionnées, il reste quelques petits groupes virtuels, dont nous traiterons ici que d'un seul :

Dans le Nord, il y a un groupe qui se réclame de la République populaire démocratique de Corée [Corée du Nord], souhaitant se présenter aux élections régionales. Drôles de maoïstes qui participent aux élections et affichent sur leur site les liens qu'ils entretiennent avec un groupe « rouge-brun » se cachant également derrière l'étiquette « maoïste »²³⁴.

²³⁴ Ce paragraphe fait probablement référence au groupe « Résistance », un collectif de membres de la section lilloise du PCF qui se déclaraient du « maoïsme ». En réalité, leur « maoïsme » consistait simplement en une défense ardente de la République Populaire de Chine. Proche du PRCF, il se firent remarquer en 2014 en publiant un article qui faisait l'éloge de la « quenelle » de Dieudonné, la comparant à une forme moderne du point levé. Il semble que le groupe se soit dissout en 2018.

Éditions en Langues Étrangères

Collection Classiques en couleurs

1. **Cours de base de marxisme-léninisme-maoïsme**
PCI (maoïste)
2. **Les courants philosophiques dans le mouvement féministe**
Anuradha Ghandy
4. **La nécessité communiste**
J. Moufawad-Paul
8. **Stratégie pour la libération de la Palestine**
FPLP
10. **Notre guerre populaire et ses particularités**
José Maria Sison
11. **Repenser le socialisme: Qu'est-ce que la transition socialiste ?**
Deng-yuan Hsu & Pao-yu Ching
14. **Perspectives urbaines**
PCI (maoïste)
15. **Cinq essais philosophiques**
Mao Zedong
18. **Huit documents historiques**
Charu Mazumdar
20. **Introduction aux principes de base du marxisme-léninisme**
José Maria Sison
21. **Pour une analyse scientifique de la question gay**
Groupe d'étude de Los Angeles
22. **Guide du militant**
— Araling Aktibista
PADEPA
23. **Pédagogie de la Gouvernance**
Les Advocators

Collection Fondations

1. **Des principes du léninisme**
J. Staline
2. **Travail salarié et capital & Salaire, prix et profit**
Karl Marx
3. **Réforme sociale ou révolution**
Rosa Luxembourg
5. **L'État et la révolution**
V. I. Lénine
13. **La question du logement**
Friedrich Engels

Collection Nouveaux chemins

13. **La voie de la révolution**
Camarade Pierre